

n° 7

# Conseil Municipal de Lille

Réunion du 9 Novembre 1973

## Compte rendu

(adopté à la séance du 21 Décembre 1973)

La séance est ouverte à 18 h 30, sous la présidence de M. Pierre MAUROY, Maire.

M. CATESSON est désigné en qualité de secrétaire de séance. Il procède à l'appel nominal.

**Etaient présents :** MM. ALLARD, BESNIER, BOCHNER, M<sup>lle</sup> BOUCHEZ, MM. BOUTILLEUX, BRIFFAUT, BURIE, M<sup>me</sup> CACHEUX-HABIGAND, MM. CAILLIAU, CAMELOT, CATESSON, CHOQUEL, COLICHE, DASSONVILLE, M<sup>mes</sup> DEBAENE, DE MEY, MM. DERIEPPE, DERNONCOURT, FRISON, HENAU, HUET, IBLED, M<sup>me</sup> LASSON, MM. LAURENT, LEFEVRE, LEVY, LUSSIEZ, MATRAU, MAUROY, MIGLOS, MOLLET, ROMBAUT, SIROT, THIEFFRY.

**Excusés ayant donné pouvoir :** M. DURIER, M<sup>me</sup> VANNEUFVILLE, M. WAVRANT.

M. LE MAIRE — J'ai reçu des lettres d'excuses du Docteur DURIER et de M<sup>me</sup> CACHEUX, qui va venir, mais se trouvera ensuite dans l'obligation de nous quitter à partir de 20 heures, pour participer à une réunion sur les problèmes du Chili (arrivée de M<sup>me</sup> CACHEUX).

Vous avez reçu l'ordre du jour de notre séance d'aujourd'hui et le compte rendu des deux précédentes réunions.

Avez-vous des observations à formuler en ce qui concerne les procès-verbaux des réunions des 6 juillet et 5 octobre 1973 ? Non. Ils sont adoptés.

Je dois vous dire que se trouve dans la salle M. BENARDY, Adjoint au Maire de Pau, dont il m'est agréable de saluer la présence, en soulignant le plaisir de le voir à Lille, compte tenu des relations amicales que nous entretenons avec la Municipalité de Pau et d'abord avec son Maire.

\*\*\*



Mesdames, Messieurs, nous voici à une période de l'année où Lille brille de tous ses feux, en particulier avec le Festival Culturel de Musique dont nous aurons l'occasion de reparler au cours de cette soirée. Mais c'est aussi un moment de l'année où partout l'on se souvient.

Lille et les Lillois également se souviennent. D'abord, lors des cérémonies de la Toussaint qui ont donné l'occasion au Maire et aux membres du Conseil municipal de se rendre sur les tombes de nos concitoyens, tombes des Lillois illustres, tombes de ceux qui ont honoré Lille.

Le 11 novembre sera également une journée du souvenir consacrée à des manifestations d'hommages rendus à la mémoire des héros glorieux morts durant la guerre 1914-1918.

Nous sommes aujourd'hui le 9 novembre et il se fait que c'est le 3<sup>e</sup> anniversaire de la mort du Général de Gaulle. Le Général de Gaulle, chacun le sent bien, chacun le sait, appartient à l'Histoire. Il appartient à l'Histoire de France, à tous les Français, mais il appartient aussi à l'Histoire de Lille dont il est l'un des enfants les plus illustres.

C'est pourquoi, en votre nom, je tiens à saluer sa mémoire aujourd'hui et je suis sûr d'être votre interprète pour que nous décidions que, à jamais, le jour du 11 novembre, lié à la Guerre 1914-1918 mais lié aussi à celle de 1940-1945 et aux événements où justement le Général de Gaulle s'est illustré, le Maire, accompagné du Conseil municipal, aille déposer une gerbe devant la maison natale du Général de Gaulle.

Cette cérémonie pourrait se situer, à 9 heures 45, à l'issue du dépôt de gerbe devant le mur des Fusillés de la Citadelle.

Maintenant, je vous propose d'aborder immédiatement l'examen des rapports, en commençant toutefois — pour reprendre la suggestion de l'un de nos Collègues — par les affaires inscrites à la fin de l'ordre du jour. Par conséquent, je donne la parole à M. DERIEPPE.

#### ORDRE DU JOUR

##### DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES

Espaces verts

Rapporteur : M. DERIEPPE

**73/8022 - Aménagement des abords de la Citadelle. Travaux supplémentaires.  
3<sup>e</sup> tranche. Marché de gré à gré.**

Adopté.

Transports municipaux

Rapporteur : M. HENAUX

**73/8018 - Curage des égouts situés dans les propriétés communales. Fusion d'entreprises. Avenant.**



- 73/8019 - Transports municipaux. Achats de véhicules Peugeot - Renault - Savi-  
france. Marchés de gré à gré.
- 73/8020 - Transports municipaux. Vente de véhicules réformés et de vieux métaux.  
Admission en recette.
- 73/8021 - Service du parc automobile. Fourniture de carburant. Dossier d'adjudi-  
cation.

Adoptés.

DIRECTION DES SERVICES DE CONSTRUCTION  
ET D'ENTRETIEN DES IMMEUBLES COMMUNAUX

Rapporteur : M. BRIFFAUT

- 73/7120 - Jardin des plantes. Construction d'une cascade. Dossier d'exécution.
- 73/7121 - Divers stades. Travaux de modernisation et d'aménagements divers.  
Appel d'offres ouvert. Dossier d'exécution.
- 73/7122 - Halle de sports de type C, rue Paul-Doumer à La Madeleine. Construc-  
tion. Marché de gré à gré. Modification du montant.
- 73/7123 - Hôtel de Ville. Acquisition de mobilier de bureau. Marché de gré à gré.
- 73/7124 - Hôtel de Ville. Cabinet du Maire. Entretien d'une installation télépho-  
nique privée. Engagement d'entretien.
- 73/7125 - Pouponnière municipale. Entretien des installations téléphoniques. Enga-  
gement d'entretien.
- 73/7126 - Réseau téléphonique municipal. Résiliation et adjonction de postes télé-  
phoniques. Engagement d'entretien. Avenant n° 5.
- 73/7127 - Propriétés communales. Fourniture de tubes, raccords, robinetterie et  
accessoires pour installations sanitaires durant les années 1973 à 1977.  
Marché à commandes.
- 73/7128 - Propriétés communales. Travaux spéciaux à exécuter entre le 1<sup>er</sup> janvier  
1973 et le 31 décembre 1977. Travaux d'installations électriques. Marché  
à commandes. Avenant n° 1.
- 73/7129 - Propriétés communales. Travaux spéciaux à exécuter entre le 1<sup>er</sup> janvier  
1973 et le 31 décembre 1977. Fourniture de clôtures. Marché à comman-  
des. Avenant n° 1.
- 73/7130 - Propriétés communales. Fourniture et pose de clôtures et grillages,  
bardages, produits préfabriqués en béton durant les années 1973 à 1977.  
Marché à commandes. Avenant n° 1.
- 73/7131 - Cimetière de l'Est. Reconstruction des bureaux et du logement de  
conciergerie. Lot n° 1 : gros œuvre. Décompte définitif. Avenant.
- 73/7132 - Cimetière de l'Est. Reconstruction des bureaux et d'un logement de  
conciergerie. Lot n° 3 : carrelages - revêtements. Décompte définitif.  
Avenant.



**73/7133 - Piscine olympique, avenue Marx-Dormoy. Construction. Lot n° 11 :  
installation de traitement de l'eau. Marché sur concours, Avenant n° 1.**

J'attire votre attention sur le fait qu'en ce qui concerne les délibérations 7120 et 7121, les dossiers d'exécution sont joints aux rapports, ce qui permet aux membres du Conseil municipal de voir en détail comment seront réalisés certains équipements et d'apporter, s'ils le jugent utile, des observations.

Adoptés.

M. LE MAIRE — Docteur MATRAU, je vais vous donner la parole tout en vous remerciant d'avoir effectué la mission que le Conseil municipal vous avait confiée en ce qui concerne l'étude de la réalisation d'un Palais des Congrès à Lille.

Dr MATRAU — Monsieur le Maire, mes chers collègues, vous avez bien voulu, en son temps, me donner pour mission l'étude de la création d'un Palais des Congrès. Nous avons eu de nombreuses réunions et si certains ont pu penser que nous avons abusé du temps, nous n'avons fait qu'utiliser au mieux le temps qui nous était imparti pour connaître et réfléchir sur la création d'un Palais des Congrès.

Dans un premier temps, je vais vous donner la composition de la Commission dont les membres ont collaboré avec moi pour l'étude de la création d'un Palais des Congrès. Tout d'abord, je dois me féliciter d'avoir trouvé, au sein de l'administration municipale, des collaborateurs extrêmement compétents et en particulier Michel DELEBARRE, Pierre DOUAY, notre Directeur des Relations Publiques, ainsi que Ludovic GRANGEON.

En plus des membres de l'administration municipale, je me suis entouré de certaines compétences, de certains amis qui avaient été des collaborateurs par ailleurs et dont je connaissais, bien sûr, la justesse de leur jugement. En particulier je me suis entouré d'un représentant de l'hôtellerie, M. B. JAOUEN qui est le vice-président du syndicat hôtelier, sur le plan de la restauration de M. Loïk MARTIN, Directeur propriétaire du Restaurant de Paris, certains membres de la Chambre de Commerce et aussi de certains promoteurs qui sont venus, à notre demande, apporter leurs connaissances. Voilà en somme pour la structure de la Commission.

Nous avons eu de nombreuses discussions, bien entendu, de nombreuses réunions au sein de la Mairie, mais après avoir bien discuté il nous fallait nous rendre sur le tas pour voir ce qui avait été créé et pensé ailleurs.

Avec certains membres de la Commission, je me suis rendu en trois endroits : à Lyon, à Liège et, il y a encore une quinzaine de jours, à Stockholm où j'avais eu l'occasion de voir et de visiter ce qui se faisait là-bas dans ce pays.

Je dois vous dire que le choix de ces villes a été fait sur des impressions qui nous avaient été données par différents contacts de personnes qui avaient visité déjà les Palais des Congrès.



Nous sommes donc allés dans un premier temps à Lyon. Nous avons visité le Palais des Congrès qui se trouve être un grand monument plus ou moins archaïque, qui a eu en son temps, certainement, son utilité mais qui actuellement n'est pas une solution à retenir. Cela a été pour nous, malgré tout, assez formateur puisque nous avons vu un édifice qu'on nous avait recommandé mais qui se trouve ne pas devoir être retenu, à notre avis bien sûr, pour la Ville de Lille.

A Lyon nous sommes allés voir aussi le syndicat d'initiative qui nous a apporté toute son expérience sur la gestion, sur l'administration, sur l'aide que peut donner un syndicat d'initiative qui fonctionne dans l'administration d'un Palais des Congrès. Réunion vraiment très intéressante.

Le même jour, nous avons visité l'Ecole de Commerce qui est une fondation construite et financée uniquement par la Chambre de Commerce, c'est un édifice particulièrement agréable à voir, extrêmement fonctionnel, mais uniquement financé par la Chambre de Commerce de Lyon.

Lyon ne nous a pas extrêmement enthousiasmés. D'après les conversations que nous avons pu avoir au syndicat d'initiative, soit avec l'administration du Palais, soit avec l'Ecole de Commerce, quant à savoir quel était le Palais des Congrès qu'il fallait visiter, le premier mot qui venait sur les lèvres de ceux que nous avons rencontrés, c'était le Palais des Congrès de Liège. C'est ce que nous avons fait quinze jours ou trois semaines après.

A Liège, il faut bien dire que la réputation que ce Palais des Congrès avait eue et les bruits qui étaient venus à nos oreilles étaient particulièrement justifiés. Le Palais des Congrès de Liège, à notre avis, c'est celui qui se trouve être le plus fonctionnel, le plus agréable sur le plan de l'architecture. C'est un Palais des Congrès qui est construit sur les bords de la Meuse, situation particulièrement privilégiée, mais là n'est pas le principal intérêt. Le principal intérêt c'est que c'est un Palais agréable à voir, extrêmement fonctionnel, branché directement sur un hôtel, sur un restaurant qui se trouve fonctionner pratiquement 24 heures sur 24. Cet hôtel, ce restaurant ont leur administration particulière, le Palais des Congrès ayant son administration et sa gestion.

Je dois vous dire qu'avec M. DOUAY, qui était mon collaborateur ce jour-là, nous avons été accueillis magnifiquement par les Liégeois, par l'administration, en particulier par le Directeur du Palais des Congrès qui ne nous a absolument rien caché, qui a répondu vraiment très ouvertement à toutes les questions, même très indiscrettes, que nous avons pu poser pour la gestion d'un Palais des Congrès.

Le Palais des Congrès de Liège est un palais très fonctionnel, comme je vous l'ai dit, parce que non seulement il sert à la formation d'un congrès, mais il sert aussi à de multiples emplois : congrès, d'une part, bien entendu puisque actuellement à Liège il y a 110 congrès internationaux qui se réunissent, c'est vous dire l'importance de ce lieu de rencontre.



Il sert aussi aux expositions de peinture ou lors de réunions familiales (mariages, éventuellement des communions, ou toutes autres réunions familiales) ou pour des bals de grandes associations. Tout cela paraît éventuellement être très mélangé mais quand on est dans les locaux on se rend compte que tout peut fonctionner très normalement voilà ce que nous avons vu à Liège.

Je suis allé ensuite à Stockholm parce que mon collègue, le Consul de Suède m'avait dit qu'il fallait absolument que j'y aille, car en Suède il y avait des édifices qui étaient très intéressants à visiter.

A Stockholm j'y ai passé 48 heures, trois jours où je suis rentré en contact avec un architecte suédois qui se trouve être le beau-frère du Consul de Suède à Lille, avec lequel j'ai eu une excellente information, qui m'a pris par la main constamment pour me faire voir tout ce qu'il y avait à voir à Stockholm. Non seulement c'est un ami charmant qui parle très bien le français, ce qui facilite beaucoup les contacts, mais en plus il se trouve être un architecte suédois et le premier architecte de Stockholm, c'est lui qui est en place et qui tient le haut du pavé à Stockholm.

J'ai donc visité différents édifices et en particulier un grand palais que la ville de Stockholm avait construit et qui est loué au Parlement. C'est trop grand, c'est quelque chose qui n'est pas à notre mesure, mais en plus petit ce serait fort bien.

Je suis allé aussi visiter le théâtre de Stockholm qui a des salles, avec une très grande salle pour assemblées plénières, où l'on peut asseoir confortablement, avec traduction simultanée bien entendu, 1.200 personnes.

Je suis allé voir le Palais des Congrès : je dois dire que sur le plan de la réalisation, je n'ai pas été vraiment « époustoufflé » mais ce que j'ai appris surtout au contact des architectes suédois, ce sont les détails de techniques qui peuvent éventuellement rendre un édifice plus confortable et plus fonctionnel. Si bien que je ne pense pas qu'il faille copier dans une certaine mesure ce qui se fait là-bas mais copier ce qui rend fonctionnel un édifice.

Voilà donc ce que j'ai fait jusqu'à présent. Il fallait, bien sûr, non seulement visiter, mais réfléchir, méditer un court instant sur ce que j'avais à vous proposer et surtout sur les conclusions que j'en tirais.

En ce qui concerne les conclusions, je dois vous dire qu'il y a deux genres de conclusions à tirer de ce travail et de ces voyages.

Tout d'abord, en ce qui concerne un congrès, quel qu'il soit, sur le plan régional, national ou international, peu de congrès dépassent 1.200 personnes. Dans aucune ville, que ce soit à Lyon, à Liège ou à Stockholm on ne m'a conseillé de faire un Palais des Congrès où, en assemblée plénière, on mettrait plus de 1.200 personnes assises. Voilà un chiffre qui a été avancé tant à Lyon qu'à Liège et Stockholm. Il nous faut donc penser au maximum à créer, si possible lorsque nous le ferons, une assemblée plénière pouvant rassembler 1.200 personnes.



Je dois vous dire que dans les salles que j'ai visitées, surtout en Suède, on m'a montré certains petits trucs d'architectes pouvant scinder ces salles en 300, 400 ou 600 personnes, c'est vraiment très ingénieux, je vous fais grâce des détails techniques parce que ce n'est pas mon propos ce soir de vous les exposer, mais il y a moyen d'arranger une salle très fonctionnelle, même lorsqu'au départ elle compte 1.200 personnes.

Donc, 1.200 personnes maximum.

Quand on parle congrès international, il faut bien dire que, dans un premier stade, on pense toujours à des congrès extrêmement nombreux. En ce qui concerne les congrès internationaux il faut être conscient qu'ils peuvent réunir entre 10 et 1.200 personnes. Quand on parle congrès international on dit : il va y avoir du monde, ce n'est pas vrai. A Liège, par exemple, il y a des congrès internationaux qui ne réunissent que 10 personnes, mais c'est 10 savants extrêmement éminents dans leur matière qui se réunissent parce qu'ils ont un local où on peut faire de la traduction simultanée. Bien entendu, 10 personnes ce n'est pas beaucoup, me direz-vous, cela amène tout de même de la substance grise dans une localité, cela donne une notion de capitale.

En ce qui concerne les congrès internationaux, vous pouvez donc avoir des congrès de 10 à 1.200 personnes. Voilà une première conclusion qu'il faut avoir : ne pas dépasser 1.200 personnes.

Deuxième conclusion, c'est une conclusion financière. Tant à Lyon qu'à Liège, qui pourtant fonctionne beaucoup, et qu'à Stockholm, il faut bien se dire qu'avoir dans sa ville un Palais des Congrès c'est aller au-devant d'un déficit, car un Palais des Congrès ne rapporte rien sur le plan des finances, cela coûte. Que ce soit à Liège, à Lyon, à Stockholm, en francs français ou en couronnes suédoises, les chiffres tournent pratiquement, au point de vue déficit, autour de 250.000.000 d'A.F., par an, même dans une ville comme Liège où les congrès sont nombreux, où l'administration municipale de Liège subventionne complètement le Palais des Congrès.

Première conclusion : 1.200 personnes, deuxième conclusion: déficit incontestable même dans une ville où il y a de nombreux congrès internationaux.

Troisième conclusion que l'on peut tirer et c'est ce qui m'a le plus marqué, c'est le fait que lorsqu'on a un Palais des Congrès dans une ville, cela donne à cette ville une notoriété incontestable et on a vraiment l'impression, peut-être pas grâce au Palais des Congrès mais cela y concourt certainement, que l'on est dans une capitale.

Je suis souvent passé à Lyon, c'est une route de vacances, jamais je ne m'étais arrêté, c'était la première fois ; lorsque j'y suis allé pendant 24 heures, j'ai eu l'impression d'être dans une capitale, comme à Liège d'ailleurs et il faut bien reconnaître que c'est une image que nous ne donnons pas de notre ville de Lille malheureusement.



Troisième conclusion donc : notoriété que donne un Palais des Congrès à une ville. Je voudrais vous dire que cette notoriété il faut la rechercher, bien entendu, dans la création d'un Palais des Congrès mais surtout dans le fait qu'un Palais des Congrès pour qu'il soit vraiment fonctionnel, à notre époque, il faut qu'il soit à l'échelon international et nous ne visitons, bien entendu, que les Palais des Congrès où il y a traduction simultanée, cabine de traduction, pouvant donner à notre ville un échelon vraiment international.

Voilà le premier train, si j'ose dire, de conclusions que l'on peut tirer :

- tout d'abord 1.200 personnes,
- ensuite, déficit presque obligatoire,
- enfin, notoriété incontestable que donne un Palais des Congrès dans une ville.

Voilà, Monsieur le Maire, ce que j'avais à vous dire dans un premier temps.

Conclusion maintenant de tout ce que je viens de vous dire : c'est qu'en tant que rapporteur de la Commission, il m'est difficile de vous donner une conclusion autre qu'une conclusion de sagesse. Actuellement a-t-on les moyens de se payer un Palais des Congrès ? Je ne le pense pas. La solution de sagesse actuellement est de vous faciliter l'agrandissement de la Mairie.

Première conclusion psychologique, la sagesse, mais, bien entendu, cette sagesse ne doit pas durer trop longtemps car vraiment si nous voulons que notre ville de Lille devienne une ville à l'échelon international, qu'elle profite de sa situation géographique, de sa présence à un carrefour européen : l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas, l'Angleterre, la Suisse, les pays Ibériques, peut-être parce que maintenant avec les avions, les voyages sont beaucoup facilités, si nous voulons profiter de notre situation géographique, s'il est vrai que l'on doit être sage pendant un moment, je pense qu'il ne faut pas l'être trop longtemps. Lorsque nous aurons fini la construction de cette aile de la Mairie, dans un second temps, et même dès maintenant, il faudra tout de même penser à créer ce Palais des Congrès.

Si je me permets de vous demander de ne pas être sage trop longtemps, c'est pour vous rappeler que nos anciens n'ont pas toujours été tellement sages. Peut-être ont-ils eu de l'audace, c'est ainsi que lorsqu'on a créé le Palais des Beaux-Arts, la Préfecture, certainement que les promoteurs alors ont eu des soucis de finances. Je crois bien que lorsqu'un de nos prestigieux prédécesseurs au Conseil municipal, qui est notre ancien Maire Roger SALENGRO, lorsqu'il a eu l'idée de créer cette mairie, il a certainement eu aussi des soucis financiers dont il est sorti. Pourquoi en est-il sorti ? Parce qu'il avait le désir incontestable de réaliser quelque chose qui maintenant nous reste et quelque chose que nous sommes fiers de pouvoir utiliser.

Voilà, Monsieur le Maire, ce que j'avais à vous dire, de la sagesse bien sûr, mais pas trop longtemps, beaucoup d'audace après, une audace raisonnée.



La mairie ne pourra être la seule dans ce comité de création ; je crois que le concours d'autres partenaires sera nécessaire, il faut que nous songions, dans un avenir prochain, c'est-à-dire dans les dix ans qui viennent, à avoir sur pied, construit, prêt à fonctionner, le Palais des Congrès de la Ville de Lille.

M. LE MAIRE — Monsieur MATRAU, je vous remercie de votre déclaration. Si vous le voulez, il nous faut demander à M. BRIFFAUT de passer son rapport sur l'agrandissement de l'Hôtel de Ville, nous aurons ainsi une discussion d'ensemble.

M. BRIFFAUT — Monsieur le Maire, mes chers collègues, le Dr MATRAU m'a donc servi d'introducteur en ce qui concerne le rapport 73/33 dont vous avez bien voulu confier la présentation à l'Adjoint aux Bâtiments. Vous l'avez fait dans le but, je crois, de prouver, comme le souhaite le Dr MATRAU, qu'il fallait faire quelque chose et que vous aviez l'intention de brûler les étapes.

Je ne me doutais pas, le matin du 29 octobre, au Conseil d'administration de la ville de Lille, que j'aurais à vous présenter aujourd'hui, dix jours plus tard, le rapport d'introduction ou de présentation sur l'extension du bâtiment de l'Hôtel de Ville. Nous avons découvert, Monsieur le Maire, ce jour-là, un aspect nouveau de votre personnalité, celle de l'homme d'action qui désire réaliser rapidement ce qui lui semble souhaitable pour le devenir de la Cité.

Il faut avouer que présenter un rapport de mise en forme du projet, dix jours après l'avoir souhaité, n'est pas une tâche aisée, compte tenu que nous devons, dans ce laps de temps très court, consulter le constructeur pressenti, envisager un support technique éventuel, préciser le contenu du projet, étudier les préliminaires des phases administratives à prévoir déjà dans le cadre du budget primitif de 1974.

Cette tâche, Monsieur le Maire, était difficile mais exaltante et ce défi nous l'avons relevé ensemble. En effet, nous estimons, Monsieur le Maire, que dans votre esprit ce projet a valeur d'exemple et vous avez pensé qu'il était symptomatique que le renouveau que vous souhaitiez s'inscrive en priorité dans et par l'Hôtel de Ville.

Je commencerai par remercier les collègues qui ont bien voulu s'associer à la Commission que vous avez mise en place et qui m'ont entouré de leurs conseils et de leurs observations.

Cette Commission restreinte qui a été mise en place comprenait : M. FRISON, Premier Adjoint, le Dr MATRAU, que je remercierai particulièrement puisqu'il avait déjà une expérience qu'il vient de vous exposer sur un projet à peu près similaire, M. THIEFFRY, Adjoint à l'Urbanisme, MM. CAMELOT, MOLLET, DASSONVILLE, ainsi que les hauts fonctionnaires qui se sont associés à cette étude : M<sup>me</sup> le Secrétaire Général, M. le Secrétaire Général adjoint, M. l'Architecte en chef, le Directeur des Services Techniques et d'autres qui ont participé à cet échange de vues, ainsi d'ailleurs que les techniciens éventuels pressentis pour la réalisation de ce projet.



En ce qui me concerne, on me reproche parfois d'aller vite, quelquefois de pousser aussi trop hâtivement aux décisions, il est vrai que par nécessité, et parfois aussi par tempérament, il faut bien le dire, je suis un homme pressé. Mais cette fois-ci, Monsieur le Maire, je n'ai fait que subir votre contagion. Je suis souvent pressé de constituer les dossiers, d'accélérer le transfert des dossiers administratifs, pressé de réaliser les chantiers, pressé d'élaborer les plannings, je puis vous assurer, Monsieur le Maire, en tous les cas, que la Commission avec moi-même, avons le désir d'aller vite et que peut-être on sera obligé de nous freiner. Il faut bien se rendre compte que si nous voulons aller vite dans un tel projet, il faut évidemment aussi bien le réaliser.

Il est heureux que ce soit dans le cadre de la journée de l'animation que l'idée de l'extension de l'Hôtel de Ville ait été relancée. Je voudrais quand même rappeler que ce projet avait été inscrit au VI<sup>e</sup> Plan municipal élaboré par votre prédécesseur, M. Augustin LAURENT, en 1970, que nous retrouvons ce projet au programme qui vous est présenté dans la délibération suivante de remise en forme de ce VI<sup>e</sup> Plan, qu'il avait été évoqué lors du contrat municipal présenté à la population lilloise.

Ce projet vient donc maintenant à maturité. Il se révèle d'abord comme étant un dialogue ouvert. En effet, la Commission a estimé, en associant le Dr MATRAU et ses collaborateurs d'ailleurs, et d'autres personnes, que ce projet ne devait pas être élaboré en vase clos. C'est pourquoi, Monsieur le Maire, conformément à votre politique municipale, nous accueillerons toutes les idées de ceux qui voudront s'intéresser à ce projet. En effet, il ne peut être isolé du cadre général du quartier, de la ville entière et même de la métropole, compte tenu d'ailleurs de la proximité du centre directionnel tout proche.

Pouvons-nous ne pas tenir compte dans nos prévisions de ce qui va se réaliser rapidement autour de l'Hôtel de Ville ? L'extension de l'école Boufflers, la crèche Kennedy, l'immeuble de la Mutuelle Générale de l'Education Nationale avec sa grande salle de réunions, les logements du C.I.L., etc..., etc... La Place Jacquard ?

Pouvons-nous ignorer aussi ce qu'il devient urgent d'étudier : l'extension de la rénovation du secteur des Brigittines, l'Hôtel des Impôts qui va se construire, la fin de la rénovation St-Sauveur ?

Pouvons-nous ignorer aussi ce qui va se faire dans la deuxième tranche du centre directionnel et de son contenu éventuel avec le Grand Hôtel prévu, les grandes salles de réunions qui y sont projetées ?

Tout cela nous devons l'avoir présent à l'esprit afin qu'il n'y ait pas dualité mais complémentarité dans notre équipement.

En fonction de ce cadre, la Commission a déjà retenu quelques grandes options, d'ailleurs précédemment évoquées par vous-même, Monsieur le Maire.



— Premier objectif : réanimer au maximum si possible le quartier St-Sauveur en y attirant tout un ensemble de manifestations populaires, touristiques, culturelles si possible, soit municipales, soit privées.

— Deuxième objectif : drainer et attirer la vie vers l'Hôtel de Ville, attirer le public, attirer les foules à travers la rue des Tanneurs, à travers la rue de Paris, pour les conduire d'abord jusqu'à l'Hôtel de Ville, cœur de la cité et peut-être, plus tard, vers une extension éventuelle ou un développement de la cité vers la Gare St-Sauveur.

— Troisième objectif essentiel : faire de cet équipement un équipement d'abord et surtout au service des Lillois, qui couvre évidemment les besoins administratifs municipaux, mais qui sache en même temps satisfaire les besoins de la cité et essayer, si possible, parfois, de concilier l'inconciliable.

Cet équipement ne peut avoir pour vocation de satisfaire en priorité les besoins privés, mais nous n'écartons pas a priori la possibilité d'y envisager de grands banquets, des bals de prestige, de grands mariages, bref, de faire de cette aile de l'Hôtel de Ville une véritable maison commune pour tous les Lillois.

Dans cet esprit, comme l'a d'ailleurs souligné le Dr MATRAU, cet équipement nouveau devrait servir de transition vers la réalisation d'un Palais des Congrès qui n'est pas abandonné mais qui est simplement retardé.

De ces objectifs ainsi déterminés découlent un certain nombre d'impératifs :

1° compléter, moderniser, regrouper les services des équipements municipaux : le restaurant municipal du personnel, le garage municipal, la salle des mariages, le bureau d'aide sociale, etc...

2° assurer, dans l'intérêt des Lillois, leur polyvalence, un restaurant pour le personnel municipal, d'accord, mais aussi avec la possibilité de le faire servir pour des banquets. Une salle de réunions pour les manifestations municipales mais en même temps pour des congrès d'importance moyenne. On en a situé le niveau approximatif tout à l'heure, — c'est dans votre rapport —, 1.000 personnes, peut-être un peu moins.

3° enfin, assurer par ce bâtiment la liaison entre l'architecture moderne du quartier et l'architecture ancienne de l'Hôtel de Ville. Souhaiter que peut-être on trouve dans l'architecture nouvelle de ce bâtiment un aspect peut-être un peu moins austère et un peu plus attractif au bâtiment qui sera réalisé. Il faudra donc effectuer dans ce bâtiment la synthèse des styles du nouveau St-Sauveur et de l'Hôtel de Ville.

Il ne serait pas raisonnable, dès ce soir, en fonction de ces réflexions premières et de ces orientations, de vous apporter le contenu définitif de ce projet d'extension de l'Hôtel de Ville. Toutefois, conformément à ce qui a été déjà évoqué, nous pouvons dire qu'il accueillera une salle des mariages rénovée et plus accessible, une salle du Conseil Municipal plus ouverte au public, un restaurant moderne pour le personnel municipal avec une grande cuisine adaptée aux besoins pour un banquet



de 200 à 300 couverts, le bureau d'aide sociale où toutes les personnes âgées qui ont besoin de l'aide de la cité retrouveront le chemin de l'Hôtel de Ville, une grande salle de réunions que nous essaierons d'adapter le plus possible à tous les types de manifestations qui peuvent créer de la vie et de l'animation dans le quartier, un vaste parking à deux vocations, municipale pour le personnel et publique pour les visiteurs.

J'espère qu'après avoir précisé nos intentions et le contenu approximatif de notre projet, personne ne va s'imaginer que ceci sera réalisé ni demain ni même l'an prochain.

Dans la pratique, comment va se dérouler l'opération ? Il nous faudra revoir et préciser le contenu du programme, envisager des missions d'études, désigner l'architecte par délibération municipale, définir l'enveloppe financière, réaliser les emprunts s'y rattachant, ce qui prendra du temps, solliciter des subventions éventuelles, constituer les dossiers administratifs, les faire approuver et lancer les marchés.

Si tout se déroule comme prévu, les plans définitifs vous seront présentés, c'est ce que la Commission a estimé, à la rentrée 1974. Si les délibérations administratives sont accélérées au mieux et les marchés approuvés, le premier coup de pioche pourrait être donné au printemps 1975 et les travaux terminés au printemps 1977.

Voilà ce que j'avais vu avec la commission à la réunion du 6 novembre mais nous sommes allés un peu plus loin. Je puis vous annoncer, dès maintenant, que la Commission restreinte se réunira à nouveau dans la première quinzaine de décembre, sous votre présidence d'ailleurs, Monsieur le Maire.

Le Service d'Architecture, à cette réunion du mois de décembre, présentera un programme plus élaboré avec des surfaces estimées et une enveloppe financière approximative. C'est vous dire que nous irons très vite.

La Commission propose de retenir M. WILLERVAL comme architecte, son contrat vous sera présenté incessamment.

Vous le voyez, Monsieur le Maire, mes chers collègues, la machine administrative est déjà en route, mon rôle de rapporteur est maintenant terminé.

Vous voudrez bien, mes chers collègues, m'excuser si ce rapport n'est pas parfait, s'il ne répond pas complètement à votre attente, si vous restez sur votre faim. Ce dont vous pouvez être assurés, Monsieur le Maire, mes chers collègues, c'est que tous les participants à la Commission que nous venons de mettre en place et moi-même, nous ferons le maximum pour concrétiser le plus vite possible vos désirs et que nous voulons réaliser avec vous et avec ceux qui voudront bien s'y associer un ensemble qui soit à la fois la continuation de l'œuvre de Roger SALENGRO et l'adaptation nécessaire de l'Hôtel de Ville aux exigences actuelles de la vie pour servir davantage et mieux encore nos concitoyens.



M. LE MAIRE — Merci, Monsieur BRIFFAUT, pour cette présentation du rapport. Chacun comprend bien qu'il s'agit là d'un grand dossier, que nous ne pouvions aborder sans évoquer la question du Palais des Congrès.

En ce qui concerne le Palais des Congrès, il est parfaitement clair que, compte tenu du coût d'une telle réalisation, la sagesse raisonnée commande de ne pas l'imposer aux Lillois actuellement ; par ailleurs, un Palais des Congrès entraîne inmanquablement un déficit de gestion considérable et, pour le moment, Lille ne peut pas absorber un déficit de cette nature.

Nous ne renonçons pas à l'idée d'un Palais des Congrès. Nous ne l'abandonnons pas et je suis persuadé que le Dr MATRAU ne cessera d'y penser mais cette réalisation sera celle, non pas de notre mandat, mais d'un mandat futur.

Mais finalement, nous avons un moyen de faire un Palais des Congrès. En effet, notre ville — qui n'a pas une superficie considérable — peut devenir sur tout son territoire un Palais des Congrès, si nous avons une salle de réunions dans la maison commune, les restaurants, les hôtels se trouvant à faible distance. Pourquoi ne serait-ce pas là d'ailleurs la formule future d'un véritable Palais des Congrès, non pas d'un lieu où l'on s'isole mais au contraire d'un Palais des Congrès où l'on participe à la vie de la Cité. En tous les cas, c'est la formule transitoire qui doit être la nôtre, dans les conditions actuelles.

J'en arrive maintenant à l'agrandissement de l'Hôtel de Ville. Tout a été dit à ce sujet par les deux rapporteurs. Je veux simplement redire qu'il constitue un grand dossier, qui est d'abord le symbole de la fidélité. Vous savez, nous n'innovons rien, l'Architecte DUBUISSON, qui avait fait les plans de l'Hôtel de Ville, a réalisé un bâtiment administratif mais un autre bâtiment avec les salles de fêtes, les salles de réunions, etc..., était également prévu. Et lors de l'inauguration, en 1927, le Maire de Lille, Gustave DELORY, avait promis la seconde partie de l'Hôtel de Ville à ses arrière-petits-neveux.

Concrétiser notre projet sera, en quelque sorte, tenir la promesse de DELORY. Dossier, symbole de la fidélité mais aussi symbole de la continuité car l'opération de l'agrandissement de l'Hôtel de Ville et ce qu'il suppose, n'aurait aucune signification s'il n'y avait pas eu au préalable, ce qui sans doute était la tâche la plus difficile, la plus redoutable : la rénovation du quartier St-Sauveur dont M. Augustin LAURENT a pris l'initiative et qu'il a conduite à bonne fin.

Il faut se rappeler que ce que nous allons pouvoir faire avec la Ville de Lille, le point de départ en a été donné par la rénovation du quartier St-Sauveur qui permettra l'élargissement du centre traditionnel de la Ville.

C'est l'occasion pour moi de vous rappeler, avec force, Mesdames, Messieurs, que notre responsabilité n'est pas celle d'un jour ni même celle de quelques mois ou de quelques années, elle est la responsabilité de ceux qui inscrivent, pour l'avenir, les actions les plus bénéfiques pour le développement de la Ville.



Il est incontestable que c'est la rénovation du quartier St-Sauveur qui va nous permettre maintenant ce grand développement parce que, chacun le comprend bien, agrandir l'Hôtel de Ville ce n'est pas seulement agrandir la Mairie pour les besoins de notre action municipale, bien que par ce projet, des modifications importantes vont être apportées qui faciliteront notamment le travail du personnel. Mais cet agrandissement permettra, et c'est ce que nous voulons le plus, de « tirer » le Centre jusqu'à l'Hôtel de Ville, ce qu'avaient voulu nos prédécesseurs, ceux qui avaient planté ici l'Hôtel de Ville et ce qu'a permis M. Augustin LAURENT et vous tous avec lui en faisant la rénovation du quartier St-Sauveur.

On veut amener l'animation du Centre Ville jusqu'ici. Pour ce faire, le mieux est de réaliser une salle polyvalente, de créer dans l'Hôtel de Ville l'animation et nous aurons l'animation de la Place du Général-de-Gaulle jusqu'ici. Puis ensuite, plus tard, il faudra l'apporter boulevard Jean-Baptiste-Lebas. Tout à l'heure, j'aurai l'occasion de vous dire un mot sur ce problème.

Au fond c'est un vrai symbole d'actualité. L'Hôtel de Ville qui était déjà maison commune depuis toujours devient le symbole de l'animation. Il me paraît tout à fait normal que ce soit à l'Hôtel de Ville que puissent se réunir ceux qui veulent tenir des Congrès à Lille et tous nos concitoyens puisqu'on vous l'a dit, les activités de cette salle seront polyvalentes, mais elle sera à géométrie variable, pour employer le langage des constructeurs d'avions et devra pouvoir permettre, par conséquent, à 300, 600, 900 personnes de se réunir selon les besoins de la cause. Les études de l'architecte préciseront exactement ces chiffres.

Voilà le projet qui vous est soumis et nous vous demandons, après les rapports excellents du Dr MATRAU et de M. BRIFFAUT, de :

- donner votre accord de principe au programme d'agrandissement de l'Hôtel de Ville qui vous a été exposé ;
- de désigner pour en étudier l'avant-projet, M. J. WILLERVAL.

Quel est le choix qui nous a guidés dans la proposition que nous vous soumettons ? Dans une ville, il faut une certaine unité. M. WILLERVAL est l'architecte du Palais de Justice qui, à juste titre, est un monument de références dans le domaine de l'architecture. Il est aussi celui qui a eu la responsabilité de la Résidence du Beffroi, située à proximité de l'Hôtel de Ville.

Il n'est pas concevable d'envisager l'agrandissement de l'Hôtel de Ville dans un style architectural qui ne serait pas en harmonie avec celui des immeubles voisins : Résidence du Beffroi, Forum, Trésorerie Générale, etc... et sans faire les liaisons indispensables avec la Grand'Place que nous voulons animer.

C'est pour toutes ces raisons, pour donner une unité au Centre, une unité à la rénovation de Saint-Sauveur, que nous pensons que M. WILLERVAL, Architecte de réputation nationale, pourra nous présenter des plans, dont on discutera avec lui, qui pourront vous donner satisfaction.



Enfin, je termine en disant que vous allez décider que le contrat de prestations de services définissant les missions et honoraires de cet homme de l'art sera passé dès que le dossier d'avant-projet aura reçu votre agrément.

Je voudrais ajouter, en ce qui concerne les architectes, que nous proposons à votre accord le nom de M. WILLERVAL, notre politique étant bien sûr pour l'Hôtel de Ville, d'avoir la « patte », les plans, d'un architecte de grand renom, mais notre souci sera aussi d'associer de jeunes architectes à nos travaux.

Je crois que cela peut être une de nos missions et tout à l'heure nous montrerons que nous pensons aux jeunes architectes.

Voilà la proposition d'ensemble. Qui demande la parole ?

M. CATESSON — Monsieur le Maire, mes chers collègues, je remercie M. BRIFFAUT d'avoir fait un effort pour sortir un dossier en dix jours mais il nous a fallu aussi faire un effort particulier pour le lire et y porter toute notre attention en quelques 12 ou 24 heures. Je pensais même m'étonner que ce rapport nous soit donné, avant que nous ayons eu connaissance du rapport du Dr MATRAU. Je suis content d'avoir entendu celui-ci aujourd'hui, mais en ce qui concerne ce rapport, ce sont quelques minutes de réflexion qui nous sont laissées pour pouvoir faire des remarques et des réflexions sur ce qui est votre dessein.

Je voudrais faire ces remarques même si elles sont un peu en désordre et vous m'en excuserez. Je vais donc essayer de suivre le plan du rapport.

Première remarque, d'abord on nous propose un grand dessein qui n'est assorti d'aucun budget prévisionnel, d'aucune enveloppe, on nous dit : « allez-y cela va être beau, cela va être grand », mais on ne sait absolument pas combien cela va coûter, et ce, à deux titres.

D'abord au niveau de l'investissement. A ce niveau, je pense qu'on peut, sans se tromper beaucoup, estimer qu'il sera de l'ordre de grandeur du milliard ancien : je ne sais pas si ce sera 500 millions ou 1 milliard et demi, mais ce sera dans cette fourchette-là. Comme nous aurions aimé qu'on nous donne une fourchette à « très gros bords » mais qui nous permette au moins de savoir s'il s'agit de 100 millions, d'un milliard, de deux milliards, ce qui nous permettrait de comparer cela avec nos possibilités d'investissement ! Je dirai grosso modo que cela doit être de l'ordre de grandeur de la moitié de notre budget d'investissement annuel !

Deuxième volet de cette notion de comptabilité : le fonctionnement. J'ai peur et je tremble, Monsieur le Maire, je tremble que demain ces 5, 6, 7, 8.000 m<sup>2</sup> forcément habités par des employés municipaux qui l'entretiendront, qui géreront des services, ne soient pour la Ville de Lille une charge supplémentaire en personnel et en fonctionnement qu'il faudrait quand même estimer avant que sérieusement nous puissions prendre une décision.



J'en viens maintenant à ce qui est votre projet tel qu'il est expliqué dans le rapport et aux différentes affectations qu'on donne à l'immeuble :

— « Deux sous-sols de parkings » : a priori, très bien, je pense qu'il manque des parkings dans le coin, a priori j'y adhère de tout cœur.

— « Garage de l'administration principale » : même remarque, j'ai l'impression, quand je vois les voitures des agents municipaux dehors, parkées n'importe où, qu'il serait bienvenu qu'il y ait un endroit de garage.

— « Le bureau d'aide sociale » : autant que je sois informé, le bureau d'aide sociale est bien logé et je dirai qu'il jouit, probablement parce qu'il est un petit peu extérieur à la municipalité, de peut-être plus de souplesse d'action dont il a besoin dans son action sociale. Je crains que s'il était rapproché de ce que j'appellerai une centralisation, parce qu'il est décentralisé aujourd'hui par rapport à cette mairie, il perde peut-être de son efficacité. J'aimerais savoir si c'est lui qui est demandeur, je ne le crois pas, ou si, au contraire, c'est vous qui en avez eu l'idée, mais en tout cas, c'est changer quelque chose qui, pour le moment, fonctionne bien, qui a bien fonctionné sous l'impulsion d'Augustin LAURENT, qui continue à fonctionner très bien, je me demande pourquoi changer ? Pourquoi dépenser de l'argent pour cela ?

— « Salle du Conseil Municipal » : aujourd'hui nous siégeons en Conseil dans une salle plus que confortable, d'une architecture noble et suffisamment spacieuse puisque je vois dans les travées de spectateurs qui sont en face de nous des chaises vides. Je le déplore car j'aimerais que plus souvent les Lillois viennent participer avec nous à nos travaux. Mais je pense que si c'était le cas et que plus tard nous puissions les intéresser davantage comme l'expérience l'a prouvé, lors de quelques Conseils Municipaux solennels, tel que celui qui a vu présider à votre installation, Monsieur le Maire, eh bien ! dans ce hall de l'Hôtel de Ville, on arrivera à faire de très bons Conseils Municipaux où un public nombreux pourra suivre nos travaux. Par conséquent, je ne vois pas non plus le besoin immédiat de faire une nouvelle salle de Conseil Municipal.

— « Salle de mariage », même remarque. Il m'a été donné, depuis que je siège dans cette mairie, de procéder à quelques mariages. J'ai été frappé par l'enthousiasme des gens, de parents, d'amis qui viennent de province, de Paris, assister à un mariage, et qui disent : que vous avez un bel Hôtel de Ville ! On monte l'escalier monumental, cela a de la classe, cela a de la grandeur, on arrive dans une salle de mariage magnifique. Le petit service sur le côté pour les formalités se fait d'une manière discrète, les gens sont toujours heureux, je crois, d'autant plus quand notre collègue CAMELOT leur fait une petite allocution bien dans son style, bien émouvante ! Je pense que tout le monde est content d'être marié aujourd'hui dans les conditions actuelles que leur offre la Ville de Lille. Par conséquent, salle de mariage, je ne vois pas non plus l'intérêt d'un changement.

— « Restaurant municipal et ses cuisines », là, mille fois d'accord. Il faut avoir déjeuné, comme je l'ai fait moi-même plusieurs fois dans ce restaurant en bas, pour dire que c'est le S.M.I.C. du restaurant, c'est le minimum vital. Mais enfin je comprends que les employés municipaux puissent avoir droit à mieux et en particulier je crois que cela faciliterait une meilleure gestion par des installations



de cuisines bien plus modernes. On en est encore, je ne dirai pas au Moyen-Age en matière de cuisines, mais à la période d'avant-guerre tout au moins. Cela devrait changer, cela ne se peut pas sans nouveaux locaux.

J'en arrive à :

— « Une grande salle polyvalente de réunions », et à ce fameux problème du Palais des Congrès. Je fais une première remarque : il me gêne beaucoup Monsieur le Maire, qu'aujourd'hui vous nous demandiez publiquement de renier le contrat que nous avons passé devant les électeurs, qui s'appelle le « contrat lillois » et où nous nous sommes engagés à faire un Palais des Congrès. Il ne me sied pas que pendant une campagne électorale nous fassions des promesses et que trois ans plus tard nous disions : ces promesses on ne peut pas les tenir parce qu'on n'a pas d'argent, quand par ailleurs on dépense de l'argent à des choses qui ne me semblent pas indispensables. Autrement dit, il y a mutation des choix et contre cette mutation, a priori, je m'élève.

Je sais qu'à l'impossible, nul n'est tenu mais enfin voyons si toutefois l'impossible n'est pas possible et là je crois qu'il y a des suggestions à faire.

J'ai beaucoup apprécié le rapport du Dr MATRAU, je l'en remercie. Un chiffre en particulier m'a frappé, ce chiffre maximum, et c'est vrai, de 1.200 personnes, grosso modo, qui assistent à un congrès, sauf je dirai deux ou trois par an qui sont donc négligeables. Donc, effectivement, c'est une salle de 1.000/1.200 personnes qui est nécessaire. Mais je vous pose la question : vous en êtes informé, vous savez qu'au Forum il y a des projets, qu'au Forum un Palais des Congrès qui verrait l'union de certaines bonnes volontés dans la ville pourrait probablement se construire et être efficace, mais il aurait, à mon avis, au moins trois participations.

La première c'est l'hôtellerie. J'ai été un petit peu surpris, Dr MATRAU, quand vous avez dit : « la gestion est complètement séparée entre l'hôtel, le restaurant, et le Palais ». Il y a là, à mon avis, sauf participation aux investissements, ce que je ne sais pas, quelque chose d'un peu injuste parce que vous savez que tout le problème de l'hôtellerie c'est le coefficient de remplissage et qu'en ce qui concerne Lille, c'est net, le coefficient de remplissage est de pratiquement 100 % toute la semaine, mais bien sûr arrivent le vendredi soir, le samedi, le dimanche et les hôtels sont vides. C'est ce qui fait que nos hôtels à Lille ont du mal à vivre. Or, si nous les aidons à vivre, si nous aidons en particulier un hôtel voisin, qui serait au Forum, à vivre en lui assurant un remplissage pendant les périodes de week-end où se tiennent les congrès, il y aurait là, je crois, une participation à rechercher.

Deuxième participation, et je m'excuse mes collègues si je vous choque, mais à mon avis elle est possible au niveau de la Chambre de Commerce. Vous avez dit, Monsieur le Maire, un jour où vous étiez invité à un déjeuner avec des banquiers (le propos me fut rapporté, s'il est inexact vous m'en excuserez) « quand il s'agit du bien de la Ville de Lille, je suis prêt à faire un pacte même avec le diable ».

Ce propos je le reprends à mon compte et même, en ne voulant pas pour autant traiter la Chambre de Commerce de diable, je dis que s'il doit y avoir collaboration avec elle dans l'intérêt de la Ville, tant mieux. Or, là aussi, la



Chambre de Commerce est prête à mettre certaines sommes d'argent tant en investissement qu'en fonctionnement pour qu'il y ait, de toute évidence dans l'intérêt du commerce et de l'industrie lilloise, un Palais des Congrès à Lille. Il y a donc là une deuxième bonne volonté, source de financement à trouver.

Et ensuite, bien sûr ! que la mairie apporte sa part, comme le disait le Dr MATRAU, ce qui est important c'est le rayonnement, c'est l'image de marque de capitale, eh bien ! il est donc normal que nous participions au financement.

J'ai d'autres craintes maintenant quand je vois le rapport 73/33. Une crainte en particulier qui vise à nous dire aujourd'hui : « on ne sait pas très bien ce qu'on mettra dans ce bâtiment, c'est un avant-projet, on suppose qu'on va y mettre cela », vous me permettrez de l'exprimer, de le dire comme je le pense, j'ai au fond de moi, et mes collègues le savent bien, depuis le début, une hantise de l'accroissement incontrôlé du personnel communal. Nous savons ce qu'a coûté la nouvelle piscine en frais de fonctionnement et en personnel, nous savons ce que coûtera ce bâtiment, mais nous ne savons pas quels services l'habiteront. La nature ayant horreur du vide, un bâtiment vide se remplit, par la force des choses, avec du monde. Je voudrais que là aussi les choses soient bien dites au départ, qu'on ne nous fasse pas prendre aujourd'hui des décisions de principe qu'on changera dans un an, deux ans, trois ans, quatre ans, cinq ans en disant : « il y a du nouveau personnel, il y a de la place pour le mettre, alors quelle chance, comme tout cela tombe en même temps tout va bien, il n'y a pas de problème ». C'est une crainte que je voulais exprimer dès maintenant.

Un petit regret enfin, celui-là sentimental. A une époque où on fait très attention au peu de verdure, au peu d'espaces verts qui restent dans la ville, ce qui restait très aéré autour de la mairie risque de partir et cette mairie perd peut-être un peu de ce caractère de phare au milieu de la mer en n'étant plus cette construction architecturale au milieu d'un peu de verdure.

En conclusion, Monsieur le Maire, notre groupe a décidé d'accepter, bien sûr, et si cela ne coûte rien, je le précise, un avant-projet gratuit étant entendu que nous contestons la définition de cet avant-projet. Et, en tout cas, il ne faudrait pas confondre ce que nous disons aujourd'hui avec la mairie de Lille, à savoir que bien souvent dans le passé il m'est arrivé à la commission des bâtiments de dire : « attention, moi je ne marche pas, c'est trop cher », et on me répondait : « oui mais vous avez accepté l'avant-projet ». Je répliquais : « j'en ai accepté le principe, maintenant que je vois le prix je n'en veux plus ». On me disait : « vous reniez votre parole ».

Autrement dit, il est bien entendu qu'il n'y a aucun engagement de notre part, nous voulons bien examiner un avant-projet parce que nous sommes des gens raisonnables, mais nous espérons avoir attiré l'attention de nos collègues sur ce qu'il pourrait y avoir de tendance au seul prestige dans cette construction d'une annexe de la Mairie, dans ce qu'il pourrait y avoir de tendance à aller plus loin que nous ne pouvons aller, et par contre, dans le même temps, en corollaire, ne pas remplir le contrat que nous avons signé devant les électeurs lillois.

M. LE MAIRE — Qui demande la parole ?



M. DERIEPPE — C'est tout à la fin que j'ai entendu la remarque de notre collègue CATESSON, après bien des objets de rancœur issus de je ne sais quoi il a parlé des espaces verts de plus en plus diminués.

Je ne puis faire sans relever la question parce que justement, bien des rapports de la commission des espaces verts demandent, et là j'en reviens à son objet, demandent une augmentation de personnel aux espaces verts étant donné la surface d'espaces verts dont l'entretien incombe aux services de la ville.

Depuis 1963, j'ai le rapport qu'on vous a fourni, Monsieur le Maire, je ne vais pas le passer sous silence, depuis 1963, les espaces verts de la ville n'ont fait que croître et embellir, si ce n'est en plantation d'arbres et d'arbustes, tout au moins en pelouses autour des H.L.M. Je pense que dire ici que la Ville de Lille a de moins en moins d'espaces verts est une erreur. Si notre collègue CATESSON veut argumenter en prenant de tels exemples, il n'arrivera jamais à nous convaincre.

Je me tiens à sa disposition pour lui donner le rapport du service des espaces verts. On en arrive à ceci, je prends au hasard, dans les écoles il y a eu des plantations d'arbres, autour des H.L.M. il y a eu des pelouses, dans le jardin botanique, le Bois de Boulogne, d'aucuns peuvent le critiquer, mais il existe, je rappellerai à mon collègue CATESSON, qu'une fois il a préconisé en réunion de la commission des affaires économiques, d'amputer le bois de Boulogne pour y construire justement un immense Palais des Congrès. On ne fait pas un Palais des Congrès dans le bois de Boulogne sans le diminuer d'au moins plusieurs milliers de m<sup>2</sup> !

Alors s'il vient ici ce soir nous dire que la Ville de Lille a de plus en plus besoin d'espaces verts, je lui demanderai de bien vouloir accepter (je le dédicacerai à son intention) le rapport que j'ai eu des espaces verts et qui se termine ainsi :

« Pour les années 1974 et suivantes, une opération plantation d'arbres importante, plus de 1.000 sujets seront plantés dans une première phase. Le service des espaces verts procède actuellement à une étude pour relever toutes les rues de la ville où la largeur des trottoirs permettrait une plantation d'arbres ».

Par conséquent, je ne vois pas pourquoi on vient affirmer ici que les espaces verts de la ville sont en diminution.

M. LE MAIRE — Merci M. DERIEPPE. M. MATRAU, vous aviez levé la main ?

Le Dr MATRAU — J'ai levé la main pour répondre en partie à mon collègue Claude CATESSON. Il faut dire qu'on peut penser que dans une certaine mesure il a raison. Il a raison sur les promesses que nous avons faites au début de la campagne électorale, c'est-à-dire la création d'un Palais des Congrès. Je ne suis pas du tout en aucune façon, ni désappointé, ni désarmé, je conserve le même enthousiasme que lui pour la création d'un Palais des Congrès.

Lorsque j'eus l'occasion de faire mon rapport au Conseil d'Administration, il y a quelques jours, il m'a été assuré qu'en aucune façon l'idée de la création d'un Palais des Congrès était abandonnée, qu'au contraire nous allions continuer à



étudier ce dossier d'une façon précise sans désespérer. A tel point, que le 20 de ce mois nous partons à Perpignan parce qu'on nous a dit qu'à Perpignan il y avait un Palais des Congrès à visiter. Nous continuerons à aller dans d'autres villes, et, bien entendu, pendant cette période, nous irons à la recherche des partenaires. Dans un avenir très prochain nous allons essayer de réunir autour d'une même table de la Chambre de Commerce, la Communauté Urbaine, le Conseil Général, tous les organismes dont nous ferons le tour pour essayer de découvrir des apports financiers.

Tout cela pour rassurer notre collègue et lui dire que l'aile supplémentaire, d'accord, peut-être nous verrons l'avant-projet, ce qui ne veut pas dire que l'avant-projet doit obligatoirement être une réalisation, quand on dit « un avant-projet », il faut voir si c'est possible. Mais nous allons continuer sans désespérer et le délai de dix ans que nous avons mis ce n'est pas pour éviter un écueil, nous espérons bien, avant cette période, pouvoir réaliser un Palais des Congrès à Lille.

M. BURIE — Je voudrais dire très simplement, Monsieur le Maire, que l'exposé de M. CATESSON révèle un survol effectivement très rapide de la situation parce que j'y ai noté beaucoup de contradictions. Je crois qu'il serait avantageux qu'il réfléchisse davantage à ce qu'il nous a dit. En tout cas, l'impression que j'ai, en tant que Conseiller Municipal participant à cette réunion, c'est que les contradictions apparentes qu'il nous a signalées me font penser que véritablement le projet qui nous est soumis est celui qu'il faut retenir.

S'il veut bien faire l'analyse de ses remarques, il s'apercevra que cela va tout à fait dans le sens de ce que nous souhaitons, je me suis senti parfaitement à l'aise, je tiens à le dire ici devant les collègues du Conseil Municipal.

M<sup>e</sup> ROMBAUT — Je voudrais ramener les choses à leur juste mesure car, effectivement, le diabolin semble être sorti de sa boîte, si l'on peut dire. Si je ne m'abuse, dans le contrat lillois, il avait été question de l'étude du Palais des Congrès, mais il n'a jamais été question de réaliser obligatoirement durant notre mandat, la construction d'un tel Palais.

Dans les propos tenus, je relève une contradiction : la réalisation d'un grand Palais, de l'avis de tous, coûterait au minimum 2 milliards 1/2 à 3 milliards : ce serait donc une dépense beaucoup trop considérable par rapport à celle que nous pouvons envisager. Alors, je pense, et c'est cela qu'il faut voir, que nous devons adopter une mesure plus sage qui permette d'allier les nécessités municipales aux nécessités d'une grande ville qui se doit, à l'époque actuelle, d'avoir des salles nous permettant de recevoir des congrès.

Il faut bien dire aussi ceci : c'est que si nous envisagions la construction de salles de congrès dans le Forum, d'autres difficultés se présenteraient, car autant il est normal et juste qu'une société privée envisage la rentabilité de son opération (et je ne doute pas que les gens sérieux qui président à la construction de ce Forum, n'envisagent son fonctionnement sous une forme rentable, tout au moins non déficitaire) la Ville, elle, qui est une collectivité locale, doit pouvoir recevoir dans ses salles, des congrès qui n'auraient pas les moyens de payer les sommes correspondant à la rentabilité de l'opération.



Par conséquent, c'est un devoir pour une collectivité publique aussi importante que la nôtre d'envisager la teneur possible de certains de ces congrès.

Ceci d'ailleurs n'interdit nullement une pleine collaboration avec tous les organismes puisque maintenant vous savez très bien que pour faire quelque chose, il ne faut pas être seul. Je peux dire que sur ce plan-là, il nous faut entretenir les meilleures relations avec la Chambre de Commerce ; ce n'est pas pour la « piéger » que nous envisageons d'agrandir l'Hôtel de Ville ; personne de cet organisme n'a jamais pu avoir une telle pensée.

M. le bâtonnier LEVY — Je désire intervenir sur un point particulier. Tout le monde regrette à Lille le manque de salles pour des réunions importantes en dehors des Congrès : salles de conférences et grandes salles de concert. Nous l'avons constaté récemment quand nous avons fait appel, dans le cadre du Festival Culturel de Musique, au concours du Grand Orchestre de Paris.

En raison du nombre d'auditeurs, nous nous sommes trouvés dans l'obligation de louer la grande salle de la Foire Commerciale mais nous avons constaté, malheureusement, que cette salle ne se prêtait pas à des concerts de cette valeur.

Il est donc souhaitable, voire nécessaire, de disposer le plus rapidement possible d'une grande salle polyvalente. Je crois que, sur ce point, tout le monde est d'accord. C'est la raison pour laquelle j'approuve le projet de création dans un délai rapide, comme le propose Monsieur le Maire, d'une grande salle pouvant satisfaire l'ensemble de la population lilloise.

M. LE MAIRE — Je vous en prie, je vous demande de tenir compte que nous avons un ordre du jour chargé. Chacun peut s'exprimer et vous, M. CATESSON, vous l'avez fait. Par conséquent, nous n'allons pas commencer un débat polémique qui ne serait pas de mise avec la nature de notre mandat. Nous avons été élus sur une même liste et cela doit nous amener à construire ensemble un certain nombre de choses.

M. CATESSON — Pas une polémique, une intervention constructive, Monsieur le Maire, simplement pour dire, si je me suis fait mal comprendre, je m'en excuse, d'accord avec le Bâtonnier LEVY, il faut une grande salle. Je dis que si nous la construisons à compte municipal, c'est la totalité des investissements et de gros frais de fonctionnement pour demain. Je dis que si nous entrevoyons une participation possible dans le cadre du Forum avec un Forum qu'il faut animer, qui a de cruels problèmes d'animation, tout en étant très près du centre, eh bien ! je dis que si nous le faisons dans ce cadre-là, si nous l'étudions conjointement dans ce cadre-là, il est probable que nous aurons des assistances, que nous ne serons pas seuls, nous obtiendrons donc le même résultat à moindre frais.

M. LE MAIRE — Je voudrais très rapidement répondre aux préoccupations exposées par M. CATESSON et lui dire tout simplement qu'il a plaidé un très mauvais dossier.



Il a plaidé un très mauvais dossier pour plusieurs raisons. Je pense que M. BURIE a très bien indiqué ce que nous avons tous ressenti : la contradiction fondamentale qui existe dans l'exposé de M. CATESSON.

A un moment donné — lorsque vous avez évoqué, M. CATESSON, la salle des mariages, l'attachement des Lillois à cette salle et la nécessité de la conserver telle qu'elle était, lorsque vous avez fait allusion au bureau d'aide sociale et au transfert de ses services à l'Hôtel de Ville, etc... — j'ai pensé, et je suis persuadé que tous les membres du Conseil l'ont pensé également, que vous étiez en train de plaider la modestie, estimant que le moment n'était pas venu de faire cet agrandissement, qu'il nous fallait avoir la modestie de notre budget et ne pas se lancer dans une telle aventure.

Puis, tout d'un coup, votre exposé s'est emballé pour dire : « mais pas du tout, si je suis contre l'agrandissement de l'Hôtel de Ville, c'est au nom de la construction immédiate d'un Palais des Congrès. Il y a là, me semble-t-il, une contradiction incroyable.

Vous dites que le coût de cet agrandissement n'est pas évalué dans le rapport. Je rappelle qu'il s'agit ici d'un avant-projet gratuit. Nous vous demandons en effet « de décider que le contrat de prestations de services définissant les missions et honoraires de l'homme de l'art sera passé dès que le dossier d'avant-projet aura reçu l'agrément du Conseil Municipal ».

De toute façon, nous avons, bien entendu, une idée de ce que peut coûter l'agrandissement de l'Hôtel de Ville et du coût d'un Palais des Congrès pour lequel M<sup>e</sup> ROMBAUT a avancé un chiffre minimum.

Or, nous pensons qu'à l'heure actuelle, nous ne sommes pas en état de réaliser un Palais des Congrès, en raison d'une part, du coût d'une semblable construction et d'autre part, des frais de fonctionnement qui sont considérables.

Il me semble que nous devons laisser s'amorcer plus profondément la révolution tertiaire qui est en train de marquer notre Ville.

D'autre part, pour réaliser le Palais des Congrès, nous devons laisser se terminer le Forum, nous devons attendre que le Diplodocus soit autre chose que le grand trou qu'il est actuellement, avec tous les problèmes que pose sa réalisation. A ce moment-là, le Palais des Congrès qui nécessitera d'ailleurs d'autres apports, la conjonction d'autres efforts, deviendra peut-être la loi de notre action, comme l'a bien dit d'ailleurs le Dr MATRAU, mais ce n'est pas aujourd'hui.

Pour aujourd'hui, M. CATESSON, comment peut-on (parce que la politique municipale que nous entendons mener forme un tout) se déclarer solidaire d'un ensemble et dire qu'on ne veut pas telle ou telle partie ?

Lorsqu'on veut l'animation de la Ville, lorsqu'on souhaite réunir les Lillois pour discuter de l'animation des quartiers, lorsqu'avec le Bâtonnier LEVY, nous allons rassembler autour d'une table ronde de la Culture tous ceux qui se préoccupent de ce problème, à l'heure où la Salle Roger-Salengro est ouverte à ROSNER, à l'heure du Festival Culturel de Musique qui a drainé sur Lille, vous le savez bien, de nombreux auditeurs, alors que l'on voit, dans le Nord, ici la Foire aux



Haricots, là la Kermesse de la Bêtise, là la Kermesse de la Bière que je salue d'ailleurs et qui sont dans la tradition folklorique, il appartient sans doute à Lille, Capitale du Nord de se donner les moyens de la politique que nous entendons poursuivre.

Pour mettre en place cette politique municipale qui n'atteindra sans doute pas son apogée avant un ou deux ans, il est évident qu'un problème se pose : c'est celui des salles où l'on puisse rassembler les Lillois, où l'on puisse rassembler tous ceux qui seront les hôtes de Lille.

Lors de mes déplacements à travers la France et dans une ville moyenne comme Perpignan notamment, je me suis aperçu qu'il y avait, dans cette Cité, une salle polyvalente de 800 à 900 personnes qui rendait les plus grands services à la Ville.

Il est évident que si c'est vrai pour une ville de 60 - 70.000 habitants, c'est vrai à fortiori pour une ville de 200.000 habitants, que dis-je, pour une agglomération de plus de 1.000.000 d'habitants.

Il n'est pas pensable que l'on puisse continuer à organiser des manifestations de grande envergure dans les salles que nous possédons actuellement car l'on nous accuserait d'être inconséquents de vouloir recevoir à Lille des notoriétés dans des salles si peu adaptées.

Les salles sont finalement le symbole des périodes et si la salle Roger-Salengro, hier salle rêvée du meeting métropolitain, devient maintenant la salle d'animation de la ville, c'est un pur symbole de notre action municipale.

Nous avons échappé, M. CATESSON, à la contradiction de votre exposé, nous sommes, au fond, des « gagne petit » dans cette affaire-là, nous sommes de ceux qui veulent quand même un Palais des Congrès. Nous avons un grand hall dans notre Hôtel de Ville qui fait la joie de tous ceux qui y viennent ; ce grand hall de l'Hôtel de Ville va desservir une salle polyvalente, va permettre la tenue de congrès.

De plus, l'agrandissement de l'Hôtel de Ville permettra de résoudre un certain nombre de problèmes. Vous en avez abordé un, notamment : celui du restaurant municipal que vous qualifiez de « S.M.I.C. des restaurants », « S.M.I.C. » des restaurants » non pour la nourriture, je dois le préciser mais en ce qui concerne les locaux.

Mais il n'y a pas que le problème du restaurant ; il y a des employés municipaux qui, parce que la deuxième aile de l'Hôtel de Ville n'a jamais été terminée, travaillent dans les sous-sols : les agents de la Caisse des Ecoles, de l'Economat, etc... Je pense que nous devons et pouvons améliorer cette situation.

Autrement dit, nous essayons de résoudre au mieux le problème d'une salle polyvalente à géométrie variable, indispensable pour l'animation de la Ville, avec certains agrandissements de l'Hôtel de Ville qui sont imposés par notre souci d'améliorer les conditions de travail de nos agents.

Vous dites que pour les réunions du Conseil municipal, nous sommes bien ici. Je n'en disconviens pas. Toutefois, la nouvelle salle du Conseil municipal



pourrait s'intégrer dans un ensemble de salles en enfilade, à l'image de ce qui existe à Lomme, ce qui permettrait, en levant simplement les cloisons, de se trouver dans une immense salle dont on a parfois besoin à Lille.

Dans le monde actuel, on assiste à une multiplication des réunions et nous ne pouvons pas nous trouver dans la situation de refuser aux Lillois de se réunir. Nous devons faire face à des demandes émanant d'organisations de toutes sortes.

Vous dites « J'ai cru que le Palais des Congrès pourrait être fait au Forum ». Il se fait que sur le plan de la Communauté Urbaine, j'ai la responsabilité, justement, de la réalisation du Forum. Tout à l'heure, vous avez fait allusion à une réunion où, dans le cadre de cette délégation, j'avais réuni des banquiers (ce qui montre l'intérêt que je porte au Forum) et rapporté un de mes propos au cours de cet entretien. Finalement, cette phrase, que vous retirez d'un contexte, ne constituait qu'une petite ironie facile — dite d'ailleurs d'une manière très souriante — à l'aimable assistance avec laquelle j'étais en train de discuter et qui n'était pas, d'ailleurs, la Chambre de Commerce, mais les représentants des principaux groupes financiers français.

C'était un auditoire très choisi avec lequel j'ai conversé, avec lequel j'estime que c'est notre devoir d'ouvrir le dialogue lorsque l'intérêt de la Ville de Lille, lorsque l'intérêt de la Communauté Urbaine le commande.

C'est pour vous dire l'intérêt que je porte au Forum et vous dire aussi que si vous vous rapprochez vraiment des problèmes du Forum, comment pouvez-vous concevoir que l'animation de la Ville, que l'activité des nombreuses associations lilloises puissent se réaliser dans une salle qui sera le complément d'un hôtel quatre étoiles ?

En effet, il y aura sans doute, dans le cadre du Forum, un hôtel quatre étoiles, comme cela se fait de plus en plus en Amérique et un peu partout et qui ne doit pas être seulement un hôtel où l'on se restaure, où l'on dort, mais un hôtel où l'on s'anime et par conséquent, il y aura une salle d'animation.

Mais il est évident que cette salle d'animation ne répondra pas exactement aux préoccupations qui sont les nôtres mais qui trouvera sa place dans une Ville comme Lille, compte tenu de nos projets dans le domaine du tertiaire, de l'allure que prend notre Ville.

J'ai d'ailleurs parlé de nos projets d'agrandissement de l'Hôtel de Ville aux responsables du Forum qui ont été les premiers à reconnaître que nous traitons de problèmes entièrement différents.

En ce qui concerne le coût de la réalisation, nous aurons l'occasion d'en discuter. Elle n'est pas chiffrée mais vous avez donné la fourchette exacte. Très certainement, nous assurerons cette dépense par l'emprunt. Tout porte à croire que, dans les conditions actuelles, c'est sans doute une sage politique que de voir l'avenir non pas dans l'argent qu'on pourrait peut-être avoir, qu'on n'a pas tout à fait, mais dans des pierres. Je pense que c'est un point sur lequel vous pourrez peut-être être d'accord avec moi.



Je soumetts, par conséquent, à l'adoption de l'assemblée le projet tel qu'il a été présenté. Les problèmes financiers, nous les examinerons, liés à un avant-projet, à un projet précis en ce qui concerne les réalisations que nous ferons dans cet agrandissement.

Que ceux qui sont d'accord lèvent la main.

Avis contraires ?

Adopté.

DIRECTION DES SERVICES

JURIDIQUE ET IMMOBILIER

Habitation

Rapporteur : M. DASSONVILLE

**73/6117 - Office Public d'H.L.M. de la Communauté Urbaine de Lille. Cité Balzac. 58 logements P.L.R. Garantie d'exploitation. Annulation de la convention.**

**73/6118 - Antennes sociales de la Cité de transit, rues de la Baltique et de Stockholm et du Petit-Maroc. Subvention complémentaire.**

**73/6119 - Cité de transit dite « Arbrisseau Magenta ». Fonctionnement de l'antenne sociale. Relèvement de la subvention.**

Adoptés.

DIRECTION DES SERVICES

JURIDIQUE ET IMMOBILIER

Rapporteur : M<sup>e</sup> ROMBAUT

**73/6115 - Piscine olympique avenue Marx-Dormoy. Exploitation du restaurant et des bars. Concession.**

Nous avons décidé un appel d'offre, vingt personnes ont répondu, une seule soumission a été déposée et le concurrent a simplement formulé, sans proposition précise, une surenchère de 10 % sur celle du candidat le mieux placé. La Commission d'examen a proposé de déclarer infructueux l'appel d'offres. Un avenant au cahier des charges, clauses et conditions particulières vous est donc présenté.

Adopté.

**73/6116 - Rénovation du quartier St-Sauveur. Extension du périmètre. Convention d'études. Avenant n° 2.**

**73/6094 - Terrain 23 à 27, rue Eugène-Jacquet. Achat.**

**73/6095 - Achat d'un terrain rue de l'Europe à Lille.**

**73/6096 - Achat de l'immeuble 3, rue de Bargues à Lille.**

**73/6097 - Stationnement des nomades. Achat d'un terrain, rue Courtois à Lille.**

**73/6098 - Achat du tronçon déclassé de la rue d'Armentières.**

**73/6099 - Salle de sports de la rue Gombert. Poste de détente de gaz. Bail.**



- 73/6100 - Local dans un bâtiment de la S.N.C.F. situé rue de la Chaude-Rivière à Lille. Prise en location. Avenant au bail.
- 73/6101 - Terrains communaux situés à Marquette. Vente.
- 73/6102 - Propriétés et parties de propriétés frappées d'alignement rue des Tanneurs à Lille. Vente à la Communauté Urbaine de Lille.
- 73/6103 - Instance contre M. RABOUILLE. Autorisation d'ester.
- 73/6104 - Foire de Pâques 1973. Occupation de la partie non affermée du Champ de Mars. Règlement de la redevance.
- 73/6105 - Affichage municipal. Emplacements rue des Tanneurs. Versement à la Communauté Urbaine de Lille des redevances de publicité.
- 73/6106 - Instance Association Cultuelle de l'église réformée de Lille contre M. LOCQUET. Représentation de la Ville. Règlement des honoraires.
- 73/6107 - Immeuble 178, boulevard Victor-Hugo. Expropriation de M. Charles POLLET et éviction de la société Automobile Nord Sud. Règlement des honoraires de M<sup>e</sup> SPRIET, avocat.
- 73/6108 - Immeuble communal 5, rue Alphonse-Colas à Lille. Remise gracieuse de loyer.
- 73/6109 - Indemnisation pour accidents d'automobiles. Admission en recettes.
- 73/6110 - Résorption de l'habitat insalubre. Programme 1972. 2<sup>e</sup> tranche. Ilot Bécu. Avenue de Dunkerque.
- 73/6111 - Legs Brulin. Acceptation.
- 73/6112 - Garantie des fonds maniés par les régisseurs. Avenant.
- 73/6113 - Location d'un jardin, avenue Marx-Dormoy à Lille.

Adoptés.

- 73/6114 - Usine de la Société Lille-Aciers, rue de la Bassée et boulevard de la Moselle à Lille. Achat.

M. LE MAIRE — Il s'agit là d'une très belle opération qui traduit la volonté du Conseil municipal de continuer cette politique foncière dont M<sup>e</sup> ROMBAUT est l'artisan. A chaque Conseil municipal vous aurez de nombreux rapports touchant à des achats de terrains.

Adopté.

M. BOCHNER — Monsieur le Maire, mes chers Collègues, je vais me permettre en deux mots d'appeler votre attention sur l'importance de la délibération 6097 que vous avez adoptée tout à l'heure. En effet, elle entre dans le cadre d'une mission que vous m'aviez confiée le 6 juillet dernier, pour tenter de résoudre le problème du stationnement des nomades sur le territoire de notre ville, et ce, sous forme de concertation avec les différents intéressés.



Je voudrais dire que le principe de l'acquisition d'un terrain de 7.600 m<sup>2</sup>, spécialement affecté à cet effet, constitue sans doute une étape importante dans l'évolution de mes investigations et je veux souligner que l'effort consenti par la ville devra être complété, évidemment, par les besoins d'aménagement de ce terrain.

C'est pourquoi je tenais à noter ma satisfaction de me voir un peu confirmé dans la progression de cette mission et je tenais à vous dire que cette décision me permettra de toute façon d'envisager sur une base concrète et positive la poursuite de ces négociations que je mène avec les différentes administrations, ou associations intéressées.

M. LE MAIRE — Y a-t-il des questions ? Je vous remercie Monsieur Samy BOCHNER du dossier que vous instruisez avec diligence. J'espère bien que nous pourrions assez rapidement avoir le terrain et faire les constructions nécessaires pour régler ce problème de stationnement des nomades qui préoccupe, à juste titre, beaucoup de nos concitoyens.

Mesdames, Messieurs, je veux simplement dire que nous allons recevoir le 12 et le 13 une délégation municipale de Cologne. Vous savez que nous sommes jumelés avec la Ville de Cologne, c'est un jumelage qui donne satisfaction autant aux Colonnais qu'aux Lillois et nous aurons le plaisir de recevoir l'Oberburmeister. Vous savez qu'il y a plusieurs maires à Cologne, c'est par conséquent le Maire principal de Cologne, avec une délégation qui sera dans cette Ville, qui la visitera le 12 et le 13.

DIRECTION DES SERVICES SANITAIRES, SOCIAUX,  
DE L'ETAT CIVIL ET DES CIMETIERES

Rapporteur : Le Dr MOLLET

**73/5011 - Fêtes de fin d'année. Colis, friandises, coquilles distribués à certaines catégories de la population.**

Adopté.

**73/5012 - Crèches municipales. Relèvement du barème des redevances journalières dues par les familles.**

M. LE MAIRE — Je voudrais préciser que la Municipalité se trouve dans l'obligation de proposer au Conseil municipal une augmentation de tarifs compte tenu de la hausse des prix, de l'évolution du coût de la vie. La Commission des Crèches, de la Pouponnière et du Troisième Age réunie sous la présidence du Dr MOLLET, a révisé le barème des redevances journalières dues par les familles. Elle a été guidée dans ce travail par le souci d'une plus grande justice sociale.

LE Dr MOLLET — Une étude nationale du prix de journée moyen des crèches a révélé un chiffre qui s'échelonne entre 30 et 35 F. La Municipalité de par sa fonction sociale couvre la différence entre le prix de journée moyen et le prix réclamé aux familles.



Rapporteur : M<sup>lle</sup> BOUCHEZ

**73/5010 - Centre social de Lille-Sud-Est, 122-126, rue de Douai. demande de subvention.**

Adopté.

Rapporteur : M. DERIEPPE

**73/5008 - Remboursement à la Communauté Urbaine de Lille des frais de transports par ambulance effectués pour le compte de la Ville par le Service de Lutte contre l'incendie.**

Adopté.

**73/5009 - Laboratoire municipal. Amélioration de l'équipement. Subvention de l'Etat. Admission en recettes. Crédit d'emploi.**

M. LE MAIRE — Le Laboratoire municipal ne fait pas de bénéfices extraordinaires et ne cause pas de dépenses inutiles. Sa gestion est bien équilibrée.

#### DIRECTION DES AFFAIRES SCOLAIRES

Rapporteur : M. ALLARD

**73/4517 - Mise en place de nouvelles structures à l'école élémentaire publique Montesquieu-Descartes. Expérimentation pédagogique. Avis.**

**73/4518 - Ecole de plein-air Désiré-Verhaeghe. Transport des élèves. Année scolaire 1973-1974. Contrat.**

**73/4519 - Ecole primaire publique de perfectionnement M<sup>me</sup> Récamier. Ecole spéciale mixte pour enfants inadaptés et handicapés Jules-Ferry. Transport des élèves. Année scolaire 1973-1974. Contrat.**

**73/4520 - Ecoles publiques. Fournitures scolaires. Scolarité 1973-1974. Lot n° 1 livres. 1<sup>er</sup> avenant au marché.**

**73/4521 - Ecole de plein-air Désiré-Verhaeghe. Ecole de plein-air « Les P'tits Quinquins ». Heures supplémentaires effectuées par le personnel enseignant. Application des nouveaux taux horaires.**

**73/4522 - Indemnité représentative de logement servie aux instituteurs publics. Application de la majoration annuelle.**

**73/4523 - Clases de neige. Classes vertes. Encadrement. Personnel enseignant. Indemnité. Application des nouveaux taux.**

**73/4524 - Fonds scolaires départementaux. Scolarité 1972-1973. Programme d'utilisation. Budget primitif. Exercice 1973.**

**73/4525 - Acquisition d'établissements de montagne destinés au fonctionnement de classes de neige, classes vertes, colonies de vacances ainsi qu'au séjour de personnes âgées.**



Le dossier de la Direction des Affaires Scolaires compte neuf rapports. Deux de ces questions sont particulièrement importantes.

Celle qui concerne :

La mise en place de nouvelles structures à l'école élémentaire publique Montesquieu-Descartes dans le cadre d'une expérimentation pédagogique et le problème de :

L'acquisition d'établissements de montagne destinés au fonctionnement de classes de neige, classes vertes, colonies de vacances ainsi qu'au séjour éventuel de personnes âgées.

\*\*\*

I — Nous relevons avec intérêt l'initiative de l'Education Nationale de procéder à des expériences pédagogiques s'inspirant des grands principes d'éducation moderne.

Les hypothèses de recherches qui ont été définies par l'INRDP : l'Institut National de Recherche et de Documentation Pédagogique, des points de vue psychologique, sociologique, psycho-sociologique et pédagogique, ont abouti à l'organisation de 16 classes homogènes par âges et par niveau, avec constitution de groupes interclasses pour enseignements de renforcement ou pour activités « optionnelles ». Nous espérons, l'Education Nationale espère ainsi aboutir à la suppression des **redoublements de classe** qui constituent un des aspects les plus souvent critiqués du système scolaire actuel.

Le choix de l'école mixte Montesquieu-Descartes nous paraît judicieux.

Cette école, l'une des plus anciennes de Lille, a un passé prestigieux. La greffe d'une expérience pédagogique sur ce groupe scolaire ne peut qu'attirer l'attention des familles particulièrement sensibles à son passé et à son rayonnement actuel.

La présence d'un personnel enseignant stable et de haute qualification, l'existence de vieux locaux mais pourvus d'un équipement fonctionnel, la présence d'une salle de sports et de locaux annexes, la proximité des installations du Château Lemoine, l'activité continue et des plus réussie de la plus ancienne des Camaraderies des Francs et Franches Camarades, confère à cet essai un ensemble de moyens intéressants. Il nous appartiendra d'accentuer cet effort afin de placer l'expérience dans un contexte favorable. Nos services s'y préparent et notre collaboration constamment renouvelée avec les autorités académiques nous autorisent à penser que nous pourrions aller, dans un second temps expérimental à un essai « d'école ouverte » dont le concept a été défini avec beaucoup de clarté et de rigueur par M. ROCHER aux journées récentes de l'Animation.



Il nous paraît donc des plus intéressants d'accompagner cette entreprise de notre sceau le plus favorable.

\*  
\*\*

Il — En adoptant le principe de ces acquisitions, vous nous donnez les moyens de mettre à l'étude la création à Saint-Gervais-les-Bains, en Haute-Savoie, d'un véritable Centre Sanitaire de type permanent.

Dans un site particulièrement choisi sur le plan du climatisme, se succéderont durant toute l'année dans deux établissements distincts mais complémentaires et coordonnés sur le plan de la gestion, de l'Education, de l'animation, des classes de neige, des classes vertes, des colonies de vacances d'enfants et de préadolescents.

Les aménagements des locaux de la propriété des Bruyères permettront à des périodes à déterminer d'accueillir, si les besoins s'en manifestaient, des personnes âgées.

Les premières arrivées d'enfants et l'installation à titre permanent d'une classe de l'Ecole de plein air de Lille Carnoy sont prévues pour le 4 janvier 1974. De petites unités scolaires seront constituées et favoriseront la vie en communauté.

Un protocole d'accord passé entre M. l'Inspecteur d'Académie du Nord et la Caisse des Ecoles permettra la mise à disposition d'enseignants spécialisés en provenance du département du Nord et du département d'accueil.

Le Centre sera géré à l'image des Maisons d'Enfants avec un prix de journée particulièrement étudié dans ses secteurs exploitation et investissement, sa révision sera annuelle mais ne pourra souffrir, en cours d'exploitation annuelle, de déficits.

Ainsi s'amorcent les réalités d'un grand ensemble de pédagogie avancée qui comportera dans une première coordination, les établissements spécialisés d'enseignement pour enfants déficients et inadaptés situés sur le territoire de la Ville.

L'école expérimentale dont nous venons de saluer la naissance, les multiples initiatives de la Caisse des Ecoles sur le plan des loisirs des enfants.

Le Centre permanent de St-Gervais dont le nom de baptême reste à trouver.

\*  
\*\*

M. LE MAIRE — Je vous remercie pour la concision et la présentation complète de ces rapports. A partir du mois de janvier, nous aurons en permanence des petits Lillois à la montagne. Ils y seront non pas seulement pendant deux mois



par an, mais pratiquement pendant toute l'année. Ce qui rentabilisera pleinement cette opération. Cette réalisation est à mettre à l'actif de la Ville de Lille et est une œuvre bienfaisante à l'égard de l'enfance.

Adoptés.

DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES,  
SPORTIVES ET DE JEUNESSE  
Sports

Rapporteur : M. ALLARD

**73/4060 - Stade Ballet. Mise à la disposition des écoles et des sociétés sportives de la Ville. Convention avec la Société Fives-Lille-Cail.**

L'approbation de la délibération n° 73/4060 donne un éclat particulier aux résultats d'une politique qui tend à associer depuis plusieurs années dans un **pool unifié** d'installations sportives :

- la Ville, grande pourvoyeuse d'équipements et à cet égard majoritaire sur tous les plans,
- l'Université,
- l'Armée,
- l'Entreprise,

c'est à cette démonstration de **la convergence des moyens** qui sert puissamment l'intérêt général que la présente délibération nous convie.

Les utilisateurs sont nombreux et des plus intéressants.

Des conventions internes aux occupations régleront droits, devoirs et responsabilités des uns et des autres.

**73/4061 - Société sportives lilloises. Subventions de fonctionnement année 1973. Répartition.**

**73/4059 - Associations et groupements de jeunesse. Subventions au titre de l'année 1973.**

En associant la présentation des rapports n°s 73/4059 et 73/4061 qui apportent aux associations sportives et aux mouvements de Jeunesse des éléments de soutien financier d'exploitation non négligeables (près de 329.500 F). Il nous faut souligner également l'effort de la Ville en faveur de Lille-Jeunesse qui gère les deux Maisons Municipales de la Ville.

L'effort à prévoir pour 1974 se situera aux alentours d'un budget d'exploitation de l'ordre de 45.000.000 A.F.

Si l'on transforme les prestations des services techniques en aides financières actives,

Si l'on estime la mise à la disposition entière et gratuite des usagers des Associations et des Mouvements, de :



- 8 stades,
- 24 salles d'Education physique,
- 15 locaux,

on peut estimer globalement à 17 % du budget général l'effort consenti par la Ville au bénéfice de son animation sportive et socio-éducative. Or, l'effort de l'Etat dans un budget rigoureusement identique est de 1 %.

Les chiffres sont, on en conviendra, les meilleurs traducteurs des réalisations.

M. BURIE — Je crois qu'il faut savoir être satisfait et dire merci à certains moments.

Sur le plan des subventions accordées aux Associations et Mouvements de Jeunesse, je dois dire qu'une méthode est au point et se révèle parfaitement rodée : la consultation sur le partage de la somme globale attribuée aux Associations, je tiens à en remercier M. ALLARD et M<sup>lle</sup> BOUCHEZ.

Les Associations sont, je crois, satisfaites de l'effort de la Ville de Lille et mes remerciements vont à M. FRISON, Adjoint aux Finances, qui accepte ce crédit important.

Cependant, les Associations font actuellement une campagne pour révéler à l'opinion publique l'indigence des moyens qui sont mis à leur disposition.

La Ville de Lille fait actuellement l'effort maximum et il me semble qu'il appartient à l'Etat de pallier cette situation en augmentant sa participation financière.

M. LE MAIRE — Je vous remercie M. BURIE. Je suis persuadé que le Conseil municipal s'associe à vos déclarations, qui reflètent la pensée de notre Assemblée.

Si personne ne demande la parole, je vais ajouter un simple mot concernant ces rapports.

Il est évident que lorsque quelque chose est créé, toutes les lumières convergent vers cette création. M<sup>lle</sup> BOUCHEZ aura l'occasion d'en parler puisque 300 personnes se sont penchées sur les problèmes de l'Animation.

Je tiens d'autre part à souligner que tout ce que nous faisons, à tous les niveaux et sur tous les plans, continue finalement ce qui a été fait hier, ce qui me donne l'occasion de remercier M. ALLARD pour son action sur le plan de l'Office Municipal de la Jeunesse et des Sports. En définitive, les autres Offices et Commissions de Concertation s'inscrivent dans la même politique qui ne fait qu'amplifier en tenant compte des résultats précédemment obtenus.

J'ajoute, parce que cela me paraît important, qu'au moment où nous allons discuter des problèmes culturels et de jeunesse, il ne faut pas oublier ce qui est acquis, assuré, quasi-quotidien, c'est-à-dire l'effort extraordinaire de la Ville de Lille sur le plan sportif. On peut même dire que pendant un certain temps les activités sportives ont retenu un budget important et des réalisations de conséquence sont inscrites dans le dossier des équipements.



Cependant, ce domaine est à présent normalisé, banalisé ; c'est pourquoi notre attention se porte sur d'autres secteurs mais tout cela forme un ensemble.

Beaux-Arts et Affaires Culturelles

Rapporteur : M. le Bâtonnier LEVY

**73/4055 - Musée de l'Hospice Comtesse. Edition d'une plaquette. Vente au public.**

**73/4056 - Association « Lille Jazz Action ». Subvention de fonctionnement pour l'exercice 1973.**

**73/4057 - Association « Pohésie ». Atelier de diffusion et de création. Subvention de fonctionnement pour l'exercice 1973.**

Adoptés.

**73/4058 - Musée du Palais des Beaux-Arts. Création d'un dépôt d'objets d'art.**

Depuis un certain temps, la chronique nous signale que de nombreux vols d'objets mobiliers ont lieu dans les églises. Afin de protéger le patrimoine artistique il a été décidé de créer des dépôts où seraient regroupés les objets les plus menacés et les objets de plus grande valeur.

Deux dépôts existent déjà à Cambrai et Cassel. M. le Préfet estime qu'il serait souhaitable qu'un centre soit ouvert dans l'arrondissement de Lille. Nous sommes tout à fait d'accord pour admettre ces dépôts dans nos Musées, étant entendu que la propriété de ces œuvres déposées resterait à leur possesseur actuel. Mais, en contrepartie, ces dépôts seraient incorporés aux collections du Musée qui assurerait les frais éventuels de présentation.

Adopté.

Je vais me permettre, Monsieur le Maire, avec votre autorisation, de vous faire un compte rendu très rapide du Festival Culturel de Musique. Le Conseil a décidé, il y a de cela deux ans, la création d'un Festival Culturel. Il avait été entendu que ce Festival Culturel serait consacré une année à la danse, une année à la Musique et une année à l'Art dramatique.

Nous avons commencé à titre expérimental, l'an dernier, avec la danse. Cette année, on peut dire que pour la première fois le festival fonctionne normalement. Il n'est pas terminé mais dès maintenant nous constatons avec beaucoup de plaisir un succès indéniable qui a été souligné par la presse unanime.

Les concerts, comme le rappelait, tout à l'heure, M. le Maire, ont été de classe exceptionnelle ; ils ont obtenu un concours de population extrêmement important : 2.000 personnes ont assisté au concert du Grand Orchestre de Paris ; la salle du Théâtre Sébastopol, qui comprend environ 1.800 places était archi-comble, pour l'audition du Grand Orchestre de l'U.R.S.S. et pour les marionnettes de Salzburg.

Nous avons voulu donner satisfaction à tous les amateurs de musique. Il y a des concerts classiques extrêmement importants, d'autres réservés aux amateurs de musique moderne, et même d'avant-garde : vous entendrez dans quelques jours XENAKIS ; il y a aussi des concerts qui sont à la portée du grand public.



Nous avons voulu assurer aussi, dans la mesure du possible, une décentralisation, c'est-à-dire que nous avons tenu à ce que les concerts n'aient pas lieu toujours dans les salles du centre ; malheureusement, nous ne disposons pas de beaucoup de salles périphériques. Deux concerts seront organisés, l'un à la salle de la Marbrerie et l'autre à Marx-Dormoy. Nous espérons que les années prochaines nous pourrions accentuer cette décentralisation.

Pour répondre au vœu unanime de la population, le Conseil d'Administration a décidé que le Festival culturel comprendrait à la fois chaque année l'art dramatique, la musique et la danse. Il sera donc un peu plus étoffé que celui de cette année et il répondra ainsi à tous les besoins culturels de la Ville.

Dès maintenant, nous allons préparer le prochain Festival culturel. Nous espérons que nous pourrions obtenir des subventions du Ministère. Je dois vous dire que j'ai déjà reçu une lettre de M. le Directeur de la Musique qui est très satisfait du Festival de Musique et qui m'a indiqué qu'il était tout à fait d'accord pour soumettre à la Commission des Festivals du Ministère des Affaires Culturelles notre demande de subvention pour la Musique, peut-être obtiendrons-nous également une subvention pour l'Art Dramatique.

Je tenais à vous fournir ces renseignements dès maintenant pour vous montrer que le Festival Culturel répondait bien aux aspirations des Lillois.

Je constate avec plaisir que dans cette région qui a été considérée, d'une façon d'ailleurs inexacte, comme allergique à la culture, il y a au contraire un grand engouement pour la culture sous toutes ses formes. Cet engouement est tout à fait symptomatique de l'évolution qui se produit dans le public, à Lille ainsi que dans la région et je crois que c'est un élément important pour le développement de Lille et de son rayonnement en tant que capitale de la région du Nord.

M. LE MAIRE — M. le Bâtonnier, je vous remercie. Si vous le permettez je voudrais à mon tour faire quelques remarques en ce qui concerne les problèmes culturels.

La première, M. le Bâtonnier, Mesdames, Messieurs, c'est pour constater, et j'avais commencé par cette formule en ouvrant la séance, que la Ville, depuis la rentrée, brille de tous ses feux. La presse régionale a largement rendu compte de « la première » de Jacques ROSNER à Lille, des soirées exceptionnelles du Festival Culturel de Musique de la Ville, sans parler des succès méritoires et mérités de la Baraque Foraine, sans oublier les activités talentueuses des autres troupes et la présence toujours renouvelée et chère au cœur des Lillois du « Sébasto », prestigieux et populaire refuge de l'Art Lyrique qui se meurt ailleurs mais qui vit à Lille.

La Municipalité provoquera avant la fin de l'année une Table Ronde Culturelle, qui pourrait se situer avant Noël dans le courant décembre. Nous espérons que ce prochain colloque consacré aux problèmes culturels suscitera la même ferveur que celui qui a été organisé sur l'animation et dont tout à l'heure M<sup>lle</sup> BOUCHEZ vous rendra compte.



Si la Municipalité provoque une Table Ronde Culturelle, c'est parce qu'elle a le souci d'écouter. Dès maintenant, je souhaite qu'avec cette réunion du Conseil municipal, la balle soit lancée, que la discussion puisse commencer, puisse s'organiser. Je remercie dès à présent la presse et tous ceux qui voudront s'ils peuvent concourir à l'organisation de tribunes libres avec la participation de tous ceux qui voudront s'exprimer sur ce sujet-là.

Je pense que, dès maintenant, il est souhaitable d'avoir un certain nombre d'idées forces que M. le Bâtonnier LEVY a déjà eu l'occasion d'énoncer.

La première est de réfléchir et de se donner les moyens d'une concertation permanente. Que sera-t-elle ? Commission de Concertation, Réunion de personnalités du monde des comédiens, des artistes, des musiciens ? Nous le déterminerons après la Table Ronde.

Ce que je veux dire aussi, c'est que la Ville s'épuiserait vite à vouloir soutenir toutes les entreprises dans un domaine où il faut naître beaucoup pour vivre.

La grande question est alors, sans permettre le monopole qui stérilise, sans manifester d'exclusives qui ne sont pas acceptables dans une grande Cité comme la nôtre où nous voulons que joue la règle démocratique, de donner leur chance à ceux-là seuls qui la méritent.

La deuxième, mais je n'insiste pas, la deuxième est de faciliter la création culturelle et la participation du public par une politique de moyens adaptés. C'est ce que nous ferons avec l'agrandissement de l'Hôtel de Ville, c'est ce que l'on fait avec l'aménagement de la salle Roger-Salengro, avec la construction du Théâtre de Comédie dans l'îlot Comtesse. Sur ce plan-là, il y a un effort de la municipalité pour adapter les moyens au niveau de la conception de sa politique.

La troisième, et ceci pour mettre un frein à tous ceux qui parlent dans la ville de désert culturel du Nord. Permettez-moi de dire que si le Nord ou la Ville de Lille est un désert sur le plan culturel, c'est un désert vivant.

Oui, c'est un désert vivant. Je crains que tous ceux qui lancent des formules comme « désert culturel » soient ceux qui tombent sans doute dans certains jeux d'esthètes ou dans certains jeux intellectuels qui ne tiennent pas compte d'un certain nombre de réalités.

Il ne faut pas perdre de vue que la culture est un non-sens si elle n'épouse pas le terrain. Mieux encore, la création et les manifestations culturelles doivent être l'authentique expression de la Ville et de la Région. Il n'y a pas une culture des gens du Nord, je ne le crois pas, il n'y a pas une culture des Lillois et des Lilloises, mais certainement des moyens de culture adaptés à Lille et au Nord. Plus qu'ailleurs, la culture doit être ici populaire dans le sens d'associer le plus grand nombre. La culture n'est pas une diversion, pas même, je le crois, ce supplément d'âme ajouté à une vie qui serait sans joie et à un travail qui serait sans intérêt. Elle doit être au contraire un accord profond des Lillois avec eux-mêmes, avec leur environnement professionnel et social, elle doit être pour chacun l'impression profonde d'être seul au moment même où nous serons le mieux ensemble.



Il faut, bien sûr, beaucoup d'imagination pour avancer dans un tel domaine beaucoup de persévérance, mais l'appétit culturel de Lille est tel que rien n'y est vraiment impossible.

La quatrième proposition est de prendre en compte l'héritage du passé et du présent. La culture fait leur part à l'histoire et à l'économie. Par exemple, il est indifférent aux Lillois que l'Art Lyrique soit peu à peu absent dans tel pays ou telle ville s'il reste le loisir favori de ceux qui remplissent nos Théâtres.

Par exemple, encore, ce ne serait pas servir notre projet culturel que de travailler à l'avenir en acceptant aujourd'hui la mort du Théâtre Populaire des Flandres. M. Cyril ROBICHEZ a pendant plus de vingt ans, donné à Lille un Théâtre de Comédie quotidien ; l'hommage à lui rendre n'est pas mince et l'action de la Ville sur ce point précis ne sera pas de subir la fatalité mais de permettre une renaissance.

Permettez-moi, sur ce plan, d'être un peu plus précis. Je crois qu'au moment où l'activité culturelle de notre Ville est si intense, on ne peut pas permettre la distribution de faire-part annonçant la fin d'un théâtre subventionné par la Ville de Lille, subventionné par le Conseil Général et qui a été le Théâtre des collectivités locales.

Or, les derniers renseignements que je possède m'amènent à vous dire que les faire-part seront distribués incessamment si quelqu'un ne parle pas. Il était normal de laisser à ceux qui sont les animateurs du Théâtre Populaire des Flandres le soin de trouver des solutions. Ces solutions, ils ne les ont pas trouvées ou ils les ont trouvées imparfaitement. Maintenant, ils sont au bord du gouffre, au bord de l'abîme.

Je crois que c'est la Ville de Lille, qui pendant des années, a soutenu le T.P.F., qui doit entreprendre les négociations qui permettront au Théâtre Populaire des Flandres de ne pas mourir.

Je vous demande le mandat de rencontrer M. Cyril ROBICHEZ, car il serait trop tard si nous remettons l'affaire à un mois.

J'ai eu l'occasion de rencontrer M. Guy BRAJOT, Directeur des Théâtres, des Maisons de la Culture et des Lettres et M. le Préfet du Nord à ce sujet. J'ai obtenu l'assurance que l'Etat soutiendrait deux troupes dans la région : le Centre National d'Art Dramatique dirigé par M. Jacques ROSNER et le Théâtre Populaire des Flandres de M. Cyril ROBICHEZ, à la condition qu'il survive bien entendu car l'Etat ne s'avance pas pour faire naître la flamme ou la faire renaître. Si le Théâtre Populaire des Flandres survit, la subvention de l'Etat pour 1974 sera reconduite mais elle sera également sensiblement améliorée en 1975.

Voilà ce qui m'a été dit et qui présente un caractère un peu officieux mais qui engage. Dans ces conditions, je crois qu'il faut sauver le T.P.F. Il faut le sauver en donnant les précisions suivantes :

1°) Il ne peut pas être question de reconduire un monopole. Il faut pratiquer avec le T.P.F. une politique contractuelle comme avec chacune des Associations et en ce qui nous concerne, la politique contractuelle c'est la durée de notre mandat.



2°) Il n'est plus raisonnable de continuer l'exploitation d'un théâtre qui ne fait que créer du déficit. Ce théâtre, par conséquent, doit être abandonné.

Alors où pourra jouer la troupe du Théâtre Populaire des Flandres ? Comme M. ROSNER, comme la troupe du Lambrequin. Je crois que ce qui était anormal, c'est que la troupe du Lambrequin joue partout sauf à Lille. Elle est venue à Lille maintenant et elle y reviendra au printemps pour une création.

De la même façon, il n'est pas nécessaire que le Théâtre Populaire des Flandres soit uniquement à Lille. Il est, par conséquent, souhaitable que ces deux troupes sillonnent la région. Il est naturel qu'il y ait à Lille une sorte de havre, une sorte de port où l'on vient se fortifier, reprendre des forces, où l'on vient chercher la consécration de la capitale et par conséquent y donner de nombreuses représentations.

La salle Roger-Salengro, vouée maintenant à sa vocation culturelle, pourra accueillir l'une et l'autre troupe. En dehors de la salle Roger-Salengro, Cyril ROBICHEZ et sa troupe étant des Lillois, des Nordistes, il revient à eux autant qu'aux autres et peut-être un peu plus, la mission d'animer nos quartiers. Par conséquent de rejoindre la politique d'animation culturelle, d'aller dans nos Maisons de la Jeunesse et de la Culture et peut-être dans des éléments dont on trouvera l'architecture pour les planter au milieu des quartiers.

Nous pensons que c'est là un ensemble cohérent et que dans cette voie, le Théâtre Populaire des Flandres peut connaître, non la mort, mais une véritable renaissance.

3°) Cette renaissance, il faudra la payer et il faut dire sans équivoque que c'est la Ville de Lille, point de départ de cette renaissance, qui va, par conséquent, la payer. Cependant, elle ne devrait pas être seule. Je ne peux pas engager le Conseil Général mais j'ai vu son Président, M. DENVERS, qui m'a assuré que l'Assemblée Départementale serait certainement solidaire de la Ville de Lille. Vous savez que le Conseil Général subventionne, dans la même proportion que la Ville, le Théâtre Populaire des Flandres. Je crois donc que c'est une charge que nous pourrions supporter ensemble.

Quelle sera la charge exacte ? Je ne peux pas avancer de chiffres, mais elle se situera vraisemblablement à l'équivalent de deux fois la subvention annuelle de la Ville.

Il me semble que ce problème ne devrait pas être réglé par l'octroi d'une subvention mais plutôt par une garantie de la Ville de l'emprunt que contracterait le Théâtre Populaire des Flandres à l'instar de ce que nous avons fait pour le L.O.S.C.

Si ces mesures n'ont rien de précis, c'est parce que je crois bon de laisser au T.P.F. qui a la liberté, donc la responsabilité, le soin de contracter l'emprunt, le soin de prendre ses dispositions.

Je pense que les Associations ont le droit d'exiger la liberté et nous, nous avons le devoir de la leur laisser totale. Les Associations qui revendiquent à juste titre leur responsabilité et leur autonomie ne peuvent pas être des Associations complètement dépendantes du pouvoir qui paie. Je crois que la subvention et l'aide



données, c'est un accident de parcours. Par conséquent, nous prenons une telle décision pour une véritable renaissance du T.P.F. que nous ne voulons pas voir devenir une sorte de Théâtre Municipal. Nous voulons l'aider à repartir, c'est tout.

Voilà les indications que je voulais vous donner en ce qui concerne le T.P.F. Je souhaiterais, si vous en étiez d'accord, pouvoir exercer le mandat que je vous ai demandé, le plus rapidement possible, auprès de M. Cyril ROBICHEZ et de ses comédiens. Si l'on ne prenait pas une décision ce soir dans cette direction, le Théâtre Populaire des Flandres serait vraisemblablement condamné à disparaître.

Il n'est pas possible, au milieu d'un Festival de Musique, d'entendre la plainte dramatique, d'un théâtre qui a été le vôtre, celui de Lille, celui de la région pendant vingt ans et de le voir mourir alors que le Festival de Musique bat son plein. Il y aurait là vraiment une note tragique que le Conseil Municipal de Lille ne peut pas entendre : il y aurait là une situation injuste à laquelle, je crois, nous ne pouvons pas nous associer.

Je le dis d'autant plus facilement que la responsabilité de subventionner cette troupe a été prise consciemment. Elle a été répétée pendant des années et nous devons rester dans l'axe de cette continuité. A côté de tout ce qui peut se faire de nouveau à Lille, notre décision démontrera que notre politique s'inscrit dans une continuité qui est évidente, qui ne se traduit pas simplement par des discours mais par des actes précis.

Voilà les propositions que je voulais vous soumettre. J'en ajouterai une autre : pour réussir cette vaste entreprise dans le domaine de la culture, il faut être ensemble, il faut l'ensemble des Lillois. Je crois que l'intérêt qu'ils portent aux Affaires Culturelles, aux manifestations que lance la Ville ou qu'elle soutient, montre assez que sur ce plan-là, nous avons leur attention, leur participation. Par conséquent, c'est une belle aventure à jouer.

Y a-t-il des interventions ?

M. le Bâtonnier LEVY — J'aurais une dernière information à donner au Conseil. Le Conseil de l'Europe a décidé que l'année 1975 serait vouée à la promotion des efforts entrepris pour la conservation du patrimoine architectural européen. Le lancement de cette année européenne sera marqué à Paris par une grande exposition « Villes d'Art de France ». Toutes les cités ayant le privilège d'un héritage historique, et notamment les 50 villes dotées d'un secteur sauvegardé, sont invitées à préparer une exposition faisant ressortir l'intérêt et la beauté de leur passé. Parmi ces présentations, 20 seront sélectionnées par un Jury pour être montrées au public, en décembre 1974, dans la Salle des Gendarmes de la Conciergerie puis dans les pays de l'Europe.

Je propose qu'une exposition soit prévue, dès maintenant, à l'initiative de la ville dans un local municipal, ou dans un musée, au cours du printemps 1974.

M<sup>lle</sup> BOUCHEZ — M. le Maire, je ne sais pas, après ce que vous avez dit, s'il est utile d'intervenir, mais j'aurais voulu dire à mes collègues que je pensais que le T.P.F. faisait vraiment partie du patrimoine culturel des Lillois au sens



qu'il constitue une expérience originale artistique et aussi un mode d'acquisition auquel les Lillois tiennent. C'est pourquoi je crois qu'il faut tout faire pour lui permettre de vivre, de vivre dans les conditions que vous avez définies. Je pense qu'il est important que nous en soyons d'accord.

M. HUET — Ce que M. le Bâtonnier LEVY a signalé est excessivement intéressant, je suis toujours navré de constater qu'à 50 ou 100 kilomètres de Lille on ne connaît pas les richesses de notre ville.

D'autre part, on parle toujours de l'extension du tertiaire, il n'y a pas de doute que nous devons conquérir, non seulement l'ensemble de la France, mais aussi tous les pays de l'Europe. Or, d'après les explications que vous venez de nous donner, nous avons là une occasion unique de faire cette publicité, cette propagande pour faire connaître Lille.

Vous disiez que les Lillois étaient sensibles aux affaires culturelles, il est certain que nous avons une richesse ici à Lille et dans le Nord et que nous ne l'exploitons pas, vous me permettez l'expression ; elle n'est peut-être pas heureuse, dans le domaine culturel. Je souhaiterais, M. le Bâtonnier, que vous poussiez à fond vos activités dans ce sens, cela me paraît essentiel pour Lille, non seulement dans le domaine culturel mais aussi dans le domaine économique.

Nous souhaitons voir s'implanter ici à Lille des sièges sociaux d'affaires non seulement sur le plan national mais sur le plan européen. Or, vous savez que beaucoup de gens hésitent à venir dans le Nord parce qu'on a dit que tout est laid, tout est vilain, il n'y a que des cheminées, des usines. Il faut absolument qu'on aille à l'encontre de ces préjugés qui sont absolument faux, il faut que nous vantions notre ville et notre région. Nous avons là une occasion remarquable et je souhaite qu'on la développe.

M. LE MAIRE — Pas d'autres observations ? L'ensemble des suggestions est adopté. On peut dire que cette réunion du Conseil Municipal aura été marquée par le signe à la fois de l'épanouissement de notre activité culturelle et de la renaissance d'un théâtre en grande difficulté.

#### DIRECTION DES FINANCES

Rapporteur : M. FRISON

73/3059 - Office public d'H.L.M. de la Communauté Urbaine de Lille, Roubaix, Tourcoing. Résidence Jacquet et Valenciennes. Aménagement d'espaces verts. Participation de la Ville.

73/3060 - Société d'aménagement et d'équipement du Nord. Rénovation du quartier Saint-Sauveur. Compte de l'opération arrêté au 31 décembre 1972. Ratification.

73/3061 - Société d'aménagement et d'équipement du Nord. Fonds spécial d'aide au relogement (F.S.A.R.). Compte d'exploitation de 1972. Ratification.

73/3062 - Centre hospitalier régional de Lille. Centrale thermique. Rénovation. Deuxième tranche de travaux. Emprunt de 2.405.000 F. Garantie financière de la Ville.



- 73/3063 - Association pour l'érection d'un buste de Robert Schuman. Subvention exceptionnelle.
  - 73/3064 - Groupement avicole et zoologique du Nord de la France « Animavia ». X<sup>e</sup> anniversaire. XX<sup>e</sup> Salon international des animaux à Lille du 31 janvier au 4 février 1974. Subvention exceptionnelle.
  - 73/3065 - Université des Sciences et Techniques de Lille I. Colloque international sur la méthodologie de la structure et du métabolisme des glucides conjugués. Subvention exceptionnelle.
  - 73/3066 - Syndicat central des Municipaux de Lille « Force Ouvrière ». Divers congrès. Envoi de délégués. Subvention exceptionnelle.
  - 73/3067 - Université lilloise des sciences humaines, des lettres et des arts. Congrès international des lumières en octobre 1973. Subvention exceptionnelle.
  - 73/3068 - Budgets primitif et supplémentaire. Transferts de crédits. Exercice 1973.
- Adoptés.
- 73/3069 - Centre de formation des personnels communaux. Participation de la Ville. Avance.

J'en arrive au point peut-être le plus important de ce dossier : centre de formation des personnels communaux. Vous savez que la formation professionnelle est maintenant présentée comme une obligation nationale.

Une loi du 16 juillet 1971 introduit dans la législation française un droit à la formation continue dans le cadre d'une éducation permanente.

L'investissement humain ainsi réalisé favorise à la fois l'épanouissement individuel, le progrès social, le développement économique.

Les agents des collectivités locales, c'est-à-dire nos agents communaux, se sont vu confirmer ce droit à la formation professionnelle, par une autre loi du 13 juillet 1972 qui porte modification du code de l'administration communale et qui est relative à la formation du personnel communal.

Cette loi institue pour l'ensemble des collectivités locales un établissement public intercommunal chargé d'organiser les concours d'accès aux emplois et d'assurer le perfectionnement professionnel des agents communaux.

Cet établissement porte le nom de Centre de Formation des Personnels Communaux. Il se substituera à l'Association Nationale d'Etudes Municipales, en abrégé : A.N.E.M. Les buts de ce nouvel établissement sont rappelés dans le rapport que vous avez sous les yeux.

Nous ne pouvons qu'applaudir à ces décisions gouvernementales, mais quelle est la situation actuelle lilloise ?

Depuis longtemps sur le plan lillois, nous avons organisé des cours de perfectionnement et de promotion sociale à la Mairie de Lille, des cours universi-



taires de perfectionnement administratif avec le concours de professeurs de la Faculté de Droit.

En outre, nous participons à l'A.N.E.M., l'association existant actuellement, pour la formation de nos techniciens municipaux. Vous comprenez bien que nous n'accepterions pas de gaieté de cœur la suppression de ces cours qui ont donné toute satisfaction non seulement à nos agents, mais à l'administration municipale. A une époque où on parle beaucoup de décentralisation, ne pourrions-nous pas formuler le vœu que l'article 20 de la loi du 13 juillet 1972 modifiant l'article 508 du code d'administration communale nous permette de maintenir notre formation lilloise de formation professionnelle et que cette formation constitue une des branches du centre national de formation des personnels communaux ?

M. CATESSON — Je comprends très bien le souci de M. FRISON qui est absolument nécessaire, je pense qu'il y aurait lieu dans l'état, peut-être d'imperfection du texte actuel, de demander à M. le Préfet, que des 0,80 % qui sont à verser à ce centre soit déduite la part que vous payez déjà aux organismes existants de formation professionnelle. Je pense qu'il ne devrait pas y avoir de difficulté puisque nous respectons l'esprit. Il faudrait poser la question, à mon avis, aux autorités compétentes.

M. FRISON — Vous anticipez, M. CATESSON, toute l'organisation est à mettre au point, il est bien évident qu'il est dans notre intention d'aller jusque-là, autrement dit de demander que notre formation reste à Lille et que nous participions au centre national mais en déduisant nos frais. Je vais vous donner une idée de la différence de charge. Cette loi va nous imposer 0,80 % de la masse salariale des agents municipaux alors que maintenant pour toute la formation de ces agents nous dépensons à peine 500.000 AF. Cela va donc nous coûter énormément plus cher, cela va être multiplié au moins par 100.

Sans doute, nous allons suivre le mouvement. Au demeurant, je trouve finalement tout à fait normal que des sommes soient consacrées à l'éducation des hommes. Ce que je regrette, c'est la centralisation au niveau national. La Ville de Lille dispose, sur le plan local, des moyens nécessaires à la promotion des personnels communaux : cours municipaux, Centre de Formation et de Perfectionnement Administratif près la Faculté de Droit... Il me paraît inconcevable, au moment où l'on parle de décentralisation, d'accepter que la Ville de Lille ne dispose plus d'enseignement sur place pour la formation de son propre personnel.

Je crois qu'au moment où il est question de région, de décentralisation, il faut tout mettre en œuvre pour avancer dans cette voie.

Pour ce qui est du problème qui nous préoccupe, nos efforts doivent tendre, me semble-t-il, vers la création à Lille d'une antenne régionale du Centre de Formation des Personnels Communaux, dans le cadre d'un Institut Municipal de Formation Permanente.

Adopté.

Les autres rapports concernant le personnel ne présentent pas de problèmes. Ils sont adoptés.



DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE

Documentation

Rapporteur : M. CAMELOT

**73/1017 - Fourniture de journaux et périodiques au cours de l'année 1974. Marché à commandes.**

Adopté.

**73/1018 - Abonnements aux journaux, revues, périodiques et publications diverses à souscrire pour les différents services municipaux. Exercice 1974.**

Je vous propose de retirer ce rapport de la séance d'aujourd'hui ; quelques mises au point dans la nomenclature des journaux, revues et périodiques devant être effectuées.

**73/1019 - Achat de l'ouvrage « Courage et dévouement » édité au profit de l'Œuvre des pupilles des sapeurs-pompiers.**

Adopté.

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE

Elections

Rapporteur : M. BRIFFAUT

**73/1016 - Révision des listes électorales. Commissions administratives. Remplacement d'un délégué du Conseil municipal.**

Nous vous proposons la désignation d'un délégué du Conseil municipal dans les commissions administratives. Je vous rappelle que par un décret récent il avait été imposé une commission administrative par bureau de vote. Il aurait donc dû y avoir 96 commissions administratives sur Lille. Heureusement, M. le Préfet a bien voulu accepter de ne constituer que 12 commissions administratives qui regroupent un certain nombre de bureaux de vote. Nous avons désigné 12 délégués, ces charges ont été réparties à la proportionnelle de nos différents groupes politiques.

M. SPRIET ayant donné sa démission, M. le Préfet nous a demandé de le remplacer. J'ai consulté les membres du groupe radical, M. CATESSON a bien voulu accepter de prendre la succession de M. SPRIET et d'être nommé délégué du Conseil municipal dans les commissions administratives.

En passant, je remercie tous les collègues qui veulent bien m'assister dans la tâche, comme adjoint aux élections, pour la composition et la vérification de ces listes électorales. Je propose donc la désignation de M. CATESSON.

Adopté.

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE

Economat

Rapporteur : M. BRIFFAUT

**73/1012 - Machine comptable. Contrat d'entretien. La Nationale Caisse Enregistreuse.**



**73/1013 - Fourniture de papiers d'impression et de couverture. Marché à commandes.**

**73/1014 - Fourniture d'appareils duplicateurs, de papiers offset et duplicateurs, encre, etc... Année 1973. Marché à commandes.**

**73/1015 - Fourniture d'imprimés divers. Marché à commandes. Année 1973. Avenant.**

Adoptés.

#### **DIRECTION DES RELATIONS PUBLIQUES**

Rapporteur : M<sup>lle</sup> BOUCHEZ

#### **73/506 - L'animation des quartiers.**

Monsieur le Maire, on a parlé beaucoup d'animation ce soir, mais je reviendrai à une animation plus restreinte, celle des quartiers.

Comme vous le savez pour y avoir participé ou pour en avoir lu de très bons comptes rendus dans la presse, un colloque sur l'animation des quartiers s'est tenu les 27 et 28 octobre dans les locaux de la Maison Municipale de la Jeunesse et de la Culture de la rue Marx-Dormoy.

Ce colloque a rassemblé plus de 300 personnes représentant des associations très diverses, associations sportives, socio-éducatives, associations familiales, associations de locataires ; des personnalités aussi, des directeurs d'écoles, des comédiens, des travailleurs sociaux.

Participation venant de tous les quartiers puisque lorsque les participants se sont rassemblés en carrefours, nous avons pu constituer 7 carrefours de quartiers.

Un colloque, comme le nom l'indique, est une recherche ensemble à partir de réflexions et d'expériences pratiques. Je voudrais souligner ici, devant mes collègues, combien ce dialogue avec la population a été fructueux et riche. Vous dire aussi, Monsieur le Maire, combien votre exposé a été apprécié par tous les participants qui ont bien compris ce jour-là, s'ils ne l'avaient déjà compris avant, qu'un nouveau style de démocratie locale était institué à Lille.

Bien entendu, tous les problèmes de l'animation n'ont pas été résolus ce jour-là. En reprenant les trois conclusions du colloque, on peut voir les bases d'une politique d'animation de quartiers.

**Première conclusion :** la municipalité poursuivra son expérience de table ronde dans chaque quartier pour définir avec les habitants les besoins en équipements de chacun de ces quartiers.

Je crois que l'exemple des Bois-Blancs dont nous parlera le Dr CHOQUEL tout à l'heure est très significatif en ce sens. Ces tables rondes aboutiront naturellement à la création de comités de coordination. Comités qui seront des groupements de fait, mis en place à l'initiative des associations et des habitants du quartier. La Ville souhaite simplement qu'un conseiller municipal soit présent dans chacun de ces comités de coordination.



Ces comités auront en fait trois finalités :

- le développement des relations entre les associations des quartiers. Nous nous sommes rendu compte le 27 octobre que des associations se découvraient ce jour-là ;
- l'étude des besoins du quartier ;
- enfin, la réalisation d'un certain nombre d'activités d'animation.

On a beaucoup parlé les 27 et 28 octobre de la nécessité de redonner le goût et la joie de la fête populaire. Je pense que les comités de coordination y travailleront. Donc une première conclusion : la poursuite des tables rondes dans les quartiers et la création de comités de coordination.

**Deuxième conclusion :** l'animation est extrêmement mouvante et doit évoluer avec le temps. Aussi, nous semble-t-il nécessaire de créer un Office municipal d'animation sociale et culturelle.

Cet office répondrait à quatre objectifs :

- prolonger les travaux du colloque. Tous l'ont souhaité, ont demandé qu'un nouveau colloque soit institué l'an prochain ;
- entreprendre des études sur les problèmes fondamentaux de l'animation, et je pense à des études sociologiques en particulier ;
- coordonner les expériences entreprises dans les différents quartiers par les comités de coordination et par les associations ;
- enfin participer, je pense que c'est l'objet même de cet office municipal, participer à l'élaboration d'une politique d'animation de quartiers.

Enfin, **troisième conclusion**, nécessité de favoriser la création d'un corps d'animateurs urbains. Ces animateurs ne seraient rattachés ni à un équipement ni à une association ni à un organisme social. Ils seraient au service de tous les habitants, travailleraient en étroite liaison avec le comité de coordination et auraient pour tâche même la coordination. Ces animateurs, bien entendu, ne remettent pas du tout en cause les animateurs des associations et je rappelle à ce sujet que nous avons pris, le 17 avril 1973, la décision de prendre en charge 50 % du salaire d'au moins 4 animateurs d'associations. Cette politique de prise en charge des animateurs de mouvements de jeunesse se poursuivra.

Pour les animateurs urbains qui seraient mis en place, la Ville s'engage à participer à la prise en charge d'une partie de leur salaire. Elle souhaite vivement que la recherche qui a été entreprise avec des organismes constructeurs, avec des organismes sociaux, pour coordonner les efforts financiers des uns et des autres aboutissent rapidement.

Nous vous demandons donc, après ces trois conclusions, de confirmer les grandes lignes de la politique de concertation et d'animation que je viens de vous rappeler brièvement, qui ressortent de ce colloque, et de décider la création d'un Office d'animation sociale et culturelle dont les statuts seront soumis à votre approbation lors d'une prochaine réunion du Conseil.



M. LE MAIRE — Je vous remercie, Mademoiselle BOUCHEZ, de votre intéressant rapport. Je n'ai rien à ajouter. Je soulignerai simplement l'importance des questions soulevées, la part très active que vous avez prise au colloque et la faveur qu'ont suscitée ces journées sur l'animation.

A 15 jours seulement de cette rencontre, avec la réunion du Conseil municipal de ce soir, nous « embrayons ». La politique de concertation ne se réduit pas à de simples mots ; sa mise en application est rapide. L'importance des décisions à prendre ne vous échappe pas. Nous voulons mettre en place un Office Municipal d'Animation Culturelle et Sociale, c'est-à-dire un organisme important de la concertation, prolongé par les deux Offices existants, celui de la Jeunesse et celui des Sports.

Y a-t-il des observations sur la proposition qui vous est faite ?

M. COLICHE — Je me joins aux remarques de M<sup>lle</sup> BOUCHEZ et je souhaite Monsieur le Maire que votre discours de fin de session puisse être lu et relu par la population et j'espère qu'il paraîtra dans la revue « Lille-Informations ».

M<sup>lle</sup> BOUCHEZ — La revue de « Lille-Informations » donnera un très large écho de ce colloque dans une parution ultérieure. Je pense qu'il y aura un rapport complet des différentes interventions, des comptes rendus des carrefours de quartiers et le discours de M. le Maire.

M. LE MAIRE — Je voudrais souligner que tout le monde y a vraiment participé. Je crois que la tenue a été très bonne en ce qui concerne le langage et la réflexion. Une animation telle que nous la concevons ne peut se traduire par un activisme pour l'activisme, aussi devons-nous l'alimenter par une réflexion la plus élevée possible pour enrichir le dialogue. C'est là que réside la difficulté mais c'est une entreprise à laquelle doivent participer tous les membres du Conseil, sous peine de voir notre politique d'animation et de concertation se dessécher, ce qui n'est pas le cas, au contraire.

Si vous êtes d'accord avec cette proposition, vous m'autorisez à prendre un arrêté municipal nommant les personnes qui vont composer l'Office Municipal d'Animation Culturelle et Sociale.

A ce propos, je me demande si la Commission de Concertation pour les Affaires Sociales et Familiales ne devrait pas se fondre dans cet Office Municipal d'Action Culturelle et Sociale. Je vois dans la salle la Présidente de cette Commission acquiescer d'un signe de tête, ce dont je suis heureux car je ne vois pas quel serait l'objet d'une Commission des Affaires Sociales et Familiales alors qu'il existe un Office Municipal des Affaires Culturelles et Sociales.

A côté des deux Offices existants, les deux pôles de notre politique de concertation doivent converger vers un Office Municipal d'Animation Culturelle et Sociale et — ce que nous verrons plus tard — un Office traitant des problèmes d'habitation et d'environnement.



M<sup>lle</sup> BOUCHEZ — A la dernière réunion de la Commission de Concertation des Affaires sociales et familiales qui s'est tenue jeudi, les membres, unanimes, ont souhaité être intégrés à l'Office Municipal d'Animation Sociale et Culturelle.

M<sup>me</sup> DEBAENE — Les journées de l'animation dont la presse s'est fait l'écho dans toute la Ville ont ouvert des perspectives nouvelles chez les habitants des grands ensembles HLM que ce soit à Belfort, La Croisette, etc... Les jeunes fondent un très grand espoir dans cette politique d'animation concernant les locaux, les animateurs, je pense qu'il est de notre devoir de ne pas les décevoir sur ce point.

M. LE MAIRE — C'est vrai : quelquefois les espoirs que nous avons suscités se traduisent dans un premier temps par un mouvement qui se retourne contre nous, ce qui est logique. Une politique d'animation provoque forcément des réactions ; c'est normal. C'est la démocratie.

Je vous remercie, Madame DEBAENE, de nous l'avoir rappelé. Je crois d'ailleurs savoir que dans le quartier que vous habitez, du côté de Belfort, on n'a pas tardé à s'animer.

(Rires).

Nous recevrons demain ces animateurs.

Tout le monde est-il d'accord ? C'est adopté.

M. BURIE — J'ai été frappé dans le carrefour du Vieux-Lille où je me trouvais, par la réponse à la question qui était posée aux membres de ce groupe qui ne représentaient pas d'ailleurs l'ensemble du quartier.

« Si vous deviez, dans le cadre de l'animation, établir un ordre de priorité dans les questions qui relèvent de l'animation, que mettriez-vous en premier ? » La réponse unanime (et je précise d'ailleurs que des comédiens étaient présents) a été l'habitat.

Une deuxième remarque intéressante a été faite pour la prospective celle de vouloir créer une décentralisation au niveau du quartier sous la forme d'une antenne administrative et technique. Administrative pour rapprocher un peu les agents municipaux des habitants. Technique pour, dans le cadre de la rénovation du quartier, associer peut-être davantage les techniciens et les habitants.

M. LE MAIRE — Si tous les quartiers nous réclament une annexe de la Mairie pour les questions administratives, nous allons devoir créer une annexe roulante. Pourquoi pas ? La boutade est peut-être plus sérieuse qu'elle n'en a l'air.

Avant d'en terminer, je veux encore remercier M<sup>lle</sup> BOUCHEZ pour son excellent rapport.

Maintenant je vais donner la parole au Dr Daniel CHOQUEL, remarquable animateur de la table ronde des Bois-Blancs.



SECRETARIAT GENERAL

Rapporteur : M. CHOQUEL

**73/35 - Bois-Blancs. Programme d'équipements publics. Désignation de l'Architecte.**

Monsieur le Maire, mes chers Collègues, lors du Conseil municipal du 18 juin, je vous avais tenu au courant des travaux de la table ronde des Bois-Blancs, table ronde que vous avez bien voulu me confier au mois de février.

Depuis cette date, deux réunions se sont tenues, fin juin et début octobre. Enfin, le 25 octobre M. le Maire, entouré de nombreux membres du Conseil municipal, est venu dans le quartier, ceci à l'occasion d'une grande réunion publique d'information. Nous avons pu alors lui remettre le rapport final de cette table ronde.

Ce rapport, que vous avez reçu, a pour but de rendre compte des travaux que nous avons effectués. Nous n'avons pas voulu faire un document volumineux, style livre blanc, bien que ce soit la tendance actuelle. Non, sachant que vous ne manquez pas de lecture ni les uns ni les autres, nous nous sommes efforcés de rédiger un rapport à la fois simple et concret, un document de travail en quelque sorte, qui puisse répondre aux aspirations des habitants du quartier.

Lors de la première réunion, j'avais expliqué les raisons de cette table ronde, Lille bouge, Lille change, et si la Municipalité entend que le centre ville reste digne de celui d'une métropole régionale, elle n'en pense pas moins que le moment est venu de faire davantage pour les quartiers, ceci par une politique de dialogue et il est significatif que la première table ronde ait été organisée aux Bois-Blancs.

Cette table ronde devait être le reflet fidèle de la population du quartier, mais elle ne pouvait être prétexte à une vaste réunion publique, style assemblée générale de quartier. C'est pourquoi nous avons retenu, avec votre accord, le chiffre d'une trentaine de personnes. Ont donc été invités les responsables des différentes associations ainsi que les personnalités principales du quartier ; de la sorte presque toutes les catégories socio-professionnelles étaient représentées, vous pourrez d'ailleurs le constater dans notre rapport.

En collaboration avec les services municipaux, que je remercie, nous avons pu réaliser une estimation financière sommaire ainsi qu'une ébauche de plan masse.

Il a été convenu de faire connaître l'état du dialogue à la population par un supplément de la revue municipale qui a été baptisé « Spécial Bois-Blancs » qui invitait les habitants à nous faire part de leurs suggestions, voire de leurs critiques.

Ce document qui a été distribué en même temps que la revue municipale consacrée aux P.O.S., a été en général très bien accueilli.

Nos réflexions se sont concrétisées par une liste d'équipements, liste qui est reprise dans notre rapport.

Après étude par l'administration municipale, le programme suivant a pu être établi :

Des appartements de type HLM favoriseraient le brassage social du quartier. Une place publique, ou plus exactement une petite place, qui permettrait notamment la tenue d'un marché et qui serait véritablement le cœur du quartier. Un bureau



annexe de l'Hôtel de Ville, qu'il soit fixe ou mobile, afin de permettre les formalités administratives simples, par exemple les papiers d'état civil. Un poste de police qui, dans l'hypothèse d'un refus du Ministère de l'Intérieur, pourrait être tenu par la police municipale. Un guichet annexe des postes permettrait pratiquement toutes les opérations postales.

Enfin, un centre d'activités sociales qui serait véritablement la maison commune du quartier et qui pourrait regrouper une salle polyvalente, des bureaux de permanence pour le bureau d'aide sociale, la sécurité sociale, le planning familial, etc..., etc... Une halte-garderie, un foyer de personnes âgées, liste à laquelle il convient d'ajouter un foyer de jeunes.

Je voudrais également souligner l'excellente ambiance dans laquelle se sont déroulées ces réunions et remercier très sincèrement tous les participants d'avoir bien voulu consacrer quelques heures de loisirs à un travail de réflexion collective sur l'avenir de leur quartier. Ce travail en commun a permis aux membres de la table ronde de mieux se connaître entre eux et à l'élus de mieux connaître l'âme et les besoins du quartier.

L'intérêt de cette première structure de concertation mise en place par la municipalité est manifeste. Elle a permis l'établissement d'un dialogue véritable entre les élus et la population. La meilleure conclusion qu'on puisse en tirer vous l'avez entendue aux Bois-Blancs, Monsieur le Maire, c'est qu'on en a redemandé.

Cette première dans la voie passionnante mais difficile de la concertation a donc été très encourageante. Ce dialogue permettra, j'en suis sûr, une politique municipale encore mieux adaptée aux besoins des Bois-Blancs en particulier et des Lillois en général.

M. LE MAIRE — Je vous remercie Monsieur CHOQUEL. Je n'ai pas besoin de compléter votre rapport, qui est bien fait et me dispense de présenter un rapport sur les Bois-Blancs.

Nous vous demandons :

— d'adopter le programme d'équipements du quartier des Bois-Blancs tel qu'il a été défini par M. CHOQUEL,

— de nous autoriser à confier l'établissement de l'avant-projet à M. Claude DIMEY. Le contrat de prestations de services définissant la mission et les honoraires de cet homme de l'art sera passé dès que le dossier d'avant-projet aura reçu votre agrément,

— d'inscrire au budget 1974 les crédits nécessaires aux constructions provisoires souhaitées par les habitants du quartier.

Nous avons pensé qu'il serait bon que l'avant-projet de cet ensemble intégré, destiné à devenir le cœur des Bois-Blancs, soit confié à une équipe : à un jeune architecte, M. Claude DIMEY, pour ce qui nous concerne, et à deux architectes désignés par l'Office Public d'H.L.M. de la Communauté Urbaine de Lille.

Ces architectes devraient d'ailleurs, non seulement concevoir les plans mais aussi prolonger la table ronde en présentant par exemple des dessins qui seraient



exposés aux Bois-Blancs pour continuer le dialogue avec la population qui participerait ainsi jusqu'au bout à cette réalisation.

Tout le monde est-il d'accord ? C'est adopté.

M. COLICHE — Puis-je ajouter une information ? A la demande du Dr CHOQUEL je me suis préoccupé, en tant que vice-président de la Communauté Urbaine, de la communication de l'Ouest des Bois-Blancs avec les quartiers traditionnels de Lomme, Loos et Haubourdin. M. MAEGHT, ingénieur en Chef des services techniques de la CUDL et ses collaborateurs se sont rendus cet après-midi sur les lieux, un moyen de liaison est à l'étude, celui-ci existait mais a été coupé par le nouveau passage de la Deûle.

M. LE MAIRE — Nous pouvons remercier la Communauté Urbaine de la part qu'elle prend dans la construction de cette passerelle, liaison indispensable pour que les habitants des Bois-Blancs n'aient plus le sentiment d'être isolés hors-ville.

Nous en arrivons aux derniers rapports, que je vais vous présenter rapidement.

**73/32 - Secteur sauvegardé. Ilots opérationnel et à rénover. Enquêtes sociales. Convention avec l'O.R.S.U.C.O.M.N.**

Un rapport sur le secteur sauvegardé. Ce rapport vous demande d'accepter qu'une enquête soit menée sur le plan social dans l'ilot opérationnel par le groupement pour l'Etude et la Réalisation de l'Habitat (GERHA), qui dépend de l'O.R.S.U.C.O.M.N. Etes-vous d'accord ?

M. BRIFFAUT — Je voudrais attirer l'attention de mes collègues deux minutes et de la presse particulièrement, surtout des grands quotidiens qui se sont faits l'écho dans la presse, je crois que le rédacteur est dans la salle, de l'émotion que pouvait susciter dans le secteur sauvegardé, la phase de démarrage. Pour une fois, d'une façon très constructive, il avait été indiqué : qu'attend-on pour que les enquêtes sociales soient enfin menées ? Tout le monde sait que lorsqu'il s'agit d'une résorption de bidonvilles (cela a été le cas pour le PACT), quand il s'agit d'une résorption de courées (cela a été le cas pour l'O.R.S.U.C.O.M.N.), lorsqu'il s'est agi d'une opération de l'ARIM (cela a été le cas pour les ilots Montaigne et Catinat) à cette époque-là M. LUSSIEZ s'en occupait, les enquêtes sociales ont toujours été à la base du démarrage, elles sont indispensables.

Si cette enquête sociale nous est proposée maintenant avec un peu de retard, ce n'est pas notre faute. Nous nous sommes réunis il y a un an dans cette salle, nous étions très nombreux pour étudier le problème du secteur sauvegardé, nous avons demandé à cette époque qu'on lance le plus vite possible l'enquête sociale. Il faut bien reconnaître que c'est à notre initiative que maintenant cette enquête sociale est menée, que nous avons des promesses de subvention.

Je voudrais quand même que la presse se fasse l'écho, je la supplie de le faire, auprès de la population pour lui expliquer ce qu'est une enquête sociale. Les enquêteurs vont aller dans les familles, c'est important, vont enquêter sur les ressources, sur les loyers actuels, sur les possibilités contributives, sur les aspirations, vous pensez bien quelle émotion cette enquête va susciter dans la popu-



lation d'une ville ! Il importe donc que la presse fasse, pour une fois, son devoir d'information (quelques protestations dans la salle) et d'éducation, complètement, à fond, je répète, ce n'est pas une critique, complètement à fond, de façon que la population ne s'émeuve pas et comprenne dans quel sens cette enquête va être faite, qu'il ne s'agit pas par cette enquête de la chasser des habitations. Je souhaite même, Monsieur le Maire, qu'une lettre d'introduction...

M. LE MAIRE — Vous provoquez l'émotion dans le Conseil municipal !

M. BRIFFAUT — Je souhaite même, comme cela s'est fait pour les îlots Montaigne et Catinat, qu'une lettre d'introduction signée par la Ville permette aux enquêteurs d'expliquer que par cette enquête il s'agit de comprendre leurs besoins et, mieux, d'y apporter une solution.

M. LE MAIRE — Je sais que les enquêtes, compléments indispensables de toutes réalisations, suscitent toujours des mouvements divers mais, par suite de notre politique d'information et de concertation, je pense que les Lillois ne succomberont plus à l'émotion devant les enquêteurs.

Je voudrais maintenant terminer avec le dernier rapport.

#### **73/34 - Equipements Municipaux. Grands travaux.**

Dorénavant, lors des réunions du Conseil Municipal, sera évoquée la vie d'un quartier, afin de fortifier l'espoir dans ce quartier. A une prochaine séance, ce sera Wazemmes pour lequel l'architecte a pratiquement terminé les études préparatoires de son avant-projet de plan masse. Puis viendront d'autres quartiers pour que la concertation fasse le tour de la Ville.

Cependant, pour qu'il y ait concertation, il est indispensable que la population connaisse les projets de la Municipalité. Le document que vous avez en main est très important. Tous les équipements de notre programme y figurent.

Si l'Etat suit les programmations, tous ces équipements seront réalisés ; en tous cas, ils seront mis en chantier.

Lors des tables de concertation dans les quartiers, il faudra consulter le document afin d'éviter de réclamer des équipements déjà prévus.

Je souhaite que la liste de ces grands équipements paraisse dans la revue municipale de Noël, même si ce cadeau est un peu rébarbatif.

Je me dois d'informer le Conseil municipal d'une vaste opération d'urbanisme qui, sans doute, s'effectuera plus vite qu'on ne pouvait l'espérer.

Lors de l'appel d'offres pour la construction de parkings à Lille, nous avons découvert avec surprise que l'un des groupes soumissionnaires avait également présenté un projet qui, par une heureuse coïncidence, rejoignait mes propres idées — et qui concernait la couverture de la Gare St-Sauveur.

Ce groupe a effectué dans la détail une proposition absolument exemplaire et la Communauté Urbaine a décidé de lui confier l'étude de cette opération d'urba-



nisme d'envergure, dont je n'ai pas besoin de vous préciser l'intérêt, puisqu'elle concerne 20 ha, qu'elle se situe au confluent de la liaison Lille-Roubaix, à l'entrée de la Ville et qui pourrait recevoir des équipements d'importance, pourquoi pas, la Préfecture Régionale, le Palais de l'O.R.T.F....

Vous mesurez, sans nul doute, l'intérêt de ce projet.

Je voudrais terminer en rappelant que la Communauté Urbaine va prendre une décision, le 14 décembre, qui comptera beaucoup pour l'avenir de notre Ville : je veux parler de l'approbation du P.O.S. de Lille.

Avant cette séance, je pense que nous devrions nous réunir pour un ultime examen du projet (pour lequel je vous demande d'être très critiques) et notamment du Coefficient d'Occupations des Sols dans le Centre, notre souci étant de pouvoir construire quelques tours dans le cœur de la Cité, sans être « bridé » par un règlement d'urbanisme trop rigide.

Dans un premier temps, nous avons rejeté les propositions de l'Agence d'Urbanisme ; cette dernière, avec une conscience à laquelle je rends hommage, a remis sur le chantier son ouvrage en réorganisant des réunions avec des experts.

Une nouvelle proposition de règlement en zone centrale nous est présentée. Je propose que nous ayons une réunion avec tous ceux qui sont intéressés par le problème : représentants des Unions Commerciales, promoteurs, architectes. Ensuite, nous reverrons ensemble ce document.

De cette manière, nous aurons tout mis en œuvre pour adopter un règlement d'urbanisme le mieux adapté.

M. COLICHE — Je souhaite qu'à côté des architectes et des techniciens de l'immobilier les notaires soient conviés à cette réunion.

M. LE MAIRE — Je n'y vois pas d'inconvénient, les tables de concertation sont largement ouvertes, ceux qui voudront venir le pourront.

Les documents sont très simples et se réduisent à quelques pages de synthèse discutées et rediscutées. C'est vraiment dans le but de relancer cette discussion que je propose cette réunion, l'importance des intérêts en cause étant évidente.

LE DR MATRAU — Est-ce une séance du Conseil municipal ?

M. LE MAIRE — Non, c'est une réunion de concertation à laquelle vous êtes invités et qui rassemblera tous ceux qui sont concernés, à mon avis : les responsables des unions commerciales, les notaires, les promoteurs, etc...

Participeront à cette réunion, tous ceux qui sont concernés par le P.O.S. dans le Centre de Lille. Pour le reste, nous avons arrêté nos décisions.

Enfin, je voudrais rappeler que le 19 novembre, nous recevrons à Lille, le Ministre de l'Équipement, M. Olivier GUICHARD. Des décisions définitives seront prises notamment en ce qui concerne Fives. Je n'ai pas besoin de répéter le principe qui guide la position du Conseil municipal à l'égard de l'aménagement du



quartier mais je redirai simplement notre désir de donner la priorité aux problèmes humains.

Le boulevard périphérique Sud va être inauguré ce jour-là. Je pense que tout le monde se réjouira de la mise en service d'un tel ouvrage dont l'utilité n'est pas à démontrer et qui s'avère indispensable. Mais il est bien évident que la Ville de Lille, par ailleurs, ne peut rester indifférente à la gêne qu'est susceptible de causer le boulevard aux riverains et c'est pourquoi nous ne manquerons pas d'étudier avec les services et administrations concernés, les mesures propres à remédier aux nuisances.

Je voudrais ajouter que tous les problèmes, ceux de Fives et de sa restructuration notamment, seront posés au Ministre et posés avec fermeté.

Cette visite ministérielle, bien sûr, ne règlera pas tout. Elle ne sera qu'une étape et ensuite, nous continuerons notre dialogue avec la population, comme nous en avons l'habitude, en souhaitant d'ailleurs que la population ne se laisse pas aller à trop d'inquiétude, en prêtant l'oreille à certains semeurs de trouble.

La séance est levée.

M. CATESSON — Je n'ai pas voulu vous interrompre, Monsieur le Maire, au sujet du rapport des équipements, puis vous avez enchaîné. J'aurais voulu vous exprimer en deux mots à la fois de la déception et des regrets parce qu'à la dernière réunion je vous avais dit : « je suis informé qu'il doit se réunir un exécutif de choix des équipements », c'est acté au P.V. du dernier Conseil. Vous m'avez répondu : « vous arrivez beaucoup trop tôt, il n'en est pas question tout de suite, nous avons beaucoup de travail, nous verrons cela en début de l'année 1974 ». Or, 35 jours plus tard, non seulement ladite commission s'est réunie mais a fait un choix de priorité de ces équipements. Quant à moi, j'ai reçu le rapport hier et, à ma grande surprise, j'ai vu qu'alors que j'arrivais trop tôt il y a un mois, j'arrive trop tard maintenant.

Je vous demande si vous considérez que nous faisons partie, nous, notre groupe, de la solidarité municipale. Nous ne demandons qu'à nous y tenir, encore faut-il que la règle du jeu soit suivie. Comment voulez-vous qu'en notre âme et conscience (vous avez peut-être vu le problème au groupe socialiste, nous, nous ne l'avons pas vu), comment voulez-vous qu'en notre âme et conscience nous puissions faire dès maintenant un choix motivé, sur un rapport, qui concerne tous les équipements ? Ce n'est pas possible, je voulais vous le dire, Monsieur le Maire.

M. LE MAIRE — Vous n'êtes pas heureux dans vos interventions dans cette réunion du Conseil municipal :

1° Vous ne pouvez pas nous reprocher d'appliquer et d'appliquer vite vos idées.

2° Je tiens à vous dire que personne n'a fait œuvre nouvelle. Ce répertoire n'est pas l'œuvre de notre imagination emballée. C'est tout simplement le répertoire de ce qui a été décidé, inscrit au plan par la Municipalité précédente.

M. CATESSON — J'en ai eu connaissance dans ce rapport, Monsieur le Maire, j'ai eu connaissance des deux en même temps.



M. LE MAIRE — Monsieur CATESSON, tous ces équipements, je le rappelle, ont été inscrits au plan par la Municipalité précédente. Pour établir ce programme qui nous est soumis, nous avons tenu compte des projets où nous avons la maîtrise du sol, où la possibilité de programmation préfectorale était envisageable. Si nous avons effectué ce travail de catalogue, c'est uniquement pour permettre une concertation et des tables rondes réelles. Le projet d'agrandissement de l'Hôtel de Ville figurait également sur la liste des équipements municipaux susceptibles d'être réalisés dans le cadre du VI<sup>e</sup> Plan quinquennal. De plus, cette question a fait l'objet, aujourd'hui, d'un rapport particulier.

M. IBLED — Il est regrettable que notre collègue M. CATESSON n'ait pas été présent à la Commission des Bâtiments qui a eu lieu mercredi dernier, il aurait eu beaucoup d'explications !

M. LE MAIRE — J'ajoute, Monsieur CATESSON, pour donner la finale à cette réunion...

M. CATESSON — Je demanderai la parole après. Nous sommes en démocratie, il y a concertation, je voudrais savoir si, au sein de ce Conseil, nous nous concertons ou si on nous cloue le bec.

M. LE MAIRE — Je ne vous cloue pas le bec.

M. CATESSON — Alors, concertons-nous !

M. LE MAIRE — Je termine cette discussion et je lève la séance en vous disant qu'on ne peut à la fois envoyer une lettre en disant : « je démissionne de la Commission des Bâtiments », et après s'étonner de ce qu'on fait à la Commission des Bâtiments.

La séance est levée à 23 h 30.

**N° 73/32 - SECTEUR SAUVEGARDE. ILOTS OPERATIONNELS ET A RENOVER.  
ENQUETES SOCIALES. CONVENTION AVEC L'O.R.S.U.C.O.M.N.**

MESDAMES, MESSIEURS,

La Commission nationale des secteurs sauvegardés a examiné le 20 juin 1973, le plan du secteur sauvegardé de Lille, proposé par M. J.-C. BERNARD, architecte urbaniste et adopté par le Conseil municipal et celui de la Communauté Urbaine de Lille, en leur séance respective des 23 juin et 27 octobre 1972.

Par ailleurs, la Société auxiliaire de restauration du patrimoine immobilier d'intérêt national, chargée par contrat ministériel du 8 novembre 1971, de l'étude opérationnelle de restauration de trois îlots du secteur sauvegardé, a déposé son



rapport au Ministère de l'Aménagement du territoire, de l'Équipement, du Logement et du Tourisme.

Cette étude technique doit être complétée par une enquête sociale auprès des occupants des immeubles concernés par l'opération de restauration.

Il paraît utile d'étendre cette enquête sociale à l'îlot à restaurer, compris également dans la zone d'aménagement différé dont la création a été demandée par le Conseil municipal lors de sa réunion du 5 octobre 1973.

Cette enquête permettra d'étudier les modalités de relogement des familles.

Par l'intermédiaire du Groupement pour l'Étude et la Réalisation de l'Habitat (G.E.R.H.A.), l'Organisation pour la Suppression des Courées de la Métropole Nord (O.R.S.U.C.O.M.N.), dont le siège social est à Roubaix, rue St-Vincent-de-Paul, accepte de mener cette enquête, moyennant une rémunération fixée forfaitairement à cent trente-cinq francs (135 F) par enquête effectuée, que celle-ci concerne une famille ou une personne isolée. Une subvention de l'État peut être escomptée.

Le résultat de l'enquête sera communiqué dans le délai d'un mois, le rapport de synthèse sera déposé sous trois mois.

Nous vous demandons de bien vouloir :

- 1° nous autoriser à passer avec l'O.R.S.U.C.O.M.N. la convention nécessaire ;
- 2° décider l'inscription d'un crédit de 70.000 F environ au chapitre 908-1, article 132, de la section d'investissement du budget de 1973, sous l'intitulé : « secteur sauvegardé - enquête sociale » ;
- 3° d'admettre en recette la participation de l'État dans ces dépenses, laquelle sera comptabilisée en temps opportun au compte 105-1 du même chapitre budgétaire.

Adopté (voir compte rendu p. 843).

P.J. : Une convention.

#### CONVENTION

Entre :

M. Pierre MAUROY, Maire de Lille, agissant ès qualité, au nom et pour le compte de la Ville de Lille, conformément à la délibération du Conseil municipal, n° du

d'une part,

Et

l'Organisation pour la suppression de l'habitat insalubre de la métropole nord O.R.S.U.C.O.M.N., 14, rue St-Vincent-de-Paul à Roubaix, enregistré sous le numéro 820.59.512.0.080 Code INSEE,

d'autre part,



Il a été convenu ce qui suit :

**Article 1. — Objet de la convention :** La Ville de Lille, après information de la population concernée, charge l'O.R.S.U.C.O.M.N., qui accepte, de procéder à une étude socio-démographique et d'habitat dans le secteur sauvegardé de Lille, dont le périmètre est délimité sur le plan ci-annexé.

**Article 2. — Contenu de l'étude :** 1. - Il s'agira, tout d'abord, d'effectuer les enquêtes nécessaires au rassemblement des informations suivantes :

- Démographie : nombre de familles, nombre de personnes, structure par âge, statut et types d'occupation des logements.
- Activités de la population : nombre de personnes actives, catégories socio-professionnelles.
- Analyse des besoins en logements et en équipements collectifs : ressources des familles, loyers actuels et possibilités contributives, cas particuliers (cas sociaux, personnes âgées).
- Analyse du degré de satisfaction des familles par rapport au logement et au quartier et de la pratique sociale de l'espace.
- Analyse de l'attitude de la population face à l'opération elle-même et de ses aspirations quant au devenir du quartier.

2. - Un questionnaire d'enquête sera étudié et proposé à la Municipalité en vue de permettre à cette dernière de dégager les perspectives opérationnelles de l'action à engager.

3. - Les réponses au questionnaire d'enquête feront l'objet d'une analyse détaillée en vue de l'établissement d'un rapport de synthèse qui sera remis en 10 exemplaires à la Ville de Lille au terme des études engagées par l'O.R.S.U.C.O.M.N.

**Article 3. — Délais :** Le délai de remise du rapport et des réponses au questionnaire d'enquête sera de trois mois après la signature du présent contrat.

Les fiches d'enquête seront remises dans le délai d'un mois.

**Article 4. — Propriété de l'étude :** Le rapport d'étude restera la propriété exclusive de la Ville de Lille.

**Article 5. — Conditions financières :** La rémunération attribuée pour l'exécution du présent contrat sera calculée forfaitairement sur la base de 135 F par enquête effectuée, l'unité d'enquête étant la personne ou la famille.

Ce montant comprend tous les frais relatifs à l'élaboration du questionnaire, à l'exécution des enquêtes y compris les frais de déplacement des agents, aux travaux d'exploitation et de secrétariat ainsi que les dépenses relatives à l'établissement du rapport de synthèse.

La Ville de Lille se libérera des sommes dues en exécution du présent contrat en effectuant des versements au compte n° 4286-79 ouvert au nom de l'O.R.S.U.C.O.M.N. au Centre des Chèques Postaux de Lille.

Les paiements auront lieu selon les modalités suivantes :

- 50 % à la remise des enquêtes effectuées ;
- 50 % à la remise du rapport de synthèse.



**Article 6. — Résiliation :** La Ville de Lille se réserve le droit de dénoncer le présent contrat en cas de manquement grave et justifié aux prestations susvisées. Cette dénonciation interviendra moyennant préavis de deux mois.

En ce cas, l'O.R.S.U.C.O.M.N. s'engage à rembourser les sommes dont il aurait reçu le versement indûment.

**Article 7. — Approbation :** La présente convention est soumise à l'approbation de l'autorité de tutelle.

Fait à Lille, le

**N° 73/33 - HOTEL DE VILLE. PROGRAMME D'AGRANDISSEMENT.  
DESIGNATION DE L'ARCHITECTE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Lors de la réunion du 27 novembre 1970, nous avons proposé l'inscription au VI<sup>e</sup> Plan d'un bâtiment annexe à l'Hôtel de Ville dont les salles de réunions et les locaux réservés à certains services municipaux ne sont plus totalement adaptés aux besoins de l'administration d'une grande ville.

La nécessité d'exécuter notre projet dans un très proche avenir s'impose.

Aussi convient-il de déterminer, dans ses grandes lignes, le programme de cet équipement municipal dont la réalisation apportera dans le quartier St-Sauveur rénové, l'animation recherchée.

Le bâtiment sera édifié sur le terrain jouxtant l'Hôtel de Ville, bordé d'un côté par la rue Alexandre-Desrousseaux et son espace de verdure, et de l'autre côté par la rue St-Sauveur.

Il devra être conçu dans un style architectural en harmonie avec celui des immeubles situés à proximité : Hôtel de Ville, Résidence du Beffroi, Forum, Trésorerie Générale, etc...

Le projet envisagé comprendra :

- deux sous-sols de parkings ;
- le garage de l'Administration Municipale et les véhicules constituant le parc de voitures mises à la disposition des agents municipaux appelés à se déplacer pour les besoins du service ;
- le Bureau d'Aide Sociale, comportant les bureaux du B.A.S. et ceux du Centre d'information pour personnes âgées (C.I.P.A.) ;
- la Salle du Conseil municipal avec ses annexes, assez vaste pour accueillir un nombreux public, et équipée pour la projection de films ou de diapositives ;



- la Salle des mariages, complétée d'un petit bureau pour l'Adjoint délégué à l'Etat Civil, d'une salle dite « des témoins » et d'un vaste salon d'attente ;
- le restaurant municipal et ses cuisines, avec salles de détente (télévision, lecture, billards, etc...) l'ensemble pouvant, en certaines circonstances, être mis à la disposition de congrès ou d'assemblées générales ;
- une grande salle polyvalente, pour les réunions, congrès, assemblées générales, d'environ 1.000 personnes, mais qui devrait pouvoir être équipée de cloisons mobiles en vue de l'organisation de réunions d'importance réduite.

En outre, il serait souhaitable qu'un accès direct soit prévu entre le nouveau bâtiment et la mairie, surtout au niveau de la salle du Conseil municipal qui ne devrait pas être trop éloignée de la salle du Conseil d'Administration et des salles de commissions.

L'étude de l'avant-projet pourrait être confiée à M. WILLERVAL, architecte D.P.L.G., auteur réputé d'importantes réalisations dans notre Cité.

Nous vous demandons :

- 1° de donner votre accord de principe au programme d'agrandissement de l'Hôtel de Ville exposé ci-avant ;
- 2° de désigner pour en étudier l'avant-projet M. J. WILLERVAL, architecte D.P.L.G., 20, rue Alexandre-Desrousseaux à Lille ;
- 3° de décider que le contrat de prestations de services définissant les missions et honoraires de cet homme de l'art sera passé dès que le dossier d'avant-projet aura reçu votre agrément.

Adopté (voir compte rendu p. 803).

## **N° 73/34 - EQUIPEMENTS. GRANDS TRAVAUX.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Au cours de votre séance du 27 novembre 1970, vous avez dressé une liste des équipements publics municipaux susceptibles d'être réalisés dans le cadre du VI<sup>e</sup> Plan quinquennal 1971-1975.

Certains de ces projets sont terminés ; d'autres, programmés, sont en cours d'exécution :

- Ecole maternelle Du Bellay, rue Fabricy,
- Ecole primaire, rue Eugène-Jacquet,
- Bains-douches, rue Paul-Lafargue,



- Ecole maternelle et école primaire dans le quartier de la Croisette (groupe scolaire n° 2),
- Terrain de sports, rue de Londres,
- Gymnase de type B, rue Gombert,
- Extension de la crèche de Moulins, place Déliot.

En outre, au cours des deux premières années de l'actuel mandat municipal, les opérations suivantes, programmées au titre du V<sup>e</sup> Plan d'équipement, ont été terminées :

- Ecole maternelle Ronsard, rue de l'Asie,
- Groupe scolaire Léon-Jouhaux, avenue de l'Architecte-Cordonnier,
- Stade Jean-Bouin (gymnase de type C),
- Gymnase du Rond-Point-Pasteur (type B),
- Piscine olympique, avenue Marx-Dormoy,
- Bibliothèque, avenue Marx-Dormoy,
- Maison Municipale de la Jeunesse et de la Culture, avenue Marx-Dormoy,
- Maison Municipale de la Jeunesse et de la Culture, rue du Long-Pot,
- Crèche, rue Royale,
- Bains-douches, rue d'Hazebrouck.

Il convient donc, aujourd'hui, d'effectuer un choix de priorité parmi les équipements retenus en 1970 et dont la réalisation (ou tout au moins le début des travaux) peut être espérée dans les quatre prochaines années constituant la fin du mandat municipal.

Un groupe de travail, présidé par M. le Maire, a préparé ce choix en tenant compte de différents éléments : propriété du sol, possibilité de programmation préfectorale, recherche d'un équilibre des équipements dans les différents domaines d'activités et dans les différents quartiers ; une approximation des dépenses de fonctionnement et d'entretien a également présidé à ce choix.

En accord avec le Conseil d'Administration, réuni le 5 novembre 1973, nous vous demandons de bien vouloir adopter le programme ci-dessous qui reprend les équipements susceptibles d'être programmés dans les quatre prochaines années.

Titre des opérations	Observations
<b>I. - Enseignement :</b>	Ce groupe scolaire sera réalisé dans
— Vieux-Lille, secteur ouest, sur l'ancien refuge de l'Abbaye de Loos :	l'îlot de rénovation du Secteur Sauvégardé.



- maternelle : 5 classes + réfectoire,
- primaire : 10 classes + restaurant + 1 classe de perfectionnement.
- Rue Saint-Sauveur, groupe scolaire Gustave-Delory : 10 classes + 1 classe de perfectionnement + 1 réfectoire.
- Croisette, groupe scolaire n° 1 :
  - maternelle : 4 classes + réfectoire,
  - primaire : 20 classes mixtes + 2 classes de perfectionnement + réfectoire.
- Moulins-Lille : Maternelle : 4 classes + restaurant.
- Château de La Carnoy à Lambersart : Création d'une nouvelle école de plein air.
- Ecole de plein air Désiré-Verhaeghe : Transformation en I.M.P. ou I.M.PRO.

## II. - Action sociale :

### 1. Centres sociaux :

- Rue du Long-Pot.
- Boulevard de Belfort.
- Rue Armand-Carrel.
- Bois-Blancs.

### 2. Crèches :

- Croisette.

- Faubourg de Douai, rue du Capitaine-Michel.

- Saint-Sauveur, rue Charles-Debierre.

### 3. Centres de consultations infantiles.

Le programme pédagogique initial a été modifié par lettre de M. le Préfet en date du 10 juillet 1973.

Le financement de la maternelle et d'une première tranche de 10 classes primaires sera prévu au budget primitif de 1974.

A réaliser sur un terrain en cours d'acquisition.

Ces équipements doivent être des maisons d'animation susceptibles de recevoir la population du quartier quel que soit son âge, qu'il s'agisse de jeunes, de mères de famille, de personnes âgées, etc...

Gestion par une association, Loi 1901.

En raison du grand nombre de logements construits dans ce secteur, la réalisation de cet équipement devient prioritaire.

Les projets de construction énumérés dans la liste établie en novembre 1970 sont abandonnés ; il est apparu préférable d'agencer des locaux existant pour ces consultations qui ne nécessitent qu'une occupation de quelques heures par semaine.



### III. - Equipements sportifs et socio-éducatifs :

#### 1. Installations couvertes :

- Halle de sports, lycée Valentine-Labbé, rue Paul-Doumer à La Madeleine.
  - Salle de sports de l'avenue Kennedy.
  - Salle de judo, lycée Jean-Macé, rue Gosselet.
  - Halle de sports de type C, C.E.T. de Fives, rue Francisco-Ferrer.
  - Installations sportives du C.E.S. M<sup>me</sup> de Staël.
  - C.E.T. en construction sur le terrain « Paindavoine ».
- Construction et aménagement d'installations sportives.

#### 2. Installations de plein air :

- Parc des Sports de Lille - La Madeleine.
- Complexe sportif sur le territoire de Loos.

#### 3. Piscines :

- Quartier de Fives.
- Centre nautique avenue Marx-Dormoy.

#### 4. Equipements socio-éducatifs :

- Wazemmes, rue du Marché, salle Pape-Carpentier.

### IV. - Equipements de vacances :

- Saint-Gervais. Colonies sanitaires permanentes et accueil des personnes âgées : « Les Bruyères » et « Les Ecureuils ».

### V. - Action culturelle :

- Vieux-Lille. Centre culturel Comtesse. Salle de théâtre de comédie.
- Vieux-Lille. Centre culturel Comtesse. Bibliothèque.

Dans l'ensemble intégré prévu sur le terrain de Lille-Aciers, rue de La Bassée et boulevard de la Moselle.

En cours de réalisation par le S.I.L.L.A.M. (Syndicat de Communes Lille - La Madeleine).

A réaliser par le Syndicat de Communes « Lille-Loos ».

Programmation espérée en 1974.

Comme pour les centres sociaux, il est souhaitable que les centres socio-éducatifs soient des centres d'animation polyvalents.



— Palais des Beaux Arts. Aménagement de la salle Wicar. Deuxième tranche de travaux.

— Hospice Comtesse.

a) Travaux de restauration.

b) Aménagement du Musée.

— Palais Rihour. Aménagement.

#### VI. - Equipements administratifs :

— Hôtel de Ville. Agrandissement.

— Maison des Syndicats, place des Halles.

— Laboratoire municipal.

#### VII. - Grands travaux d'aménagement :

— Eclairage public.

— Espaces verts :

• Jardin des plantes : cascade, cafétéria, etc...

• Rénovation du parc zoologique.

• Asphaltage des allées de jardins et de cimetières.

• Aménagement d'un Jardin du Loisir aux Dondaines.

• Aménagement d'un Jardin du Loisir, faubourg des Postes et faubourg d'Arras.

#### VIII. - Grands travaux de voirie et d'assainissement

avec le concours de la  
Communauté Urbaine de Lille :

— Restructuration des places de l'Hôtel-de-Ville, du Général-de-Gaulle, de la place Philippe-Lebon.

— Création d'un parking public place de la République, quai du Wault.

— Aménagement d'une zone de parking place aux Bleuets et place Vanhœnacker.

— Aménagement d'aires de stationnement rues Pierre-Legrand et Mattéoti.

— Aménagement en voies piétonnières les rues Neuve et de Béthune.

Le financement de la deuxième tranche de travaux sera prévu au budget primitif de 1974.

Cet aménagement sera réalisé au fur et à mesure des possibilités.

Le financement de ce projet sera inscrit au budget primitif de 1974.

Sur un terrain excentré à rechercher.

Poursuite du programme de modernisation dans les quartiers.

Le financement sera prévu dans le cadre du budget primitif de 1974.

Le financement sera prévu dans le cadre du budget primitif de 1974.



- Ouverture de quatre voies nouvelles : Chemin des Vachers, rue de la Briqueterie, bd Paul-Ramadier, rue de Cannes.
- Renforcement des chaussées du bd de Belfort et de Strasbourg.
- Construction de chaussées et de trottoirs de 32 voies.
- Assainissement : Collecteurs du Centre, du bd de la Liberté, déversoir d'orage dans la Deûle.

#### IX. - Autres opérations :

- Aménagement d'un terrain de stationnement pour les nomades rue Courtois.
- Equipement des Bois-Blancs sur le terrain Vyncoluxe.

Programme défini après une large concertation de la population du quartier.

### ANNEXE

L'effort d'investissement qui sera poursuivi par la Ville au cours des quatre prochaines années en matière d'Equipements municipaux est le complément de notre politique de rénovation et de restauration de l'habitat urbain qui demeure la préoccupation primordiale de l'Administration Municipale.

Tandis que s'achèvera dans les années à venir l'opération St-Sauveur par la rénovation de l'îlot dit des Brigittines, délimité par les rues de Paris et Gustave-Delory, la rénovation de Wazemmes et la restauration du Secteur Sauvegardé prendront leur essor.

Depuis le début du présent mandat municipal, l'Office d'H.L.M. de Lille a terminé plusieurs ensembles immobiliers qu'il convient de rappeler :

- Boulevard Montebello : 71 P.L.R.,
- Rue Jean-Jaurès : 383 H.L.M.,
- Rue Eugène-Jacquet : 279 H.L.M.,
- Rue Balzac : 116 P.R.I.,
- Cité du Petit-Maroc : 93 P.L.R.,
- Croisette : 477 H.L.M.

Au cours des quatre prochaines années, l'Office d'H.L.M. peut espérer la programmation de différents projets de construction de logements :

- au titre de 1973 : deux programmes P.R.I. :
  - Pont-Neuf : 57 logement dont 28 de type II,
  - Montebello : 84 logements avec locaux sociaux ;



— au titre de 1974 :

- Pont-Neuf : 144 logements d'H.L.M.O.,
- Vauban : 80 logements en foyer personnes âgées,
- en P.R.I., rue des Meuniers : 48 logements personnes âgées,
- en I.L.N., Croisette : 70 à 85 logements avec l'école maternelle intégrée au rez-de-chaussée,
- rue de Toul : 2 tours : 60 logements I.L.N. ;

— prévisions au titre de 1975 :

- en P.R.I., rue Sylvère-Verhulst, en cours d'étude,
- en H.L.M., rue Fontaine-del-Saulx : 92 logements.

Ajoutons à cet état prévisionnel, l'important projet du C.I.L. dans le cadre de la poursuite de la rénovation St-Sauveur : construction Place Jacquard de 113 logements, l'action de résorption des courées confiée à l'O.R.S.U.C.O.M.N. et la restauration immobilière poursuivie par l'A.R.I.M.

Ces actions conjuguées des organismes de construction, de restauration et de rénovation urbaine connaîtront un développement accru au fil des années qui viennent grâce à la politique de réserves foncières menée activement par l'Administration Municipale.

Adopté (voir compte rendu p. 844).

#### **N° 73/35 - BOIS-BLANCS. PROGRAMME D'EQUIPEMENTS PUBLICS. DESIGNATION DES ARCHITECTES.**

**MESDAMES, MESSIEURS,**

Situé au Nord-Ouest de Lille, entre la dérivation et le canal de la Deûle, le quartier des Bois-Blancs a longtemps connu l'aspect d'une petite commune de banlieue étant donné son éloignement relatif du centre de la Ville, le mettant à l'écart d'une évolution urbaine marquée par une densification de la population et l'accroissement de la circulation automobile.

Après le terrible incendie qui anéantit l'usine Vyncoluxe, l'Administration Municipale s'étant assurée qu'aucune nouvelle activité industrielle, génératrice d'emplois, ne s'installerait sur les lieux du sinistre, a décidé l'acquisition de cette propriété qui présente l'avantage essentiel d'être située au cœur même du quartier, entre trois voies importantes : les rues des Bois-Blancs, de Tourville et du Général-Anne-de-la-Bourdonnaye.

D'une superficie de 9.400 m<sup>2</sup>, ce terrain offre de grandes possibilités et les réalisations qu'il permettra seront susceptibles, non seulement d'améliorer les



conditions de vie du quartier, mais aussi de transformer sa physionomie pour le rendre plus attachant encore.

Pour établir ce programme d'action, l'Administration Municipale appliquant en cela les directives de sa propre politique définie au début du présent mandat municipal, a mené une large concertation des habitants du quartier qui seront les principaux utilisateurs des équipements prévus.

Une « Table Ronde » a été constituée et s'est réunie à plusieurs reprises sur l'initiative de notre Collègue, le Dr CHOQUEL qui, sur notre proposition, s'était vu confier une mission spéciale par le Conseil Municipal.

Représentative de la population du quartier, par sa constitution même, la Table Ronde a mené ses travaux au cours de quatre réunions, les 30 mars, 2 mai, 29 juin et 4 octobre 1973. A mesure de l'avancement de la concertation, des options essentielles se sont dégagées ; le dialogue est devenu plus direct encore lors de la diffusion d'un supplément à la revue municipale d'information, dénommé « Spécial Bois-Blancs », invitant les habitants à faire connaître par écrit leurs remarques ou leurs critiques.

L'analyse qui a été faite par l'Administration Municipale à partir des travaux de cet actif secteur de concertation a permis d'établir le programme repris ci-dessous :

- des appartements de type H.L.M. devant permettre à la fois l'installation des jeunes ménages avec ou sans enfants et faciliter le maintien des personnes âgées dans leur quartier d'origine tout en leur assurant des conditions de logement et de confort mieux adaptées,
- une place publique ou plus exactement une placette, espace libre pour les ébats des enfants, pour la tenue d'un marché et créant une animation grâce à l'installation, à son pourtour, de commerces et d'équipements collectifs,
- un bureau annexe de l'Hôtel de Ville où pourront être délivrés des extraits d'acte de naissance et accomplies toutes autres formalités administratives courantes,
- un poste de police qui, dans l'hypothèse d'une insuffisance d'effectif de la Police Nationale, sera tenu par la Police Municipale,
- un « guichet annexe » des Postes équipé d'une cabine téléphonique où pourront se traiter les opérations postales essentielles.
- un centre d'activités sociales comprenant une salle polyvalente, des bureaux de permanence pour le Bureau d'Aide Sociale, la Sécurité Sociale, le planning familial, etc..., une halte-garderie, un foyer de personnes âgées — si toutefois il n'est pas possible de l'insérer dans le groupe H.L.M. où sont prévus des logements pour personnes âgées.

En souhaitant pouvoir mener de front la construction des logements H.L.M. et celle des équipements collectifs dont la programmation relève de Ministères différents, il nous est apparu indispensable d'assurer l'harmonie des structures



urbaines et architecturales de l'ensemble, en confiant au même architecte l'établissement du plan masse et de l'avant-projet.

Par ailleurs, l'Administration Municipale a retenu la suggestion de la « Table Ronde Concertation » de prévoir dans une construction provisoire mais rapidement implantée sur le terrain Vyncoluxe un certain nombre de services : bureau annexe de l'Hôtel de Ville, local pour poste de police (deux agents), salle de permanence et de concertation.

En soulignant l'intérêt présenté par cette première expérience de concertation des habitants d'un quartier pour la réalisation des équipements qui leur sont destinés, compte tenu de la nécessité d'une réalisation rapide des équipements prévus, nous vous demandons :

- d'adopter le programme d'équipements du quartier des Bois-Blancs tel qu'il a été défini ci-dessus,
- de nous autoriser à confier l'établissement de l'avant-projet à MM. Claude DIMEY, Michel ROBERT et Guy FAUCHILLE, architectes D.P.L.G., étant entendu que le contrat de prestations de services définissant les missions et honoraires de ces hommes de l'art sera passé dès que le dossier d'avant-projet aura reçu votre agrément,
- d'inscrire au budget 1974 les crédits nécessaires aux constructions provisoires souhaitées par les habitants du quartier.

Adopté (voir compte rendu p. 841).

---

**N° 73/506 - L'ANIMATION DES QUARTIERS. TABLES RONDES.  
COMITES DE COORDINATION. CREATION D'UN OFFICE  
D'ANIMATION SOCIALE ET CULTURELLE.**

**MESDAMES, MESSIEURS,**

Dans le cadre de sa politique de concertation, la Ville de Lille a retenu le double principe d'organiser régulièrement des tables rondes de quartiers et des colloques sur les grands problèmes municipaux afin de les étudier en dialogue avec la population.

Les résultats des tables rondes organisées dans le quartier des Bois-Blancs nous incitent à généraliser cette action.

Les Journées sur l'Animation des Quartiers, tenues les 27 et 28 octobre 1973, ont réuni plus de 300 personnes représentant tous les secteurs concernés par ce sujet, Associations socio-éducatives ou sportives, Directeurs d'école, Troupes de Comédiens, Travailleurs sociaux, Associations familiales, etc...



La participation a été effective et l'abondance des idées formulées plaide en faveur de la réunion annuelle d'un colloque sur ce thème.

L'exposé introductif ayant défini les champs de recherche, les témoignages ont permis de constituer une base de travail et une série de suggestions pour les travaux des « carrefours » par quartiers.

Un rapport complet rendra compte prochainement des travaux de ces journées dont nous avons tenté de tirer les premières conclusions exprimées ci-dessous.

#### **I. — Tables rondes et comités de coordination de quartier :**

Les tables rondes dans les quartiers qui favorisent la rencontre des Elus municipaux et des différentes associations animant la vie du quartier, aboutiront tout naturellement à la création d'un Comité de coordination qui permettra de rassembler les activités d'animation existantes afin de leur donner plus de cohérence et d'efficacité.

La composition de ce Comité, groupement de fait et de circonstances, serait laissée à l'initiative des associations du quartier dont la personnalité et l'indépendance doivent être confirmées. Largement représentatifs, les Comités de quartier devraient avoir pour objectifs :

- le développement des relations entre les Associations du Quartier,
- l'étude des besoins du Quartier,
- les réalisations d'un certain nombre d'activités d'Animation : activités qui devraient le plus souvent, être prises en charge par les Associations elles-mêmes.

Ainsi, en aucun cas, le Comité de coordination de Quartier ne se substituerait aux Associations. Sa tâche essentielle concernerait les relations et l'information des Associations du Quartier pour une meilleure réponse aux demandes, exprimées ou non, des habitants en matière d'Animation.

#### **II. — Office d'animation sociale et culturelle :**

L'Animation est extrêmement mouvante et doit suivre l'activité quotidienne des Lillois. Les activités d'Animation soutenues par la Ville de Lille, seront donc appelées à suivre une évolution constante de conception et de réalisation.

Afin d'établir une corrélation et une coïncidence constantes de ces activités avec les besoins de la population, il conviendrait d'envisager la création d'un Office d'Animation Sociale et Culturelle de la Ville de Lille. Cet office répondrait aux objectifs suivants :

- prolongation permanente des travaux du Colloque sur l'Animation des Quartiers,
- étude des problèmes fondamentaux d'Animation de la Ville de Lille,
- rassemblement de données sur l'Animation fournies par les Comités de coordination de Quartier,
- élaboration d'une politique d'Animation cohérente de la Ville de Lille.



### III. — Corps d'animateurs urbains :

L'application concrète des options précédentes suppose également la création d'un corps d'Animateurs Urbains dont le salaire serait pris en charge, en partie par la Ville et en partie par des organismes constructeurs et des organismes sociaux.

Les Animateurs qui travailleraient en étroite liaison avec les Comités de Coordination auraient pour mission le développement des activités lilloises d'Animation et leur promotion dans la réalisation des objectifs énoncés ci-avant.

Cette disposition concernant la création d'un corps d'animateurs urbains ne doit pas s'opposer au maintien des animateurs de Mouvements dont la rémunération est prise en charge par la Ville au taux de 50 %, à condition que le Mouvement participe à l'animation socio-éducative, conformément à notre délibération du 17 avril 1973.

Nous vous demandons de confirmer les grandes lignes de la politique de concertation et d'animation rappelées ci-dessus et de décider la création d'un Office d'Animation Sociale et Culturelle dont les statuts seront soumis à votre approbation.

Adopté (voir compte rendu p. 837).

### N° 73/1012 - MACHINE COMPTABLE. CONTRAT D'ENTRETIEN. LA NATIONALE CAISSE ENREGISTREUSE.

MESDAMES, MESSIEURS,

En vue de maintenir en bon état de fonctionnement la machine comptable modèle 33 144 n° 1 242 597 en service à la Direction des Finances (3<sup>e</sup> bureau), « La Nationale Caisse Enregistreuse », 119, rue de Réaumur - Paris, représentée par son Agence Locale sise à Lille, rue Nationale, nous a proposé d'en assurer l'entretien moyennant une prime annuelle de mille deux cent quatre-vingt-dix-huit francs (1.298 F) augmentée de la T.V.A. à compter du 1<sup>er</sup> mai 1973.

En raison de l'intérêt que présente cette proposition, nous vous demandons de vouloir bien, en accord avec votre Commission de l'Economat, réunie le 28 septembre 1973, nous autoriser à passer avec cette firme le contrat nécessaire.

La dépense en résultant sera imputée sur le crédit ouvert au chapitre 934/26, article 631/4, de la section de fonctionnement du budget primitif de 1973, sous l'intitulé : « Entretien de matériel ».

Adopté.

P.J. : Un contrat.



VILLE DE LILLE

Economat

Machine comptable

Entretien par abonnement

Entre les soussignés :

M. J.-M. BRIFFAUT, Adjoint au Maire de Lille, agissant en cette qualité, au nom et pour le compte de la Ville de Lille,

d'une part,

et « La Nationale Caisse Enregistreuse » dont le siège social est à Paris, 119, rue Réaumur et représentée par son agence locale sise à Lille, rue Nationale, inscrite au registre du commerce de Paris sous le n° 56 B 6527, identifiée à l'I.N.S.E.E. sous le n° 747 75 102 0 040, titulaire du compte chèque postal : Paris 965 54,

d'autre part,

il a été arrêté et convenu ce qui suit :

**Article premier. — Objet du contrat :**

« La Nationale Caisse Enregistreuse » assure l'entretien par abonnement d'une machine comptable modèle 33 144 n° 1 242 597 en service à la Direction des Finances - 3<sup>e</sup> Bureau.

Cet abonnement d'entretien comprend :

— 3 visites d'inspection préventive par an au cours desquelles le matériel sera nettoyé, graissé et réglé selon besoin (les inspections et dépannages s'entendent dans les jours et heures ouvrables),

— toutes les interventions des techniciens « N.C.R. » ainsi que leurs temps et frais de déplacement,

— les fournitures gratuites des pièces usagées ou cassées à la suite d'un usage normal.

Lorsqu'une réparation nécessitera le retour du matériel en atelier, les frais de transport feront l'objet d'une facturation séparée.

**Article 2. — Références :**

Le contrat est passé dans les conditions fixées par les articles 308 à 312-2 du livre III du code des marchés publics ayant fait l'objet du décret n° 66-887 du 28 novembre 1966 et du décret n° 69-499 du 30 mai 1969, modifié par le décret n° 71-50 du 18 janvier 1971.

**Article 3. — Pièces du contrat :**

« La Nationale Caisse Enregistreuse » est soumise pour l'exécution de ses prestations aux dispositions :

— 1<sup>o</sup> du présent contrat,

— 2<sup>o</sup> du cahier des clauses administratives générales annexé à la circulaire interministérielle du 1<sup>er</sup> février 1967 parue au journal officiel du 24 février 1967.



**Article 4. — Montant de la redevance :**

Le montant de la redevance est fixé à mille deux cent quatre-vingt-dix-huit francs (1.298,00 F) par an hors taxes. Les taxes seront facturées en sus au taux fixé par la réglementation en vigueur.

Ce prix pourra être modifié suivant la législation en vigueur par suite de variations économiques.

**Article 5. — Durée du contrat :**

Le présent contrat est passé pour une durée d'un an à compter du 1<sup>er</sup> mai 1973. Il sera renouvelable par tacite reconduction sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties, un mois avant l'expiration, par lettre recommandée avec accusé de réception.

**Article 6. — Conditions de résiliation :**

Le contrat pourra être résilié dans les conditions fixées par le code des marchés publics et par les clauses administratives générales.

En outre, le contrat cessera de plein droit dans le cas où interviendrait une personne étrangère à « La Nationale Caisse Enregistreuse » pour réparation ou vérification de la machine comptable.

**Article 7. — Conditions de paiement :**

La redevance sera réglée par virement postal à réception de la facture.

**Article 8. — Obligations fiscales et parafiscales :**

La déclaration prévue par l'article 251 du code des marchés publics est jointe en annexe au présent contrat.

**Article 9. — Comptable :**

Le comptable assignataire du présent contrat est le Trésorier Principal de la Ville de Lille.

**Article 10. — Approbation :**

Le présent contrat dont la passation a été autorisée par la délibération du Conseil municipal à laquelle il est annexé, ne deviendra définitif qu'après son approbation par l'autorité supérieure.

Fait à

Pour le Maire de Lille

l'Adjoint délégué,



**N° 73/1013 - FOURNITURE DE PAPIERS D'IMPRESSION  
ET DE COUVERTURE. MARCHÉ A COMMANDES.**

MESDAMES, MESSIEURS,

En vue d'assurer différentes publications municipales, nous avons fait appel à la Société Anonyme NORSOGEPRESS, 209, rue d'Arras à Lille, pour la fourniture de papiers d'impression et de couverture dont le montant s'élève à plus de 30.000 F (trente mille francs) limite au-delà de laquelle un marché est nécessaire.

En conséquence, nous vous demandons, en accord avec votre Commission de l'Econamat, réunie le 28 septembre 1973, de nous autoriser à passer avec cette firme un marché à commandes dont le montant minimum peut être fixé à 30.000 F (trente mille francs) et le maximum à 70.000 F (soixante-dix mille francs).

Les dépenses en résultant seront imputées sur le crédit ouvert à cet effet à la section de fonctionnement du budget primitif de 1973 au chapitre 940-23 sous l'intitulé : « Bulletin Municipal ».

Adopté.

**N° 73/1014 - FOURNITURE D'APPAREILS DUPLICATEURS, DE PAPIERS OFFSET  
ET DUPLICATEURS, ENCRE, ETC... ANNEE 1973.  
MARCHÉ A COMMANDES.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Le montant, pour l'année 1973, des commandes d'appareils duplicateurs, papiers offset et duplicateurs, encres, etc..., à la Société anonyme Gestetner, 88, rue de Paris à Lille, s'élève à plus de 30.000 F (trente mille francs) limite au-delà de laquelle un marché est nécessaire.

En conséquence, nous vous demandons, en accord avec votre Commission de l'Econamat, réunie le 28 septembre 1973, de nous autoriser à passer avec cette firme un marché à commandes d'une durée d'un an dont le montant minimum peut être fixé à 30.000 F (trente mille francs) et le maximum à 70.000 F (soixante-dix mille francs).

Les dépenses en résultant seront imputées sur les crédits ouverts à cet effet aux sections de fonctionnement et d'investissement du budget primitif de 1973.

Adopté.



**N° 73/1015 - FOURNITURE D'IMPRIMES DIVERS. MARCHÉ A COMMANDES.  
ANNEE 1973. AVENANT.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 72/1023 du 28 novembre 1972, le Conseil municipal a décidé de passer un marché avec la Société Anonyme de Production Imprimerie O.S.A.P., 209, rue d'Arras à Lille, pour la fourniture d'imprimés au cours de l'année 1973.

A la suite de commandes supplémentaires, il s'avère nécessaire de relever le montant maximum de ce marché fixé initialement à 70.000 F.

En conséquence, en accord avec votre Commission de l'Economat, réunie le 28 septembre 1973, nous vous demandons de bien vouloir nous autoriser à passer avec cette firme un avenant au marché à commandes qui a pour effet d'en porter le montant maximum à 150.000 F.

Les dépenses en résultant seront imputées sur les crédits ouverts à cet effet à la section de fonctionnement du budget primitif de 1973.

Adopté.

P.J. : Avenant.

MAIRIE DE LILLE  
Administration générale  
4<sup>e</sup> bureau  
ECONOMAT

- **Titulaire du marché** : Société Anonyme de Production Imprimerie O.S.A.P., 209, rue d'Arras, Lille.
- **Imputation budgétaire** : Divers chapitres ouverts à la section de fonctionnement du budget primitif de 1973.
- **Marché principal** : N° 72/1023 - 111.
- **Date** : 4 janvier 1973, approuvé le 24 janvier 1973.
- **Objet** : Fourniture d'imprimés divers.
- **Période d'exécution** : Du 1<sup>er</sup> janvier 1973 au 31 décembre 1973, sous possibilité de tacite reconduction.
- **Montant** : Minimum : 30.000 F.  
Maximum : 70.000 F.



1<sup>er</sup> AVENANT**Date :**

**Objet :** Relèvement du montant maximum pour commandes supplémentaires d'imprimés divers.

Montant en plus ..... 80.000 F  
Nouveau montant du marché compte tenu du nouvel avenant ..... 150.000 F

**Article 1<sup>er</sup>.** — Le marché dont la désignation est mentionnée en page 1 est modifié dans les conditions fixées aux articles suivants :

**Article 2.** — Le premier paragraphe de l'article 1 du C.P.S. applicable au marché initial est modifié comme suit :

« Ce marché est un marché à commandes passé pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1973 et porte sur la fourniture d'imprimés divers. Les prestations faisant l'objet de ce marché sont susceptibles de varier dans les limites suivantes :

- au minimum : trente mille francs (30.000 F),
- au maximum : cent cinquante mille francs (150.000 F).

**Article 3.** — Obligations fiscales et parafiscales :

L'attestation prévue par l'article 251 du code des marchés publics est jointe en annexe au marché initial.

**Article 4.** — Comptable :

Le comptable assignataire du présent marché est le Trésorier principal de la Ville de Lille à l'Hôtel de Ville.

**Article 5.** — Toutes les clauses et conditions générales du marché initial demeurent applicables en tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant lesquelles prévalent en cas de contestation.

Fait en un seul original,

A Lille, le

Pour le Maire de Lille,  
l'Adjoint délégué,

Ce présent avenant ne deviendra définitif qu'après approbation par l'autorité de tutelle.

**N° 73/1016 - REVISION DES LISTES ELECTORALES. COMMISSIONS  
ADMINISTRATIVES. REMPLACEMENT D'UN DELEGUE  
DU CONSEIL MUNICIPAL.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 71/13 du 27 avril 1971, vous avez désigné vos délégués du Conseil municipal au sein des commissions administratives chargées de la révision des listes électorales.



Etaient désignés à cette date :

M. CAMELOT, adjoint, MM. BOCHNER, BURIE, COLICHE, DERNONCOURT, HUET, M<sup>me</sup> LASSON, MM. LEFEVRE, LUSSIEZ, MIGLOS, SPRIET, WAVRANT, conseillers municipaux.

M. SPRIET Jean-François ayant démissionné du Conseil municipal en janvier 1973, il est nécessaire de procéder à son remplacement, afin que les commissions administratives instituées par l'article 2 de la loi 69-419 du 10 mai 1969 soient complétées pour la prochaine révision.

En conséquence, nous vous demandons de désigner votre délégué à cette commission.

M. Claude CATESSON est déclaré élu à l'unanimité.

Adopté (voir compte rendu p. 836).

---

**N° 73/1017 - FOURNITURE DE JOURNAUX ET PERIODIQUES  
AU COURS DE L'ANNEE 1974. MARCHE A COMMANDES.**

MESDAMES, MESSIEURS,

En vue de la fourniture aux différents services municipaux, au cours de l'année 1974, d'abonnements aux journaux et périodiques divers, neuf libraires ont été consultés.

Six d'entre eux ont répondu ; la proposition la plus intéressante pour la Ville est celle de la S.A.R.L. « France-Publication », 108, rue Réaumur à Paris 2<sup>e</sup>.

En conséquence, nous vous demandons de bien vouloir nous autoriser à passer avec cette société un marché à commandes pour l'année 1974, dont le montant minimum peut être fixé à 60.000 F (soixante mille francs) et le maximum à 150.000 F (cent cinquante mille francs).

Les dépenses seront imputées sur les crédits ouverts aux chapitres du budget de 1974 pour les différents services bénéficiaires de ces fournitures.

Adopté.

---

**N° 73/1018 - ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, REVUES, PERIODIQUES  
ET PUBLICATIONS DIVERSES A SOUSCRIRE  
POUR LES DIFFERENTS SERVICES MUNICIPAUX. EXERCICE 1974.**

Rapport retiré de l'Ordre du Jour.

(voir compte rendu p. 836).



**N° 73/1019 - ACHAT DE L'OUVRAGE « COURAGE ET DEVOUEMENT »  
EDITE AU PROFIT DE L'ŒUVRE DES PUPILLES  
DES SAPEURS-POMPIERS.**

MESDAMES, MESSIEURS,

La Fédération Nationale des Sapeurs-Pompiers a édité un ouvrage intitulé « Courage et Dévouement » destiné à mieux faire connaître l'histoire et l'action des services de secours et de lutte contre l'incendie, tout en permettant de procurer des ressources à l'œuvre des pupilles des sapeurs-pompiers.

L'œuvre des pupilles des sapeurs-pompiers, 27, rue de Dunkerque à Paris 10<sup>e</sup>, a été chargée de recueillir des souscriptions et sollicite de la Ville de Lille l'achat de cet ouvrage.

Il serait souhaitable qu'une suite favorable fût accordée à cette demande afin de témoigner notre reconnaissance aux sapeurs-pompiers tout en apportant une aide à leurs orphelins.

En conséquence, nous vous prions de vouloir bien nous autoriser à acquérir quatre exemplaires de cet ouvrage ; la dépense évaluée à 1.000 F — montant d'une souscription d'honneur — sera imputée au chapitre 934-26, compte 663-1, sous l'intitulé : « Bibliothèque Administrative - Documentation Générale ».

Adopté.

**N° 73/2015 - PERSONNEL MUNICIPAL. ECOLE DES BEAUX-ARTS.  
SECTION AUDIO-VISUELLE. MODIFICATION DE L'EFFECTIF.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Au cours de votre réunion du 6 juillet dernier, vous avez décidé la mise en place d'une section audio-visuelle à l'Ecole des Beaux-Arts, qui entraînait la création des nouveaux emplois et heures de cours ci-après :

Un poste de technicien photo (30 heures par semaine).

Un poste de technicien audio-visuel (60 heures par an).

9 heures 30 de cours divers par semaine.

L'enseignement ainsi dispensé devait conduire à la délivrance du « Diplôme national de communication visuelle et audio-visuelle », options « Audio-visuel » et « Graphisme publicitaire ».

Or, M. le Ministre des Affaires culturelles nous a fait savoir, par lettre du 4 juillet 1973, qu'à la suite de l'enquête approfondie menée par l'inspection générale



de l'enseignement artistique, il lui serait possible de nous accorder l'agrément au titre de l'année 1973-1974 pour la mise en place du cadre commun et des options « Audio-visuel » et « Stand et exposition » dans la mesure où seraient arrêtées certaines dispositions dans les domaines de l'enseignement, de l'équipement, des crédits de fonctionnement, des locaux.

Au titre de l'enseignement, il conviendrait de disposer d'un technicien photo (audio-visuel) 24 heures hebdomadaires, et de 14 heures de cours hebdomadaires dans diverses disciplines.

Ces nouvelles mesures entraîneraient une dépense annuelle supplémentaire d'environ 3.700 F., toutefois, nous devons préciser que la dépense totale (47.700 F) resterait compensée par la suppression à l'Ecole des Beaux-Arts d'un poste de gardien et de deux postes de femme de service (51.000 F).

En conséquence, et en accord avec votre Commission des Finances, réunie le 9 octobre 1973, nous vous demandons de bien vouloir décider l'adoption des mesures préconisées par M. le Ministre des Affaires culturelles.

Le technicien photo serait recruté à titre contractuel parmi les personnes ayant suivi dans une Ecole des Beaux-Arts des études complètes (5 ans) couvrant les deux cycles, dont le second en spécialité photographie et audio-visuel ; il percevrait une rémunération calculée sur la base de l'indice afférent au 5<sup>e</sup> échelon de l'échelle d'adjoint technique (soit actuellement indice majoré 247).

Les 14 heures de cours seraient confiées à divers chargés de cours rétribués dans les conditions habituelles qui sont fonction de la situation des intéressés.

La dépense serait imputée sur les crédits ouverts au chapitre 931 du budget sous l'intitulé : « Personnel permanent ».

Adopté.

**N° 73/2016 - PERSONNEL MUNICIPAL. THEATRES MUNICIPAUX.  
TRANSFORMATION D'UN POSTE DE MACHINISTE  
EN CELUI DE MACHINISTE-CONDUCTEUR P.L.**

**MESDAMES, MESSIEURS,**

Par délibération n° 73/8004 du 15 février 1973, le Conseil municipal a décidé l'achat d'un tracteur et d'une semi-remorque destinés au transport des décors et accessoires de nos théâtres ; cette décision faisait suite à la dénonciation par la Ville, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1974, du contrat qui la liait à la Société T.R.U. chargée jusqu'alors de ce travail.



De ce fait il convient nécessairement de recruter un agent appelé à assurer la conduite de ce véhicule spécial.

Considérant que cette tâche ne saurait occuper un agent de manière continue, et dans un souci de minimiser la dépense occasionnée par son recrutement, il apparaît opportun de transformer un poste de machiniste en celui de machiniste-conducteur poids lourds, ce dernier exercerait ainsi les fonctions de conducteur mais il participerait également, avec les convoyeurs, aux opérations de chargement et de déchargement ainsi qu'à la manutention des décors.

L'emploi serait doté de l'échelle indiciaire des ouvriers professionnels 2<sup>e</sup> catégorie et son titulaire recruté par voie de concours sur épreuves ou examen d'aptitude.

La dépense supplémentaire annuelle résultant de cette mesure s'élèvera à environ 2.000 F, elle sera imputée sur les crédits ouverts au chapitre 931 du budget sous l'intitulé : « Personnel permanent ».

Adopté.

#### N° 73/2017 - INDEMNITE DE GESTION ALLOUEE AU TRESORIER PRINCIPAL.

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 56/3095 du 26 octobre 1956, le Conseil municipal avait décidé l'application des dispositions de l'arrêté interministériel du 6 juillet 1956 qui modifiait le mode de calcul de l'indemnité susceptible d'être versée aux receveurs des communes et établissements publics.

L'article 5 de l'arrêté précité précise qu'une délibération du Conseil municipal est nécessaire pour accorder l'indemnité de gestion soit en cas de renouvellement du Conseil municipal, soit en cas de changement de comptable ; c'est ainsi que des délibérations ont été prises les 26 juin 1961 et 11 février 1966 pour tenir compte, d'une part, de l'arrivée de M. SERRURE le 1<sup>er</sup> avril 1960, d'autre part de l'arrivée de M. SCHMIDT et du renouvellement du Conseil municipal en 1965.

Précisons par ailleurs que le montant de l'indemnité de gestion doit faire l'objet d'une révision tous les trois ans ; or, la dernière remonte à la réunion du Conseil municipal du 7 novembre 1968.

Depuis cette date, non seulement le Conseil municipal a été renouvelé, mais est paru l'arrêté interministériel du 8 mai 1972 qui modifie les modalités de calcul de l'indemnité ; désormais ce calcul est opéré en prenant pour base, non plus les recettes ordinaires mais les dépenses budgétaires des sections de fonctionnement et d'investissement, à l'exception des opérations d'ordre, et afférentes aux trois derniers exercices.



En ce qui concerne la Ville de Lille cette modification ne revêt qu'un aspect théorique ; en effet, comme par le passé, l'indemnité allouée ne peut excéder 1 fois 1/4 le traitement brut correspondant à l'indice brut 100, ce plafond étant toujours largement dépassé, l'indemnité sera donc calculée dans les mêmes conditions qu'auparavant c'est-à-dire selon la formule :

$$I = T \times 1,25 \times P.V.$$

P.V. représentant le pourcentage de la part Ville.

En définitive et compte tenu :

- 1° de la nécessité de régulariser la situation depuis 1968 ;
- 2° du renouvellement du Conseil municipal de 1971 ;
- 3° des dispositions du texte paru le 8 mai 1972,

Nous vous demandons, en accord avec votre Commission des Finances, réunie le 9 octobre 1973, de bien vouloir adopter les mesures suivantes :

- 1° attribution à M. le Trésorier principal de l'indemnité spéciale de gestion ;
- 2° ratification des décomptes ci-après établis, pour la période du 1<sup>er</sup> juin 1968 au 31 décembre 1971, conformément aux dispositions de la délibération du 26 octobre 1956 prise pour l'application de l'arrêté interministériel du 6 juillet 1956 :

**Année 1968 :**

Période du 1<sup>er</sup> juin au 30 septembre :

$$\begin{array}{r} 5.924 \times 1,25 \times 81,331 \times 4 \\ \hline 100 \quad 12 = \dots\dots\dots 2.007,52 \text{ F} \end{array}$$

Période du 1<sup>er</sup> octobre au 31 décembre :

$$\begin{array}{r} 6.158 \times 1,25 \times 81,331 \times 3 \\ \hline 100 \quad 12 = \dots\dots\dots 1.565,11 \text{ F} \end{array}$$

Total du 1<sup>er</sup> juin au 31 décembre 1968 ..... 3.572,63 F

**Année 1969 :**

Période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars :

$$\begin{array}{r} 6.158 \times 1,25 \times 81,331 \times 3 \\ \hline 100 \quad 12 = \dots\dots\dots 1.565,11 \text{ F} \end{array}$$

Période du 1<sup>er</sup> au 30 avril :

$$\begin{array}{r} 6.281 \times 1,25 \times 81,331 \times 1 \\ \hline 100 \quad 12 = \dots\dots\dots 532,12 \text{ F} \end{array}$$

Période du 1<sup>er</sup> mai au 30 septembre :

$$\begin{array}{r} 6.281 \times 1,25 \times 82,003 \times 5 \\ \hline 100 \quad 12 = \dots\dots\dots 2.682,60 \text{ F} \end{array}$$



Période du 1<sup>er</sup> octobre au 31 décembre :

$$\begin{array}{r} 6.466 \times 1,25 \times 82,003 \times 3 \\ \hline 100 \quad 12 \end{array} = \dots\dots\dots 1.656,97 \text{ F}$$

Total de l'année 1969 ..... 6.436,80 F

**Année 1970 :**

Période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars :

$$\begin{array}{r} 6.531 \times 1,25 \times 82,003 \times 3 \\ \hline 100 \quad 12 \end{array} = \dots\dots\dots 1.673,63 \text{ F}$$

Période du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre :

$$\begin{array}{r} 6.787 \times 1,25 \times 82,003 \times 6 \\ \hline 100 \quad 12 \end{array} = \dots\dots\dots 3.478,46 \text{ F}$$

Période du 1<sup>er</sup> octobre au 31 décembre :

$$\begin{array}{r} 7.234 \times 1,25 \times 82,003 \times 3 \\ \hline 100 \quad 12 \end{array} = \dots\dots\dots 1.853,78 \text{ F}$$

Total de l'année 1970 ..... 7.005,87 F

**Année 1971 :**

Période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mai :

$$\begin{array}{r} 7.378 \times 1,25 \times 82,003 \times 5 \\ \hline 100 \quad 12 \end{array} = \dots\dots\dots 3.151,13 \text{ F}$$

Période du 1<sup>er</sup> juin au 30 septembre :

$$\begin{array}{r} 7.486 \times 1,25 \times 82,003 \times 4 \\ \hline 100 \quad 12 \end{array} = \dots\dots\dots 2.557,81 \text{ F}$$

Période du 1<sup>er</sup> octobre au 31 décembre :

$$\begin{array}{r} 7.759 \times 1,25 \times 82,003 \times 3 \\ \hline 100 \quad 12 \end{array} = \dots\dots\dots 1.988,21 \text{ F}$$

Total de l'année 1971 ..... 7.697,25 F

3<sup>o</sup> Ratification des décomptes ci-après établis pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1972, par application de l'arrêté interministériel du 8 mai 1972 :

Période du 1<sup>er</sup> au 31 janvier :

$$\begin{array}{r} 7.882 \times 1,25 \times 70,96 \times 1 \\ \hline 100 \quad 12 \end{array} = \dots\dots\dots 582,61 \text{ F}$$

Période du 1<sup>er</sup> février au 31 mai :

$$\begin{array}{r} 8.000 \times 1,25 \times 70,96 \times 4 \\ \hline 100 \quad 12 \end{array} = \dots\dots\dots 2.365,33 \text{ F}$$



Période du 1 <sup>er</sup> juin au 31 août :			
$8.134 \times 1,25 \times 70,96 \times 3$	$\frac{\quad}{100}$	$\frac{\quad}{12}$	= ..... 1.803,71 F
Période du 1 <sup>er</sup> au 30 septembre :			
$8.213 \times 1,25 \times 70,96 \times 1$	$\frac{\quad}{100}$	$\frac{\quad}{12}$	= ..... 607,07 F
Période du 1 <sup>er</sup> octobre au 31 décembre :			
$8.601 \times 1,25 \times 70,96 \times 3$	$\frac{\quad}{100}$	$\frac{\quad}{12}$	= ..... 1.907,27 F
Total de l'année 1972 .....			7.265,99 F

Les indemnités ayant été versées pour les années 1968 à 1972, la dépense pour l'indemnité annuelle à venir sera imputée sur les crédits ouverts au budget à cet effet.

Dans un but de simplification, nous vous demandons en outre de bien vouloir décider que, pendant la durée du mandat de l'actuel Conseil municipal, le montant de l'indemnité sera modifié automatiquement en fonction de la revalorisation du traitement afférent à l'indice brut 100 ainsi que du pourcentage de la part Ville.

Adopté.

**N° 73/2018 - SURVEILLANCE DE NUIT DE L'HOTEL DE VILLE  
PAR DES SAPEURS-POMPIERS. REMBOURSEMENT  
DES TRAITEMENTS DEMANDE PAR LA C.U.D.L.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Depuis 1959, la surveillance de nuit de l'Hôtel de Ville est effectuée par des sapeurs-pompiers reconnus inaptes au feu reclassés dans l'emploi de veilleur de nuit, avec bénéfice de leur traitement, conformément aux dispositions du statut des sapeurs-pompiers.

Lors du transfert à la Communauté Urbaine de Lille, le 1<sup>er</sup> janvier 1968, du corps des sapeurs-pompiers de la Ville, les choses restèrent en l'état.

Or, par lettre du 5 février 1973, M. le Président de la C.U.D.L. a réclamé à la Ville de Lille le remboursement des traitements (et charges y afférentes) réglés aux trois sapeurs-pompiers « affectés en permanence au service de sécurité de l'Hôtel de Ville depuis le 1<sup>er</sup> février 1968 » soit la somme de 336.215,59 F pour les années 1968, 1969, 1970, 1971 et 1972.



Après étude et avis de votre Commission des Finances, nous avons envisagé l'application des mesures suivantes que nous vous demandons d'adopter :

- 1° règlement des traitements et charges pour ce qui concerne deux sapeurs-pompiers (le service rendu équivaut en fait aux prestations de deux agents et non pas trois) ;
- 2° application de la déchéance quadriennale pour la créance portant sur les années 1968 et 1969.

Le total des sommes à verser pour les années 1970 à 1972 s'élève à 148.556,00 F, à cette somme il faut ajouter celle de 60.326,47 F prévue pour 1973 ;

- 3° Remise à la disposition de la C.U.D.L. des sapeur-pompiers affectés à l'Hôtel de Ville à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1974.

A partir de cette date la surveillance sera exercée par des veilleurs de nuit communaux.

La dépense résultant de ces dispositions sera imputée sur les crédits ouverts au chapitre 931 du budget sous l'intitulé : « Personnel permanent ».

*Adopté.*

**N° 73/3059 - OFFICE PUBLIC D'H.L.M. DE LA COMMUNAUTE  
URBAINE DE LILLE, ROUBAIX, TOURCOING.  
RESIDENCES JACQUET ET VALENCIENNES.  
AMENAGEMENT D'ESPACES VERTS. PARTICIPATION DE LA VILLE.**

**MESDAMES, MESSIEURS,**

L'Office public d'H.L.M. de la Communauté Urbaine a entrepris la construction de 662 logements répartis entre les résidences Jacquet et Valenciennes et assortis de parkings réalisés sous dalle de béton ne devant théoriquement recevoir qu'un revêtement en tarmacadam.

Toutefois, dans le but d'améliorer l'esthétique du groupe tout en assurant un meilleur environnement, l'Office envisage l'aménagement complet de chaque dalle avec placettes recouvertes de terre cuite, bacs à fleurs, plantations d'arbustes, réalisation d'un square, etc...

Considérant que ces travaux conduiront à rendre plus agréables ces espaces à usage public, le Président de l'Office sollicite la participation financière de la Ville à concurrence des 2/3 de la dépense relative à la réalisation du dallage, soit

$$\frac{253.545 \text{ F} \times 2}{3} = 169.030 \text{ F.}$$



En accord avec votre Commission des Finances, réunie le 9 octobre 1973, nous vous proposons d'accueillir favorablement la requête présentée et de décider le versement, à l'Office public d'H.L.M. de la Communauté Urbaine de Lille-Roubaix-Tourcoing, de la participation financière sollicitée, soit 169.030 F.

La dépense sera imputée sur le crédit à prévoir, à cet effet, au chapitre 912-8 de la section d'investissement des décisions modificatives de 1973.

Adopté.

**N° 73/3060 - SOCIETE D'AMENAGEMENT ET D'EQUIPEMENT DU NORD.  
RENOVATION DU QUARTIER ST-SAUVEUR. COMPTE  
DE L'OPERATION ARRETE AU 31 DECEMBRE 1972. RATIFICATION.**

MESDAMES, MESSIEURS,

En exécution des obligations qui lui sont prescrites, par l'article 23 de la convention du 7 juillet 1959, la Société d'aménagement et d'équipement du Nord (anciennement Société d'équipement du département du Nord) a transmis, sous forme de bilan cumulé, arrêté au 31 décembre 1972, le compte des opérations relatives à la rénovation de l'ilot urbain du quartier St-Sauveur.

Ce document est reproduit ci-après :

Dépenses		Recettes	
Appropriation des terrains .....	56.858.385,48	Subventions reçues ...	10.916.800,—
<b>A déduire :</b>		Participation de la Ville.	11.884.000,—
Cessions de terrains en cours d'aménagement et droits de raccordement.	47.929.988,37	Autres participations ..	527.112,98
Mise en état des sols : 1.092.225,47	8.928.397,11	Taxe sur le chiffre d'affaires (ordre) .....	2.229.923,35
Travaux d'équipement : 11.687.872,99		Honoraires de coordination .....	164.462,25
Superstructures : 1.145.754,91		Produits comptabilisés sur la base d'un compromis (cessions dont l'acte de vente définitif n'est pas encore signé) ....	8.006.853,—
Etudes générales : 431.845,11		Résultat en instance d'affectation .....	1.609.050,47
Frais sur ventes : 1.951.111,11			
	16.308.809,59		35.338.202,05



Charges financières ...	4.773.560,89	35.338.202,05
Rémunération de la société .....	3.162.511,02	
Débiteurs divers .....	10.830,—	
Cessions de terrains (clients) .....	608.800,—	
Taxe sur le chiffre d'affaires (ordre) .....	1.152.507,13	
Honoraires de coordination reçus .....	11.287,25	
Compte de liaison avec la société .....	381.499,06	
	<u>35.338.202,05</u>	<u>35.338.202,05</u>

Ce compte a été soumis à la vérification comptable de M. J.-P. SCHOLASCH, expert-comptable, qui a reçu délégation, à cet effet, par délibération du Conseil municipal n° 63/3019 du 6 mars 1963.

A titre indicatif, nous vous donnons, ci-après, le détail des modalités de calcul de la rémunération de la société depuis l'origine des opérations, fixée suivant les dispositions de l'article 26 de la convention du 7 juillet 1959 et de l'avenant du 9 février 1965 (uniformisation à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1964, du taux de 4 %, délibération du Conseil municipal n° 64/177 du 18 décembre 1964).

A) 4 % sur acquisitions, évictions et frais annexes (56.858.385,48) 2.274.335,42 F

B) Etudes et travaux :

3 % jusqu'au 31 décembre 1963 ....	1.629.390,67	48.881,72
4 % à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 1964 ..	14.679.418,92	587.176,75
	<u>16.308.809,59</u>	<u>636.058,47 F</u>
4 % sur 3.893,29 (résultat en instance d'affectation — assurances) (1) .....		155,73 F

C) 4 % sur les charges financières de 1965 à 1972 (3.636.130,76) 145.445,23 F

D) Gestion de logements : 1960 - 1.338 logements

1961 - 2.448 »

1962 - 2.928 »

1963 - 2.675 »

1964 - 2.095 »

1965 - 1.172 »

1966 - 202 »

1967 - 125 »

1968 - 101 »



1969 -	139	logements		
1970 -	133	»		
1971 -	99	»		
1972 -	27	»		
	13.482	»	à 8 F .....	107.856,00 F

(article 4 de l'avenant n° 1 à la convention du 7 juillet 1959. Délégation du Conseil municipal n°s 61/3001 et 61/107 des 29 janvier et 26 juin 1961).

E) 4 % sur 10.830,00 (avances des notaires) (2) ..... 433,20 F

3.164.284,05 F

F) Régularisations (3) ..... — 1.773,03 F

3.162.511,02 F

(1) Bien que figurant au passif du bilan de la société d'aménagement et d'équipement du Nord dans le poste « résultat en instance d'affectation » des exercices 1967 et 1968, une somme de 3.893,29 F doit être reprise dans les dépenses servant d'assiette au calcul de la rémunération de la société.

(2) Lors de la régularisation de l'opération et de l'affectation de la somme au compte « frais annexes aux acquisitions », cette dépense sera déduite de l'assiette de la rémunération.

(3) Ce poste reprend les écritures suivantes :

— régularisation antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1965 ..... 1.099,20 F  
— régularisation relative à l'exercice 1971 (frais sur ventes) .... 673,83 F

En accord avec vos Commissions de l'Habitation, de la Rénovation et de la Restauration urbaines et des Finances, réunies les 21 septembre et 9 octobre 1973, nous vous demandons de bien vouloir ratifier le document qui vous est présenté.

Adopté.

**N° 73/3061 - SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT ET D'ÉQUIPEMENT DU NORD.  
FONDS SPÉCIAL D'AIDE AU RELOGEMENT (F.S.A.R.).  
COMPTE D'EXPLOITATION DE 1972. RATIFICATION.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 61/3002 du 29 janvier 1961, approuvée par M. le Préfet du Nord le 23 février suivant, le Conseil municipal a décidé le versement à la Société d'Aménagement et d'Équipement du Nord (anciennement Société d'Équipement du Département du Nord), à compter de 1961, en tranches annuelles de 300.000 F,



d'une somme de 1.500.000 F, à charge pour la Société d'affecter ces fonds au relogement des populations du quartier St-Sauveur.

En exécution des obligations découlant des dispositions de l'article 23 de la convention passée avec la Ville de Lille le 7 juillet 1959, complétées par l'avenant n° 2 à ladite convention, la Société d'Aménagement et d'Équipement du Nord a transmis le compte d'exploitation du « Fonds Spécial d'Aide au Relogement » pour l'année 1972.

Les éléments contenus dans ce document sont reproduits dans le tableau ci-après :

Dépenses		Recettes	
<b>I. - Gestion des immeubles :</b>		<b>I. - Solde exercice antérieur</b>	—
— Frais de personnel . . . . .	—	<b>II. - Subvention reçue . . . .</b>	—
— Impôts fonciers et taxes . . . . .	—	<b>III. - Produits financiers . .</b>	—
— Loyers et charges locatives . . . . .	7.169,95	<b>IV. - Recettes de gestion :</b>	
— Chauffage H.L.M. . . . .	22.824,40	— Loyers récupérés . . . . .	14.560,91
— Frais généraux de la société . . . . .	900,—	<b>V. - Déficit de l'exercice . .</b>	24.081,08
— Frais de déplacements . . . . .	857,50		
— Frais d'actes et de contentieux . . . . .	217,69		
— Travaux d'entretien et de réparation . . . . .	—		
— Frais financiers . . . . .	6.672,45		
	<b>38.641,99</b>		<b>38.641,99</b>

Ce compte a fait l'objet d'une vérification comptable par M. J.-P. SCHOLASCH, expert-comptable, qui a reçu délégation, à cet effet, par délibération du Conseil municipal n° 63/3019 du 6 mars 1963.

L'opération « Fonds Spécial d'Aide au Relogement » étant pratiquement achevée et les résultats définitifs y afférents devant être intégrés au bilan global « Rénovation du quartier St-Sauveur », le budget prévisionnel de l'exercice 1972 n'a pas été soumis à la ratification du Conseil municipal.

L'intégration envisagée, prévue en 1972, n'interviendra en fait qu'en 1973.

Nous vous demandons, en conséquence, en accord avec vos Commissions de l'Habitation, de la Rénovation et de la Restauration Urbaines et des Finances, réunies les 21 septembre et 9 octobre 1973, de bien vouloir ratifier le document qui vous est présenté.

Adopté.



**N° 73/3062 - CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE LILLE.  
CENTRALE THERMIQUE. RENOVATION.  
2<sup>e</sup> TRANCHE DE TRAVAUX. EMPRUNT DE 2.405.000 F.  
GARANTIE FINANCIERE DE LA VILLE.**

**MESDAMES, MESSIEURS,**

Par délibération n° 70/3083 du 22 décembre 1970, le Conseil municipal a décidé d'accorder la garantie financière de la Ville au Centre hospitalier régional de Lille pour le remboursement d'un emprunt de 2.600.000 F destiné à financer la première tranche des travaux de rénovation de la centrale thermique de l'établissement.

Afin de poursuivre cet important programme, la Commission administrative du Centre hospitalier a décidé, lors de sa séance du 29 septembre 1973, de solliciter la garantie financière de notre commune en vue de la réalisation d'un second prêt de 2.405.000 F qui serait consenti aux conditions actuellement fixées comme suit, données à titre indicatif :

- taux : 7,50 % ;
- durée : 15 ans.
- montant de l'annuité : 272.455,81 F.

Eu égard à ce qui précède nous vous prions, en accord avec votre Commission des Finances, réunie le 9 octobre 1973, de faire droit à la demande qui vous est présentée et de bien vouloir prendre, en conséquence, la délibération suivante :

Le Conseil,

Vu la demande formée par le Centre hospitalier régional de Lille et tendant à obtenir la garantie financière de la Ville en vue de réaliser un emprunt de 2.405.000 F ;

Après en avoir délibéré, décide :

**Article 1<sup>er</sup>.** — La Ville de Lille accorde sa garantie au Centre hospitalier régional de Lille pour le remboursement d'un emprunt de 2.405.000 F que cet établissement se propose de contracter auprès de la Caisse des dépôts pour une période de 15 ans et destiné à financer la seconde tranche des travaux de rénovation de la centrale thermique.

Le taux d'intérêt appliqué sera celui de la Caisse des dépôts en vigueur à la date de l'établissement du contrat et dans la limite fixée par les autorités de tutelle pour les emprunts des collectivités locales.

Au cas où le Centre hospitalier régional de Lille, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues par lui aux échéances convenues ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, la Ville de Lille s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple demande de la Caisse des dépôts adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que la Caisse des dépôts discute au préalable l'organisme défaillant.



**Article 2.** — Le Conseil municipal s'engage, pendant toute la durée de la période d'amortissement à créer, en cas de besoin, une imposition directe suffisante pour couvrir le montant de l'annuité.

**Article 3.** — M. le Maire est autorisé à intervenir au nom de la Ville de Lille au contrat d'emprunt à souscrire par le Centre hospitalier régional de Lille.

Il est invité à poursuivre, s'il y a lieu, l'approbation de la présente délibération.

*Adopté.*

**N° 73/3063 - ASSOCIATION POUR L'ERECTION D'UN BUSTE  
DE ROBERT SCHUMAN. SUBVENTION EXCEPTIONNELLE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Le 16 septembre 1973 a été inauguré, devant l'Hôtel de Ville de Thionville, un buste en l'honneur de Robert Schuman, ancien Président du Conseil, Député de la Moselle et « père » de l'Europe.

Le Président de l'Association pour l'érection de ce buste sollicite la participation financière de la Ville dans l'opération en cause.

Considérant la personnalité de Robert Schuman et les efforts incessants qu'il a fournis en vue de l'unification de l'Europe, nous vous proposons, en accord avec l'Administration Municipale, d'accueillir favorablement la requête présentée et d'allouer une subvention exceptionnelle de 2.000 F à l'association susvisée.

La dépense correspondante sera prélevée sur le crédit inscrit au chapitre 940-33 de la section de fonctionnement du budget primitif de 1973 sous l'intitulé : « Subventions exceptionnelles à divers groupements ».

*Adopté.*

**N° 73/3064 - GROUPEMENT AVICOLE ET ZOOLOGIQUE DU NORD  
DE LA FRANCE « ANIMAVIA ». X<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE.  
XX<sup>e</sup> SALON INTERNATIONAL DES ANIMAUX A LILLE  
DU 31 JANVIER AU 4 FEVRIER 1974.  
SUBVENTION EXCEPTIONNELLE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Le Président du Groupement avicole et zoologique du Nord de la France « Animavia », sollicite l'attribution d'une subvention exceptionnelle à titre de participation financière de la Ville dans les frais d'organisation du XX<sup>e</sup> Salon interna-



tional des animaux qui aura lieu à la Foire de Lille du 31 janvier au 4 février 1974.

En raison du caractère exceptionnel de la manifestation qui marquera le X<sup>e</sup> anniversaire d' « Animavia », nous vous proposons, en accord avec votre Commission des Finances réunie le 9 octobre 1973, d'accueillir favorablement la demande présentée et d'allouer, pour cet objet, une subvention exceptionnelle de 2.000 F.

La dépense correspondante sera prélevée sur le crédit à prévoir au chapitre 940-33 de la section de fonctionnement du budget primitif de 1974 sous l'intitulé : « Congrès. Comités. Subventions exceptionnelles à divers groupements ».

Adopté.

**N° 73/3065 - UNIVERSITE DES SCIENCES ET TECHNIQUES DE LILLE I.  
COLLOQUE INTERNATIONAL SUR LA METHODOLOGIE  
DE LA STRUCTURE ET DU METABOLISME  
DES GLUCIDES CONJUGUES. SUBVENTION EXCEPTIONNELLE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

M. J. MONTREUIL, Professeur au laboratoire de chimie biologique de l'Université des Sciences et Techniques de Lille I sollicite l'attribution d'une subvention exceptionnelle à titre de participation financière de la Ville dans les frais d'organisation du colloque international sur la méthodologie de la structure et du métabolisme des glucides conjugués qui s'est déroulé du 20 au 27 juin 1973 à l'Université des Sciences et Techniques de Lille.

Considérant l'importance de la manifestation à laquelle ont participé de nombreux spécialistes étrangers, nous vous proposons, en accord avec votre Commission des Finances, réunie le 9 octobre 1973, d'accueillir favorablement la demande présentée et d'allouer, pour cet objet, une subvention exceptionnelle de 2.500 F.

La dépense correspondante sera prélevée sur le crédit inscrit au chapitre 940-33 de la section de fonctionnement du budget primitif de 1973 sous l'intitulé : « Congrès. Comités. Subventions exceptionnelles à divers groupements ».

Adopté.



**N° 73/3066 - SYNDICAT CENTRAL DES MUNICIPAUX DE LILLE  
« FORCE OUVRIERE ». DIVERS CONGRES.  
ENVOI DE DELEGUES. SUBVENTION EXCEPTIONNELLE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Le Secrétaire du Syndicat Force Ouvrière des Municipaux de Lille, siégeant à l'Hôtel de Ville, sollicite l'attribution d'une subvention exceptionnelle à titre de participation financière de la Ville dans les frais consécutifs à l'envoi de délégations à différents congrès organisés en 1973, à savoir :

- 9, 10 mai 1973 : congrès départemental des services publics à Bailleul, 10 délégués ;
- 4 au 8 juin 1973 : congrès national à Bordeaux, 2 délégués.

En accord avec votre Commission des Finances réunie le 9 octobre 1973, nous vous proposons de faire droit à la demande présentée et d'allouer, pour cet objet, une subvention exceptionnelle de 750 F.

La dépense correspondante sera imputée sur le crédit inscrit au chapitre 940-33 de la section de fonctionnement du budget primitif de 1973 sous l'intitulé : « Congrès. Comités. Subventions exceptionnelles à divers groupements ».

Adopté.

**N° 73/3067 - UNIVERSITE LILLOISE DES SCIENCES HUMAINES,  
DES LETTRES ET DES ARTS. CONGRES INTERNATIONAL  
DES LUMIERES EN OCTOBRE 1973.  
SUBVENTION EXCEPTIONNELLE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Le Directeur du Centre régional d'études historiques sollicite l'attribution d'une subvention à titre de participation financière de la Ville dans les frais d'organisation, par l'Université lilloise des sciences humaines, des lettres et des arts, sous le patronage de la Société internationale d'études du XVIII<sup>e</sup> siècle, du congrès international des lumières qui s'est déroulé à Lille du 16 au 19 octobre 1973.

En raison de l'importance de la manifestation à laquelle ont participé de nombreuses personnalités étrangères, nous vous proposons en accord avec l'Administration Municipale, d'accueillir favorablement la requête présentée et d'allouer, pour cet objet, une subvention exceptionnelle de 3.000 F.

La dépense correspondante sera prélevée sur le crédit inscrit au chapitre 940-33 de la section de fonctionnement du budget primitif de 1973 sous l'intitulé : « Congrès. Comités. Subventions exceptionnelles à divers groupements ».

Adopté.



N° 73/3068 - BUDGETS PRIMITIF ET SUPPLEMENTAIRE.  
TRANSFERTS DE CREDITS. EXERCICE 1973.

MESDAMES, MESSIEURS,

En raison de la diversité de leur nature et de leur caractère prévisionnel, les dépenses des sections d'investissement et de fonctionnement de nos documents budgétaires ne peuvent, lors de leur élaboration, faire l'objet d'une répartition précise, dans le cadre de la nomenclature du plan comptable.

En vue de permettre l'imputation de ces opérations selon leur destination, il est nécessaire de procéder, en cours d'année, à certains transferts ou ventilations des crédits mis à la disposition des services gestionnaires.

En accord avec vos Commissions des Bâtiments, des Affaires juridiques et immobilières, de l'Education physique et des Sports et des Finances, réunies respectivement les 20 juin et 12 septembre, 29 juin, 18 septembre et 9 octobre 1973, nous vous proposons, en conséquence, de décider les opérations de virements ci-après détaillées :

— **Chapitre 900-4 — Edifices culturels.**

Article 231-2 A — Diverses églises. Travaux de grosses réparations

Virement au même chapitre,

Article 230-2 A — Diverses églises. Travaux d'aménagements  
d'une somme de .....

50.000,00 F

— **Chapitre 903-1 — Ecoles du 1<sup>er</sup> degré.**

Article 230-2 H — Divers bâtiments. Modernisation des locaux  
Virement au même chapitre,

Article 230-2 F 8 — Ecoles Pasteur et Mozart. Travaux de construction et d'aménagement

d'une somme de ..... 1.800,00 F

— **Chapitre 903-1 — Ecoles du 1<sup>er</sup> degré.**

Article 212-7 A — Installation de matériel.

Virement au

Chapitre 903-50 — Terrains d'éducation physique.

Article 214-9 A 1 — Terrains d'éducation physique. Acquisition de matériel

d'une somme de ..... 4.410,00 F

— **Chapitre 903-50 — Terrains d'éducation physique.**

Article 230-0 A 3 — Divers stades. Installation de matériel sportif

Virement au même chapitre,

Article 212-7 A 1 — Divers stades. Installation de matériel sportif

d'une somme de ..... 1.227,26 F



— **Chapitre 903-51 — Salles de gymnastique.**

Article 212-7 A 1 — Travaux de réfection et de remise en état

Virement au même chapitre,

Article 214-2 A 1 — Mobilier et matériel scolaires ou culturels

d'une somme de ..... 5.000,00 F  
destinée à l'équipement de diverses salles.— **Chapitre 931-1 — Rémunérations et charges.**

Article 610 — Rémunération du personnel permanent.

Virement au

Chapitre 945-282 — Office municipal de la jeunesse.

Article 657 — Subvention

d'une somme de ..... 60.000,00 F  
destinée au règlement des salaires des animateurs.— **Chapitre 932-21 — Bâtiments communaux.**

Article 631-2 — Entretien de bâtiments

Virement d'une somme de ..... 108.832,00 F  
aux chapitres et articles ci-après :

Chapitre 900-01 — Ateliers municipaux.

Article 214-9 A — Acquisition de matériel divers

d'une somme de ..... 7.000,00 F

Chapitre 900-9 — Autres bâtiments administratifs.

Article 230-2 A — Bourse du Travail. Aménagement  
de bureaux et travaux divers

d'une somme de ..... 40.000,00 F

Chapitre 904-92 — Autres équipements sanitaires  
et sociaux.Article 230-2 E — Chalet de nécessité. Transfor-  
mations et aménagements

d'une somme de ..... 13.000,00 F

Chapitre 932-01 — Atelier du corps d'Etat, rue de  
Bargues.

Article 609 — Autres fournitures

d'une somme de ..... 40.000,00 F

Chapitre 940-34 — Monuments commémoratifs.

Article 660 — Fêtes et cérémonies

d'une somme de ..... 8.232,00 F

destinée à l'achat et à la pose d'une plaque commé-  
morative du 150<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de  
Pasteur au C.E.G. Madame-de-Stael.— **Chapitre 932-21 — Bâtiments communaux.**

Article 631-0 — Entretien des terrains

Virement au

Chapitre 900-00 — Hôtel de Ville.



- Article 214-0 A 3 — Acquisition de mobilier, matériel et outillage  
d'une somme de ..... 9.500,00 F
- **Chapitre 932-23 — Edifices culturels.**
- Article 631-2 — Entretien de bâtiments  
Virement au  
Chapitre 900-4 — Edifices culturels.
- Article 230-2 A — Diverses églises. Travaux d'aménagement  
d'une somme de ..... 40.000,00 F
- **Chapitre 934-26 — Hôtel de Ville. Autres services généraux.**
- Article 665-1 — Frais de contentieux, d'actes et de procédure  
Virement au  
Chapitre 902-1 — Adduction d'eau.
- Article 210-A — Acquisition de terrains  
d'une somme de ..... 4.000,00 F  
destinée au règlement des indemnités restant dues aux ex-pro-  
priétaires de terrains sis à Seclin et Houplin-Ancoisne.
- **Chapitre 936-5 — Eclairage de la voirie communale.**
- Article 606 — Fournitures de bureau  
Virement au  
Chapitre 925-5 — Autres mouvements de créances, titres, etc.
- Article 270 — Dépôts et cautionnements  
d'une somme de ..... 650,00 F
- **Chapitre 940-21 — Relations publiques.**
- Article 662-9 — Autres prestations de service  
Virement au  
Chapitre 909 — Autres équipements.
- Article 214-9 A — Autres biens meubles  
d'une somme de ..... 3.600,00 F  
destinée à l'acquisition d'un appareil photographique.

Adopté.

**N° 73/3069 - CENTRE DE FORMATION DES PERSONNELS COMMUNAUX.  
PARTICIPATION DE LA VILLE. AVANCE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

La loi n° 72/658 du 13 juillet 1972 portant modification du Code de l'Administration communale et relative à la formation et à la carrière du personnel communal a décidé en son article 20 la création d'un centre de formation des personnels communaux dont les buts sont les suivants :

- organiser les concours d'accès aux emplois communaux ;



- rechercher et promouvoir, en liaison avec les collectivités locales, les mesures propres à assurer la formation et le perfectionnement professionnels des agents communaux ;
- dispenser les enseignements nécessaires soit directement, soit en passant des conventions avec des établissements qualifiés.

En vertu de l'article 23 de la loi susvisée, les ressources du centre seront en parties constituées par les cotisations des communes et de leurs établissements publics intéressés.

Ces cotisations, dont le taux pourrait être semblable à celui imposé aux employeurs privés par la loi du 16 juillet 1971 relative à la formation professionnelle, soit 0,80 % des salaires servis, ne seront recouvrées qu'en 1974.

Dans l'immédiat, pour remplir les missions qui désormais lui incombent, le centre aura à sa disposition les moyens mis en œuvre en la matière par l'Association nationale d'études municipales.

Toutefois, les opérations à entreprendre par l'organisme débutant dès octobre nécessitent des fonds importants.

En conséquence, le Président du centre sollicite l'attribution d'une avance, dont le montant non fixé serait déductible de celui des cotisations que la Ville aura à verser au titre de l'exercice 1974.

En accord avec votre Commission des Finances réunie le 9 octobre 1973, nous vous proposons d'accueillir favorablement la requête présentée et d'accorder, au Centre de formation des personnels communaux, une avance de 100.000 F, représentant approximativement un trimestre de fonctionnement, qui sera déduite de la contribution réclamée à notre commune pour 1974.

Adopté (voir compte rendu p. 834).

#### **N° 73/4055 - MUSEE DE L'HOSPICE COMTESSE.**

##### **EDITION D'UNE PLAQUETTE. VENTE AU PUBLIC.**

##### **MESDAMES, MESSIEURS,**

A l'occasion de la journée des pharmaciens hospitaliers qui s'est tenue le 21 mai 1973, une plaquette a été publiée sur les fondations hospitalières des Comtesses Jeanne et Marguerite de Constantinople.

M. COMYN, pharmacien de l'Hôpital de Somain, a demandé à M. JESSU, Conservateur du Musée de folklore, de rédiger le texte concernant l'Hospice Comtesse, et a proposé en échange de faire effectuer un « tiré à part » susceptible d'être vendu aux visiteurs du musée.



Seuls les frais de tirage, qui sont évalués à 1.000 F pour 2.000 exemplaires, incomberaient à la Ville. Cette somme serait imputée sur les crédits de fonctionnement du musée.

Cette plaquette qui comporte huit pages et trois photographies pourrait être vendue 2 F.

En accord avec vos Commissions des Beaux-Arts et des Affaires culturelles et des Finances, réunies respectivement les 21 juin et 9 octobre 1973, nous vous demandons de décider :

- la mise en vente de cette plaquette à l'Hospice Comtesse,
- de fixer le prix de vente à 2 F,
- l'admission en recettes des sommes correspondantes à nos documents budgétaires.

Adopté.

**N° 73/4056 - ASSOCIATION « LILLE JAZZ ACTION ».**

**SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT POUR L'EXERCICE 1973.**

**MESDAMES, MESSIEURS,**

L'Association « Lille Jazz Action » dont le siège social est situé 97, boulevard Carnot, qui a pour objet de diffuser la propagande de la musique contemporaine et de cinéma, sollicite l'octroi d'une subvention de fonctionnement pour l'exercice 1973.

Créée en février 1973 « Lille Jazz Action » a organisé trois concerts au cours de la saison écoulée.

En accord avec votre Commission des Beaux-Arts et des Affaires culturelles, qui s'est réunie le 15 octobre 1973, nous vous demandons de décider :

- 1) l'octroi d'une subvention de fonctionnement de 250 F à l'association « Lille Jazz Action » ;
- 2) l'imputation de la dépense sur le crédit inscrit au chapitre 945-281 du budget de 1973, sous l'intitulé : « Encouragement aux Sociétés Culturelles ».

Adopté.



**N° 73/4057 - ASSOCIATION « POHESIE ». ATELIER DE DIFFUSION  
ET DE CREATION. SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT  
POUR L'EXERCICE 1973.**

MESDAMES, MESSIEURS,

L'association « Pohésie », dont le siège social est situé 9, rue A.-Angellier, qui a pour objet la création et la diffusion de toute œuvre à caractère poétique, atelier collectif et publication d'une collection diffusée régionalement et dans les centres littéraires actifs, l'animation au sein de l'Université et dans la métropole, sollicite l'octroi d'une subvention de fonctionnement pour l'exercice 1973.

Cette association a été créée en juillet 1973.

En accord avec votre Commission des Beaux-Arts et des Affaires culturelles, qui s'est réunie le 15 octobre 1973, nous vous demandons de décider :

- 1) l'octroi d'une subvention de fonctionnement de 250 F à l'association « Pohésie » ;
- 2) l'imputation de la dépense sur le crédit inscrit au chapitre 945-281 du budget de 1973, sous l'intitulé : « Encouragement aux Sociétés Culturelles ».

Adopté.

**N° 73/4058 - MUSEE DU PALAIS DES BEAUX-ARTS.  
CREATION D'UN DEPOT D'OBJETS D'ART.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par lettre en date du 20 avril 1973, M. le Préfet du Nord nous a informé que le Ministère des Affaires Culturelles, qui se préoccupe actuellement de la recrudescence des vols d'objets mobiliers dans les églises, a proposé que soit tentée, dans quatre départements et notamment dans le Nord, une expérience consistant à créer des dépôts où seraient regroupés les objets les plus menacés et les objets de plus grande valeur.

La création de deux dépôts a pu être proposée au Ministère dans les Communes de Cambrai et de Cassel ; et M. le Préfet estime qu'il serait souhaitable qu'un tel centre puisse être ouvert dans l'arrondissement ou à Lille même, c'est pourquoi il demande si la Ville de Lille serait favorable au principe d'une telle création.

Cette réalisation est possible car les objets pourraient être affectés en fonction de leur nature propre soit au Musée des Beaux-Arts, soit à l'Hospice Comtesse.

Inscrits sur les registres de dépôt, ils resteraient la propriété de la Collectivité qui les possédait jusqu'alors, mais seraient toutefois incorporés aux collections du musée qui assurerait les frais éventuels de présentation.



En accord avec la Commission des Beaux-Arts et des Affaires culturelles, qui s'est réunie le 21 juin 1973, nous vous demandons d'émettre un avis favorable à la création d'un dépôt d'objets d'art à Lille.

Adopté (voir compte rendu p. 827).

# **N° 73/4059 - ASSOCIATIONS ET GROUPEMENTS DE JEUNESSE. SUBVENTIONS AU TITRE DE L'ANNEE 1973.**

MESDAMES, MESSIEURS,

En vue d'encourager les associations et groupements de jeunesse, membres de l'Office Municipal de la Jeunesse, un crédit de 105.000 F a été ouvert au budget primitif de 1973.

Compte tenu des critères suivants :

- activités réalisées,
- souci de formation,
- action sociale (souci des défavorisés - ouverture sur l'extérieur),
- participation aux travaux de l'Office,
- participation à l'équipement (frais de loyer),
- participation financière de la Ville.

La Commission de la Jeunesse, réunie le 29 juin 1973, après avoir recueilli l'avis de l'Office Municipal de la Jeunesse, a examiné les dossiers de demandes de subventions déposés et proposé d'attribuer une subvention d'accueil à toute association de jeunesse nouvellement admise à l'Office Municipal de la Jeunesse ainsi que les libéralités ci-après désignées aux associations bénéficiaires :

ASSOCIATIONS	Subvention proposée en 1973
Guides de France .....	4.900
Groupe d'animation culturelle et sportive (G.A.C.S.) .....	2.000
Foyer socio-éducatif du Lycée Jean-Macé - Lille .....	400
Foyer socio-éducatif du C.E.S. Carnot .....	400
Foyer de jeunes filles Nazareth .....	500
Foyer d'Education populaire Montesquieu .....	1.500
Foyer « La Croisée » .....	1.000
Foyer Henri-Pestalozzi .....	1.300
Cercle amical des P.T.T. ....	900



Foyer de jeunes et d'Education populaire de la Fédération des amicales laïques .....	3.500
Foyer de protection de la jeune fille « Béthanie » .....	2.100
La Maison des Jeunes, rue Voltaire .....	2.250
Foyer Denis-Cordonnier .....	1.500
Foyer de Culture populaire du Chevalier de l'Espinard ....	4.700
Foyer de Culture populaire du Vieux-Lille .....	3.500
Fédération unie des Auberges de Jeunesse .....	4.000
Fédération Familiale du Nord - Service Jeunesse-Loisirs-Famille .....	3.250
Club de la Voûte - Armée du Salut .....	5.000
Club Léo-Lagrange de Lille .....	5.800
Centre Espagnol de Lille et environs .....	750
Centre Culturel Etudiant - Section Club International .....	1.850
Association Provençaux et Languedociens .....	400
Amicale régionale du Sud-Ouest .....	400
Association Rencontre et Loisirs .....	3.000
Association locale des Francs et Franches Camarades ....	5.500
Association Jeunesse et Technique « ATRIUM » .....	3.900
Association des Bretons (Cercle Celtique) .....	1.900
Amicale Charente-Poitou .....	400
Alliance unioniste de la jeunesse protestante .....	4.500
Association laïque pour l'éducation et la formation professionnelle des Adolescents (ALEFPA) .....	5.500
Association des jeunes cinéastes .....	400
Science et Service — Aide à toute détresse .....	750
Allauto .....	450
Modélisme naval Flandres Artois .....	750
Association des Paralysés de France .....	750
Association St-Sauveur des Œuvres de Jeunesse .....	750
Union Française de la Jeunesse .....	5.500
S.O.S. Jeunes .....	750
Scouts de France .....	4.900
Maison d'Accueil du Jeune Travailleur .....	4.500
Foyer de Culture populaire des Loisirs populaires familiaux	2.500
Les animateurs bénévoles de l'enfant en loisirs .....	5.900
<b>TOTAL :</b>	<b>104.500</b>

Nous vous demandons de bien vouloir faire vôtres ces propositions la dépense correspondante étant imputée sur le crédit ouvert au chapitre 945-282, article 657, de la section de fonctionnement du budget primitif de 1973.

Adopté (voir compte rendu p. 825).



**N° 73/4060 - STADE BALLET. MISE A LA DISPOSITION DES ECOLES  
ET DES SOCIETES SPORTIVES DE LA VILLE.  
CONVENTION AVEC LA SOCIETE FIVES-LILLE-CAIL.**

MESDAMES, MESSIEURS,

La Société Fives-Lille-Cail est propriétaire du Stade Ballet sis rue Parmentier à Lille, et repris au cadastre sous le n° 37 de la section XB, comprenant les installations sportives suivantes :

- un terrain de football,
- un terrain de basket-ball,
- un portique,
- une aire de saut,
- un bloc vestiaires-douches.

Or, le quartier de Fives regroupe une population importante mais ne dispose que d'un seul équipement de plein air, le stade Anatole de la Forge, dont le calendrier d'utilisation est saturé.

Il est donc apparu souhaitable de pouvoir disposer du stade Ballet pour les besoins des scolaires et des clubs lillois.

Des propositions ont été faites en ce sens à la Direction de la Société Fives-Lille-Cail, qui a accepté, étant entendu que les élèves du centre d'apprentissage de la société bénéficieraient d'une priorité lors de l'établissement du calendrier d'utilisation.

En contrepartie, la Ville prendrait à sa charge les frais d'entretien et de fonctionnement des installations ainsi que les primes d'assurances couvrant les risques locatifs ; le gardiennage étant assuré par l'entreprise Fives-Lille-Cail.

Le stade Ballet pourrait accueillir :

- Les écoles : Lakanal-Campan, rue du Long-Pot, Madame-Récamier, rue Frédéric-Mottez, Montesquieu-Descartes, rue de Bouvines.
- Le Collège d'Enseignement Technique, rue Francisco-Ferrer.
- Le Collège d'Enseignement Secondaire Dupleix, rue de l'Espérance.
- Les Francs et Franches Camarades.
- L'Omni-Sports-Fivois.
- Les adhérents de la Maison Municipale de la Jeunesse et de la Culture, rue Massenet.

En accord avec votre Commission de l'Education Physique et des Sports, nous vous demandons :



1°) de décider la prise en charge par la Ville des frais relatifs à l'entretien et au fonctionnement du stade Ballet, ainsi que les primes d'assurances couvrant les risques locatifs ;

2°) de nous autoriser à signer la convention nécessaire à intervenir entre la Ville et la Société Fives-Lille-Cail.

Adopté (voir compte rendu p. 825).

P.J. : Une convention.

CONVENTION REGLANT LES MODALITES  
DE GESTION ET D'UTILISATION  
DU TERRAIN DE SPORTS BALLE  
APPARTENANT A LA SOCIETE FIVES-LILLE-CAIL

Entre les soussignés :

M. le Directeur de la Société Fives-Lille-Cail,

d'une part,

M. le Maire de la commune de Lille, aux termes des pouvoirs qui lui ont été conférés par délibération du Conseil municipal en date du  
qui restera annexée aux présentes,

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

**Article 1. — Désignation :** La présente convention s'applique aux installations ci-après désignées, édifiées sur la commune de Lille et reprises sur cadastre sous le n° 37 de la section XB, Stade Ballet, rue Parmentier se composant :

— d'un terrain de football,

— d'un terrain de basket-ball,

— d'un portique,

— d'une aire de saut,

— d'un bloc vestiaires-douches.

**Article 2. — Utilisation - Gestion :** La destination fondamentale et prioritaire des installations est de permettre la pratique de l'éducation physique et sportive aux élèves du centre d'apprentissage de la société Fives-Lille-Cail.

En dehors des heures réservées aux utilisateurs ci-avant mentionnés, elles seront mises, pour une utilisation correspondant à la destination normale des installations, à la disposition des scolaires lillois et des sociétés sportives lilloises avec priorité des scolaires sur les associations sportives civiles.



Les associations sportives sont tenues d'assurer l'encadrement de leurs membres par des entraîneurs et dirigeants responsables.

De même, les scolaires devront être accompagnés d'un professeur ou d'un moniteur responsable qui aura la charge du groupe.

En cas d'accident survenant au cours de la pratique des activités physiques, tant pour les scolaires que pour les sportifs civils, la responsabilité de la Ville pas plus que celle de la Société Fives-Lille-Cail, ne saurait être engagée.

Il appartient aux différents utilisateurs de contracter une assurance couvrant ces risques.

La Ville s'engage à s'assurer contre les risques locatifs et le recours des voisins.

La Société Fives-Lille-Cail assurera les bâtiments, le matériel et le mobilier lui appartenant contre l'incendie.

Au début de chaque année scolaire et en conformité avec les prescriptions ci-dessus, un calendrier d'occupation tenant compte des besoins des trois parties utilisatrices sera établi par la Ville de Lille et soumis à l'approbation du Directeur de la Société Fives-Lille-Cail.

Après accord des deux parties, ce calendrier deviendra exécutoire.

**Article 3. — Entretien :** L'entretien des installations est confié par la Société Fives-Lille-Cail à la Ville de Lille qui s'en chargera à ses frais.

Les travaux d'aménagement et de grosses réparations seront également supportés par la Ville de Lille.

Les transformations des installations et le remplacement du matériel inutilisable seront faits par et aux frais de la Ville et sur son initiative après accord de la Société Fives-Lille-Cail.

Lors de l'entrée en vigueur de la présente convention, seront établis un état des lieux et un inventaire qui resteront annexés aux présentes.

**Article 4. — Gardiennage :** Le gardiennage des installations sera assuré par la Société Fives-Lille-Cail.

**Article 5. — Entrée en vigueur :** La présente convention entrera en vigueur pour un an à compter du jour de son approbation par M. le Préfet du Nord.

Elle se poursuivra ensuite, d'année en année, par tacite reconduction, sauf résiliation comme il est dit ci-après à l'article 7.

**Article 6. — Vente :** Dans l'éventualité d'une mise en vente du stade Ballet, la Direction de la Société Fives-Lille-Cail s'engage à ce que cette vente s'effectue, si tel est le souhait de la Ville de Lille, à cette dernière.

**Article 7. — Résiliation :** La Société Fives-Lille-Cail et la Ville de Lille se réservent le droit de résilier la présente convention après un préavis de six mois notifié par lettre recommandée à l'autre partie.



**Article 8.** — Les frais de consommation d'eau chaude et froide, de chauffage, d'électricité seront à la charge de la Ville de Lille.

Les frais de timbres et d'enregistrement de la présente convention seront supportés par la Ville de Lille.

Fait à Lille, le

Vu et approuvé :

Le Directeur des Etablissements  
Fives-Lille-Cail

Le Maire de la Commune  
de Lille

#### CONVENTION REGLANT LES MODALITES

#### N° 73/4061 - SOCIETES SPORTIVES LILLOISES. SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT. ANNEE 1973. REPARTITION.

MESDAMES, MESSIEURS,

Un crédit de 270.000 F a été inscrit au budget primitif de 1973 en vue de l'attribution de subventions aux sociétés sportives.

La Commission de l'Education Physique et des Sports, lors de sa réunion du 18 septembre 1973, l'Office Municipal des Sports entendu, a proposé de répartir le crédit comme suit :

— Subventions d'organisation (dont l'attribution fait l'objet de délibérations spéciales) .....	45.000 F
— Subventions de fonctionnement .....	225.000 F

La répartition des subventions de fonctionnement se présente de la manière suivante :

<b>Fédération Nationale des Offices Municipaux de sports</b> .....	550 F
<b>Fédérations affinitaires :</b>	
U.S.E.P. (Union Sportive de l'Enseignement du Premier degré) ...	17.000 F
U.G.S.E.L. (Union générale sportive de l'Enseignement Libre) ....	3.400 F
A.S.S.U. (Association du sport scolaire et Universitaire) .....	18.000 F
<b>Sous-total</b> .....	38.400 F

#### Clubs Omni-Sports :

L.U.C. (Lille-Université-Club) .....	47.200 F
A.S.P.T.T. (Association sportive des P.T.T.) .....	31.800 F
O.S.F. (Omni-Sports-Fivois) .....	8.000 F
L.O.S.C. (Lille-Olympique-Sporting-Club) .....	7.000 F
A.S.E.L. (Association sportive de l'Electricité de Lille) .....	11.000 F
A.S.A.L. (Association sportive des Amicales Laïques) .....	4.000 F



A.S.P. (Association sportive de la Police) .....	500 F
Sous-total .....	109.500 F

**Clubs Unisports :**

Association sportive Berthelot .....	150 F
Union nautique de Lille .....	3.600 F
Canoë-Club-Lillois .....	3.250 F
Lille-Basket-Club .....	2.200 F
Association sportive des Pupilles .....	300 F
Billard-Club de Wazemmes .....	300 F
La Boule sportive de l'Esplanade .....	700 F
Boule sportive de Moulins-Lille « La Moulinoise » .....	1.200 F
Amicale Victor-Duruy .....	500 F
Boxing Club des Flandres .....	2.200 F
Salle d'armes Toussaint .....	500 F
Etoile Cycliste lilloise .....	1.000 F
Société hippique nationale .....	1.100 F
Football-Club Moulins Lille .....	1.100 F
Wazemmes-Sporting-Club .....	1.000 F
Centre espagnol de Lille .....	600 F
Association sportive Ampère-Etoile .....	3.500 F
Halles-Abattoirs-Sports .....	2.500 F
Foyer de Culture populaire du Vieux-Lille .....	1.200 F
Association sportive des tramways de Lille (Football) .....	600 F
Racing-Club des Bois-Blancs .....	1.400 F
Association sportive Pupilles .....	600 F
Association sportive Union Lille-Carrel .....	2.200 F
L'Entente sportive La Louvière-Pellevoisin (Football) .....	1.400 F
Football Club Lille-Sud .....	1.400 F
Football Club du Faubourg de Béthune .....	3.200 F
Association sportive des Sourds et Muets .....	100 F
Racing-Club Lillois .....	1.000 F
Association sportive St-Maurice-Fives de Lille .....	6.500 F
Centre Culturiste de Lille .....	1.400 F
Association sportive Painlevé-Lille .....	4.800 F
Lille-Hockey-Club .....	5.000 F
Pupilles de Neptune de Lille .....	4.500 F
Cercle ouvrier sportif « Les Nageurs Lillois » .....	3.000 F
Nord-Para-Club .....	1.000 F
Club sous-marin du Nord .....	600 F
L'Entente sportive La Louvière-Pellevoisin (Tennis de table) .....	700 F
Iris-Club-Lillois .....	4.000 F
Compagnie d'arc « l'Ancienne Alliance » .....	1.500 F
Compagnie d'arc Jeanne-Maillotte .....	1.000 F



Carabiniers Lillois .....	1.000 F
Association sportive des tramways de Lille (Volley-ball) .....	250 F
La Boule de Wazemmes .....	1.300 F
La Pétanque lilloise .....	1.200 F
Sous-total .....	76.550 F

**Récapitulation :**

Fédération Nationale des Offices Municipaux de sports .....	550 F
Fédérations affinitaires .....	38.400 F
Clubs Omni-sports .....	109.500 F
Clubs Unisports .....	76.550 F
	225.000 F

Nous vous demandons de bien vouloir adopter les propositions ci-dessus et de décider l'imputation de la dépense correspondante sur le crédit inscrit au chapitre 945-18 de la section de fonctionnement du budget primitif de 1973 sous l'intitulé : « Encouragement aux Sports ».

Adopté (voir compte rendu p. 825).

**N° 73/4517 - ECOLE ELEMENTAIRE. NOUVELLES STRUCTURES.**

**EXPERIMENTATION PEDAGOGIQUE A L'ECOLE MIXTE  
MONTESQUIEU-DESCARTES. AVIS.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Sur le thème « Mise en place de nouvelles structures à l'école élémentaire », l'Institut National de Recherche et de Documentation pédagogiques programme au titre de la scolarité 1973/1974, une expérimentation pédagogique à tenter dans une école mixte de milieu urbain, de 10 à 15 classes, dotée d'un personnel enseignant relativement stable.

Dans le cadre de l'Académie du Nord, l'école élémentaire Montesquieu-Des-cartes, rue de Bouvines, qui correspond aux critères définis, a été désignée par les autorités académiques pour cette expérimentation dont l'objet est la constitution, au sein de classes homogènes par âges et par niveaux, de groupes interclasses pour « enseignements de renforcement ou activités optionnelles ».

Il s'agit, en l'occurrence, de répartir les élèves dans des groupes dits de niveau, réunissant, pour une matière donnée, ceux qui sont de force équivalente : une telle méthode devrait aboutir notamment à la limitation des redoublements de classe.



Dans le souci d'accompagner l'effort de rénovation des méthodes et des techniques d'enseignement, votre Commission de l'Instruction publique, réunie le 4 octobre 1973 a émis un avis très favorable à l'expérimentation envisagée.

Nous vous demandons de bien vouloir faire vôtre cet avis.

Adopté (voir compte rendu p. 822).

**N° 73/4518 - ECOLE DE PLEIN AIR DESIRE-VERHAEGHE.  
TRANSPORT DES ELEVES. ANNEE SCOLAIRE 1973-1974. CONTRAT.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 72/4053 du 24 octobre 1972, le Conseil municipal a autorisé la passation d'un contrat avec la Compagnie Générale Industrielle des Transports (C.G.I.T.) pour le ramassage, en des points déterminés par la domiciliation des écoliers et sur cinq itinéraires sillonnant les différents quartiers de la Ville, des élèves fréquentant l'école de plein air Désiré-Verhaeghe et son annexe de la Carnoy.

Etabli conformément au contrat type approuvé par M. le Ministre des Travaux publics et des Transports pour l'organisation des services de ramassage scolaire, ce contrat couvrait la période allant du 14 septembre 1972 au 30 juin 1973. Il convient de prévoir son renouvellement pour l'année scolaire 1973-1974.

En accord avec votre Commission de l'Instruction Publique, réunie le 4 octobre 1973, nous vous demandons de nous autoriser à conclure avec la C.G.I.T. le contrat joint pour la période comprise entre le 13 septembre 1973 et le 29 juin 1974.

Les dépenses seront prélevées sur le crédit inscrit au chapitre 944-1, article 645, du budget sous l'intitulé : « Ramassage scolaire ».

Adopté.

P.J. : Un contrat.

VILLE DE LILLE  
ECOLE DE PLEIN AIR DESIRE-VERHAEGHE

Transport des élèves  
Année scolaire 1973-1974

CONTRAT

Entre M. Pierre MAUROY, Maire de Lille, agissant au nom et pour le compte de la Ville de Lille, organisatrice du service de ramassage des élèves de l'école de plein air Désiré-Verhaeghe, d'une part, et M. Guy LAUDAT, agissant au nom et



pour le compte de la Compagnie Générale Industrielle des Transports (C.G.I.T.) ayant son siège d'exploitation en notre Ville, 2, rue Auber et titulaire du compte courant postal Lille 26.64.90, d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

**Article 1.** — Le présent contrat a pour objet de confier à la C.G.I.T. l'exécution d'un service de ramassage des élèves admis à l'école de plein air Désiré-Verhaeghe, sise boulevard des Défenseurs-de-Lille (octobre 1914) et à son annexe du Château de la Carnoy à Lambersart, ramassage effectué à l'aide de véhicules occasionnellement affectés à ce service.

**Article 2.** — La C.G.I.T. s'engage à exploiter, en se conformant aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, le service de ramassage des écoliers susvisés entre le 13 septembre 1973 et le 29 juin 1974, ayant fait l'objet de l'autorisation délivrée par décision de M. le Préfet du Nord en date du 29 septembre 1966 après avis de la section spéciale du C.T.D.T. en date du 23 juin 1966.

**Article 3.** — L'itinéraire, les points de prise en charge des écoliers, les jours de fonctionnement et la fréquence du service, les noms des établissements desservis sont fixés par la décision préfectorale du 29 septembre 1966.

L'horaire du service figure en annexe au présent contrat, il peut être modifié à la demande de M. le Maire de Lille.

**Article 4.** — La C.G.I.T. s'engage à transporter les jours de fonctionnement du service 260 élèves dans chaque sens. A cette fin, elle s'engage à mettre en œuvre le matériel suivant : cinq autobus de cinquante-cinq à cent places.

Dans le cas d'augmentation ou de diminution notable du nombre d'élèves à transporter en cours de trimestre ou d'année, un avenant au présent contrat modifiera en conséquence les chiffres ci-dessus.

**Article 5.** — La C.G.I.T. ne peut transporter d'autres voyageurs que ceux qui sont désignés à l'article 2 du décret du 7 décembre 1965.

Le contrôle de l'admission dans les voitures est assuré dans les conditions ci-après : la convoyeuse désignée veille à ce que ne pénètrent dans le véhicule que les enfants dont elle détient la liste et qui seront transportés selon les règles établies pour les transports d'enfants à l'intérieur des périmètres urbains.

La C.G.I.T. n'est pas responsable à l'occasion du service de la garde des enfants, celle-ci incombe à la convoyeuse désignée à cet effet.

Le ou les véhicules doivent porter à l'arrière de façon apparente l'inscription « Transports d'Enfants » en caractères d'au moins 15 cm de hauteur.

Cette inscription devra pour être visible aussi bien la nuit que le jour, soit pouvoir être éclairée par un dispositif lumineux ou par transparence, soit être réalisée en matériaux réfléchissants.

Elle devra être placée à une hauteur qui n'excède pas 1 m au-dessus du sol.



**Article 6.** — Le prix du service est forfaitairement fixé à quatre cent soixante-sept francs vingt-sept centimes par jour d'activité correspondant à un kilométrage journalier de cent quarante-trois kilomètres, haut le pied compris, pour le transport aller et retour des élèves des différents points de ramassage à l'école de plein air, d'une part, à l'annexe de la Carnoy, d'autre part.

Le règlement des sommes dues à la C.G.I.T. par la Ville de Lille sera assuré dans les conditions suivantes :

La C.G.I.T. dressera un mémoire intitulé « Ecole de Plein Air Désiré-Verhaeghe ramassage des élèves ». Le règlement du mémoire, qui ne comportera aucune taxe majorant le prix convenu, s'opérera par virement postal.

**Article 7.** — Dans le cas où un service ne peut être exécuté du fait de l'établissement scolaire, la rémunération correspondante reste due à la C.G.I.T. avec toutefois un abattement de 10 %.

En outre, si la C.G.I.T. est prévenue quarante-huit heures au moins à l'avance elle ne peut prétendre à la rémunération ; à défaut, la rémunération est celle prévue à l'alinéa ci-dessus.

**Article 8.** — Sauf dans le cas visé à l'article 7 ci-dessus, la C.G.I.T. ne recevra aucun paiement pour toute période pendant laquelle le service n'aura pas été assuré. De plus lorsque la non-exécution du transport résulte du fait de la C.G.I.T., celle-ci doit une indemnité égale à 10 % du prix du service correspondant à la période de non-exécution.

Cette indemnité est prélevée sur les sommes dues par la Ville de Lille à la C.G.I.T.

En outre, le présent contrat peut être résilié, sans indemnité, de part et d'autre, si tout ou partie du service vient à être interrompu pendant une période de plus de cinq jours scolaires consécutifs, ou pendant plusieurs périodes non consécutives formant ensemble plus de quinze jours par année scolaire, sauf cas dûment constatés de force majeure ou fortuit ou d'empêchement dus aux intempéries.

**Article 9.** — Le présent contrat prend effet le 13 septembre 1973. Il est conclu pour la durée de validité de l'autorisation préfectorale. Il peut être renouvelé par tacite reconduction au cas où l'autorisation préfectorale est elle-même reconduite. Il peut être résilié par l'une des parties à la fin de chaque année scolaire ; notification de cette résiliation doit être faite, par lettre recommandée à l'autre partie, 45 jours au moins avant la date prévue pour le commencement du service de l'année suivante.

**Article 10.** — Les parties font élection de domicile à Lille.

Fait en deux exemplaires, à Lille, le

Pour le Maire de Lille,

Le Directeur de la C.G.I.T.,

l'Adjoint délégué,



**N° 73/4519 - ECOLE PRIMAIRE PUBLIQUE DE PERFECTIONNEMENT  
M<sup>me</sup>-RECAMIER. ECOLE SPECIALE MIXTE  
POUR ENFANTS INADAPTES ET HANDICAPES JULES-FERRY.  
TRANSPORT DES ELEVES. ANNEE SCOLAIRE 1973/1974. CONTRAT.**

**MESDAMES, MESSIEURS,**

Par délibération n° 72/4054 du 24 octobre 1972, le Conseil municipal a autorisé la passation d'un contrat avec la Compagnie Générale Industrielle des Transports (C.G.I.T.) pour le ramassage en des points déterminés par la domiciliation des écoliers, sur deux itinéraires sillonnant les différents quartiers de la Ville, des élèves fréquentant l'école de perfectionnement M<sup>me</sup>-Récamier et les classes d'amblyopes et d'infirmités motrices ouvertes à l'école spéciale mixte pour enfants inadaptés et handicapés Jules-Ferry.

Etabli conformément au contrat type approuvé par M. le Ministre des Travaux publics et des Transports pour l'organisation des services de ramassage scolaire, ce contrat couvrait la période allant du 14 septembre 1972 au 30 juin 1973. Il convient de prévoir son renouvellement pour l'année scolaire 1973-1974.

En accord avec votre Commission de l'Instruction publique, réunie le 4 octobre 1973, nous vous demandons de nous autoriser à conclure avec la C.G.I.T. un contrat pour la période comprise entre le 13 septembre 1973 et le 29 juin 1974.

Les dépenses seront prélevées sur le crédit inscrit au chapitre 944-1, article 645, du budget sous l'intitulé : « Ramassage scolaire ».

**Adopté.**

P.J. : Un contrat.

**VILLE DE LILLE**

**ECOLE PRIMAIRE PUBLIQUE DE PERFECTIONNEMENT M<sup>me</sup>-RECAMIER  
ECOLE SPECIALE MIXTE POUR ENFANTS INADAPTES ET HANDICAPES J.-FERRY**

**Transport des élèves — Année scolaire 1973-1974**

**CONTRAT**

Entre M. Pierre MAUROY, Maire de Lille, agissant au nom et pour le compte de la Ville de Lille, organisatrice du service de ramassage des élèves de l'école primaire publique de perfectionnement M<sup>me</sup>-Récamier et de l'école spéciale mixte pour enfants inadaptés et handicapés Jules-Ferry, d'une part, et M. Guy LAUDAT, agissant au nom et pour le compte de la Compagnie Générale Industrielle des Transports (C.G.I.T.), ayant son siège d'exploitation en notre Ville, 2, rue Auber et titulaire du compte courant postal Lille 26.64.90, d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :



**Article 1.** — Le présent contrat a pour objet de confier à la C.G.I.T. l'exécution d'un service de ramassage des élèves admis à l'école primaire publique de perfectionnement Mme-Récamier, sise 4, rue Frédéric-Mottez et de ceux qui fréquentent l'école spéciale mixte pour enfants inadaptés et handicapés Jules-Ferry, 4, rue Léon-Tolstoï, ramassage effectué à l'aide de véhicules occasionnellement affectés à ce service.

**Article 2.** — La C.G.I.T. s'engage à exploiter, en se conformant aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, le service de ramassage des écoliers susvisés entre le 13 septembre 1973 et le 29 juin 1974 ayant fait l'objet de l'autorisation délivrée par décision de M. le Préfet du Nord en date du 29 septembre 1966 après avis de la section spéciale C.T.D.T. en date du 23 juin 1966.

**Article 3.** — L'itinéraire, les points de prise en charge des écoliers, les jours de fonctionnement et la fréquence du service, les noms des établissements desservis sont fixés par décision préfectorale du 29 septembre 1966.

L'horaire du service figure en annexe du présent contrat ; il peut être modifié à la demande de M. le Maire de Lille.

**Article 4.** — La C.G.I.T. s'engage à transporter les jours de fonctionnement du service 150 élèves dans chaque sens. A cette fin, elle s'engage à mettre en œuvre le matériel suivant : deux autobus de cent places chacun ou le cas échéant deux autocars de cinquante-cinq places.

Dans le cas d'augmentation ou de diminution notable du nombre d'élèves à transporter en cours de trimestre ou d'année, un avenant au présent contrat modifiera en conséquence les chiffres ci-dessus.

**Article 5.** — La C.G.I.T. ne peut transporter d'autres voyageurs que ceux qui sont désignés à l'article 2 du décret du 7 décembre 1965.

Le contrôle de l'admission dans les voitures est assuré dans les conditions ci-après : la convoyeuse désignée veille à ce que ne pénètrent dans le véhicule que les enfants dont elle détient la liste et qui seront transportés selon les règles établies pour les transports d'enfants à l'intérieur des périmètres urbains.

La C.G.I.T. n'est pas responsable à l'occasion du service de la garde des enfants ; celle-ci incombe à la convoyeuse désignée à cet effet.

Le ou les véhicules doivent porter à l'arrière de façon apparente l'inscription « Transports d'Enfants » en caractères d'au moins 15 cm de hauteur.

Cette inscription devra, pour être visible aussi bien la nuit que le jour, soit pouvoir être éclairée par un dispositif lumineux ou par transparence, soit être réalisée en matériaux réfléchissants.

Elle devra être placée à une hauteur qui n'excède pas 1 m au-dessus du sol.

**Article 6.** — Le prix du service est forfaitairement fixé à deux cent trente-trois francs vingt-deux centimes par jour d'activité, correspondant à un kilométrage journalier de quatre-vingt-huit kilomètres, haut-le-pied compris.



Le règlement des sommes dues à la C.G.I.T. par la Ville de Lille sera assuré dans les conditions suivantes :

La C.G.I.T. dressera un mémoire intitulé « Ecole primaire publique de perfectionnement Mme-Récamier et école spéciale mixte pour enfants inadaptés et handicapés Jules-Ferry - ramassage des élèves ». Le règlement du mémoire, qui ne comportera aucune taxe majorant le prix convenu, s'opérera par virement postal.

**Article 7.** — Dans le cas où un service ne peut être exécuté du fait de l'établissement scolaire, la rémunération correspondante reste due à la C.G.I.T. avec toutefois un abattement de 10 %.

En outre, si la C.G.I.T. est prévenue quarante-huit heures au moins à l'avance elle ne peut prétendre à la rémunération ; à défaut, la rémunération est celle prévue à l'alinéa ci-dessus.

**Article 8.** — Sauf dans le cas visé à l'article 7 ci-dessus, la C.G.I.T. ne recevra aucun paiement pour toute période pendant laquelle le service n'aura pas été assuré. De plus, lorsque la non-exécution du transport résulte du fait de la C.G.I.T., celle-ci doit une indemnité égale à 10 % du prix du service correspondant à la période de non-exécution.

Cette indemnité est prélevée sur les sommes dues par la Ville de Lille à la C.G.I.T.

En outre, le présent contrat peut être résilié, sans indemnité, de part ni d'autre, si tout ou partie du service vient à être interrompu pendant une période de plus de cinq jours scolaires consécutifs, ou pendant plusieurs périodes non consécutives formant ensemble plus de quinze jours par année scolaire, sauf en cas dûment constatés de force majeure ou fortuit ou d'empêchement dus aux intempéries.

**Article 9.** — Le présent contrat prend effet le 13 septembre 1973. Il est conclu pour la durée de la validité de l'autorisation préfectorale. Il peut être renouvelé par tacite reconduction au cas où l'autorisation préfectorale est elle-même reconduite. Il peut être résilié par une des parties à la fin de chaque année scolaire ; notification de cette résiliation doit être faite par lettre recommandée, à l'autre partie, 45 jours au moins avant la date prévue pour le commencement du service de l'année suivante.

**Article 10.** — Les parties font élection de domicile à Lille.

Fait en deux exemplaires, à Lille, le

Pour le Maire de Lille,  
l'Adjoint délégué

Le Directeur de la C.G.I.T.,



**N° 73/4520 - ECOLES PUBLIQUES. FOURNITURES SCOLAIRES.  
SCOLARITE 1973-1974. LOT N° 1 LIVRES.  
PREMIER AVENANT AU MARCHÉ.**

MESDAMES, MESSIEURS,

A la suite de l'appel d'offres ouvert le 6 avril 1973, la Librairie Générale de la Concorde, Etablissements Degroote, 61-63, rue de la Concorde à La Madeleine (succession de M. Degroote Théodore), a été déclarée titulaire du 1<sup>er</sup> lot : « livres classiques et de bibliothèque » dont le montant a été évalué approximativement à 140.000 F.

Or, les successeurs de M. Degroote nous ont fait connaître qu'en vue de continuer l'exploitation du fonds de commerce, une S.A.R.L. a été formée entraînant une modification, à compter du 1<sup>er</sup> juin 1973, dans la dénomination sociale de la librairie qui est désormais la suivante : Librairie Générale de la Concorde, S.A.R.L. Th.-Degroote, 61-63, rue de la Concorde, La Madeleine.

En conséquence et en accord avec votre Commission de l'Instruction publique, réunie le 4 octobre 1973, nous vous demandons de régulariser ce changement de dénomination sociale, en nous autorisant à passer un avenant au marché de la Librairie Générale de la Concorde.

Adopté.

P.J. : Un avenant.

VILLE DE LILLE

DIRECTION DES AFFAIRES SCOLAIRES

BUREAU DES ECOLES

Fourniture de livres classiques, livres de bibliothèque, livres de prix,  
matériels didactiques, cahiers d'écadier, copies pour devoirs,  
papier à dessin, encres, peintures et articles scolaires divers  
nécessaires aux élèves des écoles publiques durant la scolarité 1973-1974

**Lot n° 1 : Livres classiques et de bibliothèque**

**1<sup>er</sup> AVENANT AU MARCHÉ**

- **Titulaire du marché** : Librairie Générale de la Concorde, Etablissements Degroote, siège social : 61-63, rue de la Concorde à La Madeleine, inscrite au registre du Commerce sous le n° 60 A 2893, immatriculée à l'I.N.S.E.E. sous le n° 764.59.368.0003, titulaire du compte chèque postal Lille n° 262-97.
- **Imputation budgétaire** : Sur les crédits inscrits au chapitre 943/1 du budget des exercices considérés.



— **Marché initial** : N° 1 en date du 4 mai 1973, approuvé le 10 mai 1973, autorisé par délibération n° 73/4503 du 15 février 1973, approuvée le 27 février 1973, passé sur appel d'offres ouvert en date du 6 avril 1973.

— **Objet du marché** : Livres classiques et de bibliothèque.

— **Période d'exécution** : du 27 février 1973 au 30 avril 1974 sans possibilité de tacite reconduction.

— **Montant du marché** : 140.000 F.

#### 1<sup>er</sup> AVENANT

##### En date du :

**Objet** : Changement de dénomination sociale à compter du 1<sup>er</sup> juin 1973.

**Article 1<sup>er</sup>.** — Le marché dont la désignation est mentionnée en page 1, est modifié dans les conditions fixées aux articles suivants :

**Article 2.** — La nouvelle dénomination sociale du titulaire du marché est la suivante à compter du 1<sup>er</sup> juin 1973 : Librairie Générale de la Concorde, S.A.R.L. Th. Degroote, 61-63, rue de la Concorde, La Madeleine, inscrite au registre du Commerce sous le n° 73 B 179.

**Article 3.** — La Ville de Lille se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte ouvert au nom de la Librairie Générale de la Concorde, S.A.R.L. Th. Degroote sous le n° 3146-82 au Centre de Chèques Postaux de Lille.

**Article 4.** — Toutes les clauses et conditions générales du marché initial demeurent applicables en tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Fait en un seul original, à Lille, le  
(mention manuscrite « Lu et approuvé »  
et signature à apposer ici de la main  
du titulaire du marché)

A Lille, le

Pour le Maire de Lille,  
l'Adjoint délégué à l'Instruction Publique,

« Le présent avenant ne deviendra définitif qu'après son approbation par l'autorité de tutelle ».



**N° 73/4521 - ECOLE DE PLEIN AIR DESIRE-VERHAEGHE.  
ECOLE DE PLEIN AIR « LES P'TITS QUINQUINS ».  
HEURES SUPPLEMENTAIRES EFFECTUEES PAR LE PERSONNEL  
ENSEIGNANT. APPLICATION DES NOUVEAUX TAUX HORAIRES.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 73/4512 du 18 juin 1973, approuvée le 6 juillet suivant, le Conseil municipal a décidé de rémunérer sur la base des taux maxima calculés en fonction des dispositions du décret n° 66/787 du 14 octobre 1966, les heures supplémentaires de surveillance effectuées par les membres du personnel enseignant de l'école de plein air Désiré-Verheaghe et de l'école maternelle de plein air « Les P'tits Quinquins ».

Par suite de la remise en ordre des rémunérations des personnels de l'Etat, prévue par les décrets nos 73/211 du 28 février 1973 et 73/524 du 14 juin 1973, ces taux maxima sont, ainsi que le précise la circulaire préfectorale du 19 juin 1973, rajustés comme suit :

	Effet du	
	1 <sup>er</sup> juin 1973	1 <sup>er</sup> juillet 1973
Instituteurs et directeurs d'école élémentaire	10,38 F	10,47 F
Professeurs et directeurs de collège d'enseignement général et personnel enseignant assimilé .....	11,41 F	11,51 F

En raison des difficultés particulières inhérentes aux fonctions de surveillance dans les écoles de plein air lesquelles accueillent des enfants de santé plus délicate, nous vous demandons, en accord avec votre Commission de l'Instruction publique et votre Commission des Finances, réunies respectivement les 4 et 9 octobre 1973, de vouloir bien décider de l'application, avec effet, des 1<sup>er</sup> juin et 1<sup>er</sup> juillet 1973, des nouveaux taux maxima autorisés.

Adopté.

**N° 73/4522 - INDEMNITE REPRESENTATIVE DE LOGEMENT  
SERVIE AUX INSTITUTEURS PUBLICS.  
APPLICATION DE LA MAJORATION ANNUELLE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 72/4050 du 24 octobre 1972, approuvée le 14 novembre 1972, le Conseil municipal a fixé les taux de l'indemnité représentative de logement servie aux instituteurs publics, applicables à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1972 et déterminé les catégories de bénéficiaires.



Or, par circulaire du 7 août 1973, M. le Préfet du Nord a fait connaître que, par analogie avec les dispositions du décret n° 73-559 du 28 juin 1973, relatif aux loyers, une majoration annuelle de 8 % est applicable en matière d'indemnité de logement aux instituteurs, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1973.

En conséquence, en accord avec votre Commission de l'Instruction publique et votre Commission des Finances, réunies respectivement les 4 et 9 octobre 1973, nous vous demandons de bien vouloir :

1°) adopter le taux maximum fixé à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1973 à 2.608,40 F par an applicable :

- aux instituteurs ou institutrices célibataires ;
- aux instituteurs ou institutrices veufs ou veuves, séparés ou séparées de corps et de biens, divorcés ou divorcées, n'ayant pas de charges de famille ;
- aux institutrices mariées ayant ou non des charges de famille et dont le conjoint, étudiant, ne perçoit ni pré-salaire ni indemnité ;
- aux institutrices mariées dont le conjoint, fonctionnaire ou assimilé ne bénéficie pas de logement de fonction ou d'indemnité représentative dans la même commune ou dans une localité dont le périmètre de partie agglomérée est distant de moins de deux kilomètres de celui où exerce l'épouse ;
- aux institutrices mariées et sans enfant ayant la qualité de « soutien de famille » durant que leur conjoint, également membre du corps enseignant, est sous les drapeaux ;

2°) accorder :

a) la majoration de 25 % prévue pour charges de famille ou qualité de chef de famille :

- aux instituteurs mariés ;
- aux instituteurs ou institutrices veufs ou veuves, divorcés ou divorcées ayant charges de famille ;
- aux instituteurs ou institutrices séparés ou séparées de corps et de biens ayant charges de famille (réponse de M. le Ministre à une question écrite en date du 22 mars 1922, parue au Journal Officiel des débats de la Chambre des députés, du 5 mai 1922) ;
- aux institutrices célibataires assumant seules la charge d'un ou de plusieurs enfants (décision de M. le Ministre de l'Education Nationale en date du 20 décembre 1958) ;
- aux institutrices mariées assumant seules la charge du ou des enfants du ménage durant que leur conjoint est sous les drapeaux (décision de M. le Ministre de l'Education Nationale notifiée par circulaire de M. le Préfet du Nord en date du 20 novembre 1959 complétée le 28 mars 1960 et aux termes de laquelle le bénéfice de la majoration est soumis à l'accord de la Municipalité ;

b) la majoration de 20 % prévue pour qualification supérieure ou exercice d'une spécialité :

- aux directrices, non logées, d'écoles maternelles publiques ;



- aux directeurs ou directrices, non logés, d'écoles primaires élémentaires publiques ;
  - aux maîtres ou maitresses chargés de classes d'application, chargés d'enseignement postscolaire ou d'enseignement ménager agricole ;
- 3°) de décider le paiement de ladite indemnité en quatre fractions, au prorata des durées de temps suivantes :
- de la rentrée scolaire au 31 décembre ;
  - 1<sup>er</sup> trimestre civil ;
  - 2<sup>e</sup> trimestre civil ;
  - du 1<sup>er</sup> juillet à la rentrée scolaire suivante.

Les dépenses correspondantes seront prélevées sur le crédit inscrit au chapitre 943-1, article 615, du budget sous l'intitulé : « Enseignement du 1<sup>er</sup> degré - Indemnités diverses imposables ».

Adopté.

**N° 73/4523 - CLASSES DE NEIGE. CLASSES VERTES. ENCADREMENT.  
PERSONNEL ENSEIGNANT. INDEMNITE.  
APPLICATION DES NOUVEAUX TAUX.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 73/4510 du 18 juin 1973, approuvée le 6 juillet suivant, le Conseil municipal a décidé de rémunérer, conformément aux dispositions de l'arrêté interministériel du 20 mars 1972 et sur la base des taux fixés par l'arrêté interministériel du 31 janvier 1973, le personnel enseignant assurant l'encadrement des classes de neige et des classes vertes, en limitant toutefois à 140 %, la partie variable du taux journalier de l'indemnité à servir aux intéressés.

Or, par circulaire du 11 juillet 1973, M. le Préfet du Nord a fait connaître que, conformément aux dispositions du décret n° 73/583 du 29 juin 1973, le barème de rémunération applicable à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1973, s'établit comme suit :

- a) Avantages en nature :  $4,08 \text{ F} \times 2 = 8,16 \text{ F.}$
- b) Indemnité forfaitaire :  $10,00 \text{ F.}$
- $5,20 \text{ F} \times 230$
- c) Partie variable :  $\frac{\quad}{100} = 11,96 \text{ F.}$

En accord avec vos Commissions de l'Instruction publique et des Finances, réunies respectivement les 4 et 9 octobre 1973, nous vous demandons :

- 1°) de décider l'application à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1973 des nouveaux taux de rémunération ;



- 2°) de limiter à 140 % la partie variable du taux journalier, fixant ainsi le montant de l'indemnité à servir à 17,28 F.

Adopté.

**N° 73/4524 - FONDS SCOLAIRES DEPARTEMENTAUX. SCOLARITE 1972-1973.  
PROGRAMME D'UTILISATION. BUDGET PRIMITIF. EXERCICE 1973.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Sur la dotation allouée à la Ville pour l'année scolaire 1972-1973 au titre du décret 65-335 du 30 avril 1965 relatif à l'utilisation des fonds scolaires destinés aux établissements d'enseignement publics et privés, un crédit de 130.000 F a été prévu pour les acquisitions de fournitures scolaires et de matériel collectif d'enseignement.

MM. les Inspecteurs départementaux de l'Education Nationale (circonscription

de Lille) et M<sup>me</sup> l'Inspectrice des écoles maternelles ont dressé, en accord avec les chefs d'établissements scolaires, le programme ci-après détaillé des acquisitions à réaliser à ce titre :

**FONDS SCOLAIRES DEPARTEMENTAUX - SCOLARITE 1972-1973  
Programme d'utilisation des fonds mis à la disposition de la Direction  
des Affaires Scolaires de la Ville de Lille**

- |  |            |
|--|------------|
| 1° Abonnement annuel pour la scolarité 1973-1974 au « Bulletin de Liaison des maîtres de plein air » des écoles de plein air Désiré-Verhaeghe et la Carnoy, pour un montant de .....   | 22,00 F    |
| 2° Abonnement annuel départ le 1 <sup>er</sup> juin 1973, comportant l'Education Nationale, le Bulletin Officiel et le supplément pédagogique « Documents pour la classe » des cinquante sept écoles primaires élémentaires publiques et des quarante-quatre écoles maternelles publiques, pour un montant de : 88 × 101 ..... | 8.888,00 F |
| 3° Abonnement annuel à la Société Alfred-Binet et Théodore-Simon du Service de psychologie scolaire, pour un montant de .....  | 15,00 F    |
| 4° Abonnement annuel au bulletin de la Société Française de Pédagogie, des quatre Inspections de Lille pour les écoles primaires élémentaires publiques, pour un montant de : 11 × 4 .....   | 44,00 F    |
| 5° Abonnement pour la scolarité 1973-1974 aux cahiers de l'Enfance inadaptée des quatre Inspections primaires de Lille, pour un montant de : 30 × 4 .....  | 120,00 F   |
| 6° Abonnement annuel à la Documentation photographique sans diapositives des cinquante-sept écoles primaires élémentaires publiques, pour un montant de : 65 × 57 .....  | 3.705,00 F |
| 7° Abonnement à la revue « L'Ecole et la Vie », de l'école de plein air La Carnoy, pour un montant de .....  | 31,00 F    |



8° Abonnement annuel pour la scolarité 1973-1974 à l'Office Régional Laïque d'Education par l'Image et par le Son des cinquante-sept écoles primaires élémentaires publiques, pour un montant de : $47 \times 57$ .....	2.679,00 F
9° Abonnement annuel pour la scolarité 1973-1974 à la Cinéma-thèque Centrale de l'Enseignement public de seize écoles primaires élémentaires, pour un montant de : $100 \times 16$ .....	1.600,00 F
10° Abonnement annuel à la revue « Réadaptation » du service de psychologie scolaire, pour un montant de .....	44,00 F
11° Abonnement annuel à la revue « La Psychiatrie de l'Enfant » (deux fascicules par an) du service de psychologie scolaire, pour un montant de .....	80,00 F
12° Abonnement annuel au « Bulletin de psychologie » du service de psychologie scolaire, pour un montant de .....	66,00 F
13° Abonnement à la revue « Enfance » (5 numéros par an) du service psychologie scolaire, pour un montant de .....	36,00 F
14° Abonnement annuel à la revue « Neuropsychiatrie infantile et d'hygiène mentale de l'Enfance » (6 numéros par an) du service de psychologie scolaire, pour un montant de .....	66,00 F
15° Abonnement annuel à « Nord Pédagogie » de cent une écoles primaires élémentaires et maternelles publiques, pour un montant de : $10 \times 101$ .....	1.010,00 F
16° Abonnement annuel à la revue « Vers l'Education Nouvelle » de l'école de plein air La Carnoy, pour un montant de .....	25,00 F
17° Abonnement pour la scolarité 1973-1974 à la revue « La Santé de l'Ecolier » de quarante-quatre écoles maternelles publiques, pour un montant de : $11 \times 44$ .....	484,00 F
18° Abonnement annuel à la Revue du Nord des cinq Inspections primaires et maternelle de Lille (quatre revues par inspection), pour un montant de : $50 \times 20$ .....	1.000,00 F
19° Acquisition de onze magnétophones à cassettes destinés à des écoles primaires élémentaires et maternelles publiques, pour un montant de .....	5.720,00 F
20° Acquisition de seize électrophones destinés à des écoles primaires élémentaires et maternelles publiques, pour un montant de .....	9.600,00 F
21° Acquisition de six projecteurs destinés à des écoles primaires élémentaires et maternelles publiques, pour un montant de ....	2.340,00 F
22° Acquisition de trois écrans sur pied destinés à des écoles primaires et maternelles publiques, pour un montant de .....	570,00 F



23° Acquisition de dix duplicateurs destinés à des écoles primaires élémentaires et maternelles publiques, pour un montant de . . . . .	6.800,00 F
24° Acquisition et installation de six fours à céramique destinés à des écoles primaires élémentaires et maternelles publiques, pour un montant de . . . . .	27.000,00 F
25° Acquisition et installation de six téléviseurs destinés à des écoles primaires élémentaires publiques, pour un montant de . . . . .	10.800,00 F
26° Acquisition d'une machine à écrire destinée à une école primaire élémentaire publique pour un montant de . . . . .	400,00 F
27° Acquisition de matériel éducatif musical et sportif destiné à des écoles primaires élémentaires et maternelles publiques, pour un montant de . . . . .	18.000,00 F
28° Acquisition de postes radio à modulation de fréquence destinés à des écoles primaires élémentaires publiques, pour un montant de . . . . .	25.000,00 F
Soit un total prévisionnel de . . . . .	126.145,00 F

Le reliquat de crédit qui apparaîtra après réalisation des opérations ci-avant détaillées, sera consacré :

a) à l'achat d'appareils audio-visuels en faveur des écoles publiques qui n'en sont pas encore dotées,

b) à des acquisitions décidées par MM. les Inspecteurs et M<sup>me</sup> l'Inspectrice et autorisées :

1°) par le décret n° 65.335 du 30 avril 1965 portant règlement d'administration publique et relatif à la gestion et l'utilisation des fonds scolaires destinés aux établissements d'enseignement publics ou privés ;

2°) par la circulaire de M. le Préfet du Nord - Direction de l'Administration Communale - 4<sup>e</sup> bureau, du 4 avril 1973.

En accord avec votre Commission de l'Instruction Publique réunie le 4 octobre 1973, nous vous prions de vouloir bien décider que les dépenses considérées seront imputées sur les crédits ouverts au budget primitif de 1973 au titre des fonds scolaires départementaux à concurrence de :

112.000 F au chapitre 903/1,

18.000 F au chapitre 943/1.

---

130.000 F

Adopté.



**N° 73/4525 - ACQUISITION D'ETABLISSEMENTS DE MONTAGNE DESTINES  
AU FONCTIONNEMENT DE CLASSES DE NEIGE,  
CLASSES VERTES, COLONIES DE VACANCES  
AINSI QU'AU SEJOUR DE PERSONNES AGEES.**

*MESDAMES, MESSIEURS,*

Depuis 1965, la Ville organise, au bénéfice des élèves des écoles élémentaires publiques, des classes de neige.

Quatre classes, désignées chaque année parmi les quelque 500 classes primaires de la commune, séjournent à la montagne, dans des établissements hôteliers, agréés par le Ministère de la Jeunesse et des Sports.

En janvier 1972, le déroulement des séjours faillit être compromis par suite de la mise en application de nouvelles règles de sécurité qui nous furent opposées par la Direction départementale de la Jeunesse et des Sports de la Haute-Savoie.

Informée des difficultés rencontrées, la Commission de l'Instruction publique, réunie le 3 février 1972, a estimé que l'hébergement à l'hôtel ne constituait pas une solution satisfaisante et qu'il convenait d'envisager soit l'acquisition, soit la location d'un établissement de montagne à l'usage exclusif des classes de neige, classes vertes, colonies de vacances municipales et, complémentirement, s'il était demandé, à l'organisation de séjours de personnes âgées.

Après enquête menée auprès des agences immobilières de la Haute-Savoie suivie d'une visite effectuée par une délégation de la Commission, l'offre de vente d'un aérilum dénommé « Les Ecureuils », situé à St-Gervais-les-Bains, a été retenue.

De même, a été envisagée l'acquisition du centre d'adolescents de la Fédération des foyers Léo-Lagrange ouvert à St-Gervais, lequel a accueilli, à deux reprises déjà, les classes de neige de la Ville.

La beauté du site, des conditions climatiques (enneigement, ensoleillement) idéales, un équipement de montagne de tout premier ordre furent autant de facteurs déterminants dans le choix de St-Gervais.

Chacun des deux établissements retenus répond aux normes prescrites pour l'hébergement de collectivités d'enfants et peut, en outre, accueillir deux classes simultanément.

Situé hors agglomération mais desservi par le T.M.B. qui conduit aux pentes, l'Aérilum « Les Ecureuils » se compose de trois chalets ; l'orientation, l'agencement de cet ensemble, l'état des lieux, la distribution des locaux ont fait l'objet d'un préjugé favorable à l'issue de la visite technique effectuée le 17 novembre 1972 par MM. les Directeurs des Services de construction et des Affaires scolaires.

D'aspect plus sommaire, le Centre « Les Bruyères » est établi dans l'agglomération même, au pied des remonte-pentes ; il comprend trois chalets dont deux sont la propriété de la Fédération ; il importerait de s'assurer par voie de bail, la



jouissance du troisième, condition déjà réunie. L'ensemble est fonctionnel et a fait l'objet d'importants travaux imposés par les nouveaux règlements de sécurité. Toutefois, lors de la visite faite le 2 juillet 1973 par l'Adjoint délégué à l'Instruction publique, Président de la Caisse des Ecoles qu'accompagnait le Chef de service de la Caisse des Ecoles, la nécessité de réaliser certaines transformations est apparue et une proposition de travaux accompagne le présent rapport.

Une constatation s'impose pour l'une comme pour l'autre propriété : la superficie réduite du terrain d'assiette ne permet pas l'aménagement d'aires de jeux, ce qui pose le problème de l'organisation des loisirs de plein air, difficulté non insurmontable étant donné l'importance des équipements collectifs de la station.

La gestion d'un tel établissement ouvert toute l'année, entraînerait la désignation d'un personnel permanent : directeur, économe, infirmière, personnel de cuisine et de service.

A cet égard, sur le plan de la rentabilité, deux classes constituent un effectif insuffisant.

Cependant, dans le cadre du regroupement des classes de plein air à l'école annexe de la Carnoy, une classe de plein air pourrait fonctionner en permanence à la motagne. Cette solution permettrait, par ricochet, d'éviter l'augmentation de la capacité d'accueil de l'école de plein air pour les enfants les plus déficients.

Il convient d'observer, par ailleurs, qu'en raison du développement qu'atteignent les classes de nature, à l'heure actuelle, n'importe quelle commune de quelque importance organise autant de séjours que ne le fait la Ville de Lille.

Aussi, nous a-t-il paru raisonnable d'augmenter le nombre de classes par séjours, ce qui nous conduit à envisager l'acquisition des deux établissements retenus.

Ainsi, le personnel de gestion étant commun aux deux établissements et l'effectif plus que doublé, la rentabilité se trouverait-elle accrue.

Enfin, à l'heure où les établissements d'enseignement trop vastes connaissent un problème du nombre, l'utilisation de deux unités pédagogiques distinctes quelque peu éloignées, se révèle psychologiquement préférable car, en permettant l'éclatement de la grosse cellule scolaire, elle favorise l'effort éducatif continu.

En dehors de la période scolaire, une colonie de préadolescents sinon d'adolescents pourrait trouver place à l'aérium « Les Ecureuils » ; le centre, « Les Bruyères » pourrait quant à lui abriter une colonie de préadolescents, et, sous réserve de quelques aménagements, accueillir, à certaines époques, des personnes âgées.

De la sorte, cet « ensemble intégré » fonctionnerait durant toute l'année, déchargeant par cela même les colonies de Wormhout et de Brighton de leur trop-plein d'enfants de 14 à 16 ans.



A noter que l'acquisition des propriétés « Les Ecureuils » et « Les Bruyères » serait en partie compensée par la vente du centre aéré Henri-Ghesquières, situé sur le territoire de Marquette et dont l'environnement est très dégradé.

En conséquence, en accord avec le Comité de la Caisse des Ecoles et la Commission de l'Instruction publique, qui se sont réunies respectivement les 27 septembre et 4 octobre 1973 et ont délibéré à l'unanimité, nous vous demandons :

- 1°) de donner votre accord de principe à l'acquisition, sur la base des prix acceptés par l'Administration des Domaines, obligatoirement consultée en vertu de l'article 292 du Code de l'Administration Communale, de ces deux propriétés de montagne, complément indispensable au grand ensemble d'éducation permanente réalisé par la Ville de Lille en faveur de l'enfance et de l'adolescence ;
- 2°) d'envisager d'en confier la gestion à la Caisse des Ecoles publiques de Lille qui manifeste, chaque jour, des qualités de gestionnaire, responsable des deniers de la Ville.

Adopté (voir compte rendu p. 822).

**N° 73/5008 - REMBOURSEMENT A LA COMMUNAUTE URBAINE DE LILLE  
DES FRAIS DE TRANSPORT PAR AMBULANCE  
EFFECTUES POUR LE COMPTE DE LA VILLE  
PAR LE SERVICE DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 72/5007 en date du 23 juin 1972, vous avez décidé de confier à la société à responsabilité limitée « Ambulances ABC », 2 rue Fémy, le transport des malades assistés — service assuré jusqu'alors par le corps communal des sapeurs-pompiers — et autorisé la passation du marché conséquent.

Mis en place le 1<sup>er</sup> septembre 1972, le nouveau service fonctionne actuellement de façon satisfaisante.

Cette délibération évoquait, par ailleurs, la demande formulée par la Communauté Urbaine de Lille visant à obtenir le remboursement des frais des transports par ambulance assurés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1968 jusqu'à cette dernière date pour le compte de la Ville par le service communal de lutte contre l'incendie.

Le relevé de ces transports effectué en liaison avec le corps des sapeurs-pompiers, et qui a reçu visa de la Communauté Urbaine de Lille, fait ressortir que les frais en cause, calculés sur la base des tarifs ambulanciers fixés par arrêté préfectoral, s'élèvent à 39.469,69 F et se décomposent comme suit :

Transports d'assistés .....	33.625,71 F
Transports de pupilles de l'Etat .....	12,36 F



Transports pour le compte de la Pouponnière Municipale ... 5.831,62 F

Total ..... 39.469,69 F

Il importe cependant de noter qu'au cours de cette période, des recouvrements effectués auprès de personnes reconnues solvables bénéficiaires de ces transports, ont permis à M. le Trésorier Principal de la Ville de Lille de verser à son homologue de la Communauté Urbaine une somme totale de 4.248,31 F, maintenue jusqu'à ce jour en compte d'attente, et venant en déduction de la dette municipale ramenée ainsi à :

$$(39.469,69 - 4.248,31) = 35.221,38 \text{ F}$$

En conséquence, et en accord avec votre Commission des Finances réunie le 9 octobre 1973, nous vous demandons :

1<sup>o</sup>) de nous autoriser à mandater à la Communauté Urbaine de Lille la somme de 35.221,38 F représentant le coût total des transports par ambulance effectués du 1<sup>er</sup> janvier 1968 au 30 septembre 1972 diminué de la somme de 4.248,31 F placée en compte d'attente, comme il est dit ci-avant ;

2<sup>o</sup>) d'admettre en recette les sommes correspondant aux frais de ces transports dont le remboursement pourrait être obtenu de la Direction Départementale de l'action sanitaire et sociale sur le vu des justifications d'usage.

Les inscriptions budgétaires correspondantes seront opérées aux « décisions modificatives » du budget du présent exercice et du budget annexe de la Pouponnière.

Adopté.

**N° 73/5009 - LABORATOIRE MUNICIPAL. AMELIORATION DE L'EQUIPEMENT.  
SUBVENTION DE L'ETAT. ADMISSION EN RECETTES.  
CREDIT D'EMPLOI.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Nous sommes informé que par arrêté du 17 juillet 1973, M. le Ministre de l'Agriculture (service de la répression des fraudes et du contrôle de la qualité) a accordé une subvention de 10.000 F au Laboratoire municipal de Lille pour l'amélioration de son équipement en appareillage d'analyses.

En conséquence, et en accord avec la Commission des Finances, réunie le 9 octobre 1973, nous vous prions de vouloir bien décider :

1<sup>o</sup>) l'admission en recettes, au chapitre 904-04, des décisions modificatives du budget de 1973 de cette subvention de 10.000 F ;

2<sup>o</sup>) l'ouverture à ce même chapitre d'un crédit d'emploi d'égale importance.

Adopté (voir compte rendu p. 822).



**N° 73/5010 - CENTRE SOCIAL DE LILLE SUD-EST, 122-126, RUE DE DOUAI.  
DEMANDE DE SUBVENTION.**

*MESDAMES, MESSIEURS,*

Par lettre du 20 février 1973, M. José SEGERS, Président du Centre social de Lille Sud-Est, dont le siège est à Lille 122-126, rue de Douai, sollicite en faveur de cet organisme l'attribution d'une subvention communale de fonctionnement au titre de l'exercice 1973.

Les activités de ce centre et les services à caractère social et culturel mis en place depuis plus de 6 ans intéressent tous les âges et la fréquentation de l'établissement est bien suivie.

L'organisme en cause a déjà reçu au titre des années 1971 et 1972 (délibérations n° 71/3103 du 26 février 1971 et n° 72/3034 du 23 mai 1972) une aide financière exceptionnelle de la Ville se montant à 1.000 F en attendant la mise en application des mesures envisagées par l'Administration municipale pour la gestion des centres sociaux qui doivent être construits par la Ville.

Eu égard à ce qui précède, et en accord avec les Commissions des Relations publiques et de l'Animation et des Finances, réunies respectivement les 14 septembre et 9 octobre 1973, nous vous demandons de faire droit à cette demande et de décider la reconduction exceptionnelle de la subvention de 1.000 F accordée antérieurement.

La dépense sera imputée sur le crédit à prévoir au chapitre 955-1 de la section de fonctionnement des décisions modificatives de 1973.

*Adopté.*

**N° 73/5011 - FETES DE FIN D'ANNEE. COLIS, FRIANDISES, COQUILLES,  
DISTRIBUES A CERTAINES CATEGORIES DE LA POPULATION.**

*MESDAMES, MESSIEURS,*

A l'occasion des fêtes de fin d'année, le Conseil municipal a coutume de remettre un colis à certaines catégories de la population et de distribuer des friandises aux enfants des écoles et à d'autres catégories énumérées ci-après.

Nous sommes persuadés que vous avez l'intention de poursuivre cette aimable tradition et, dans cet esprit, nous vous demandons de nous autoriser à prévoir les attributions suivantes :

1. — **Secourus ou assistés du bureau d'aide sociale ou titulaires de la carte d'économiquement faibles non secourus et les personnes âgées d'au moins 65 ans dont la situation a été reconnue particulièrement digne d'intérêt par cet organisme.**



Colis composé comme suit : Une coquille - deux paquets de café de 250 g - une boîte de biscuits assortis - une boîte de pâté fin - un sachet de pralines - une bouteille de bordeaux rouge - une bouteille de bordeaux blanc.

Supplément pour les foyers de deux personnes et plus : une coquille et un paquet de café de 250 g.

**II. — Enfants des écoles maternelles et primaires, publiques et privées (classes primaires des établissements d'enseignement secondaire exceptées) :**

- a) une coquille par enfant,
- b) un sachet de bonbons.

**III. — Œuvres sociales :**

- a) Enfants du personnel municipal :  
Une coquille - une plaque de chocolat à croquer.
- b) Crèches municipales :  
Une coquille - un jouet.
- c) Pouponnière municipale :  
Un article vestimentaire.

Une trentaine de coquilles sont utilisées à l'occasion de la fête de Noël organisée dans l'établissement.

- d) Centre social municipal de Fives :  
Une coquille - un sachet de bonbons de 100 g.

A l'occasion de la fête de Noël, un goûter est offert aux personnes fréquentant le centre.

- e) Pensionnaires des établissements suivants :

Institution des sourdes-muettes et jeunes aveugles, n° 131, rue Royale - Cité hospitalière (enfants et maison de retraite) - Paralysés de France - Foyer Notre-Dame d'Espérance - Hôpital St-Antoine - Hospice général - Hospice Lemay - Hospice Ganthois - Hôpital Calmette (enfants) - Maison de retraite des Franciscaines, façade de l'Esplanade - Maison de retraite, rue Princesse, n° 61 - Maison de retraite, rue St-Gabriel - Maison de retraite, rue d'Angleterre.

Une coquille - un sachet de bonbons de 100 g - une boîte de biscuits.

- f) Pupilles de la Nation :

Une coquille - un sachet de bonbons de 100 g - une boîte de biscuits - une plaque de chocolat à croquer - un pot de confiture.

- g) Personnes fréquentant les foyers municipaux des anciens :

Une brioche hollandaise - une plaque de chocolat - une boîte de raviolis - une boîte de chocolat à tartiner - un paquet de café de 250 g.

A l'occasion de la clôture annuelle des foyers municipaux des anciens, fin mai, il leur est également offert un colis comprenant : une boîte de saucisses - un paquet de café de 250 g - une boîte de thon à l'huile - une boîte de macédoine de fruits - une boîte de bêtises de Cambrai.



Les marchandises seront achetées aux titulaires de marchés ou selon la procédure réglementaire en vigueur.

En accord avec la Commission des Crèches, Pouponnière et 3<sup>e</sup> Age, réunie le 13 septembre 1973, nous vous prions de vouloir bien autoriser ces dépenses qui seront imputées sur les crédits prévus à cet effet à la section de fonctionnement du budget.

Adopté.

**N° 73/5012 - CRECHES MUNICIPALES. RELEVEMENT DU BAREME  
DES REDEVANCES JOURNALIERES DUES PAR LES FAMILLES.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 73/5004 bis du 18 juin 1973, approuvée par M. le Préfet du Nord le 10 septembre suivant, vous avez décidé de reporter à une date ultérieure l'application des dispositions prises suivant délibération n° 72/5016 du 28 novembre 1972 approuvée le 26 mars 1973, relatives au relèvement du tarif des redevances

journalières dues par les familles pour le placement d'enfant dans les crèches.

Il est apparu indispensable, en effet, de surseoir à l'application de ce tarif, eu égard :

- a) au délai anormal — ayant comme motivation les mesures prises par le Gouvernement en vue de modérer la hausse excessive des prix et qui ne permettaient aucun ajustement des tarifs locaux avant le 31 mars 1973 — pris par l'autorité de tutelle à l'approbation des dispositions susvisées ;
- b) à l'évolution économique intervenue depuis le mois de novembre 1972 et à la majoration, au 1<sup>er</sup> juillet 1973, de l'allocation pour frais de garde (indexée sur la valeur annuelle moyenne du S.M.I.C.),

qui conduisaient nécessairement à réviser ce barème dans le sens d'une actualisation.

A la suite de l'étude entreprise à cet effet, et en accord avec la Commission des Crèches, de la Pouponnière et du 3<sup>e</sup> Age et la Commission des Finances, réunies respectivement les 13 septembre et 9 octobre 1973, nous vous demandons d'adopter les nouvelles dispositions ci-après portant tarif des crèches, lesquelles tiennent compte de la répartition des ressources de chaque foyer selon un quotient familial et de l'attribution éventuelle de l'allocation pour frais de garde :

Quotient familial (inspiré du quotient fiscal)		Redevance
En dessous de	751 F	10 F
de	751 F à 800 F	11 F



de 801 F à 850 F .....	12 F
de 851 F à 920 F .....	14 F
de 921 F à 990 F .....	16 F
de 991 F à 1.060 F .....	18 F
de 1.061 F à 1.130 F .....	20 F
de 1.131 F à 1.200 F .....	22 F
de 1.201 F à 1.270 F .....	24 F
au-dessus de 1.270 F .....	27 F

Familles bénéficiant de l'allocation pour frais de garde : Taux uniforme : 14 F.

Par dérogation à ce tarif, un abattement de 50 % pourra être opéré :

- a) sur la redevance minimum pour les cas sociaux, non bénéficiaires de l'allocation de garde, sur justification des ressources et après enquête sociale ;
- b) sur la redevance due pour le second enfant placé, quand un premier enfant de la même famille est déjà admis dans l'établissement.

L'application de ces mesures prendra effet du 1<sup>er</sup> janvier 1974.

*Adopté (voir compte rendu p. 821).*

#### **N° 73/6094 - TERRAIN 23 A 27, RUE EUGENE-JACQUET. ACHAT.**

##### **MESDAMES, MESSIEURS,**

En vue de la construction d'une école maternelle rue Eugène-Jacquet, où ont été construits des logements par l'Office Public d'H.L.M. de la Communauté Urbaine, il est nécessaire d'acheter le terrain sis à Lille, 23 à 27, rue Eugène-Jacquet.

La propriété appartient en copropriété à MM. BARROIS Charles, 4 et 6, rue Gustave-Nadaud, à Paris 16<sup>e</sup>, et BARROIS Jean, 4, rue Regnaud, à Paris 6<sup>e</sup>.

Elle est reprise au cadastre à la section BM, sous le n° 211 pour une contenance de 4.200 m<sup>2</sup>.

Elle n'a pas encore été évaluée par les Services Fiscaux.

D'accord avec la Commission des Affaires juridiques et immobilières et celle de l'Urbanisme, réunies le 20 septembre 1973, nous vous demandons :

- 1°) de décider le principe de l'acquisition par la Ville à l'amiable ou, à défaut, par voie d'expropriation, de la propriété sise à Lille, 23 à 27, rue Eugène-Jacquet, sur la base du prix fixé par les Services Fiscaux, ou éventuellement, par le juge de l'expropriation ;
- 2°) de solliciter l'ouverture des enquêtes d'utilité publique et parcellaire afin d'obtenir la déclaration d'utilité publique de l'opération et l'arrêté de cessibilité ;



- 3°) de nous autoriser à signer éventuellement le contrat d'achat amiable ;
- 4°) d'imputer la dépense évaluée approximativement à 650.000 F, sur le crédit à prévoir au chapitre 903-1, article 210 C, de la section d'investissement du budget supplémentaire de 1973 par prélèvement d'une somme d'égale importance sur le chapitre 922, article 210 C, du même document.

Adopté.

**N° 73/6095 - ACHAT D'UN TERRAIN, RUE DE L'EUROPE A LILLE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 73/6057 en date du 18 juin 1973, vous avez décidé l'acquisition à l'amiable ou, à défaut, par voie d'expropriation d'un terrain d'environ 5.062 m<sup>2</sup> (4.719 m<sup>2</sup> de sol utile et 343 m<sup>2</sup> de sol de rue), situé rue de l'Europe, à Lille, et appartenant à l'indivision Bidault-Vandamme, pour la réalisation d'équipements publics communaux.

Le prix alors fixé par les Services Fiscaux était de 240.000 F.

Depuis lors, une nouvelle évaluation a été établie par ces Services afin qu'il soit tenu compte de l'utilisation professionnelle du terrain par un de ses copropriétaires.

Elle a porté ce chiffre à 368.000 F, emploi compris.

En accord avec votre Commission des Affaires juridiques et immobilières et celle de l'Urbanisme, qui se sont réunies le 20 septembre 1973, nous vous demandons :

- d'annuler votre délibération n° 73/6057 du 18 juin 1973 ;
- de décider l'achat par la Ville, à l'amiable ou, à défaut, par voie d'expropriation, du terrain de l'indivision Bidault-Vandamme, situé rue de l'Europe, à Lille ;
- de solliciter de l'autorité de tutelle l'ouverture des enquêtes d'utilité publique et parcellaire en vue d'obtenir la déclaration d'utilité publique et, éventuellement, l'arrêté de cessibilité ;
- de nous autoriser à intervenir, le cas échéant, au contrat régularisant l'achat amiable par la Ville ;
- de décider l'imputation de la dépense évaluée, frais compris, à 400.000 F, sur le crédit inscrit au chapitre 922, article 210 A, du budget supplémentaire de 1973, sous l'intitulé : « Acquisition de terrains ».

Adopté.



**N° 73/6096 - ACHAT DE L'IMMEUBLE, 3, RUE DE BARGUES, A LILLE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

L'extension des ateliers municipaux nécessite l'acquisition de l'immeuble contigu, situé à Lille, 3, rue de Bargues, et repris au cadastre rénové sous partie du n° 69 de la section IP et à l'ancien cadastre sous partie du n° 926 de la section E pour une surface de 509 m<sup>2</sup>.

Cette propriété se compose d'une maison anciennement à usage commercial, d'un hangar et d'une cour. Elle appartient en indivision à M<sup>lle</sup> Marie DUTHOIT et à M. Edmond DUTHOIT, demeurant à Villeneuve-d'Ascq.

La Direction des Services Fiscaux l'a évaluée à 40.250 F. Au surplus, des indemnités restent à prévoir pour l'éviction des locataires.

En accord avec votre Commission des Affaires juridiques et immobilières et celle de l'Urbanisme qui se sont réunies le 20 septembre 1973, nous vous demandons :

- de décider l'achat par la Ville à l'amiable ou, à défaut, par voie d'expropriation de l'immeuble n° 3, rue de Bargues, à Lille ;
- de solliciter de l'autorité de tutelle l'ouverture des enquêtes d'utilité publique et parcellaire en vue d'obtenir la déclaration d'utilité publique de l'opération et, éventuellement, l'arrêté de cessibilité ;
- de nous autoriser à intervenir, le cas échéant, au contrat régularisant l'achat amiable de l'immeuble ;
- de décider l'imputation de la dépense évaluée, tous frais compris, à 50.000 F sur le crédit à prévoir au chapitre 900.01, article 212.09, de la section d'investissement du budget par prélèvement d'une somme d'égale importance sur la dotation inscrite au chapitre 922, article 212.09 A, du budget supplémentaire de 1973.

Adopté.

**N° 73/6097 - STATIONNEMENT DES NOMADES.****ACHAT D'UN TERRAIN RUE COURTOIS A LILLE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par circulaire en date des 8 mars et 25 octobre 1966, M. le Ministre de l'Intérieur a rappelé que les Maires ne peuvent interdire de façon générale le stationnement des nomades sur le territoire de leur commune.



Par une circulaire du 13 avril 1967 confirmant ses instructions, il a indiqué que le Gouvernement se préoccupe de favoriser la sédentarisation des nomades et la scolarisation de leurs enfants ce qui implique des séjours de plus en plus longs en un même lieu.

De leur côté, les Associations d'aide aux nomades insistent sur les progrès relevés lorsque les séjours peuvent être prolongés et sur les inconvénients du stationnement dit « sauvage » tandis que les services de police renoncent à faire déguerpir les nomades, qui n'ont aucun lieu de stationnement autorisé.

La Ville avait délimité provisoirement une petite aire de stationnement pour une vingtaine de caravanes à l'angle des rues Dumont-d'Urville et des Girondins prolongée. Ce terrain est insuffisant et n'est pas équipé, le terrain des Dondaines devant être aménagé en « parc d'aventures » en attendant la réalisation des voies routières.

En conséquence, il apparaît nécessaire de créer un terrain de stationnement définitif qui serait pourvu d'installations sanitaires et d'un gardiennage.

Un terrain de 7.600 m<sup>2</sup> environ situé rue Courtois conviendrait à cet usage. Il est repris au cadastre sous les n<sup>os</sup> 41-109 et 112 de la section DV.

Il appartient à M. LEGROS, 6, rue du Bas-Jardin à Lille.

Il peut être estimé à 80 F le mètre carré soit 700.000 F, frais compris, mais doit être évalué par la Direction des services fiscaux.

En accord avec la Commission des Affaires juridiques et immobilières et celle de l'Urbanisme qui se sont réunies le 20 septembre 1973, nous vous demandons :

- 1<sup>o</sup>) de décider le principe de l'acquisition par la Ville, à l'amiable ou, à défaut par voie d'expropriation, de la propriété sise à Lille, rue Courtois, sur la base du prix fixé par les Services Fiscaux ou éventuellement par le juge de l'expropriation ;
- 2<sup>o</sup>) de solliciter l'ouverture des enquêtes d'utilité publique et parcellaire afin d'obtenir la déclaration d'utilité publique de l'opération et l'arrêté de cessibilité ;
- 3<sup>o</sup>) de nous autoriser à signer éventuellement le contrat d'achat amiable ;
- 4<sup>o</sup>) d'imputer la dépense, évaluée approximativement à 700.000 F, sur le chapitre 922, article 210 A, de la section d'investissement du budget supplémentaire de 1973 sous l'intitulé : « Acquisition de terrains ».

Adopté.



**N° 73/6098 - ACHAT DU TRONÇON DECLASSÉ  
DE LA RUE D'ARMENTIERES.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 71/6072 en date du 22 novembre 1971 le Conseil Municipal avait décidé l'acquisition du tronçon déclassé de la rue d'Armentières, soit 670 m<sup>2</sup>, au prix de 20 F le m<sup>2</sup>, fixé par les Services Fiscaux, soit 13.400 F, en vue de son aménagement en espace vert et son incorporation au square d'Armentières.

Ce terrain, qui provient de l'assiette d'une voie publique, doit être au préalable, repris au cadastre de Lille.

Le document d'arpentage, établi à cet effet par un géomètre-expert, fait apparaître que la parcelle à acquérir a en réalité une surface de 875 m<sup>2</sup> au lieu des 670 m<sup>2</sup> initialement prévus. Son prix est ainsi porté de 13.400 F à 17.500 F.

En accord avec votre commission des affaires juridiques et immobilières et celle de l'urbanisme qui se sont réunies le 20 septembre 1973, nous vous demandons :

- 1° de confirmer la décision d'achat par la Ville du tronçon déclassé de la rue d'Armentières, soit une superficie de 875 m<sup>2</sup> pour le prix de 17.500 F ;
- 2° de nous autoriser à comparaître à l'acte administratif nécessaire, qui sera dressé à l'initiative de la Ville ;
- 3° de solliciter de M. le Préfet du Nord la déclaration d'utilité publique au titre de l'article 22 de la loi de finances du 30 décembre 1928 ;
- 4° de décider l'imputation de la dépense supplémentaire, évaluée approximativement à 5.300 F, frais compris, sur le crédit inscrit au chapitre 901.5, article 210, du budget, sous l'intitulé « espaces verts et jardins publics » qui fera l'objet d'une dotation complémentaire par transfert d'une somme correspondante prélevée sur les crédits inscrits au chapitre 922, article 210 A.

Adopté.

**N° 73/6099 - SALLE DE SPORTS DE LA RUE GOMBERT.  
POSTE DE DETENTE DE GAZ. BAIL.**

MESDAMES, MESSIEURS,

En exécution de la délibération du Conseil Municipal n° 668 du 13 janvier 1956 et par convention du 10 avril 1956, la Ville de Lille a donné à bail emphytéotique à Gaz de France, un terrain d'une superficie de 21 m<sup>2</sup> environ situé dans la cour de l'annexe Gombert du lycée Fénélon et sur lequel a été construit un poste de détente de gaz.



Or, l'ensemble des constructions doit être démoli pour permettre la construction d'une salle de sports.

Néanmoins, un emplacement de 12 m<sup>2</sup> peut être réservé à Gaz de France dans la future construction pour y installer un nouveau poste de détente de gaz.

L'occupation de ce nouvel emplacement serait régularisée pour une durée de quatre vingt dix-neuf années consécutives, moyennant un loyer symbolique de 5 F x 99 = 495 F payable à la signature du bail.

En accord avec votre commission des affaires juridiques et immobilières qui s'est réunie le 20 septembre 1973, nous vous demandons :

1° de nous autoriser à :

- a) résilier le bail du 10 avril 1956 ;
- b) consentir un nouveau bail à Gaz de France pour régulariser, sur les bases exposées ci-avant, l'occupation d'une parcelle de 12 m<sup>2</sup> située dans la salle de sports de la rue Gombert ;

2° de décider que la recette correspondante sera comptabilisée au chapitre 965-2 de la section de fonctionnement du budget sous l'intitulé : « Domaine productif de revenus ».

Adopté.

P.J. : 1 bail.

#### VILLE DE LILLE

##### Salle de sports de la rue Gombert

##### Emplacement du poste de détente de gaz

#### BAIL

Par les soussignés,

M. \_\_\_\_\_, Maire de Lille, agissant au nom et pour le compte de la Ville de Lille en vertu de la délibération du Conseil municipal n° \_\_\_\_\_ en date du \_\_\_\_\_, qui sera soumise à l'approbation de M. le Préfet du Nord en même temps que le présent bail,

d'une part,

et Gaz de France, Service National, établissement public à caractère industriel et commercial (loi du 8 avril 1946) dont le siège est à Paris (17<sup>e</sup>), 23, rue Philibert-Delorme, désigné ci-après par l'appellation « G.D.F. » et représenté par \_\_\_\_\_, chef des Services Administratifs du Centre de Distribution Mixte de Lille, 2, rue Saint-Martin, à Lille, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par M. \_\_\_\_\_, chef de Centre,

d'autre part,



il a été exposé ce qui suit :

#### EXPOSE

La Ville de Lille a donné en 1956, à bail emphytéotique à G.D.F., Centre de Distribution de Lille, un terrain d'environ 21 m<sup>2</sup> situé rue Jean-Sans-Peur, dans la cour de l'annexe du lycée Fénelon.

Sur ce terrain, G.D.F. a aménagé un poste de détente de gaz pour la distribution publique.

La construction d'une salle de sports nécessite la destruction de ce poste. Un emplacement est réservé à G.D.F. dans la future construction pour permettre l'installation d'un nouveau poste de détente de gaz.

Cela exposé, il a été arrêté ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** — Le bail emphytéotique intervenu entre la Ville et G.D.F. le 10 avril 1956, en vertu de la délibération du Conseil municipal n° 668 du 13 janvier 1956, est résilié à compter de la date de signature du présent bail.

**Article 2.** — La Ville de Lille donne à bail emphytéotique à G.D.F. Centre de distribution de Lille, un emplacement de 3 m sur 4 m au rez-de-chaussée de la salle de sports située à Lille, rue Gombert, à l'angle de la rue Jean-Sans-Peur.

G.D.F. aménagera, sur cet emplacement, un poste de détente de gaz pour la distribution publique. L'accès de ce poste se fera par une entrée directe située rue Jean-Sans-Peur et distincte de l'entrée de la salle de sports.

Le bail prend effet à la date de sa signature, pour une durée de quatre vingt dix-neuf années consécutives, moyennant un loyer symbolique de 5 F x 99 = 495 F payable, à la Ville, en une fois, à la signature du bail.

**Article 3.** — G.D.F. aura le droit d'apporter toutes modifications jugées utiles à l'aménagement du matériel et de l'appareillage à l'intérieur du poste de détente.

G.D.F. est autorisé à faire aboutir dans ce poste toutes canalisations nécessaires à son exploitation. Les canalisations devront emprunter les voies publiques et ne jamais traverser le sol ou les caves du bâtiment principal.

**Article 4.** — Au cas où la démolition ou la transformation de la salle de sports rendrait nécessaire le déplacement du poste de détente, G.D.F. ferait sa propre affaire de ce déplacement, en supportant seul les frais.

**Article 5.** — G.D.F. profitera des servitudes actives et supportera celles, passives, s'il en existe, à ses risques et périls et sans recours contre la Ville de Lille.

**Article 6.** — A compter de la date de la signature du présent bail, G.D.F. acquittera, en sus de la redevance ci-avant fixée à l'article 2, les impôts, contributions et taxes de toute nature auxquels le terrain et les constructions qui y seront faites peuvent ou pourront être assujettis.



**Article 7.** — Il est convenu qu'aucune prime ni surprime d'assurance quelconque ne sera mise à la charge de G.D.F., étant donné que celui-ci renonce, en cas d'incendie communiqué à ses installations et à ses appareils situés sur l'emplacement loué, à l'exercice de tout recours envers le bailleur et les assureurs de celui-ci. G.D.F. a pris toutes garanties suffisantes pour la couverture de sa responsabilité civile-incendie.

**Article 8.** — Tous frais et droits quelconques auxquels le présent contrat donnera lieu seront à la charge de G.D.F.

Fait à Lille, le

Pour la Ville de Lille,  
Le Maire,

Pour Gaz de France,  
Le Chef du Centre  
de Distribution Mixte de Lille,

**N° 73/6100 - LOCAL DANS UN BATIMENT DE LA S.N.C.F.  
SITUE RUE DE LA CHAUDE-RIVIERE, A LILLE.  
PRISE EN LOCATION. AVENANT AU BAIL.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par convention en date du 8 avril 1959, la Ville de Lille a obtenu de la S.N.C.F. la location d'un emplacement de 9 m<sup>2</sup>, à l'intérieur du bureau de ville Fives-Saint-Maurice, rue de la Chaude-Rivière, à Lille, pour une durée d'une année à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1959, renouvelable par tacite reconduction, et moyennant une redevance de 60 F par an, portée à 100 F à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1964.

La S.N.C.F., considérant que cette redevance n'est plus en rapport avec la valeur locative et l'usage des lieux, a proposé de la fixer à 120 F à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1973, avec possibilité de révision chaque année.

Utilisé par les services de police et également pour la perception des droits de place du Marché de Fives, cet emplacement est indispensable à la Ville.

En accord avec votre commission des affaires juridiques et immobilières qui s'est réunie le 20 septembre 1973, nous vous demandons :

- 1° d'accepter le paiement à la S.N.C.F., à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1973, d'une redevance annuelle de 120 F, révisable chaque année ;
- 2° de nous autoriser à signer un avenant à la convention du 8 avril 1959, établi en ce sens.

La dépense sera imputée sur le crédit ouvert au chapitre 932.21, article 630, du budget.

Adopté.



**N° 73/6101 - TERRAINS COMMUNAUX SITUES A MARQUETTE. VENTE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

En vue de l'édification de logements pour la Ville de Marquette, le Conseil Municipal a décidé, par délibération n° 70/6099 en date du 30 octobre 1970, de lui céder deux terrains situés sur son territoire.

Ces parcelles constituent le surplus des terrains vendus à la Communauté Urbaine de Lille pour l'aménagement de la station d'épuration.

La cession a été différée jusqu'à l'établissement du plan d'occupation des sols de la commune de Marquette, adopté par le Conseil de Communauté en sa séance du 12 juillet 1973.

La Communauté Urbaine ayant décidé de ne pas intervenir dans l'opération afin de réduire le délai, la vente sera opérée directement au profit de la Société anonyme d'H.L.M. de Lille et environs, 7, rue de Solférino à Lille.

Les terrains dont il s'agit, d'une contenance de 35.269 m<sup>2</sup>, sont repris au cadastre sous les n°s 735, 736 p, 740 p, 741 p, 742 à 746, 747 p, et 751 p de la section A comme indiqué au plan joint.

En accord avec votre commission des affaires juridiques et immobilières et celle de l'urbanisme qui se sont réunies le 20 septembre, nous vous demandons :

- 1° de décider la vente à la Société anonyme d'H.L.M. de Lille et environs des 35.269 m<sup>2</sup> dont il s'agit pour le prix qui sera fixé par les Services Fiscaux ;
- 2° de nous autoriser à intervenir à l'acte de vente nécessaire, le règlement des frais incombant au cessionnaire ;
- 3° de décider que le produit de la vente sera comptabilisé au chapitre 922, article 210 B de nos documents budgétaires sous l'intitulé : « Vente de terrains - Produit ».

Adopté.

**N° 73/6102 - PROPRIETES ET PARTIES DE PROPRIETE FRAPPEES  
D'ALIGNEMENT RUE DES TANNEURS, A LILLE.  
VENTE A LA COMMUNAUTE URBAINE DE LILLE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Depuis de nombreuses années, la Ville avait entrepris l'acquisition des immeubles nécessaires à l'élargissement de la rue des Tanneurs dont le nouvel alignement avait été homologué le 7 mai 1931.



Par suite du transfert des compétences en matière de voirie, d'alignement et d'urbanisme, la Ville avait cédé à la Communauté Urbaine de Lille, désormais compétente :

- 1° le 10, rue de la Rivière, suivant délibération n° 70/6045 du 12 juin 1970 ;
- 2° les parties hors alignement des immeubles 2, 12, 18, 20, 22, 24, 26 et 28, rue des Tanneurs, acquises lorsque les propriétaires évincés avaient demandé l'emprise totale, par délibération n° 70/6126 du 30 octobre 1970.

La Communauté Urbaine qui avait poursuivi les acquisitions ayant achevé la procédure et la libération des derniers immeubles a, par lettre du 20 décembre 1972, demandé l'autorisation de procéder à la démolition des parties d'immeubles frappés d'alignement situés 2 à 12, rue des Tanneurs, sans attendre le transfert de propriété.

Cette autorisation lui a été accordée le 25 janvier 1973.

Depuis, la Direction des Services Fiscaux a déterminé la valeur des parties d'immeubles à céder, et la cession peut être opérée.

La valeur des parties de propriétés, d'une superficie totale de 267 m<sup>2</sup> environ, a été fixée comme suit :

	121.448,53 F x 45 m <sup>2</sup>	
— 2, rue des Tanneurs :	103 m <sup>2</sup>	53.060,00 F
— 4 - 6, rue des Tanneurs (98 m <sup>2</sup> )		344.660,37 F
— 8 - 10, rue des Tanneurs (85 m <sup>2</sup> ) (1)	181.600 F (1) x 39 m <sup>2</sup>	586.000,00 F
— 12, rue des Tanneurs :	78 m <sup>2</sup>	90.800,00 F
	TOTAL	1.074.520,37 F

Elle correspond, soit au prix d'achat supporté par la Ville, majoré des frais, soit à la valeur d'intégration des biens dans le patrimoine communal et a été acceptée par la Communauté Urbaine de Lille.

En accord avec votre commission des affaires juridiques et immobilières et celle de l'urbanisme, qui se sont réunies le 20 septembre 1973, nous vous demandons :

- 1° de décider la vente à la Communauté urbaine de Lille, pour le prix global de 1.074.520,37 F (un million soixante-quatorze mille cinq cent vingt francs trente-sept centimes), des propriétés et parties de propriété appartenant à la Ville de Lille et touchées par l'alignement de la rue des Tanneurs ;
- 2° de nous autoriser à intervenir à l'acte administratif qui régularisera le transfert de propriété et sera établi à l'initiative de la Communauté Urbaine ;



3° de décider que le produit de l'opération, soit 1.074.520,37 F (un million soixante-quatorze mille cinq cent vingt francs trente-sept centimes), sera comptabilisé au chapitre 922, article 210 A, de nos documents budgétaires.

Adopté.

(1) Valeur d'intégration en 1966.

**N° 73/6103 - INSTANCE CONTRE M. RABOUILLE.  
AUTORISATION D'ESTER**

MESDAMES, MESSIEURS,

M. André Rabouille, locataire de l'immeuble communal situé 7, cité des Tabacs, à Lille, a quitté les lieux en y laissant Mme Vasse avec laquelle il demeurerait.

Il y a commis de nombreux dégâts, des portes et des cloisons ayant été défoncées. Au surplus, il a emporté certains éléments d'équipement appartenant à la Ville.

Il y a lieu de poursuivre, à l'encontre de M. Rabouille, la réparation du préjudice subi.

En accord avec votre commission des affaires juridiques et immobilières qui s'est réunie le 20 septembre 1973, nous vous demandons :

- 1° de nous autoriser à poursuivre cette récupération, à l'encontre de M. Rabouille, par tous moyens et voies de droit ;
- 2° de décider l'imputation des frais de procédure sur le crédit inscrit au chapitre 934-26, article 665-1, du budget, sous l'intitulé : « Frais de contentieux, d'acte et de procédure » ;
- 3° de permettre le règlement des honoraires de l'avocat de la Ville.

Adopté.

**N° 73/6104 - FOIRE DE PAQUES 1973.**

**OCCUPATION DE LA PARTIE NON AFFERMEE  
DU CHAMP DE MARS. REGLEMENT DE LA REDEVANCE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

L'Autorité Militaire a autorisé la Ville à occuper du 1<sup>er</sup> avril au 8 mai 1973, la partie non affermée du Champ de Mars en vue de l'installation de la foire d'attraction de Pâques.



La Direction des Services Fiscaux a fixé la redevance d'occupation à 850 F.

Cette redevance est payable, en un seul terme, dans un délai de trois mois à compter de la date de la signature de la soumission. Elle serait majorée, en cas de retard, d'intérêts au taux de 8 % l'an.

En accord avec votre commission des affaires juridiques et immobilières, qui s'est réunie le 20 septembre 1973, nous vous demandons de décider le paiement de cette redevance et de nous autoriser à signer la soumission.

La dépense sera imputée sur le crédit ouvert au chapitre 940-31 du budget de 1973, sous l'intitulé « Fêtes publiques et cérémonies ».

Adopté.

**N° 73/6105 - AFFICHAGE MUNICIPAL. EMBLEMES RUE DES TANNEURS.  
VERSEMENT A LA COMMUNAUTE URBAINE DE LILLE  
DES REDEVANCES DE PUBLICITE.**

*MESDAMES, MESSIEURS,*

Dans sa concession générale du droit d'affichage sur les propriétés communales, la Ville de Lille a confié à la Société Avenir-Publicité l'exploitation des immeubles 2 à 28, rue des Tanneurs.

Ces propriétés frappées d'alignement, sont cédées à la Communauté urbaine de Lille chargée de la voirie urbaine depuis le transfert de compétences.

La Communauté urbaine de Lille est ainsi devenue propriétaire au 1<sup>er</sup> janvier 1968 des 14 - 16, rue des Tanneurs et a acheté le 3 octobre 1972 les 18 à 28.

La Ville a néanmoins autorisé le maintien des panneaux et palissades publicitaires sur ces biens jusqu'au 8 janvier 1973.

La Communauté urbaine de Lille demande, en conséquence, par lettres des 19 janvier, 22 mars et 16 août 1973, le reversement des redevances perçues par la Ville pour l'exploitation publicitaire de ces panneaux, qu'elle chiffre ainsi :

Emplacements	Surfaces	Dates de cession	Prix au m <sup>2</sup>	Redevances
14-16, rue des Tanneurs	24 m <sup>2</sup>	1 <sup>er</sup> janvier 1968	27 F	3.240,00
18 à 28, rue des Tanneurs	239 m <sup>2</sup>	1 <sup>er</sup> octobre 1972	27 F	1.126,00
		Total .....		4.366,00



Considérant que cette requête est justifiée, nous vous demandons en accord avec vos commissions des affaires juridiques et immobilières et celle des finances, qui se sont respectivement réunies les 29 mai et 20 septembre, 13 juin et 9 octobre 1973, de nous autoriser à reverser à la Communauté urbaine de Lille la somme de 4.366,00 F.

La dépense sera imputée sur le crédit à inscrire au chapitre 965-2 du budget, article 690, sous l'intitulé « Domaine productif de revenus — droit d'affichage — charges exceptionnelles — remboursement de trop perçus ».

Adopté.

**N° 73/6106 - INSTANCE ASSOCIATION CULTUELLE DE L'EGLISE REFORMEE  
DE LILLE CONTRE M. LOCQUET.  
REPRESENTATION DE LA VILLE. REGLEMENT DES HONORAIRES.**

MESDAMES, MESSIEURS,

L'Eglise Réformée de Lille a obtenu le 4 octobre 1971 un permis de construire un immeuble collectif à l'angle des rues Jeanne-d'Arc et Gauthier-de-Châtillon à Lille sous réserve de la passation de conventions de cour commune avec les propriétaires des immeubles contigus.

L'accord amiable de M. LOCQUET, propriétaire de l'immeuble 13, rue Gauthier-de-Châtillon n'ayant pu être obtenu, l'Association Cultuelle de l'Eglise Réformée de Lille a demandé au Tribunal de Grande Instance de Lille d'instituer cette servitude de cour commune, conformément aux dispositions de l'article 43 de la loi 57-908 du 7 août 1957 et du décret 58-1178 du 4 décembre 1958.

La Ville de Lille régulièrement appelée pour avoir délivré le permis de construire s'est fait représenter par Maître VANDEWALLE, avocat, 24, avenue du Peuple-Belge à Lille.

Maître VANDEWALLE nous a adressé sa note d'honoraires s'élevant à 450 F.

Nous vous demandons, en accord avec la Commission des Affaires juridiques et immobilières qui s'est réunie le 20 septembre 1973, de nous autoriser à régler à Maître VANDEWALLE la somme de 450 F.

La dépense sera imputée sur le crédit inscrit au chapitre 934-26 article 665-1 du budget sous l'intitulé « Frais de contentieux, d'actes et de procédure ».

Adopté.



**N° 73/6107 - IMMEUBLE 178, BOULEVARD VICTOR-HUGO.  
EXPROPRIATION DE M. CHARLES POLLET  
ET EVICTION DE LA SOCIETE AUTOMOBILE NORD-SUD.  
REGLEMENT DES HONORAIRES DE M<sup>e</sup> SPRIET, AVOCAT.**

MESDAMES, MESSIEURS,

M<sup>e</sup> Jean-Louis SPRIET, avocat au barreau de Lille, a été chargé de défendre les intérêts de la Ville dans la procédure en fixation judiciaire des indemnités d'expropriation et d'éviction à allouer à M. Charles POLLET et à la Société Automobile Nord Sud concernant l'immeuble 178, boulevard Victor-Hugo.

Les frais et honoraires qui lui sont dus à ce titre s'élèvent au total à cinq mille vingt-sept francs, soit :

— frais .....	100 F
— honoraires .....	4.927 F
TOTAL .....	5.027 F

Les honoraires ont été calculés conformément au barème proportionnel fixé par la circulaire de Monsieur le Ministre des Finances n° F 3-44 du 16 septembre 1959.

Les offres de la Ville s'élevaient au total à 873.600 F et ont été confirmées par jugement rendu le 20 avril 1973, contre lequel M. POLLET et la Société Automobile Nord-Sud ont interjeté appel.

En accord avec votre commission des affaires juridiques et immobilières qui s'est réunie le 20 septembre 1973, nous vous demandons :

- de nous autoriser à régler à M<sup>e</sup> SPRIET la somme de 5.027 F ;
- de décider que cette dépense sera imputée au chapitre 922 article 212-09 A de la section d'investissement du budget supplémentaire de 1973 ;
- de confier à M<sup>e</sup> SPRIET la défense des intérêts de la Ville dans la procédure d'appel et de prévoir le règlement de ses frais et honoraires, dont le montant sera probablement égal à ceux de la première instance.

Adopté.



**N° 73/6108 - IMMEUBLE COMMUNAL, 5, RUE ALPHONSE-COLAS, A LILLE.  
REMISE GRACIEUSE DE LOYER.**

MESDAMES, MESSIEURS,

M. Albert FRANSOIS, retraité, qui occupait un appartement dans l'immeuble communal sis 5, rue Alphonse-Colas, à Lille, a été relogé par l'Office Public d'H.L.M. de la Communauté Urbaine de Lille-Roubaix-Tourcoing, qui lui a attribué un appartement à compter du 1<sup>er</sup> mars 1973.

C'est en prévision de l'extension du Conservatoire que la Ville libère, au fur et à mesure des possibilités, les logements encore occupés rue Alphonse-Colas.

Hospitalisé pendant 2 mois, M. FRANSOIS n'a pu occuper son nouveau logement que le 7 juin 1973, et il a remis, le 25 juin 1973, les clés du logement libéré.

Conformément à l'engagement de location verbale signé par l'intéressé le 25 novembre 1944, le loyer du mois de juin 1973 de cet immeuble, soit 55,85 F, lui a été réclamé. Payant le loyer de son appartement H.L.M. depuis le 1<sup>er</sup> mars 1973, il éprouve des difficultés à régler les sommes dont le versement lui est ainsi demandé.

En accord avec votre Commission des Affaires juridiques et immobilières et celle des Finances, qui se sont réunies respectivement les 20 septembre et 9 octobre 1973, nous vous demandons, compte tenu des faibles ressources de M. FRANSOIS, de lui accorder la remise gracieuse de la somme de 55,85 F dont il est redevable au titre du mois de juin 1973, pour l'immeuble 5, rue Alphonse-Colas, à Lille.

La dépense en résultant sera prélevée sur le crédit à prévoir, à cet effet, au chapitre 965-2 de la section de fonctionnement des décisions modificatives de 1973.

Adopté.

**N° 73/6109 - INDEMNISATIONS POUR ACCIDENTS D'AUTOMOBILES.  
ADMISSION EN RECETTE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Des dégâts ont été occasionnés à des véhicules appartenant à la Ville, au cours d'accidents de circulation.

Nous avons obtenu, par l'intermédiaire de nos assureurs, le remboursement des frais de remise en état de ces véhicules.



Date et lieu du sinistre	Règlement effectué par	Montant du règlement
1/10/1971. Place Léonard-de-Vinci.	M. Huet, 32, bd de la Liberté, Lille.	93,00 F
8/9/1972. Place B.-Dorez	M. Huet, 32, bd de la Liberté, Lille.	249,00 F
15/11/1972. Bd de la Liberté.	M. Mollet, 50, bd de la Liberté, Lille.	1.277,28 F
19/4/1973. Rue P.-Legrand.	M. Mollet, 50, bd de la Liberté, Lille.	606,57 F
3/5/1973. Halles Centrales.	M. Mollet, 50, bd de la Liberté, Lille.	169,44 F
24/5/1973. Rue Jean-Jaurès.	M. Mollet, 50, bd de la Liberté, Lille.	543,44 F
27/6/1973. Parking municipal.	M. Mollet, 50, bd de la Liberté, Lille.	512,60 F
16/7/1973. Place du Vieux-Marché-aux-Chevaux.	M. Mollet, 50, bd de la Liberté, Lille.	1.607,06 F
	Total .....	5.058,39 F

En accord avec votre Commission des Affaires juridiques et immobilières, qui s'est réunie le 20 septembre 1973, nous vous demandons d'admettre en recette la somme de 5.058,39 F qui sera comptabilisée au chapitre 932-5 de nos documents budgétaires.

Adopté.

#### N° 73/6110 - RESORPTION DE L'HABITAT INSALUBRE. PROGRAMME 1972.

##### 2<sup>e</sup> TRANCHE. ILOT BECU, AVENUE DE DUNKERQUE.

MESDAMES, MESSIEURS,

La suppression de l'ilot Bécu, avenue de Dunkerque à Lille, est prévue au titre de la seconde tranche du programme 1972 de résorption de l'habitat insalubre lillois.

Cette courée de 18 immeubles étant située dans la zone non ædificandi provenant de l'enceinte militaire, le terrain libéré sera inconstructible.



La Ville doit se rendre acquéreur de ces terrains en application de la loi du 19 octobre 1969 prorogée.

Dès lors, la Communauté Urbaine a estimé préférable que la Ville en poursuive l'acquisition, déjà déclarée d'utilité publique par la loi précitée au besoin par voie d'expropriation.

L'O.R.S.U.C.O.M.N. reçoit la mission d'étudier et négocier les acquisitions, de libérer et démolir les bâtiments et de préparer le relogement des habitants et leur accompagnement social.

La Communauté Urbaine de Lille assurera la bonne fin de l'opération.

La subvention de l'Etat a été arrêtée forfaitairement à 65.574 F ; la participation de la Communauté Urbaine de Lille s'élève à 28.103 F.

Le prix d'acquisition du terrain par la Ville a été fixé à 4.800 F par la Direction des Services fiscaux.

En accord avec la Commission des Affaires juridiques et immobilières et la Commission de l'Habitation, de la Rénovation et de la Restauration urbaines, qui se sont réunies respectivement les 20 et 21 septembre 1973, nous vous demandons :

- 1) de nous autoriser à signer la convention entre l'O.R.S.U.C.O.M.N., la Communauté Urbaine de Lille et la Ville de Lille ;
- 2) de poursuivre l'acquisition du sol de la cour Bécu, libéré, aux conditions fixées par la Direction des Services Fiscaux ;
- 3) de solliciter éventuellement l'intervention de l'arrêté de cessibilité.

Les dépenses seront imputées sur le crédit reporté au chapitre 908-02, compte 210 - 1A, du budget supplémentaire de 1973, sous l'intitulé : « Expropriation des terrains de l'enceinte fortifiée frappée de la servitude non ædificandi en vue de leur aménagement en espaces libres ».

Adopté.

#### N° 73/6111 - LEGS BRULIN. ACCEPTATION.

MESDAMES, MESSIEURS,

M<sup>me</sup> BRULIN, née Aline MICHEL, demeurant à Paris, 7, rue de Mondovi, y est décédée le 12 juillet 1971.

Dans son testament olographe en date du 4 mai 1970, elle a laissé à son mari le soin de choisir les musées auxquels seraient léguées diverses œuvres d'art qu'elle possédait.



Maitre Daniel WATIN-AUGOUARD, notaire, chargé du règlement de la succession a fait connaître que M. BRULIN a ainsi décidé de léguer au Musée des Beaux-Arts de Lille, deux dessins de Van Goyen et deux gravures de Zorn.

Le Musée de Lille n'ayant pas de personnalité juridique, il appartient à la Ville de recueillir cette libéralité.

Le Conseil artistique des Musées de France ayant émis un avis favorable, nous vous demandons, en accord avec votre Commission des Affaires juridiques et immobilières et celle des Beaux-Arts et des Affaires culturelles, qui se sont réunies respectivement les 20 septembre et 15 octobre 1973, d'accepter les œuvres ci-après :

— Van Goyen : dessin au crayon : paysage maritime,

dessin : paysage aux pêcheurs.

— Zorn : Gravures : portrait de Rodin,

portrait de Berthelot.

Adopté.

#### N° 73/6112 - GARANTIE DES FONDS MANIÉS PAR LES REGISSEURS. AVENANT.

MESDAMES, MESSIEURS,

Le contrat n° 6543 139 passé avec la « Mutuelle Générale Française Accidents », représentée à Lille par M. HUET, 32, boulevard de la Liberté, garantit contre le vol, les fonds maniés par les régisseurs.

Un avenant à ce contrat est établi à chaque création, augmentation, suppression ou diminution de régie.

Pour simplifier la gestion de ce risque, en raison de la fréquence des avenants, M. HUET propose d'établir, chaque année, à la date d'échéance, un seul avenant de régularisation reprenant toutes les modifications survenues au cours de l'année d'assurance.

Toute création ou augmentation de régie se trouverait garantie dès qu'elle serait déclarée à la compagnie d'assurances.

En conséquence, en accord avec votre Commission des Affaires juridiques et immobilières, qui s'est réunie le 20 septembre 1973, nous vous demandons de nous autoriser à passer cet avenant avec la « Mutuelle Générale Française Accidents ».

Adopté.



**N° 73/6113 - LOCATION D'UN JARDIN, AVENUE MARX-DORMOY A LILLE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

M<sup>me</sup> LAPOUILLE a renoncé à la location que la Ville lui accordait pour un jardin, partie d'un terrain communal situé avenue Marx-Dormoy, à Lille.

M. François LOYER, demeurant place Leroux-de-Fauquemont, à Lille, demande à en bénéficier.

Ce terrain est partiellement touché par l'élargissement de la Deûle, mais les travaux ne commenceront qu'à partir de juillet 1974.

D'accord avec votre Commission des Affaires juridiques et immobilières qui s'est réunie le 20 septembre 1973, nous vous proposons d'en accorder la location à M. LOYER pour une durée maximale d'un an.

Adopté.

**N° 73/6114 - USINE DE LA SOCIÉTÉ « LILLE-ACIERS », RUE DE LA BASSEE, ET BOULEVARD DE LA MOSELLE, A LILLE. ACHAT.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Pour permettre l'implantation des équipements publics communaux, il apparaît indispensable que la Ville se constitue des réserves foncières.

Celles-ci ne peuvent être valablement réalisées que par l'acquisition d'importants ensembles industriels désaffectés.

C'est le cas de l'usine de la Société « Lille-Aciers », située, à Lille, rue de la Bassée et boulevard de la Moselle.

Cette propriété, reprise sous les n°s 11 et 12 de la section IW pour une superficie de 11.000 m<sup>2</sup> environ, est contiguë au C.E.S. Madame-de-Staël.

La Communauté Urbaine nous a informé qu'elle n'était pas intéressée par son acquisition. En effet, l'extension prévue de la capacité d'accueil du C.E.S. (qui serait portée à 1.200 places avec section d'enseignement spécialisé) nécessiterait un terrain plus grand.

En revanche, l'emplacement de l'usine « Lille-Aciers » pourrait servir à l'aménagement du gymnase du C.E.S. qui serait utilisé également par les clubs sportifs et pourrait être construit au rez-de-chaussée d'un immeuble à usage d'habitation.

La Société « Lille-Aciers » consent à traiter à l'amiable sur la base du prix de 4.500.000 F, accepté par la Direction des Services Fiscaux.



En accord avec votre Commission de l'Education physique et des sports, qui s'est réunie le 14 juin 1972, nous vous demandons :

- 1°) en vue de la constitution de réserves foncières, de décider l'acquisition par la Ville, à l'amiable et pour le prix de 4.500.000 F, de l'usine de la Société « Lille-Aciers » située rue de la Bassée et boulevard de la Moselle, à Lille ;
- 2°) de solliciter la déclaration d'utilité publique de l'opération au titre de l'article 22 de la loi de finances du 30 décembre 1928 ;
- 3°) de nous autoriser à comparaître au contrat nécessaire ;
- 4°) de décider l'imputation de la dépense, évaluée approximativement à 4.950.000 F, frais compris, sur le crédit inscrit au chapitre 922, article 212.09 A, du budget, sous l'intitulé : « Acquisitions d'immeubles ».

Adopté (voir compte rendu p. 820).

#### **N° 73/6115 - PISCINE OLYMPIQUE, AVENUE MARX-DORMOY.**

#### **EXPLOITATION DU RESTAURANT ET DES BARS. CONCESSION.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 72/6125 du 24 octobre 1972, le Conseil municipal a accepté le cahier des charges en date du 14 septembre 1972 qui doit régir la concession du droit d'exploiter le restaurant et les bars aménagés à la piscine olympique avenue Marx-Dormoy à Lille et désigné les membres de la Commission d'appel d'offres.

Après une pré-publicité qui a été insérée en mai 1973 dans la presse professionnelle, locale et quelques quotidiens d'audience nationale, vingt candidats avaient demandé à être consulté.

La publicité a été assurée en septembre 1973 par voie d'affiche et par des annonces légales dans les mêmes journaux ; les documents ont été adressés directement aux vingt candidats.

La Commission d'appel d'offres s'est réunie le 8 octobre 1973 pour dépouiller les offres.

Une seule soumission a été déposée.

Le concurrent ne formulait pas de proposition précise et proposait de surenchérir de 10 % sur celle du candidat le mieux placé.

Dans ces conditions, la Commission a proposé de déclarer infructueux l'appel d'offres.



Il apparaît que outre les aléas de création d'un établissement nouveau le montant du cautionnement qui devait être calculé sur le coût du matériel mis à la disposition du concessionnaire et a été plafonné à 100.000 F, serait un des motifs de l'absence de candidature.

Les restrictions imposées à la licence en raison du caractère protégé de l'établissement peuvent également motiver des hésitations.

Dans ces conditions, la Commission d'appel d'offres a suggéré de ramener le montant du cautionnement à 40.000 F et de préciser que tout le matériel de service, à l'exception du linge, sera fourni par la Ville.

Nous vous demandons de bien vouloir faire vôtres les suggestions de la Commission d'appel d'offres et d'apporter au cahier des charges, clauses et conditions particulières les modifications nécessaires.

*Adopté (voir compte rendu p. 819).*

#### **N° 73/6116 - RENOVATION DU QUARTIER SAINT-SAUVEUR.**

##### **EXTENSION DU PERIMETRE. CONVENTION D'ETUDES.**

##### **AVENANT N° 2.**

**MESDAMES, MESSIEURS,**

Par délibération n° 72/6075 du 23 juin 1972, le Conseil municipal a chargé la Société d'Aménagement et d'Equipeement du Nord, d'étudier le projet d'extension de l'opération de rénovation Saint-Sauveur au quadrilatère formé par les rues de Paris, Gustave-Delory, St-Sauveur et l'avenue Kennedy.

Aux termes de la convention passée avec la Société d'Aménagement et d'Equipeement du Nord, cette étude devait être réalisée dans un délai de six mois à dater de la notification de la convention, intervenue le 2 avril 1973.

Un avenant, complétant la convention conformément aux observations formulées par M. le Préfet du Nord, au moment de l'approbation, et enregistrant le changement de dénomination de la Société, a été présenté au Conseil municipal, le 6 juillet 1973.

La Direction des Services fiscaux n'ayant pu procéder aux évaluations des immeubles et fonds de commerce, la Société d'Aménagement et d'Equipeement du Nord a fait connaître qu'elle ne sera pas en mesure de déposer le rapport dans le délai fixé et demande la prorogation de celui-ci pour une durée de six mois.



Nous vous demandons, en conséquence, en accord avec votre Commission de l'Habitation, de la Rénovation et de la Restauration urbaines, qui s'est réunie le 21 septembre 1973, de bien vouloir autoriser la passation d'un deuxième avenant fixant au 2 avril 1974 la fin de la mission confiée à la Société d'Aménagement et d'Equipement du Nord.

Adopté.

P.J. : Avenant.

### **Etudes d'aménagement de l'ilot urbain défectueux entre les rues de Paris et Gustave-Delory**

#### **CONVENTION**

#### **AVENANT N° 2**

Entre :

M. Pierre MAUROY, Maire de Lille, agissant au nom et pour le compte de ladite commune, en vertu d'une délibération du Conseil municipal, n° 73/du

d'une part,

et

M. Léonce CLERAMBEAUX, Président de la Société d'Aménagement et d'Equipement du Nord, agissant au nom et pour le compte de cette Société,

d'autre part,

#### **EXPOSE**

Par délibération n° 72/6075 du 23 juin 1972, le Conseil municipal de la Ville de Lille a autorisé la passation d'une convention confiant à la Société d'Aménagement et d'Equipement du Nord, une étude générale des opérations d'aménagement de l'ilot urbain défectueux situé entre les rues de Paris et Gustave-Delory.

Par délibération n° 73/6082 du 6 juillet 1973, le Conseil municipal a accepté la passation d'un premier avenant, complétant la convention, suivant les observations formulées par M. le Préfet du Nord, et enregistrant le changement de dénomination de la Société.

La Société d'Aménagement et d'Equipement du Nord n'a pu obtenir des services fiscaux les évaluations immobilières nécessaires à l'établissement du dossier d'études qui devait être présenté à la Ville dans un délai de six mois à dater de la notification de la convention intervenue le 2 avril 1973 ; elle demande de prolonger ce délai de six mois.

En conséquence, considérant que le retard n'est pas imputable à la S.A.E.N. et qu'il convient de faire droit à sa demande, il a été convenu ce qui suit :



AVENANT

**Article 1<sup>er</sup>.** — L'article 6, 2<sup>e</sup> paragraphe, de la convention, approuvée le 5 mars 1973, est modifié comme suit :

« Cette présentation devra avoir lieu dans un délai d'un an, à dater de la notification de la présente convention ».

**Article 2.** — Toutes les autres dispositions de la convention restent inchangées.

Fait à Lille, le

Pour la S.A.E.N.,

Pour la Ville de Lille,

**N° 73/6117 - OFFICE PUBLIC D'H.L.M. DE LA COMMUNAUTE URBAINE DE LILLE.  
CITE BALZAC. 59 LOGEMENTS P.L.R.  
GARANTIE D'EXPLOITATION. ANNULATION DE LA CONVENTION.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Suivant la décision prise par le Conseil de la Communauté Urbaine de Lille le 30 juin 1972, vous avez autorisé, par délibération n° 72/6168 du 28 novembre 1972, la convention réglant le partage entre la Communauté et la Ville de la garantie d'exploitation des 58 logements P.L.R., construits par l'Office Public d'H.L.M., rue Balzac.

Aux termes de cette convention, la Communauté Urbaine limitait sa garantie à l'exploitation des logements occupés par les premiers locataires issus de l'habitat insalubre, et la Ville de Lille devait prendre à sa charge l'éventuel déficit résultant des occupations suivantes.

Depuis par délibération n° 70 du 15 juin 1973 le Conseil de la Communauté Urbaine a confirmé sa compétence générale en matière de logements locatifs et décidé de rapporter la délibération n° 168 du 30 juin 1972.

Prenant acte de cette décision, nous vous demandons d'annuler la délibération du 28 novembre 1972 et la convention en date du 3 janvier 1973.

Adopté.

**N° 73/6118 - ANTENNES SOCIALES DE LA CITE DE TRANSIT  
RUES DE LA BALTIQUE ET DE STOCKHOLM ET DU PETIT-MAROC.  
SUBVENTION COMPLEMENTAIRE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 73/6003 et 73/6004 du 15 février 1973, vous avez décidé d'allouer au Centre d'Amélioration du Logement (C.A.L.) deux subventions de 36.000 F et 35.000 F permettant à cette Association d'assurer en partie les



dépenses de fonctionnement des antennes sociales de la Cité de transit des rues de la Baltique et de Stockholm et de la cité de relogement P.L.R. du « Petit-Maroc ».

Or, le Fonds d'Action Sociale pour les travailleurs migrants qui prenait en charge le surplus des dépenses a réduit sa participation pour 1973 ce qui fait apparaître un déficit de 12.242 F sur le budget de fonctionnement de ces antennes sociales, et le C.A.L. sollicite de la Ville un complément de subvention du même montant.

En accord avec la Commission de l'Habitation, de la Rénovation et de la Restauration urbaines et celle des Finances qui se sont réunies les 23 mai et 13 juin 1973, nous vous demandons de bien vouloir décider d'allouer au C.A.L. la subvention complémentaire sollicitée d'un montant de 12.242 F, la dépense correspondante sera imputée sur le crédit inscrit au chapitre 964-2, article 657, de la section de fonctionnement du budget supplémentaire de 1973.

Adopté.

**N° 73/6119 - CITE DE TRANSIT DITE « ARBRISSEAU MAGENTA ».**

**FONCTIONNEMENT DE L'ANTENNE SOCIALE.**

**RELEVEMENT DE LA SUBVENTION.**

**MESDAMES, MESSIEURS,**

Par délibérations n°s 72/6145, du 24 octobre 1972, et 73/6002, du 15 février 1973, vous avez accordé à l'Association des Centres Sociaux de la Communauté Urbaine, à qui la Société Anonyme d'H.L.M. de Lille et environs (S.L.E.) a confié le fonctionnement de l'antenne sociale de la cité de transit rue de l'Arbrisseau notamment une subvention d'un montant de 20.000 F, représentant une participation aux dépenses de fonctionnement de l'antenne pendant l'année 1973 ; le complément étant versé par la Caisse d'Allocations Familiales et l'O.R.S.U.C.O.M.N.

Or, la Caisse d'Allocations Familiales a réduit le montant de sa subvention en raison des augmentations de salaire du personnel et le budget prévisionnel de fonctionnement de l'antenne sociale, qui était de 80.804 F s'élève maintenant à 99.769.00 F. Pour équilibrer son budget, l'Association sollicite pour 1973 un complément de subvention de 10.000 F ; l'aide financière de l'O.R.S.U.C.O.M.N. étant également augmentée.

En accord avec la Commission de l'Habitation, de la Rénovation et de la Restauration urbaines, et celle des Finances qui se sont réunies respectivement les 23 mai et 13 juin 1973, nous vous demandons de bien vouloir accepter l'augmentation de la subvention demandée par l'Association des Centres sociaux de la Communauté Urbaine qui serait porté à 30.000 F pour l'année 1973.



La dépense supplémentaire correspondante, soit 10.000 F sera prélevée sur le crédit inscrit au chapitre 964-2 de la section de fonctionnement du budget supplémentaire de 1973.

Adopté.

**N° 73/7120 - JARDIN DES PLANTES. CONSTRUCTION D'UNE CASCADE.  
DOSSIER D'EXECUTION.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Dans le cadre des aménagements de la roseraie du jardin des plantes, exécutés progressivement depuis 1968 en fonction des inscriptions budgétaires, nous avons prévu la construction d'une cascade.

En vue de l'attribution des travaux estimés à 695.000 F, le service de construction a préparé un dossier technique concernant les lots suivants :

- n° 1 : gros-œuvre - terrassement - béton armé - maçonnerie - enduits - canalisations ;
- n° 2 : peinture ;
- n° 3 : fontaines lumineuses.

Les marchés de travaux seront traités sur appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions des articles 295 à 300 du code des marchés publics.

En accord avec votre Commission des Bâtiments qui s'est réunie le 9 mai 1973, nous vous demandons d'approuver ce dossier et, notamment, les cahiers des prescriptions spéciales et des prescriptions techniques - devis descriptif.

Adopté (voir compte rendu p. 798).

**N° 73/7121 - DIVERS STADES. TRAVAUX DE MODERNISATION  
ET D'AMENAGEMENT DIVERS. APPEL D'OFFRES OUVERT.  
DOSSIER D'EXECUTION.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Un crédit d'un montant de 2.720.000 F, à financer par voie d'emprunt, a été inscrit au budget primitif de 1973, en vue de la modernisation des stades suivants :

- 1°) Stade Jean-Bouin, avenue Louise-Michel :



- réalisation du terrain de football en revêtement synthétique,
- éclairage extérieur.
- 2°) Stade du Moulin des Alouettes, boulevard Denis-Cordonnier :
  - réalisation du terrain de football en revêtement synthétique,
  - éclairage extérieur.
- 3°) Stade des Bois-Blancs, rue François-Millet :
  - réalisation du terrain de football en revêtement synthétique.
- 4°) Stade Roger-Salengro, rue d'Iéna :
  - aménagements divers.

L'emprunt étant réalisé, nous pouvons envisager l'exécution de ces ouvrages dont le devis s'élève à 2.720.000,00 F.

Le Service Municipal de Construction a établi le dossier technique des lots de travaux suivants :

- n° 1 : Stade Jean-Bouin :
  - revêtement synthétique du terrain de football.
- n° 2 : Stade du Moulin des Alouettes,  
Stade des Bois-Blancs, rue François-Millet :
  - revêtement synthétique des terrains de football.
- n° 3 : Stade Roger-Salengro :
  - aménagement des diverses aires sportives.
- n° 4 : Stade Jean-Bouin et Stade du Moulin des Alouettes :
  - installations d'éclairage extérieur.

Il est prévu que ces lots de travaux seront traités sur appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions des articles 295 à 300 du Code des Marchés Publics.

En accord avec votre Commission des Bâtiments, qui s'est réunie le 20 juin 1973, nous vous demandons d'approuver le dossier technique et, notamment les cahiers des prescriptions spéciales et des prescriptions techniques devant servir de base à la consultation publique.

Adopté (voir compte rendu p. 798).



**N° 73/7122 - HALLE DE SPORTS DE TYPE C, RUE PAUL-DOUMER  
A LA MADELEINE. CONSTRUCTION.  
MARCHE DE GRE A GRE. MODIFICATION DU MONTANT.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 73/7035 du 17 avril 1973, le Conseil municipal a autorisé la passation du marché de gré à gré d'un montant de 763.471,43 F, toutes taxes comprises, avec l'entreprise Joncquez, rue Gay-Lussac à Gondécourt, lauréate du concours régional, en vue de la construction d'une halle de sports, rue Paul-Doumer à La Madeleine.

Or, par lettre du 17 août 1973, M. le Préfet du Nord nous a retourné le dossier et a demandé de tenir compte des modifications décidées le 15 juin 1973 par le jury du concours régional pour la construction des complexes sportifs évolutifs couverts.

En conséquence, afin d'obtenir l'approbation de ce dossier, le marché a été rectifié notamment en incorporant dans le prix de base une plus-value pour l'étanchéité en shingles et la modification des châssis éclairants, etc...

Il convient de préciser, toutefois, que les décisions modificatives du Jury du concours régional sont postérieures à l'établissement du marché dont le nouveau montant est détaillé comme suit :

— halle de sport proprement dite T.T.C. ....	625.959,63 F
— travaux d'amélioration T.T.C. ....	22.779,73 F
	<hr/>
— montant global forfaitaire T.T.C. ....	648.739,26 F
— auquel s'ajoutent les travaux d'adaptation traités à prix unitaires	
- évolution T.T.C. ....	111.469,66 F
	<hr/>
— montant total du marché T.T.C. ....	760.208,92 F

Pour permettre la poursuite de l'instruction de ce dossier, nous vous demandons :

- 1°) d'adopter le cahier des prescriptions spéciales ayant servi de base au concours régional organisé par M. le Préfet du Nord ;
- 2°) d'autoriser la passation du marché de gré à gré avec l'entreprise Joncquez, rue Gay-Lussac à Gondécourt, dont le montant s'élève, après rectification, à 760.208,92 F, toutes taxes comprises ;
- 3°) de décider que la dépense correspondante sera imputée sur le crédit qui sera reporté au chapitre 903-51, article 230.2 L8, de la section d'investissement du budget supplémentaire de 1973, sous l'intitulé : « Halle de sports, rue Paul-Doumer à La Madeleine - Construction » ;
- 4°) d'annuler la délibération n° 73/7035 du 17 avril 1973 qui n'avait pas été approuvée par M. le Préfet du Nord.

Adopté.



**N° 73/7123 - HOTEL DE VILLE. ACQUISITION DE MOBILIER DE BUREAU.  
MARCHÉ DE GRE A GRE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

En vue de moderniser le mobilier de bureau des divers locaux de l'Hôtel de Ville, une consultation a été organisée par les services de construction et d'entretien des immeubles communaux.

A cet effet, quatorze entreprises spécialisées ont été consultées ; onze d'entre elles ont déposé des offres.

La proposition répondant le mieux aux caractéristiques exigées s'élève à 42.586,94 F, toutes taxes comprises et émane de la société anonyme « Compagnie du Ronéo » à Paris.

En accord avec votre Commission des Bâtiments qui s'est réunie le 19 septembre 1973, nous vous demandons :

- 1°) d'accepter l'offre de la société anonyme « Compagnie du Ronéo », 21, avenue Victor-Hugo - 75116 Paris ;
- 2°) de nous autoriser à passer avec cette entreprise, le marché de gré à gré nécessaire, d'un montant de 42.586,94 F, toutes taxes comprises ;
- 3°) de décider l'imputation de la dépense correspondante sur le crédit inscrit au chapitre 900.00, article 214-0 A3, de la section d'investissement du budget primitif de 1973, sous l'intitulé : « Hôtel de Ville - Acquisition de mobilier, matériel et outillage ».

Adopté.

**N° 73/7124 - HOTEL DE VILLE. CABINET DU MAIRE.  
ENTRETIEN D'UNE INSTALLATION TELEPHONIQUE PRIVEE.  
ENGAGEMENT D'ENTRETIEN.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Une installation téléphonique privée a été réalisée au Cabinet de M. le Maire par la « Société française des téléphones Ericsson ».

A l'expiration de la période d'entretien gratuit de trois mois, cette société nous propose un engagement d'entretien des appareils, à compter du 12 octobre 1973, pour un montant annuel de 444 F, toutes taxes comprises, payable par trimestre échu.

En accord avec votre Commission des Bâtiments qui s'est réunie le 12 septembre 1973, nous vous demandons :



- 1°) d'accepter cette offre ;
- 2°) de nous autoriser à passer avec la « société française des téléphones Ericsson » dont le siège social est à Colombes, 36, boulevard de Finlande, et l'agence régionale à Lille, 50, rue de Marquillies, l'engagement d'entretien nécessaire ;
- 3°) de décider que la dépense, évaluée à 444 F par an, sauf révision éventuelle des prix, sera imputée sur le crédit inscrit au budget primitif de chaque année pour cet objet.

Adopté.

---

**N° 73/7125 - POUPONNIERE MUNICIPALE. ENTRETIEN DES INSTALLATIONS TELEPHONIQUES. ENGAGEMENT D'ENTRETIEN.**

MESDAMES, MESSIEURS,

L'installation téléphonique de la pouponnière municipale a été réalisée par la société anonyme « Téléphones et Signaux » à Lille en mars 1972.

La période d'entretien gratuit étant écoulée, il convient de passer un engagement d'entretien avec la société installatrice pour la somme de 1.008 F par an, toutes taxes comprises, à compter du 1<sup>er</sup> mai 1973, payable par trimestre échu.

En accord avec votre Commission des Bâtiments qui s'est réunie le 12 septembre 1973, nous vous demandons :

- 1°) de nous autoriser à passer avec la société « Téléphones et Signaux », 33, rue Gantois à Lille, l'engagement d'entretien nécessaire ;
- 2°) de décider que la dépense évaluée, sauf révision éventuelle des prix, à 1.008 F par an, sera imputée sur le crédit inscrit au budget primitif de chaque année pour l'exploitation de la pouponnière municipale.

Adopté.

---

**N° 73/7126 - RESEAU TELEPHONIQUE MUNICIPAL. RESILIATION ET ADJONCTION DE POSTES TELEPHONIQUES. ENGAGEMENT D'ENTRETIEN. AVENANT N° 5.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 62/7133 du 8 novembre 1962, approuvée par M. le Préfet du Nord le 28 novembre 1962, le Conseil municipal a autorisé la passation d'un marché d'un montant hors taxes de 1.551,55 F avec la Compagnie Générale de Constructions Téléphoniques (C.G.C.T.) à Paris (15<sup>e</sup>) pour l'entretien des installations téléphoniques des bâtiments communaux.



Quatre avenants ont modifié ledit marché et fixé son montant à 1.499,03 F hors taxes.

Depuis lors, certaines résiliations et adjonctions ont été faites ; elles nécessitent, en conséquence, l'établissement d'un cinquième avenant au marché, dont le prix s'établit de la façon suivante :

Montant hors taxes après le 5 <sup>e</sup> avenant .....	1.520,16 F
T.V.A. au taux de 20 % .....	304,03 F
Montant total toutes taxes comprises .....	1.824,19 F

En accord avec votre Commission des Bâtiments qui s'est réunie le 12 septembre 1973, nous vous demandons :

- 1<sup>o</sup>) d'autoriser la passation d'un cinquième avenant qui fixe à 1.824,19 F, toutes taxes comprises, le montant du marché passé avec la Compagnie Générale de Constructions Téléphoniques, dont le siège est à Paris (15<sup>e</sup>), 251, rue de Vaugirard, et l'agence du Nord 1, square Rameau à Lille ;
- 2<sup>o</sup>) de décider que la dépense sera imputée sur le crédit inscrit chaque année à la section d'investissement du budget primitif, chapitre 902-7, article 230-3 D, sous l'intitulé : « Réseau téléphonique municipal — Amélioration et modification du réseau de l'Hôtel de Ville ».

Adopté.

P.J. : Un avenant.

**Ville de Lille**  
**Services de construction et d'entretien**  
**des immeubles communaux**  
**Division II**

**BATIMENTS COMMUNAUX ET SCOLAIRES**  
**RESEAU TELEPHONIQUE MUNICIPAL**  
**ENGAGEMENT D'ENTRETIEN**  
**5<sup>e</sup> AVENANT AU MARCHÉ**

- **Titulaire du marché** : Société Anonyme Compagnie Générale de Constructions Téléphoniques (C.G.C.T.), siège social, 251, rue de Vaugirard, Paris (15<sup>e</sup>), Agence de Lille, 1, square Rameau,  
Inscrite au registre du Commerce sous le n° 54 B 3621 - Paris,  
Immatriculée à l'I.N.S.E.E. sous le n° 284.75.115.000.6,  
Titulaire du compte chèque postal n° 790.37 - Paris.
- **Imputation budgétaire** : 902-7, article 230-3, du budget de chaque exercice.
- **Marché principal** : N° 62/7133, en date du 18 novembre 1962, approuvé le 28 novembre 1962, autorisé par délibération n° 62/7133 du 8 novembre 1962, approuvée le 28 novembre 1962.



— **Objet du marché :** Entretien des installations téléphoniques des bâtiments communaux.

— **Période d'exécution :** Un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1963 avec possibilité de tacite reconduction par période d'une année.

— **Montant du marché (redevance mensuelle) :**

Hors taxes .....	1.551,55 F
T.V.A. 16,95 % .....	262,98 F

Total toutes taxes comprises .....	1.814,53 F
------------------------------------	------------

— **Montant du marché rectifié selon les précédents avenants :**

Hors taxes .....	1.499,03 F
T.V.A. 23 % .....	344,77 F

Total toutes taxes comprises .....	1.843,80 F
------------------------------------	------------

— **Objet des précédents avenants :**

N°	Date	Objet des précédents avenants
1	6 janvier 1964	Résiliation à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 1964 de l'entretien de l'installation de l'Institut Diderot.
2	6 mai 1965	Extension du marché et de son avenant n° 1 à l'entretien de l'installation téléphonique de la Bibliothèque Municipale à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 1965.
3	27 octobre 1965	Résiliation des avenants n°s 1 et 2 remplacés par l'avenant n° 3 reprenant leurs clauses. Résiliation de l'entretien de l'installation du Lycée Technique Baggio à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 1964.  <b>Extension du marché :</b> a) A l'entretien de nouveaux postes et équipements de l'Hôtel de Ville, à compter du 1 <sup>er</sup> octobre 1964. b) A l'entretien de l'installation téléphonique de la Bibliothèque Municipale, à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 1965. c) A l'entretien de l'installation téléphonique de l'école des Beaux-Arts, à compter du 27 juillet 1965.
4	11 juillet 1971	Suppression de diverses installations transférées à la Communauté Urbaine et diverses adjonctions aux réseaux de l'Hôtel de Ville.

#### 5<sup>e</sup> AVENANT

**Objet :** Le présent avenant a pour objet :

- 1°) la résiliation de l'entretien de l'installation de la pouponnière municipale, 86, rue des Meuniers à Lille, à dater du 1<sup>er</sup> mai 1972 ;



- 2°) l'adjonction de l'entretien de l'installation de l'annexe de la bibliothèque municipale, avenue Marx-Dormoy à Lille ;
- 3°) l'extension du marché à la régularisation de l'entretien des nouveaux postes et équipements de l'Hôtel de Ville mis en service depuis l'avenant n° 4.

**Montant en plus :**

Hors taxes .....	21,13 F
T.V.A. 20 % .....	4,22 F
Total T.T.C. ....	25,35 F

Vingt-cinq francs trente-cinq centimes.

**Nouveau montant du marché compte tenu du présent avenant (redevance mensuelle) :**

Hors taxes .....	1.520,16 F
T.V.A. 20 % .....	304,03 F
Total T.T.C. ....	1.824,19 F

Mille huit cent vingt-quatre francs dix-neuf centimes.

**Article 1<sup>er</sup>.** — Le marché et ses quatre avenants dont la désignation est mentionnée page 1 sont modifiés dans les conditions fixées aux articles suivants :

**Article 2.** — L'article 2 du marché initial est modifié ainsi qu'il suit :

Composition des installations téléphoniques des services municipaux et redevances.

1°) La liste des bâtiments ne devra plus mentionner le poste :

- c) Pouponnière Municipale, 86, rue des Meuniers, d'un montant de 28,75 F, à dater du 1<sup>er</sup> mai 1972.

2°) La liste des bâtiments devra d'autre part mentionner le poste :

- i) Annexe de la Bibliothèque Municipale, avenue Marx-Dormoy, à dater du 1<sup>er</sup> février 1973.

Cette installation est du type mixte à intercommunication à prise directe du réseau par boutons et comporte, à ce jour, l'appareillage décrit ci-dessous :

- 1 direction de réseau,
- 1 poste mixte de service PL 273,
- 1 poste mixte ordinaire PL 273.

Auxquels s'applique le tarif mensuel de base ci-après :

1 poste mixte de service .....	4,30 F
1 poste mixte ordinaire .....	4,30 F
	8,60 F



3°) Le poste a) sera complété par les adjonctions réalisées à l'Hôtel de Ville depuis l'avenant n° 4 et se décomposant comme suit :

N° d'ordre	Désignation	Nombre	Prix unitaire H.T.	Prix total H.T.
ADJONCTIONS :				
1	Equipement de réseau .....	5	3,40	17,00
2	Poste de filtrage ordinaire .....	12	5,93	71,16
3	Poste de filtrage PL .....	10	4,30	43,00
4	Ligne de jonction privée (sur joncteur de poste) .....	3	2,97	8,91
				140,07
RETRAITS :				
5	Poste automatique .....	1	3,80	3,80
6	Dispositif de renvoi de ligne ou sonnerie .....	1	0,44	0,44
7	Ligne ou poste à simple ligne (à partir du 101) .....	33	2,35	77,55
				81,79
8	Ligne ou poste extérieur .....	5	3,40	17,00
				17,00
				Total 41,28

Total des prestations hors taxes de l'avenant :

$$41,28 + 8,60 - 28,75 = 21,13 \text{ F}$$

$$\text{T.V.A. } 20 \% = 4,22 \text{ F}$$

Total des prestations toutes taxes comprises de l'avenant = 25,35 F

#### Article 3. — Conditions de prix - Paiements :

Le troisième paragraphe de l'article 3 de l'engagement initial est modifié ainsi qu'il suit :

« après majoration pour taxes et charges fiscales actuelles (T.V.A. au taux de 20 % du montant hors taxes) le prix toutes taxes comprises est fixé à la somme de mille huit cent vingt-quatre francs dix-neuf centimes ( $1.520,16 \times 1,20 = 1.824,19$ ) valeur au 1<sup>er</sup> janvier 1962.

#### Article 4. — Obligations fiscales et parafiscales :

La déclaration prévue par l'article 251 du livre III du Code des Marchés publics est annexée au présent avenant.



**Article 5. — Comptable :**

Le comptable public assignataire chargé du paiement est M. le Trésorier Principal de la Ville de Lille.

**Article 6. — Autres clauses :**

Toutes les autres clauses et conditions générales du marché initial demeurent applicables en tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Pour le Maire de Lille,  
L'Adjoint délégué  
aux Bâtiments Communaux,  
J.-M. BRIFFAUT.

Fait en un seul original, à Lille, le  
(mention manuscrite « Lu et approuvé »  
et signature à apposer ici de la main  
du titulaire du marché).

« Le présent avenant ne deviendra définitif qu'après son approbation par l'autorité de tutelle ».

**N° 73/7127 - PROPRIETES COMMUNALES. FOURNITURE DE TUBES,  
RACCORDS, ROBINETTERIE ET ACCESSOIRES  
POUR INSTALLATIONS SANITAIRES DURANT LES ANNEES 1973  
A 1977. MARCHÉ A COMMANDES.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Conformément aux dispositions du livre III du Code des marchés publics concernant les collectivités locales, des marchés doivent être conclus avec les firmes qui fournissent des matériaux et produits divers pour un montant égal ou supérieur à 30.000 F par an.

Il est proposé de passer un marché pour la fourniture de tubes, raccords, robinetterie et accessoires pour installations sanitaires, avec la Société Victor Catry et Cie dont le siège social est à Lille, 76, rue d'Emmerin.

Cette entreprise offre toutes les garanties nécessaires et a fait des propositions jugées intéressantes pour la Ville.

La diversité des fournitures ne permettant pas de les déterminer à l'avance, et leur volume variant en fonction des besoins et des programmes, les prix sont en général débattus avant l'exécution des commandes par le service intéressé.

Ce marché aura une validité d'un an à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1973, il pourra être reconduit tacitement chaque année sans que sa durée totale puisse excéder cinq ans, ainsi que le prévoit l'article 273 du Code des marchés publics.



En accord avec votre Commission des Bâtiments qui s'est réunie le 12 septembre 1973, nous vous demandons de nous autoriser à passer le marché nécessaire avec la Société Victor Catry et Cie pour un montant minimum de 20.000 F et un montant maximum de 60.000 F.

Selon l'objet, la dépense correspondante sera imputée sur les divers crédits qui sont ou qui seront inscrits au budget de chacun des exercices de 1973 à 1977.

**Adopté.**

**N° 73/7128 - PROPRIETES COMMUNALES. TRAVAUX SPECIAUX A EXECUTER  
ENTRE LE 1<sup>er</sup> JANVIER 1973 ET LE 31 DECEMBRE 1977.  
TRAVAUX D'INSTALLATIONS ELECTRIQUES.  
MARCHE A COMMANDES. AVENANT N° 1.**

**MESDAMES, MESSIEURS,**

Par délibération n° 72/7135 du 28 novembre 1972, approuvée le 20 avril 1973, vous avez autorisé la passation d'un marché à commandes pour les années 1973 à 1977, d'un montant maximum de 100.000 F avec l'entreprise Désir Electricité, société anonyme, 249, boulevard Victor-Hugo à Lille, en vue de l'exécution des travaux d'installations électriques dans les bâtiments communaux.

La valeur des commandes prévues pour l'année 1973 dépassant le montant maximum annuel fixé par le marché, il s'avère nécessaire de passer un avenant portant ce maximum à 150.000 F.

En accord avec votre Commission des Bâtiments qui s'est réunie le 19 septembre 1973, nous vous demandons :

- 1°) de nous autoriser à passer avec la Société Désir Electricité un avenant au marché à commandes qui aura pour effet de porter le montant maximum annuel à 150.000 F ;
- 2°) de décider que l'imputation des dépenses correspondantes sur les divers crédits inscrits aux documents budgétaires de l'exercice 1973.

**Adopté.**

P.J. : Un avenant.



**Ville de Lille**  
**Services de construction et d'entretien**  
**des immeubles communaux**  
**Division II**

**TRAVAUX D'INSTALLATIONS ELECTRIQUES**  
**MARCHE A COMMANDES N° 773/T**

**1<sup>er</sup> AVENANT AU MARCHE**

- **Titulaire du marché** : Société Anonyme Entreprise DESIR Electricité, siège social : 249, boulevard Victor-Hugo, Lille, inscrite au registre du commerce de Lille sous le n° 69 B 103, identifiée à l'I.N.S.E.E. sous le n° 339.59.350.0.172, titulaire du compte n° 23997 à la Banque Crédit du Nord, agence Victor-Hugo, 2, boulevard Victor-Hugo, 59000 Lille.
- **Imputation budgétaire** : Sur les divers crédits inscrits au budget de chacun des exercices de 1973 à 1977.
- **Marché initial** : N° 72/7135 (773/T) en date du 1<sup>er</sup> décembre 1972, approuvé le 20 avril 1973 autorisé par délibération n° 72/7135 du 28 novembre 1972.
- **Objet du marché** : Travaux d'installations électriques.
- **Période d'exécution** : Un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1973, avec possibilité de tacite reconduction sans que la durée totale puisse excéder cinq ans.
- **Montant du marché** : Minimum prévu : 30.000 francs.  
Maximum prévu : 100.000 francs.

**1<sup>er</sup> AVENANT**

**Objet** : Relèvement du montant maximum annuel.

Montant en plus .....	50.000 francs
Nouveau montant du marché compte tenu du présent avenant ....	150.000 francs

**Article 1<sup>er</sup>.** — Le marché dont la désignation est mentionnée ci-avant est modifié dans les conditions fixées à l'article suivant.

**Article 2.** — L'article 6 du marché initial est annulé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Conformément aux dispositions de l'article 273 du livre III du Code des marchés publics, le montant du marché est fixé comme suit :

- minimum prévu : 30.000 francs (trente mille francs),
- maximum prévu : 150.000 francs (cent cinquante mille francs).

Il est spécifié que ce montant maximum n'est qu'une simple indication et que l'entreprise titulaire du marché s'interdit toute réclamation s'il n'était pas atteint.

**Article 3.** — **Obligations fiscales et parafiscales.**

La déclaration prévue par l'article 251 du livre III du Code des marchés publics est jointe au présent avenant.



**Article 4. — Comptable.**

Le comptable public assignataire chargé du paiement est M. le Trésorier Principal de la Ville de Lille.

**Article 5.** — Toutes les clauses et conditions générales du marché initial demeurent applicables en tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Pour le Maire de Lille,  
L'Adjoint délégué aux  
Bâtiments Communaux,

J.M. BRIFFAUT.

Fait en un seul original  
à Lille, le  
(mention manuscrite « Lu et approuvé »  
et signature à apposer ici de la main du  
titulaire du marché).

« Le présent avenant ne deviendra définitif qu'après son approbation par l'autorité de tutelle ».

**N° 73/7129 - PROPRIETES COMMUNALES. TRAVAUX SPECIAUX  
A EXECUTER ENTRE LE 1<sup>er</sup> JANVIER 1973  
ET LE 31 DECEMBRE 1977. FOURNITURE DE CLOTURES.  
MARCHE A COMMANDES. AVENANT N° 1.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération 73/7101 du 6 juillet 1973, approuvée le 19 juillet 1973, vous avez autorisé la passation d'un marché à commandes pour les années 1973 à 1977, d'un montant maximum annuel de 50.000 francs avec la société anonyme « Etablissements R. Hayem » dont le siège social est à Saint-André, 68, rue Sainte-Hélène, en vue de la fourniture de clôtures pour les bâtiments communaux.

La valeur des commandes prévues en 1973 dépassant le montant maximum annuel fixé par le marché, il s'avère nécessaire de passer un avenant portant ce maximum à 100.000 francs.

En accord avec votre Commission des bâtiments qui s'est réunie le 12 septembre 1973, nous vous demandons :

- 1° de nous autoriser à passer avec la société « Etablissements R. Hayem » un avenant au marché à commandes qui aura pour effet de porter le montant maximum annuel à 100.000 francs ;
- 2° de décider l'imputation des dépenses correspondantes sur les divers crédits inscrits ou à prévoir à nos documents budgétaires des exercices de 1973 à 1977.

Adopté.

P.J. : Avenant.



Ville de Lille  
Services de construction et d'entretien  
des immeubles communaux  
Division II

PROPRIETES COMMUNALES  
FOURNITURE DE CLOTURES  
MARCHE A COMMANDES

1<sup>er</sup> AVENANT AU MARCHE

- **Titulaire du marché** : Société anonyme « Etablissements R. HAYEM », siège social : 68, rue Sainte-Hélène à Saint-André, faisant élection de domicile à Lille, inscrite au Registre du Commerce de Lille sous le n° 55 B 143, identifiée à l'I.N.S.E.E. sous le n° 326.59.527.0.002.
- **Imputation budgétaire** : Sur les divers crédits inscrits au budget de chacun des exercices de 1973 à 1977.
- **Marché initial** : N° 73/7101 (725/F) en date du 16 juillet 1973 approuvé le 19 juillet 1973, autorisé par délibération n° 73/7101 du 6 juillet 1973.
- **Objet du marché** : Fourniture de clôtures.
- **Période d'exécution** : Un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1973 avec possibilité de tacite reconduction sans que la durée totale puisse excéder 5 ans.
- **Montant du marché** : Minimum : 20.000 francs.  
Maximum : 50.000 francs.

1<sup>er</sup> AVENANT

<b>Objet</b> : Relèvement du montant maximum annuel.	
Montant en plus .....	50.000 francs
Nouveau montant maximum du marché	
compte tenu du présent avenant .....	100.000 francs

**Article 1<sup>er</sup>.** — Le marché dont la désignation est mentionnée ci-avant est modifié dans les conditions fixées à l'article suivant.

**Article 2.** — L'article 1<sup>er</sup> du marché initial est annulé et remplacé par les dispositions suivantes :

Le marché est un marché à commandes passé pour une période d'un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1973.

Ce marché est renouvelable par tacite reconduction sans que sa durée totale puisse excéder cinq ans. Il peut y être mis fin à l'expiration de chaque période annuelle, à charge par la partie qui en prendra l'initiative d'en informer l'autre par lettre recommandée avec accusé de réception deux mois au moins avant la fin de la période en cours.



Les prestations faisant l'objet de ce marché sont susceptibles de varier dans les limites suivantes (article 273 du Code des marchés publics).

N° du marché	Désignation de la fourniture	Montant minimum annuel	Montant maximum annuel
725/F	Fourniture de clôtures	20.000 francs	100.000 francs

Ce montant maximum est prévisionnel ; l'entreprise ne pourra élever aucune réclamation s'il n'était pas atteint.

Les commandes seront faites par le moyen de bons de commandes, délivrés par le service, qui comporteront :

- la désignation de la prestation,
- la quantité commandée,
- le lieu et le délai de livraison.

Les bons de commandes seront signés par le représentant légal de la Ville de Lille et par l'Architecte en Chef, Directeur des services de construction et d'entretien des immeubles communaux.

### Article 3. — Obligations fiscales et parafiscales.

La déclaration prévue par l'article 251 du livre III du Code des marchés publics est annexée au présent avenant.

### Article 4. — Comptable.

Le comptable public assignataire chargé du paiement est M. le Trésorier Principal de la Ville de Lille.

**Article 5.** — Toutes les clauses et conditions générales du marché initial demeurent applicables en tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Pour le Maire de Lille,

l'Adjoint délégué

aux Bâtiments Communaux,

J.M. BRIFFAUT.

Fait en un seul original

à LILLE, le

(mention manuscrite « Lu et Approuvé »

et signature à apposer ici de la main du

titulaire du marché).

« Le présent avenant ne deviendra définitif qu'après son approbation par l'autorité de tutelle ».



**N° 73/7130 - PROPRIETES COMMUNALES. FOURNITURE ET POSE  
DE CLOTURES ET GRILLAGES, BARDAGES PRODUITS  
PREFABRIQUES EN BETON DURANT LES ANNEES 1973 A 1977.  
MARCHE A COMMANDES. AVENANT N° 1.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 72/7135 du 28 novembre 1972, approuvée le 20 avril 1973, vous avez autorisé la passation d'un marché à commandes pour les années 1973 à 1977, d'un montant maximum de 50.000 francs, avec la S.A.R.L. Sobanor, route Nationale à Nieppe, pour la fourniture et la pose de clôtures et grillages, bardages, produits préfabriqués en béton pour les bâtiments communaux.

La valeur des commandes prévues en 1973 dépassant le montant maximum annuel fixé par le marché, il s'avère nécessaire de passer un avenant portant ce maximum à 80.000 francs.

En accord avec votre Commission des bâtiments qui s'est réunie le 12 septembre 1973, nous vous demandons :

- 1° de nous autoriser à passer avec la société Sobanor un avenant au marché à commandes qui aura pour effet de porter le montant maximum annuel à 80.000 francs ;
- 2° de décider l'imputation des dépenses correspondantes sur les divers crédits inscrits au budget de chacun des exercices de 1973 à 1977.

Adopté.

P.J. : 1 avenant.

**Ville de Lille**

**Services de construction et d'entretien  
des immeubles communaux**

**Division II**

**FOURNITURE ET POSE DE CLOTURES ET GRILLAGES,  
BARDAGES, PRODUITS PREFABRIQUES EN BETON  
MARCHE A COMMANDES N° 762/T**

**1<sup>er</sup> AVENANT AU MARCHE**

— **Titulaire du marché** : S.A.R.L. SOBANOR, siège social : route Nationale à Nieppe - 59850, faisant élection de domicile à Lille, inscrite au registre du commerce de Hazebrouck sous le n° 64 B 7, identifiée à l'I.N.S.E.E. sous le n° 326.59.431.0.001.

— **Imputation budgétaire** : Sur les divers crédits inscrits au budget de chacun des exercices de 1973 à 1977.



- **Marché initial** : N° 72/7135 (762/T) en date du 1<sup>er</sup> décembre 1972, approuvé le 20 avril 1973, autorisé par délibération 72/7135 du 28 novembre 1972.
- **Objet du marché** : Fourniture et pose de clôtures et grillages, bardages, produits préfabriqués en béton.
- **Période d'exécution** : Un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1973, avec possibilité de tacite reconduction sans que la durée totale puisse excéder cinq ans.
- **Montant du marché** : Minimum : 20.000 francs par an.  
Maximum : 50.000 francs par an.

#### 1<sup>er</sup> AVENANT

**Objet** : Relèvement du montant maximum annuel.

Montant en plus .....	30.000 francs
Nouveau montant maximum du marché compte tenu du présent avenant .....	80.000 francs

**Article 1<sup>er</sup>.** — Le marché dont la désignation est mentionnée ci-avant est modifié dans les conditions fixées à l'article suivant.

**Article 2.** — L'article 6 du marché initial est annulé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Conformément aux dispositions de l'article 273 du livre III du Code des marchés publics, le montant du marché est fixé comme suit :

- minimum : 20.000 francs (vingt mille francs),
- maximum : 80.000 francs (quatre vingt mille francs) ».

Il est spécifié que ce montant maximum n'est qu'une simple indication et que l'entreprise titulaire du marché s'interdit toute réclamation s'il n'était pas atteint.

**Article 3. — Obligations fiscales et parafiscales.**

La déclaration prévue à l'article 251 du livre III du Code des marchés publics est annexée au présent avenant.

**Article 4. — Comptable.**

Le comptable public assignataire chargé du paiement est M. le Trésorier Principal de la Ville de Lille.

**Article 5.** — Toutes les clauses et conditions générales du marché initial demeurent applicables en tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Pour le Maire de Lille,  
l'Adjoint délégué aux  
Bâtiments Communaux,  
J.M. BRIFFAUT.

Fait en un seul original,  
à Lille, le  
(mention manuscrite « Lu et approuvé »  
et signature à apposer ici de la main  
du titulaire du marché).

« Le présent avenant ne deviendra définitif qu'après son approbation par l'autorité de tutelle ».



**N° 73/7131 - CIMETIERE DE L'EST. RECONSTRUCTION DES BUREAUX  
ET DU LOGEMENT DE CONCIERGE.  
LOT N° 1 : GROS-ŒUVRE. DECOMPTE DEFINITIF. AVENANT.**

MESDAMES, MESSIEURS,

L'entreprise G. Deblacquer, dont le siège est à La Chapelle-d'Armentières, -98, route Nationale, est titulaire d'un marché sur adjudication ouverte d'un montant de 163.443,85 francs, toutes taxes comprises, pour l'exécution des travaux de gros-œuvre constituant le lot n° 1 pour la reconstruction des bureaux et du logement de concierge au cimetière de l'Est.

Après la réception des ouvrages, cette entreprise a présenté un décompte définitif s'élevant à 203.183,97 francs, dont la récapitulation fait ressortir les chiffres suivants :

— Prix du marché T.V.A. comprise .....	163.443,85 F
— à déduire T.V.A. (17,6 %) .....	24.460,98 F
— Prix du marché hors taxes .....	138.982,87 F
— Travaux supplémentaires suivant prix de bordereau .....	33.792,62 F
— Montant total hors taxes .....	172.775,49 F
— Montant T.V.A. 17,6 % .....	30.408,48 F
— Montant du décompte définitif, toutes taxes comprises .....	203.183,97 F

En raison de l'hétérogénéité du sol (remblais récents) une partie de la construction prévue en vide sanitaire a dû être excavée et a donc entraîné des travaux supplémentaires et notamment :

- l'exécution de terrassement, fondation, maçonnerie complémentaires,
- l'exécution d'un dallage et d'un enduit étanche pour empêcher les infiltrations d'eau,
- divers petits travaux annexes.

La vérification du décompte définitif n'a donné lieu à aucune observation du service municipal compétent.

Toutefois, l'augmentation de la masse des travaux exige la passation d'un avenant au marché.

En accord avec votre Commission des bâtiments qui s'est réunie le 12 septembre 1973, nous vous demandons :



- 1° d'approuver le décompte définitif arrêté à la somme de 203.183,97 francs toutes taxes comprises ;
- 2° de régulariser le dépassement de la dépense en nous autorisant à passer un avenant au marché ;
- 3° de décider que la dépense supplémentaire sera imputée sur le crédit reporté au chapitre 908.5 article 230.2 B de la section d'investissement du budget supplémentaire de 1973, sous l'intitulé « Logements de fonctions - Reconstruction des bureaux et du logement de concierge au cimetière de l'Est ».

Adopté.

P.J. : Avenant.

#### Ville de Lille

#### Services de construction et d'entretien des immeubles communaux Division I

#### CIMETIERE DE L'EST

#### RECONSTRUCTION DES BUREAUX ET D'UN LOGEMENT DE CONCIERGE

#### LOT N° 1 : GROS-ŒUVRE

#### MARCHE - AVENANT

- **Titulaire du marché** : Entreprise G. DEBLACQUER, S.A.R.L., dont le siège est 198, route Nationale à La Chapelle d'Armentières, faisant éléction de domicile à Lille, inscrite au registre du commerce de Lille, sous le n° 65 B 136, identifiée à l'I.N.S.E.E. sous le n° 330.59.143.1.001, titulaire du compte chèque postal n° 3051.18 au Centre de Lille.
- **Imputation budgétaire** : Chapitre 908.5 - article 230.2 B.
- **Marché principal** : Sur adjudication ouverte en date du 11 janvier 1972, dont le procès-verbal a reçu l'approbation de M. le Préfet du Nord le 2 février 1972.
- **Objet du marché** : Exécution des travaux de gros-œuvre constituant le lot n° 1 pour la reconstruction des bureaux et d'un logement de concierge au cimetière de l'Est.
- **Délai d'exécution** : quatre mois.
- **Montant du marché** :

Hors taxes .....	138.982,87 francs
Montant des taxes .....	24.460,98 francs
Total toutes taxes comprises .....	163.443,85 francs



AVENANT N° 1

**Objet :** Acceptation du décompte définitif comportant des travaux supplémentaires jugés indispensables.

Ledit décompte, accompagné d'un devis des travaux supplémentaires, fait ressortir les chiffres suivants :

	Montant H.T.	T.V.A. 17,6 %	Montant T.T.C.
Montant du marché .....	138.982,87	24.460,98	163.443,85
Travaux supplémentaires suivant prix de bordereau .....	33.792,62	5.947,50	39.740,12
Montant total H.T. ....	172.775,49		
Montant total T.V.A. ....		30.408,48	
Montant total du décompte définitif toutes taxes comprises .....			203.183,97

**Article 1<sup>er</sup>.** — Le marché dont la désignation est mentionnée en page 1 est modifié dans les conditions fixées à l'article 2.

**Article 2.** — Le montant du marché du lot n° 1 : gros-œuvre pour la reconstruction des bureaux et du logement de concierge au cimetière de l'Est est porté à 203.183,97 francs, toutes taxes comprises, chiffre résultant du décompte définitif ci-joint.

**Article 3. — Obligations fiscales et parafiscales.**

La déclaration prévue par l'article 251 du livre III du Code des marchés publics est annexée au présent avenant.

**Article 4. — Comptable.**

Le comptable public assignataire chargé du paiement est M. le Trésorier Principal de la Ville de Lille.

**Article 5.** — Toutes les clauses et conditions générales du marché initial demeurent applicables en tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.



Pour le Maire de Lille,  
l'Adjoint délégué  
aux bâtiments communaux,

J.M. BRIFFAUT.

Fait en un seul exemplaire,  
à Lille, le  
(mention manuscrite « Lu et approuvé »  
et signature à apposer ici de la main du  
titulaire du marché).

« Le présent avenant ne deviendra définitif qu'après son approbation par l'autorité de tutelle ».

**N° 73/7132 - CIMETIERE DE L'EST. RECONSTRUCTION DES BUREAUX  
ET D'UN LOGEMENT DE CONCIERGE. LOT N° 3 : CARRELAGES,  
REVETEMENTS. DECOMPTE DEFINITIF. AVENANT.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Lors de l'adjudication ouverte organisée le 11 janvier 1972, dont le procès-verbal a été approuvé le 2 février suivant, la société Carrelages et Revêtements Industriels, 1, rue Edouard-Branly à Choisy-le-Roy dont l'agence régionale du Nord est à Wambrechies, 1, avenue Industrielle, a été déclarée titulaire du marché de travaux, d'un montant de 12.565,33 francs toutes taxes comprises, constituant le lot n° 3 : carrelages - revêtements pour la reconstruction des bureaux et d'un logement de concierge, cimetière de l'Est.

Après la réception des ouvrages, l'entreprise a présenté un décompte définitif d'un montant de 16.992,20 francs, résumé de la façon suivante :

— Montant du marché, T.V.A. comprise .....	12.565,33 F
— à déduire T.V.A. 17,6 % .....	1.880,52 F
— Montant du marché hors taxes .....	10.684,81 F
— Travaux supplémentaires actualisables .....	790,51 F
— Actualisation .....	559,99 F
— Prix nets non actualisables .....	2.413,84 F
— Total .....	14.449,15 F
— T.V.A. 17,6 % .....	2.543,05 F
— Montant total du décompte définitif T.T.C. ....	16.992,20 F

Les travaux supplémentaires, jugés indispensables en cours de réalisation, sont détaillés dans le devis. Ils comprennent notamment :

— l'exécution de revêtement en faïence,



— l'exécution de contre-marches en granito,

— l'exécution de carrelages « tomettes grès cérame ».

La vérification du décompte définitif n'a donné lieu à aucune observation du service municipal compétent. Toutefois, l'augmentation de la masse des travaux exige la passation d'un avenant au marché.

En accord avec votre Commission des bâtiments qui s'est réunie le 19 septembre 1973, nous vous demandons :

- 1<sup>o</sup> d'approuver le décompte définitif des travaux du lot n° 3 : carrelages - revêtements, arrêté à la somme de 16.992,20 francs, toutes taxes comprises ;
- 2<sup>o</sup> de régulariser le dépassement de la dépense en nous autorisant à passer un avenant au marché ;
- 3<sup>o</sup> de décider que la dépense supplémentaire sera imputée sur le crédit reporté au chapitre 908.5 - article 230.2 B de la section d'investissement du budget supplémentaire de 1973, sous l'intitulé : « cimetière de l'Est - reconstruction des bureaux et d'un logement de concierge ».

Adopté.

#### Ville de Lille

#### Services de construction et d'entretien des immeubles communaux

#### Division I

#### CIMETIERE DE L'EST

#### RECONSTRUCTION DES BUREAUX ET D'UN LOGEMENT DE CONCIERGE

#### LOT N° 3 : CARRELAGES - REVETEMENTS

#### MARCHE - AVENANT

- **Titulaire du marché :** Société « CARRELAGES et REVETEMENTS INDUSTRIELS », 1, rue Edouard-Branly à Choisy-le-Roi (94) - Agence régionale du Nord à Wambrechies, 1, avenue Industrielle, faisant élection de domicile à Lille, inscrite au registre du commerce de Lille sous le n° 57 B 493, identifiée à l'I.N.S.E.E. sous le n° 331.59.636.0.013, titulaire du compte chèque postal n° 1080.49 à Lille.
- **Imputation budgétaire :** Chapitre 908.5 - article 230.2 B.
- **Marché principal :** Marché sur adjudication ouverte du 11 janvier 1972, approuvé par M. le Préfet du Nord le 2 février 1972.
- **Objet du marché :** Exécution de travaux de carrelages - revêtements, constituant le lot n° 3 pour la reconstruction des bureaux et d'un logement de concierge au Cimetière de l'Est.
- **Délai d'exécution :** un mois.



— <b>Montant du marché :</b> Hors taxes .....	10.684,81 F
Montant des taxes .....	1.880,52 F
<b>Total toutes taxes comprises .....</b>	<b>12.565,33 F</b>

### AVENANT

**Objet :** Acceptation du décompte définitif comportant des travaux supplémentaires jugés indispensables.

Ledit décompte, accompagné d'un devis des travaux supplémentaires, fait ressortir les chiffres suivants :

	Montant H.T.	Montant T.V.A. 17,6 %	Montant T.T.C.	
Montant du marché .....	10.684,81	1.880,52	12.565,33	
Travaux supplémentaires :				
A) Actualisables .....	790,51	139,13	929,64	
B) Prix nets non actualisables .	2.413,84	424,84	2.838,68	
Actualisation suivant formule (page 8 du décompte) .....	559,99	98,56		658,55
Montant des travaux supplé- mentaires T.T.C. ....			3.768,32	3.768,32
Montant total H.T. ....	14.449,15			
Montant total T.V.A. ....		2.543,05		
Montant total du décompte défi- nitif toutes taxes comprises ..				16.992,20

**Article 1<sup>er</sup>.** — Le marché dont la désignation est mentionnée en page 1 est modifié dans les conditions fixées à l'article 2.

**Article 2.** — Le montant du marché du lot n° 3 : carrelages - revêtements est porté à 16.992,20 francs toutes taxes comprises, chiffre résultant du décompte définitif ci-joint.

**Article 3. — Obligations fiscales et parafiscales.**

La déclaration prévue par l'article 251 du Livre III du Code des Marchés publics est annexée au présent avenant.



**Article 4. — Comptable.**

Le comptable public assignataire chargé du paiement est M. le Trésorier Principal de la Ville de Lille.

**Article 5.** — Toutes les clauses et conditions générales du marché initial demeurent applicables en tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Pour le Maire de Lille,  
l'Adjoint délégué  
aux bâtiments communaux,

Fait en un seul exemplaire,  
à Lille, le  
(mention manuscrite « Lu et Approuvé » et  
signature à apposer ici de la main du  
titulaire du marché).

J.M. BRIFFAUT.

« Le présent avenant ne deviendra définitif qu'après son approbation par l'autorité de tutelle ».

**N° 73/7133 - PISCINE OLYMPIQUE, AVENUE MARX-DORMOY.  
CONSTRUCTION.**

**LOT N° 11 : INSTALLATION DE TRAITEMENT DE L'EAU.  
MARCHE SUR CONCOURS - AVENANT N° 1.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Suivant marché sur concours en date du 16 octobre 1967, approuvé le 2 février 1968, la Société anonyme DEGREMONT, 183, route de Saint-Cloud à Rueil-Malmaison a été chargée des travaux d'installation du traitement de l'eau constituant le lot n° 11 de la construction de la piscine olympique, avenue Marx-Dormoy.

Or, en son préambule, le cahier des prescriptions spéciales établi le 16 décembre 1966, et approuvé le 27 mai 1967 par M. le Préfet du Nord précisait, notamment, que la construction du bassin plongeur ferait l'objet d'une deuxième phase de travaux et entraînerait l'extension des différents marchés par voie d'avenants.

S'agissant du lot « installation de traitement de l'eau », la Société DEGREMONT nous propose pour l'extension de cette prestation au bassin plongeur, une somme de 122.050 francs, toutes taxes comprises, ce qui porte le montant du marché à 318.550 francs, toutes taxes comprises (valeur septembre 1967).

Ces travaux seront exécutés dans les conditions prévues au marché initial.

Afin de permettre le règlement des sommes dues à ce titre, il convient d'établir un avenant au marché.



Cet avenant régularisera en outre les interruptions du chantier portant sur les périodes comprises entre :

- février 1970, date de mise en place des filtres et avril 1971, date de début des travaux d'installation intérieure de la piscine ;
- septembre 1971 à novembre 1973, date de début de la deuxième phase de travaux.

En accord avec votre Commission des Bâtiments, qui s'est réunie le 12 septembre 1973, nous vous demandons :

- 1° d'autoriser la passation d'un avenant au marché initial qui aura pour effet de porter le montant du marché de 196.500 francs à 318.550 francs, toutes taxes comprises ;
- 2° de confirmer que la dépense correspondante sera imputée sur le crédit reporté au chapitre 903-52 - article 230.2 E de la section d'investissement du budget supplémentaire de 1973, sous l'intitulé : « piscine olympique, avenue Marx-Dormoy - construction ».

Adopté.

**Ville de Lille**  
**Services de construction et d'entretien**  
**des immeubles communaux**  
**Division II**

**PISCINE OLYMPIQUE, AVENUE MARX-DORMOY**  
**CONSTRUCTION**  
**LOT N° 11 : INSTALLATION DE TRAITEMENT DE L'EAU**

**MARCHE SUR CONCOURS - AVENANT N° 1**

- **Titulaire du marché** : Société anonyme DEGREMONT, dont le siège social est à Rueil-Malmaison (92), 183, route de Saint-Cloud, inscrite au registre du commerce de Versailles sous le n° 56 B 87, identifiée à l'I.N.S.E.E. sous le n° 202.92.063.0.024, titulaire du compte chèque postal n° 471-20 ouvert à Paris, faisant élection de domicile à Lille.
- **Imputation budgétaire** : Chapitre 903-52 - article 230.2 E.
- **Marché principal** : Marché sur concours du 16 octobre 1967, approuvé le 2 février 1968.
- **Objet du marché** : Exécution des travaux d'installation de traitement de l'eau constituant le lot n° 11 pour la construction de la piscine, avenue Marx-Dormoy.
- **Délai d'exécution** : 6 mois.
- **Montant du marché** : Hors taxes ..... 172.920 F



(T.V.A. 13,636 %, taux en vigueur en juillet 1967) .....	23.580 F
Total toutes taxes comprises .....	196.500 F

— 1<sup>er</sup> AVENANT —

**Objet :**

- 1<sup>o</sup> Extension de l'installation de traitement de l'eau au bassin plongeur et à la fosse de plongée à la Piscine Olympique, avenue Marx-Dormoy.
- 2<sup>o</sup> Régularisation des interruptions de chantier portant sur les périodes comprises entre :
  - février 1970, date de mise en place des filtres et avril 1971, date de début des travaux d'installation intérieure de la piscine ;
  - septembre 1971 à novembre 1973, date de début de la deuxième phase de travaux.

**Montant de l'avenant :**

— Montant global forfaitaire hors taxes : .....	107.404 F
— T.V.A. 12 % .....	14.646 F
— Montant global forfaitaire toutes taxes comprises (valeur septembre 1967) .....	122.050 F

**Article 1<sup>er</sup>.** — Le marché dont la désignation est mentionnée en page 1 est modifié dans les conditions fixées aux articles 2 et 3.

**Article 2.** — Le montant du marché du lot n<sup>o</sup> 11 : installation de traitement de l'eau est modifié de la façon suivante :

	Prix global forfaitaire hors taxes	Taux des taxes	Montant des taxes	Prix global forfaitaire toutes taxes comprises
Montant du marché initial du 16 octobre 1967 .....	172.920 F	13,636 %	23.580 F	196.500 F
Montant de l'avenant n <sup>o</sup> 1 ..	107.404 F	13,636 %	14.646 F	122.050 F
Totaux .....	280.324 F		38.226 F	318.550 F

Ainsi qu'il est précisé à l'article 4 du marché initial en date du 16 octobre 1967, l'augmentation du taux de la T.V.A. intervenue depuis la remise des offres est prise en compte lors du règlement des situations.

Cette augmentation des taxes qui a pour effet de modifier le prix du marché initial sera détaillée lors de l'établissement du décompte définitif des travaux.



**Article 3. — Délai d'exécution - Interruptions des travaux.**

Le délai d'exécution fixé à six mois suivant l'article 5 du marché est porté à dix mois.

Les interruptions de travaux sont détaillées ci-avant en objet.

**Article 4. — Obligations fiscales et parafiscales.**

La déclaration prévue par l'article 251 du Livre III du Code des Marchés publics est annexée au présent avenant.

**Article 5. — Comptable.**

Le comptable public assignataire chargé du paiement est M. le Trésorier Principal de la Ville de Lille.

**Article 6. —** Toutes les clauses et conditions générales du marché initial demeurent applicables en tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Pour le Maire de Lille,  
l'Adjoint délégué aux  
bâtiments communaux,

J.M. BRIFFAUT.

Fait en un seul original  
à Lille, le

(mention manuscrite « lu et approuvé » et  
signature à apposer ici de la main du  
titulaire du marché)

« Le présent avenant ne deviendra définitif qu'après son approbation par l'autorité de tutelle ».

**N° 73/8018 - CURAGE DES EGOUTS SITUÉS DANS  
LES PROPRIÉTÉS COMMUNALES.  
FUSION D'ENTREPRISES. AVENANT.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 71/8028 en date du 22 novembre 1971, approuvée le 14 mars 1972, vous avez autorisé la passation de deux marchés de gré à gré avec la Société S.A.R.U. d'une part, pour des travaux de curage des égouts situés dans les propriétés communales, et la Société T.R.U. d'autre part, pour des travaux de manutention, chargement, évacuation et transport intéressant le fonctionnement des services municipaux ; ces deux Sociétés ont leur siège social à Lille, 62, rue de la Justice.

Ces deux marchés, prévus pour une durée d'un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1972, sont renouvelables, deux fois, par tacite reconduction.



Par lettre en date du 29 mai 1973, la Société T.R.U. nous a fait part de sa fusion avec la Société S.A.R.U., réalisée par voie d'absorption de cette dernière ; la fusion a été établie selon une convention d'apport-fusion, dûment approuvée le 31 mars 1973 par les assemblées générales extraordinaires de ces deux Sociétés.

Aux termes de cette convention, la Société T.R.U. assure, depuis le 1<sup>er</sup> avril 1973, l'ensemble des services confiés entièrement à la Société S.A.R.U., notamment la mise à disposition des personnels et matériels spécialisés pour l'exécution de tous travaux de curage des égouts situés dans les propriétés communales.

En contrepartie, les redevances acquittées antérieurement à la Société S.A.R.U. seront désormais versées à la Société T.R.U.

En accord avec votre Commission de la Propreté publique et des Transports municipaux, réunie le 2 octobre 1973, nous vous demandons de bien vouloir autoriser l'établissement d'un avenant au marché de gré à gré passé avec la Société S.A.R.U.

Adopté.

P.J. : 1 Avenant.

Ville de Lille  
Services techniques  
Service du nettoyage  
des voies publiques

CURAGE D'EGOUTS  
MARCHE DE GRE A GRE DU 7 JANVIER 1972

AVENANT N° 1

- **Titulaire du marché** : M. Pierre OUVRIE, Président-Directeur Général, agissant au nom et pour le compte de la Société S.A.R.U., 62, rue de la Justice à Lille, inscrite au registre du commerce de Lille sous le n° 58 B 83, identifiée à l'I.N.S.E.E. sous le n° 625.59.350.0.006, titulaire du compte chèque postal Lille n° 680.53.
- **Imputation budgétaire** : Sur les crédits inscrits à la section de fonctionnement, et affectés à l'entretien des bâtiments communaux.
- **Marché principal** : Marché de gré à gré n° 825 du 7 janvier 1972, autorisé par délibération n° 71/8028 du 22 novembre 1971 et approuvé le 14 mars 1972 par M. le Préfet du Nord.
- **Objet du marché** : Travaux de curage des égouts situés dans les propriétés communales.
- **Période d'exécution** : Du 1<sup>er</sup> janvier 1972 au 31 décembre 1974.
- **Montant du marché** : Variable selon les prestations commandées à l'entreprise.



AVENANT N° 1

— **Objet :** Fusion des Sociétés S.A.R.U. et T.R.U. réalisée par voie d'absorption de la Société S.A.R.U. par la Société T.R.U., selon une convention d'apport-fusion dûment approuvée le 31 mars 1973 par les assemblées générales extraordinaires des deux Sociétés.

**Article 1<sup>er</sup>.** — Le marché dont la désignation est mentionnée en page 1 est modifié dans les conditions fixées à l'article 2.

**Article 2. — Substitution d'entreprises.**

La Société T.R.U., 62, rue de la Justice à Lille, inscrite au registre du commerce de Lille sous le n° 55 B 145, identifiée à l'I.N.S.E.E. sous le n° 625.59.350.0.001, titulaire du compte chèque postal Lille 769.21, titulaire du compte n° 823.1.023.251 ouvert au Crédit du Nord à Lille, titulaire du compte n° 110.15 ouvert à la Trésorerie Générale du Nord à Lille, est substituée à la Société S.A.R.U. à compter du 1<sup>er</sup> avril 1973, dans les obligations découlant du marché initial du 7 janvier 1972, c'est-à-dire la mise à disposition des personnels et matériels spécialisés pour l'exécution de tous travaux de curage des égouts situés dans les propriétés communales.

**Article 3. — Obligations fiscales et parafiscales.**

La déclaration prévue par l'article 251 du Livre III du Code des Marchés publics est annexée au présent avenant.

**Article 4. — Comptable.**

Le comptable public assignataire chargé du paiement est M. le Trésorier principal de la Ville de Lille.

**Article 5.** — Toutes les clauses et conditions générales du marché initial demeurent applicables en tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Pour le Maire de Lille,

l'Adjoint délégué,

Fait en un seul original à Lille, le

« Lu et approuvé »

l'Entreprise

« Le présent avenant ne deviendra définitif qu'après son approbation par l'autorité de tutelle. »



**N° 73/8019 - TRANSPORTS MUNICIPAUX.  
ACHATS DE VEHICULES PEUGEOT, RENAULT, SAVIFRANCE.  
MARCHES DE GRE A GRE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Les nécessités de la technique moderne subordonnent l'efficacité à la mise à la disposition des services municipaux, des véhicules adaptés à leur mission. Les camions et fourgons dont l'acquisition paraît indispensable sont destinés à remplacer un matériel usagé. Leur affectation concerne les espaces verts, les bâtiments communaux et le parc automobile.

En accord avec votre Commission de la propreté publique et des transports municipaux, réuni le 2 octobre 1973, nous vous demandons de bien vouloir autoriser :

1° la passation d'un marché de gré à gré avec la Savifrance, filiale de la Saviem, route de Vendeville à Faches-Thumesnil, pour la fourniture de :

- 1 camion Saviem, type SG 5, 12 cv, équipé d'une tri-benne ;
- 1 tracteur SG 4, 11 cv, équipé d'une semi-remorque de 6 m de long.

Le montant de ce marché est évalué approximativement à la somme de 127.660,40 F dont 21.218,40 F de T.V.A. ;

2° la passation d'un marché de gré à gré avec la Société Industrielle Automobile du Nord, 32 à 50, boulevard Carnot à Lille, concessionnaire Peugeot, pour la fourniture de :

- 1 fourgon J 7 Peugeot.

Le montant de ce marché est évalué approximativement à la somme de 20.643,30 F dont 3.410,55 F de T.V.A. ;

3° la passation d'un marché de gré à gré avec la Régie Nationale des Usines Renault, succursale de La Madeleine, 140, avenue de la République à La Madeleine, pour la fourniture de :

- 2 fourgons SG 2 d'un P.T.M.A. de 3 T 700.

Le montant de ce marché est évalué approximativement à la somme de 55.269,44 F dont 9.158,24 F de T.V.A.

Les dépenses seront imputées sur le crédit ouvert au chapitre 905.1 - article 215.0 de la section d'investissement du budget primitif de 1973, sous l'intitulé « Transports municipaux - Acquisition de véhicules ».

Adopté.



## N° 73/8020 - TRANSPORTS MUNICIPAUX.

## VENTE DE VEHICULES REFORMES ET DE VIEUX METAUX.

## ADMISSION EN RECETTE.

## MESDAMES, MESSIEURS,

Il a été procédé à un appel d'offres en vue de la vente de véhicules automobiles, cyclomoteurs réformés et vieux métaux. Cette vente a été effectuée le 29 mai 1973.

Les offres les plus intéressantes ont été faites par :

M. PECQUEUR J. — 8, Pavé de Laventie à La Gorgue :

Type	Année	Kilométrage	Immatriculation	Montant
Peugeot fourgon 1,4 t	1962	57.162	1600 CQ 59	613 F
Peugeot fourgon 1,4 t	1962	55.591	1601 CQ 59	717 F

M. DELIRE. — 22, rue Adolphe-Casse à Lille :

Type	Année	Kilométrage	Immatriculation	Montant
Citroën 2 cv	1963	66.612	4543 CY 59	315 F
Cyclomoteur	1964	34.606	35	50 F

M. CIBIE. — 10, avenue Industrielle à Marquette :

Type	Année	Kilométrage	Immatriculation	Montant
Citroën fourgon 2,5 t	1964	95.347	5949 DF 59	420 F
Citroën fourgon 1,5 t	1965	91.832	3233 DM 59	300 F
Citroën fourgon 1,2 t	1966	86.351	7628 DS 59	300 F
Cyclomoteur	1963	25.292	11	32 F
Cyclomoteur	1963	35.042	13	33 F
Cyclomoteur	1964	26.160	45	35 F
Cyclomoteur	1964	19.660	46	38 F
Cyclomoteur	1965	33.389	53	36 F
Cyclomoteur	1966	33.028	81	35 F
Cyclomoteur	1967	34.651	99	35 F

M. FORET. — 294, boulevard Clemenceau à Marcq-en-Barœul :

Type	Année	Kilométrage	Immatriculation	Montant
Citroën fourgon 1,2 t	1965	110.825	8342 DL 59	571 F

M. PECQUEUR J. — 8, Pavé de Laventie à La Gorgue :

Type	Année	Kilométrage	Immatriculation	Montant
Peugeot 404	1965	82.350	790 DL 59	511 F



M. TANCREZ. — 54, rue Paul-Bert à Lille :

Type	Année	Kilométrage	Immatriculation	Montant
Cyclomoteur	1964	20.360	20	85,55 F

Ets BOONE. — 7 à 25, quai du Halage à La Madeleine :

12.220 kg de vieux métaux à 0,125 F le kg ..... 1.527,50 F.

En accord avec la Commission de la Propreté publique et des Transports municipaux réunie le 2 octobre 1973, nous vous demandons de bien vouloir décider :

L'admission en recette de la somme de 5.654,05 F provenant de la vente de véhicules, cyclomoteurs réformés et vieux métaux, qui sera comptabilisée au chapitre 905.1 - article 215.0 du budget.

Adopté.

#### N° 73/8021 - SERVICE DU PARC AUTOMOBILE.

#### FOURNITURE DE CARBURANTS. DOSSIER D'ADJUDICATION.

MESDAMES, MESSIEURS,

Le marché conclu pour la fourniture des carburants nécessaires aux véhicules municipaux arrivera à expiration le 31 mars 1974.

Il convient d'organiser une nouvelle adjudication suivant les dispositions des articles 281 à 287 du Code des Marchés publics et, à cet effet, il a été établi un cahier des prescriptions spéciales.

Le marché qui interviendra sera valable du 1<sup>er</sup> avril 1974 au 31 décembre 1974 et pourra être reconduit tacitement d'année en année jusqu'au 31 décembre 1978, conformément à l'article 273 du Code susvisé.

La dépense annuelle pour ces fournitures est évaluée à environ 470.000 F TTC.

En accord avec votre Commission de la Propreté publique et des Transports municipaux, réunie le 18 mai 1973, nous vous demandons d'adopter le cahier des prescriptions spéciales devant servir de base à la consultation publique envisagée.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits qui seront inscrits au budget de chacun des exercices de 1974, 1975, 1976, 1977 et 1978.

Adopté.



**N° 73/8022 - AMENAGEMENT DES ABORDS DE LA CITADELLE.****TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES - 3<sup>e</sup> TRANCHE.****MARCHE DE GRE A GRE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Dans le cadre de l'aménagement des abords de la Citadelle autorisé par délibération n° 68/6010 du 29 février 1968, approuvée par l'autorité supérieure le 14 mars suivant, le Conseil municipal a autorisé l'exécution d'une première tranche de travaux effectuée en 1971 en application de la délibération n° 70/8018 du 13 mars 1970 approuvée le 29 avril suivant.

Une seconde tranche de travaux d'asphaltage des allées couvrant une superficie de 3.500 m<sup>2</sup>, autorisée par délibération n° 71/8010 en date du 25 juin 1971 approuvée par l'autorité supérieure le 21 juillet suivant, a été achevée en 1972.

En vue de terminer les travaux de revêtement, un crédit de 150.000 F, à financer par voie d'emprunt, a été inscrit à la section d'investissement du budget primitif de 1973 en vertu de la délibération n° 73/8005 en date du 15 février 1973.

Ce crédit est maintenant disponible. Nous pouvons envisager dès lors la réalisation des travaux et la passation d'un marché de gré à gré.

A cet effet, nous avons consulté huit entreprises qui ont toutes remis leurs offres.

La proposition la plus avantageuse pour la Ville, formulée par la S.A.T.R.A., 1, rue Poste-à-Chevaux à Bailleul, s'élève à 142.153,70 F T.T.C. pour une superficie de 4.000 m<sup>2</sup> environ.

En accord avec votre Commission des Espaces verts en date du 25 septembre 1973, nous vous demandons de bien vouloir :

- a) retenir cette offre ;
- b) autoriser la passation d'un marché de gré à gré d'un montant global et forfaitaire de 142.153,70 F T.T.C. avec la S.A.T.R.A.

La dépense afférente à ces travaux sera imputée sur le crédit de 150.000 F inscrit au chapitre 901.5, article 230.0 C de la section d'investissement du budget primitif de 1973.

Adopté.



M. MAUROY

mauroy

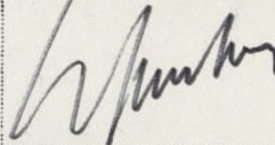
M. FRISON

frison

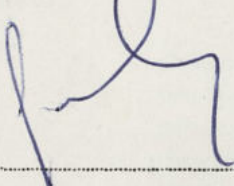
M. ALLARD



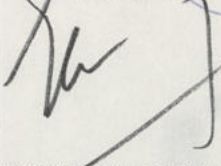
Me ROMBAUT



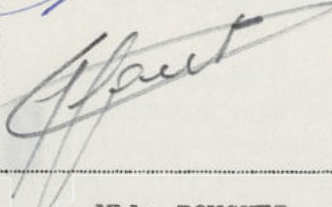
Me LEVY



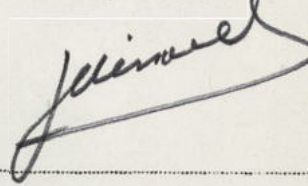
M. CAMELOT



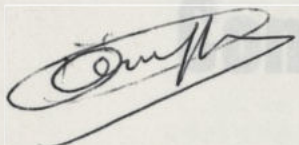
M. BRIFFAUT



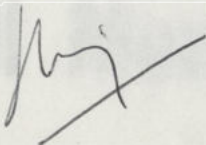
M. HENAU



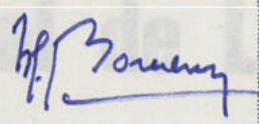
M. DERIEPPE



M. THIEFFRY



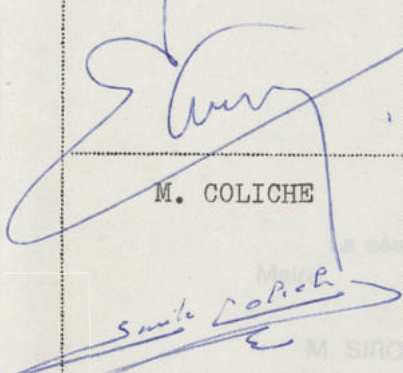
Mlle BOUCHEZ



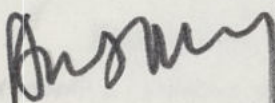
M. MOLLET



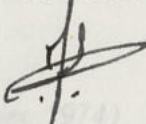
M. DASSONVILLE




M. LAURENT



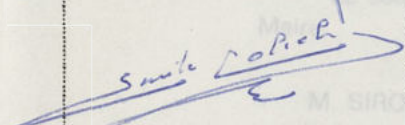
M. LUSSIEZ



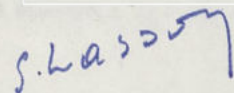
M. MIGLOS



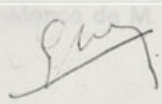
M. COLICHE



Mme LASSON



M. LEFEVRE



M. BOUTILLEUX



M. HUET



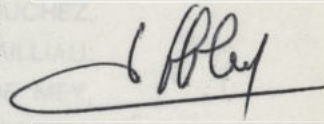
M. DERNONCOURT



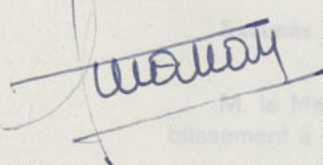
M. CAILLIAU



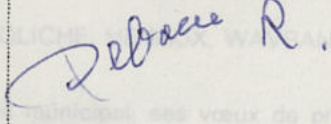
M. IBLED



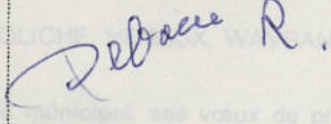
M. MATRAU



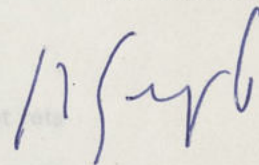
Mme VANNEUFVILLE



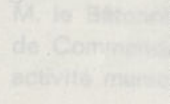
Mme DEBAENE



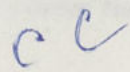
M. SIROT



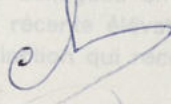
M. DURIER



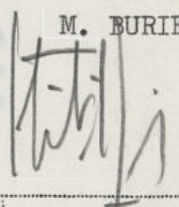
M. CATESSON



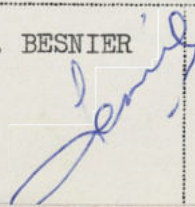
Mme CACHEUX-HABIGAND



M. BURIE



M. BESNIER

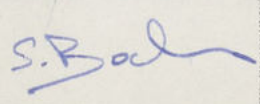


M. WAVRANT


M. CHOQUEL



M. BOCHNER



Mme DE MEY



Conseil Municipal - Reunion du 9 novembre 1972